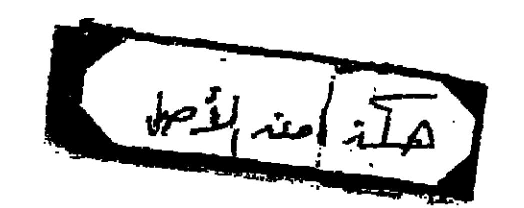


«Le Monde des livres» : rendez-vous européen à Strasbourg

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14860 – 7 F

VENDREDI 6 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les acrobaties de M. Major

M. JOHN MAJOR a évité de justesse, jeudi 4 novembre, après une nuit de débats tendus à la Chambre des communes, un désaveu personnel qui aurait rejeté la ratification du traité de Maastricht par la Grande-Bretagne au catalogue des illusions perdues.

Le processus de ratification va ainsi pouvoir se poursuivre à Londres, mais il n'est pas certain que ce vote, acquis par trois voix d'écart, renforce vraiment ni la cause européenne ni l'autorité du premier ministre. Comme le faisait remarquer le leader des démocrates-libéraux, Paddy Ashdown, il existe à la Chambre des communes une majorité en faveur du traité de Maastricht, et la politique de M. Major consistant à lier son sort personnel à celui de ce traité n'a pour effet que d'accréditer l'idée inverse. Ainsi, le Parti travailliste, qui, dans sa majorité, s'était engagé en faveur de Maastricht, a-t-il voté massivement contre la motion européenne présentée mercredi par le premier ministre, simplement par défiance envers celui-ci.

D'AUTRE part, aucune des tentatives faites par M. John Major, depuis le début de la présidence britannique, dans le but d'amadouer les «eurosceptiques» de son parti, n'a réussi à s'imposer au plan européen. La Communauté connaît depuis l'été bien des difficultés, mais elle n'a pas pour autant évolué vers une «Europe à l'anglaise».

M. Major a dû ravaler, par exemple, sa demande d'une réforme du système monétaire européen qu'au lendemain de la dévaluation de la livre il posait comme un préalable à la ratification de Maastricht. Il a dû renoncer aussi à l'idée, qu'un moment il caressait, de reporter cette ratification par les Communes aux calendes grecques, quand aurait été résolu le problème des Danois. Quant au cheval de Troie de la «subsidiarité», bien des gouvernements européens l'ont enfourché par démagogie, mais ils n'entendent pas pour autant transformer ce principe inscrit dans le traité de Maastricht en une machine de guerre contre la Commission, voire contre le projet même de l'Union européenne. Il a été admis qu'il faut se garder à l'avenir des excès de bureaucratie bruxelloise et qu'il faut construire l'Europe dans plus de transparence, mais les gouvernements n'ont pas pour autant renoncé à l'entreprise d'intégration au profit de la simple coopération entre Etats qui plaît aux «eurosceptiques» britanniques.

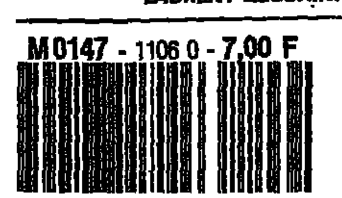
ENFIN, se montrant plus royalistes que le roi à propos du GATT, les dirigeants britanniques ont suscité il y a quelques jours une réunion à Chicago qui, si elle avait débouché sur un accord commercial avec les Etats-Unis, aurait laissé la France isolée en Europe, et donc l'Europe écartelée. La tentative, encore une fois, a échoué.

Bref, la présidence britannique de la Communauté n'a pour l'instant guère fait ses preuves. M. John Major, de son côté, n'a pas non plus vraiment restauré son autorité dans son parti, ni dans son pays. Et l'on peut se demander si, en menant plus franchement une politique véritablement européenne, il ne se porterait finalement pas mieux.

Lire page 10 l'article de notre correspondant à Londres

LAURENT ZECCHINI

M 0147 - 1106 0 - 7,00 F



Les grands dossiers du futur gouvernement américain

M. Clinton veut relancer l'économie par des dépenses publiques

M. Bill Clinton a exposé, mercredi 4 novembre, sur la pelouse de sa résidence de Little-Rock (Arkansas), les grands thèmes de la politique étrangère qu'il entend mener après sa prise de fonctions, le 20 janvier, en tant que quarante-deuxième président des Etats-Unis. D'autre part, la victoire de M. Clinton, qui souhaite relancer l'économie par des dépenses publiques, semble annoncer le reflux de la vague ultra-libérale qui avait déferlé à la fin des années 70 sur les principaux pays industriels. La nouvelle équipe veut en effet «mener une politique gouvernementale active».



L'Etat réhabilité

par Erik Izraelewicz

La reaganomics est morte, l'ultra-libéralisme économique reaganien enterré et les années 80 définitivement closes. La victoire de M. Bill Clinton confirme l'entrée, pour les Etats-Unis et, au-delà, pour l'économie mondiale, dans une ère nouvelle. La vague ultra-libérale qui avait inondé le monde à partir de la fin des années 70 s'est retirée. Après le «tout-Etat» du communisme soviétique, l'«Etat minimum» du capitalisme californien est, à son tour, condamné. Partout dans le monde, le capitalisme cherche sa voie... et l'Etat sa juste place.

Dans cette course, l'élection du ticket démocrate à la Maison Blanche est un nouveau pas. Face à la réémergence d'une demande d'intervention publique dans l'économie, M. Clinton répond par une volonté de réhabilitation de l'Etat. Celle-ci ne se réduit pas à la simple tradition redistributrice des démocrates. Malgré un début de réflexion sur ce sujet, les économistes ne lui sont que d'un faible secours («le Monde de l'économie» des 27 octobre et 2 novembre).

Inspirés par les ultra-libéraux de l'école de Chicago, M. Ronald Reagan et ses amis républicains préconisaient en matière économique le «laisser-faire» intégral. L'Etat – mal absolu à leurs yeux – ne devait assurer aucune fonction ni de production, ni de redistribution, ni même de régulation. Pour les «reaganiens», partisans de ce que l'on a appelé «l'économie de l'offre» – les *supply-siders* –, la prospérité générale ne pouvait provenir que de l'initiative individuelle libérée de toute contrainte. Priorité absolue devait donc être accordée au retrait de l'Etat. La baisse des impôts, les privatisations et la déréglementation tous azimuts constituaient ainsi les trois piliers de la «*reaganomics*».

Appliquée dès la fin des années 70 en Californie et en Grande-Bretagne, cette idéologie a profité des difficultés rencontrées par les politiques néo-keynésiennes des années 70 et de l'échec économique des pays communistes pour, progressivement, se répandre dans l'ensemble des pays de la planète. Ou presque. Partout, la chasse à l'Etat a été engagée, de Prague à Buenos-Aires, de Paris à Shanghaï. Les pouvoirs publics ont réduit leur train de vie, lutté contre la bureaucratie et vendu leurs actifs au secteur privé, dans les ex-pays socialistes d'Europe de l'Est, dans les pays en développement, mais aussi dans les pays industriels (en France et en Italie notamment).

Lire la suite page 3

Bruxelles craint que Washington ne demeure hostile à l'Europe

La partie de bras de fer entre les Etats-Unis et la CEE sur le volet agricole de l'Uruguay Round, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), se poursuit. Mercredi 4 novembre, les Etats-Unis n'ont pas obtenu l'aval du conseil du GATT, à Genève, sur les mesures de rétorsion qu'ils envisagent de prendre à l'encontre de la CEE. Celle-ci redoute en outre que la nouvelle administration américaine ne demeure hostile à la construction européenne. Enfin, M. Roland Dumas a jugé peu probable que les négociations aboutissent avant plusieurs mois.

Hégémonisme

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

A Chicago, le jour même de l'élection de M. Bill Clinton, et à l'issue de quarante-huit heures d'intenses débats, dont l'objet était de sortir les négociations commerciales (GATT) de l'impasse, la Communauté a échappé de peu à un accord qui, s'il avait été conclu, n'aurait pas été avalisé par la France. L'intransigeance américaine a ainsi épargné aux Douze une crise grave, de nature à compromettre la ratification du traité de Maastricht là où elle n'est pas encore acquise.

Ce rendez-vous, conçu dans la précipitation, avait initialement comme justification parfaitement contestable le désir de certains de donner un coup de main au candidat Georges Bush en difficulté. Le commissaire Ray Mac Sharry, qui menait le jeu du côté européen, et M. John Gummer, le ministre anglais de l'agriculture, qui agissait en coulisse, ont donné l'impression non pas de chercher à préserver la cohésion de la Communauté, mais d'avoir pour préoccupation tactique prioritaire le désir d'isoler la France, principal obstacle à un arrangement agricole transatlantique.

Dès mercredi, à Genève, le représentant des Etats-Unis a de nouveau agité devant le conseil du GATT la menace de mesures de rétorsion commerciales contre la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

*Lire la suite page 8
ainsi que nos informations sur le refus du conseil du GATT de donner son aval aux mesures de rétorsion américaines contre l'Europe page 19*

Lire aussi

Un schéma directeur pour l'Ile-de-France

Le schéma directeur qui dessinera le visage de l'Ile-de-France pour les vingt-cinq prochaines années préconise une croissance modérée de la population, donc de l'urbanisation, et un effort accru pour préserver forêts, terres agricoles et espaces verts. Le texte présenté par le gouvernement est le fruit de trois ans de consultations.

Lire l'article de CHRISTOPHE DE CHENAY page 14

La polémique sur l'affaire du sang contaminé

Intervenant, mercredi 4 novembre, dans la polémique sur les suites politico-judiciaires de l'affaire du sang contaminé, M. Pierre Bérégovoy s'est dit favorable à une réforme de la Haute Cour à condition qu'elle rencontre «*un large consensus*». *Mais le RPR et l'UDF ont fait connaître leur hostilité à cette «manœuvre dilatoire»* et demandé la comparution des ministres qui étaient en charge du dossier en 1985.

Lire l'article de GILLES PARIS et le commentaire de THIERRY BRÉHIER page 12 ainsi que nos autres informations pages 15 et 26

Les arts rue de Richelieu

M. Jack Lang devait annoncer, jeudi 5 novembre, la création d'un Institut international des arts et du patrimoine. Cet établissement interdisciplinaire devrait réunir conservateurs, universitaires et chercheurs. A ses côtés, une Bibliothèque nationale des arts sera constituée. L'ensemble s'installera, avec l'Ecole du patrimoine, dans les locaux laissés vacants par le départ de la Bibliothèque nationale.

Lire l'article d'EMMANUEL DE ROUX et PHILIPPE DAGEN page 16

Le sommaire complet se trouve page 26

LE MONDE DES LIVRES

Roth, méfiant et magnifique

Patrimoine, le troisième volet de l'autobiographie de Philip Roth, est moins le récit de la mort d'un père que la description bouleversante d'une vie. Une vie en fuite. Et un dernier regard sur un monde disparu : celui de la communauté juive américaine de Newark (New-Jersey).

■ Le feuilleton de Michel Braudeau ■ «Histoires littéraires», par François Bott ■ «D'autres mondes», par Nicole Zand.

pages 27 à 38

La suspension des essais nucléaires

M. Roland Dumas a confié aux députés que la France, à l'instar des Etats-Unis et de la Russie, étudie l'éventualité de prolonger jusqu'en juillet prochain la suspension de ses expériences nucléaires intervenue en 1992.

Au ministère de la défense, qui a inscrit des crédits pour ces essais dans son budget 1993, mais aussi dans les états-majors et au Commissariat à l'énergie atomique, cette initiative devrait déplaire à de nombreux responsables.

Lire l'article de JACQUES ISNARD page 14

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

La politique entre le vide et l'utopie

La fin des idéologies a-t-elle *privé l'action politique de son* sens? Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les moyens de redonner vie au débat, en rendant la parole aux citoyens.

QUE devient la politique quand les idéologies ont disparu? Le communisme étant mort, le socialisme ayant déçu, le libéralisme ayant montré ses limites, quelles idées *vont guider les responsables et* animer les peuples? La conduite des sociétés doit-elle se limiter à la gestion du quotidien, les gouvernements se contentant de veiller à la bonne marche des services, à la manière des gérants d'hôtel assurant à leurs clients le confort et la sécurité? Et ce vide ne risque-t-il pas d'être rapidement comblé par ces monstres bien vivants que sont le nationalisme guerrier, la xénophobie, le racisme – voire le fascisme?

Toutes ces questions, il est naturel que les intellectuels – donc *les revues – se les posent en* cette fin de siècle brouillée, où tous les repères s'estompent. D'où le désir de chercher de nouvelles stratégies, de nouveaux horizons, de recomposer le paysage. C'est, par exemple, ce que se proposent de faire les membres du Centre d'études et de réflexion pour l'action politique (CERAP) dans leur nouvelle publication : *le Banquet*. Un titre allègre dont ils s'expliquent dès les premières lignes : ce banquet platonicien, c'est celui qui réunit les hommes autour d'une table généreuse pour délibérer. C'est *«le lieu où la communauté, l'espace public respectent l'individu privé»*. Refusant à la fois les systèmes globalisants et le minimalisme gestionnaire, les animateurs du CERAP proposent une démarche qu'ils appellent *«politique des objectifs ou politique des projets»*. Il s'agit, en clair, de prendre, un par un, les grands problèmes de la société – l'éducation, l'environnement, la culture, la construction européenne, les rapports Nord-Sud... – et d'examiner comment des citoyens libres peuvent en débattre raisonnablement ensemble. Il s'agit, en quelque sorte, de substituer aux grands mythes unificateurs une démarche collective d'avancées progressives, une dynamique des petits pas. C'est une nouvelle pratique de la politique pour rendre l'initiative aux citoyens.

Prenant notamment l'exemple des nations et des nouveaux ensembles internationaux, le directeur du *Banquet*, Nicolas Tenzer, suggère, pour l'Europe, une formule de *«supranationalités partielles»*, qui permettrait de réaliser l'Europe politique dans les domaines où un accord peut être trouvé, notamment ceux de la culture ou du social.

Une «nouvelle douceur»

On peut évidemment se demander quels seront les heureux convives de ce banquet, ou, plus trivialement, «pour qui roule le CERAP». Le CERAP préfère répondre à la question avant qu'on ne la lui pose : pour personne. *«Le CERAP,* annonce-t-il fièrement, *est une organisation indépendante, idéologiquement et financièrement»*, qui accueille des membres *«de sensibilités diverses à l'exclusion des tendances idéologiques extrêmes, racistes ou historicistes, réunis par la conviction que, si une révolution radicale dans la manière de faire de la politique ne se produit pas, nos sociétés évolueront vers de plus en plus de désorganisation et que, finalement, le monde que connaîtront demain nos descendants sera de moins en moins vivable.»* Animée de préoccupations analogues, l'équipe de *la Revue* (nouvelle publication lancée par Bernard Langlois et l'équipe de *Politis*) est, elle, plus explicite : son projet affiché est *«la recomposition de la gauche»*. Pour cela, il faut tenter de faire travailler ensemble les organisations traditionnelles et les fameux *«nouveaux acteurs»* que sont, par exemple, les écologistes ou le mouvement des femmes. Pressée par la décomposition politique et syndicale de la gauche, cette initiative vise-t-elle à déboucher sur un nouveau rassemblement, voire un nouveau parti?

La réponse que tente de fournir le rédacteur en chef, Jacques Kergoat, n'est pas très optimiste. Reconnaissant que la situation actuelle est encore moins favorable à une telle démarche que celle qu'a connue le PSU dans les années 50, il en conclut prudemment : *«Sauf évènement social qui la précipite, la jonction entre le vieux et le neuf ne se fera pas en un jour.»* Espérons que les militants auront la patience d'attendre...

Ceux qui préféreraient des perspectives plus excitantes pourront se reporter au texte stimulant de Félix Guattari, que la revue *Chimères* publie en hommage à son directeur trop tôt disparu. Sous un titre délicieusement mystérieux – «Pratiques écosophiques et restauration de la Cité subjective», – Guattari décrit la prolifération tentaculaire de la société moderne sous l'effet de la technologie, de l'urbanisation et de la médiatisation, et rêve aux moyens de retourner cette machinerie au profit des individus.

Il imagine une mobilisation des chercheurs, des architectes, des enseignants, des psychiatres, autour d'*«expérimentations sociales»*, permettant de tester *«de nouveaux modes de vie domestiques, de nouvelles pratiques de voisinage, d'éducation, de culture, de sport, de prise en charge des enfants, des personnes âgées, des malades...»* (...) *«Une «nouvelle douceur», une nouvelle écoute de l'autre dans sa différence et sa singularité sont, là aussi, à inventer...»*

Sans doute est-on là bien loin de la politique. Les rêveries de Guattari sur le *«nomadisme existentiel»*, auquel *«nous convient les déterritorialisations machiniques, communicationnelles, esthétiques»*, ne nous replongent-elles pas dans cet univers de l'utopie qui nous aurait fait tant de mal et avec lequel notre époque a juré de rompre?

Peut-être bien. Mais pour la revue *Lignes*, qui ne craint pas de faire un numéro, précisément, sur l'utopie, l'homme ne doit surtout pas renoncer à *«l'un des seuls mots qui témoigne encore de la possibilité de dire non»*. Et Michel Surya en veut à la gauche qui, en promettant en 1981 de «changer la vie», ce qui n'était pas de sa compétence, s'est disqualifiée elle-même. *«La gauche au lieu qu'elle promette le possible promit l'impossible et le promit* utopiquement (...) *Pareille usurpation d'un énoncé souverain la condamnait d'avance : c'est souverainement qu'elle serait dès lors jugée de l'avoir trahi.»*

Entre vide et utopie, la politique doit savoir trouver sa place. Mais l'espace est tel qu'elle risque fort de s'y perdre.

▶ ***Le Banquet*. 1992. N° 1. 95 F. CERAP. 289, rue Lecourbe, 75015 Paris.**

▶ ***Politis. La Revue*. Hiver 1992. N° 1. 40 F. 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris.**

▶ ***Chimères*. Automne 1992. N° 17. 100 F. 16, rue de la Convention, 93100 Montreuil.**

▶ ***Lignes*. Octobre 1992. N° 17. 95 F. Editions Hazan.**

Espace

Pour Hermès

par Paul Loridant

FAUT-IL, *oui ou non, poursuivre* le programme Hermès, l'avion spatial européen? Un an après la conférence de Munich qui n'avait pas su résoudre le problème devant la réticence de nos partenaires allemands, les ministres de l'espace des Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ASE) doivent, *les 9 et 10 novembre prochains*, décider à Grenade (Espagne) du sort définitif à réserver à l'avion spatial européen.

Or *tout nous laisse malheureusement* penser qu'Hermès est d'ores et déjà enterré, trop cher nous dit-on, sans que le moindre débat public ait été engagé avec la représentation nationale bien qu'on eut sans doute gagné à la consulter. Probablement qu'à cette occasion, et dans la foulée du rapport que j'ai publié au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (1), aurions-nous eu une plus grande latitude afin d'élaborer une stratégie valorisante et *justificatrice* pour Hermès et pour les autres volets de la politique spatiale européenne. Nous n'avons pas su le faire. Peut-être n'a-t-on pas, tout simplement, osé le faire, compte tenu de la puissance des opposants à Hermès. C'est extrêmement regrettable.

Mais je continue d'affirmer que si la maîtrise par l'Europe des activités humaines dans l'espace ne devait pas remettre en cause les autres activités spatiales (observation de la Terre, télécommunications, espace militaire...), il était tout aussi essentiel de ne pas dissocier Ariane, Hermès et Colombus qui constituent une filière cohérente d'accès de l'Europe aux vols habités.

Ce choix de la filière vols habités, dans toutes ses composantes, relève *pour la plus grande part* d'une option politique destinée à faire de l'Europe une puissance spatiale autonome à l'aube du siècle prochain.

Hermès, comme élément *indissociable* de la triade, est un outil doublement utile. Il est, d'une part, un puissant instrument fédérateur des *Etats membres* entre les *mains* de l'ASE capable de démontrer aux Américains, aux Russes, mais également aux Japonais et aux Chinois, notre aptitude à développer des programmes spatiaux en orbite basse, précurseurs de *missions plus lointaines* (Lune, Mars). Il est, d'autre part, un formidable accélérateur de recherche pour la mise en œuvre de technologies de l'an 2000 qui seront largement profitables à l'ensemble de la communauté scientifique européenne.

Pour autant, allons-nous devoir sacrifier cet outil sur l'autel de la réunification allemande et nous en remettre à une coopération encore aléatoire avec les Russes dont la solvabilité n'est pas, hélas! à la hauteur de leur immense savoir-faire en matière spatiale?

Pour ma part je m'y refuse considérant que nous allons au devant d'un formidable gâchis. Hermès est un ciment européen. L'abandonner c'est en partie accepter qu'il se fissure *là où la construction européenne* prend tout son sens, là où elle est vraiment utile aux nations qui la composent. C'est aussi pour la France, pourquoi ne pas le dire, perdre un leadership qui, en trente années d'aventure spatiale, a permis l'extraordinaire avancée technologique que nous connaissons et qui, aujourd'hui, profite à l'ensemble de nos partenaires de l'Agence.

Le manque de moyens financiers est un faux argument. Il masque maladroitement une forme d'égoïsme qu'on semble affecter outre-Rhin.

Je demande donc solennellement à nos ministres réunis à Grenade de se convaincre que Hermès, messager non plus des dieux mais des Européens, doit voler, à moins de dire clairement que l'avènement de l'Europe politique n'est plus à l'ordre du jour.

▶ **Paul Loridant est sénateur (PS) de l'Essonne et maire des Ulis.**

(1) «Les orientations de la politique spatiale française et européenne», déc. 1991.

Drame

Du sang contaminé

par Daniel Sibony

CONTAMINÉ de quoi, on le verra. Il se peut que le sida ne soit là que comme symbole de l'incurable, du sang contaminé de mort. Laquelle et d'où vient-elle? Plutôt que la psy, faisons l'autopsie de ce meurtre. D'une simplicité démente.

Un responsable – un homme de «biens» sous tous «rapports» – apprend que *le* sang qu'il *écoule* est dangereux. Il hésite, puis décide : on écoule d'abord les stocks. Tout tient dans cette phrase, dans ce qu'elle suppose : un homme a pensé le sang comme d'abord et seulement un produit commercial, pur objet de vente et de consommation (comparez avec la Bible, qui martèle : ne touchez pas au sang, même animal, *«car le sang c'est l'âme même»*).

Dans une recherche sur la technique, j'ai montré que l'accident com*porte toujours un oubli, un lapsus, un* «moment bof» où quelqu'un s'est dit : «allez, tant pis, on continue». Au lieu de marquer un temps d'arrêt, un temps où la pensée peut avoir lieu. Mais cet oubli-ci a d'emblée un effet de réel : il tue, il fait couler le sang. C'est le symbole de la négligence, à l'état pur, absolu. (Négliger, c'est *refuser de lire, de lire le message* qui se profile à tous nos horizons : il y va de l'homme, bon sang, dans ce que vous faites, n'oubliez pas.)

Le monstrueux dans cette affaire ce n'est pas seulement l'effet direct de cette «négligence», c'est que ses auteurs ont pensé que ça ne se saurait pas. Cette démence narcissique dit à quel point ils négligent l'«autre» : ils jouiraient, eux, d'une sorte de connivence secrète avec les processus de mort qu'ils transfusent, et l'autre ne le saurait pas!

En fait, le plus monstrueux, c'est que ce type de négligence est tout simplement... ordinaire, banal. Qui d'entre nous n'a pas buté sur un système, un code, une institution, qu'il a voulu d'abord fléchir, cherchant à y glisser sa singularité humaine. Et ce qu'on lui a répondu, de façon ouverte ou voilée, c'est du genre : *«Écoute mon coco, pousse-toi de là, tu gênes, tu vas dérégler mon système.» «Oui, mais vos règles ne sont pas la loi divine, vous les avez faites, vous pouvez les transformer.» «Casse-toi, tu empêches le cadre de fonctionner. Il faut écouler les stocks, il faut que ça fonctionne.» «Et moi?» «Crève!»*

Bien sûr, d'ordinaire, ils ne crèvent pas réellement. Ils sont chassés, écartés (un aspect crucial du chômage passe par là). Dans l'affaire du sang, c'est réel. Ce Garretta n'a pas eu de chance : il a été le point d'affleurement réel d'une logique très ordinaire, toujours tuante mais au sens figuré. *Là*, c'est pour ce vrai.

On comprend qu'il ait cherché à se retrancher derrière l'Etat, le fonctionnement, le système. C'est ce que chacun fait dans ces cas : il y a des stocks à écouler, une machine à faire marcher. Le temps d'arrêt ou de rupture ou de suspens devient gênant, *«coûteux». On comprend aussi qu'il* n'ait pas eu la cour d'assises : si l'on devait prendre pour un crime le fait de «négliger» l'homme, c'est la société qui vacille, qui va trembler sur ses assises.

On peut tout de même en tirer des conséquences.

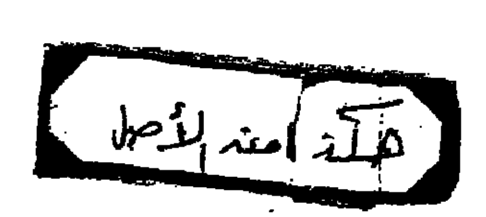
1. La justice sera confrontée de plus en plus à des crimes d'un genre nouveau. Celui-ci en est un : meurtre de masse suite à une «négligence» du même ordre que celles, ordinaires, *qui produisent* des *«accidents»* et qu'on qualifie d'accidents «techniques». Comme si ça venait de l'au-delà. En même temps, la justice aura tendance à se replier sur une posture gestionnaire : non pas «réparer» le mal, ni élaborer le conflit où le tort serait reconnu, mais gérer la situation, comme on dit, la remettre sur les *rails*, empêcher que ça explose. *Faire* d'abord que ça... fonctionne. Même si les êtres lésés gardent au fond d'eux-mêmes la blessure de cette lésion.

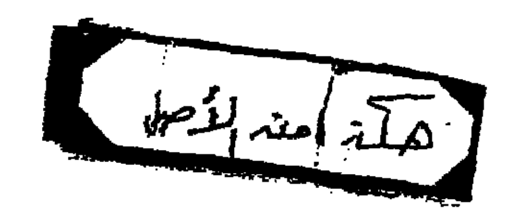
2. En l'occurrence, *ils n'ont pas eu* droit à la justice. Ils insistent, ils crient. Quoi de plus humain? Un psy télé a parlé d'effet de «meutes». Comme quoi, un psy de service peut d'abord être un «commercial» : avoir son stock de clichés à écouler.

Pour ma part, je n'ai pas perçu un effet de «meute» mais un double *sentiment. D'une part, insécurité* accrue chez tout le monde : nos vies ne tiennent qu'à un fil; une «négligence» de «responsable», et on y passe. L'autre sentiment est la frustration radicale, sanglante, où les êtres lésés sentent qu'ils sont eux-mêmes le prix payé pour que cette gestion continue, qui néglige l'homme; pour *que le silence de la vérité soit maintenu*. C'est carrément horrible.

Difficile de ne pas voir que ces crimes d'un genre nouveau, ces meurtres industriels, trouvent leur sens et peut-être leur origine dans le nazisme. Pas seulement du fait qu'il a inventé l'industrie du meurtre, mais du fait que son point de vue est celui d'un système qui ne supporte pas d'être dérangé, et qui est prêt à effacer ceux qui dérangent.

▶ **Daniel Sibony est psychanalyste, et l'auteur des *Trois Monothéismes* (Seuil).**





r Hermès

L'ÉLECTION DE M. BILL CLINTON

Tant sur les questions économiques qu'en politique étrangère

Le président élu privilégie le changement dans la prudence

La remarque est unanime : le démocrate Bill Clinton doit aller vite. Elu sur un mandat flou, avec moins de la moitié des suffrages populaires, sans susciter d'enthousiasme, le quarante-deuxième président des Etats-Unis a quelques mois pour imprimer sa marque, imposer les changements qui lui tiennent le plus à cœur.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le premier dossier sur lequel M. Bill Clinton est attendu est celui de l'économie. Le seul mandat qui a lui a été vraiment confié, lors d'un scrutin qui a ressemblé à un référendum contre la politique économique du président sortant est là : relancer la croissance. Comme les dernières projections n'annoncent aucune reprise, M. Clinton, qui prendra ses fonctions le 20 janvier, devrait annoncer au début de l'an prochain un mini-programme de relance. Cela ne va pas sans risque pour le déficit budgétaire, et la première préoccupation de M. Clinton, mercredi 4 novembre, a été de rassurer les marchés financiers : *« Nous comprenons le besoin d'assurer la stabilité* (financière) *même au moment ou nous éprouvons le besoin de relancer la croissance »*, a-t-il assuré lors de sa première déclaration au lendemain de son élection.

La formule résume bien l'approche extrêmement précautionneuse du nouveau président : le changement dans la prudence. Il a annoncé le même profil en politique étrangère, soulignant que son action, dans ce domaine, serait dominée par le souci d'assurer la continuité : *« Les intérêts fondamentaux de l'Amérique ne changent pas »*, a-t-il souligné. Il a encore averti *« les amis comme les ennemis de l'Amérique »* que, pour l'heure, la conduite de la politique étrangère restait entre les mains du président sortant. Autrement dit, qu'on ne compte pas sur lui pour gêner l'action de M. Bush.

Premier dossier empoisonné, le conflit avec l'Europe sur les oléagineux et les exportations agricoles est précisément à cheval entre l'économie – le souci de relancer la croissance par le commerce international – et la politique étrangère – la gestion des relations avec la CEE. Il pourrait être révélateur des intentions de M. Clinton en la matière. En principe, le président élu n'a pas de pouvoirs juridiques avant sa prise de fonction mais n'en exerce pas moins, s'il le désire, une très forte influence politique sur les décisions prises par l'administration sortante.

« Le plus libre-échangiste »

M. Clinton s'est bien gardé de donner, au moins publiquement, son opinion sur la décision américaine de solliciter au GATT de lourdes sanctions contre la CEE, au risque de provoquer une guerre commerciale avec l'Europe.

Dans certains milieux diplomatiques, on prête au président élu le souhait de laisser l'administration Bush conclure ce dossier difficile avant janvier. M. Clinton voudrait trouver à son arrivée à la Maison Blanche un accord en bonne et due forme. C'est que *« le plus libre-échangiste des démocrates »*, selon l'expression du professeur Thomas Mann, chef de la section politique de l'Institut de recherche Brooking's, n'ignore pas qu'il est probablement assez isolé dans un parti de tradition plutôt protectionniste. Nombre d'élus démocrates à la Chambre des représentants et au Sénat sont même franchement protectionnistes et parfois aussi isolationnistes (le groupe démocrate au Congrès fut le plus réticent et le plus pingre lorsqu'il a fallu voter « l'aide » à la Russie).

Tel est le paradoxe du scrutin de mardi : un président en porte-à-faux avec une partie de sa majorité au Congrès. *« La bonne surprise pour Bill Clinton*, selon un politologue, *eût été que les électeurs lui envoient un Congrès ne comptant pas trop de démocrates. »* « Malheureusement », donc, le président élu Bill Clinton devra compter avec un Congrès solidement démocrate, à la Chambre des représentants et au Sénat, et qui, à l'heure où il doit agir vite et de manière décisive, pourrait être plus un handicap qu'un atout.

La situation peut paraître curieuse. Après tout, le républicain George Bush s'était, lui, plaint de ne pouvoir gouverner avec un Congrès déjà dominé par les démocrates. Mais il n'est pas sûr que la situation de M. Clinton soit si différente. Si la majorité démocrate au Congrès élu cette semaine – un Congrès tout de même très renouvelé – se comporte de la même façon que l'ancienne, elle se situera « plus à gauche » que le président Clinton. Et les occasions de conflit ne manqueront pas sur certains des dossiers auxquels M. Clinton attache le plus d'importance : la nécessité de libéraliser le commerce mondial, justement, la réforme de l'éducation et celle du système de santé.

L'ancien vice-président Walter Mondale, parlant en connaissance de cause, disait, mardi, que si la majorité démocrate se *« comportait à l'égard de M. Clinton comme elle s'était comportée avec le président Jimmy Carter »*, alors *« ce n'est pas pour douze ans que les démocrates seront chassés de la Maison Blanche en 1996 mais pour vingt-huit ans »*. Car de la dernière période qui vit le même parti occuper la Maison Blanche et disposer d'une majorité au Congrès (1976-1980), l'histoire a retenu l'image d'un président, M. Carter, totalement paralysé par ses « amis » législateurs représentant une coalition de groupes d'intérêts hétéroclites peu représentatifs de ceux de la classe moyenne.

M. Clinton, par excellence le président de la classe moyenne, devra se défier des démocrates du Capitole. Il a de sérieux atouts pour leur imposer sa volonté. Plus que MM. Carter et Bush, Bill Clinton paraît généreusement doté du talent de convaincre ses interlocuteurs. Populiste, il pourrait savoir s'adresser à l'opinion pour faire pression sur le Congrès. Formidable orateur, il a prouvé, notamment durant une impitoyable campagne éléctorale, des talents politiques hors pair auxquels le vice-président sortant, M. Dan Quayle, a rendu un bel hommage : *« S'il dirige le pays aussi bien qu'il a dirigé sa campagne*, a-t-il dit, *alors le pays n'aura pas de problème. »*

Une courte liste d'objectifs clairs

Pour inciter le Congrès à la coopération, il peut, enfin, compter sur le message d'exaspération que les électeurs eux-mêmes viennent d'adresser à la classe politique américaine – en votant « oui » lors de quatorze référendums sur la limitation des mandats parlementaires et, *last but not least*, en accordant près de 20 % de leurs suffrages à M. Henry Ross Perot, le candidat sans parti... Contre lui, peut-être, M. Clinton aura le fait qu'il est très moyennement élu, ayant recueilli 43 % des suffrages populaires, c'est-à-dire, rappelle le *Washington Post*, *« moins qu'aucun président n'a jamais récolté depuis Richard Nixon en 1968 »*.

D'où la nécessité d'agir vite, *« dans les cent jours »* dit-il, pour profiter de la dynamique de sa victoire. *« S'il veut éviter le destin de Jimmy Carter (...), il lui faut*, conseille le *New York Times*, *définir une courte liste d'objectifs clairs et travailler dur pour les atteindre avant que ne s'éteigne le vent du changement. »*

Pour l'heure, sa première tâche est de désigner son cabinet. Sous la houlette de son chef de campagne, M. Mickey Kantor, une équipe de transition s'y attache. Elle devrait incessamment s'installer à Washington dans des locaux du gouvernement et coopérer avec l'ancienne administration durant la phase de transition que M. Bush et M. Clinton veulent la plus douce possible. C'est une phase de transition et de repos. Saturés de politique, les Américains – et les journalistes – ont un mois de répit avant les prochains rendez-vous institutionnels. Le 14 décembre, se réunira le collège électoral, élu cette semaine, et formellement chargé de désigner le président. Le 6 janvier, les résultats seront officiellement proclamés, et M. Clinton prêtera serment le 20. Les Pères fondateurs le savaient : la démocratie ne s'exerce pas dans la précipitation.

ALAIN FRACHON

□ **Rectificatif** : dans notre portrait de M. Bill Clinton, « Un animal politique complexe » (*le Monde* daté du 5 novembre), la date de naissance du 42e président des Etats-Unis doit être rectifiée : M. Clinton est né le 19 août 1946, et non pas en mai comme écrit par erreur.

Avec près de 44 millions de voix

Le candidat démocrate a remporté 32 Etats et le district de Columbia

M. Bill Clinton a remporté une majorité de voix dans 32 Etats et dans le district de Columbia (où se trouve Washington, la capitale fédérale), ce qui lui assure au total 370 mandats de grands électeurs.

Le président sortant George Bush a quant à lui obtenu la victoire dans 18 Etats, ce qui lui donne 168 mandats. Parmi les Etats, dont le dépouillement des votes n'étaient pas achevé mercredi 4 novembre au matin, la Géorgie, le Montana, le Nevada et le New-Hampshire se sont finalement rangés du côté de M. Clinton. Ce dernier ne l'a emporté que de justesse en Géorgie, où, après dépouillement de 99 % des bulletins de vote, quelque 14 500 voix à peine le séparaient de George Bush. Le président sortant a, pour sa part, obtenu la majorité des voix dans l'Arizona et en Alaska.

Selon les résultats de la quasi-totalité des bureaux de vote (99 %), M. Clinton a obtenu 43 % des suffrages exprimés (43,6 millions de voix), contre 38 % pour M. Bush (38 millions de voix) et 19 % pour l'indépendant Ross Perot (19,1 millions de voix).

L'Etat réhabilité

Suite de la première page

Actuellement, une centaine de pays dans le monde réalisent actuellement des programmes de privatisation ! Presque autant mènent des politiques de dérégulation sociale ou financière. A son tour, cette idéologie et les politiques qu'elle inspire se sont cependant trouvées condamnées. L'éviction brutale de Mme Margaret Thatcher, en Grande-Bretagne en 1990, en avait été un premier signe. L'arrivée de M. Clinton à la Maison Blanche en sonne le glas. Les deux présidents républicains, MM. Reagan et Bush, n'ont certes pas appliqué dans sa totalité l'ultra-libéralisme économique dont ils se prévalaient. M. George Bush, notamment, a dû augmenter – à partir de 1990 – les impôts et mener, de façon tout à fait centrale et dirigiste, l'opération de sauvetage des caisses d'épargne ! Déçu, l'un de leurs gourous, M. Arthur Laffer, l'auteur de la « théorie » qui dit que *« trop d'impôt tue l'impôt »*, a même appelé à voter pour Clinton (*le Monde* du 21 septembre) ! Certains experts soutiennent ensuite que, suprême paradoxe, les Etats-Unis n'ont jamais connu une politique plus keynésienne que celle suivie par M. Reagan dans les années 80, l'énorme déficit public venant soutenir l'activité économique.

Au-delà de ces considérations, les « années Reagan » – et dans une moindre mesure celles de M. Bush – ont en fait été marquées par un vaste recul de l'Etat-Providence et une dérégulation très forte dans un grand nombre de secteurs. Soutenue dans une première phase, la croissance s'est progressivement estompée, les conditions d'une reprise dissipées. Douze ans d'« Etat-négligence » ont conduit à de graves déséquilibres économiques et sociaux. Dans la compétiton internationale, l'Amérique a découvert que, faute d'infrastructures, faute d'un système éducatif performant, faute d'une mobilisation autour de grands projets technologiques, elle se retrouvait affaiblie face à des pays comme l'Allemagne et le Japon, dans lesquels l'Etat, s'il n'était tout-puissant, jouait néanmoins un rôle très actif.

Adopté par le peuple américain, le programme économique du candidat élu, M. Clinton (*le Monde* du 5 novembre) – même s'il reste riche d'ambitions contradictoires, – tente de répondre à cette demande d'interventionnisme. *« Le message central de M. Clinton »*, explique l'un de ses partisans, le professeur d'économie Rudiger Dornbusch du MIT (l'Institut de technologie du Massachusetts) dans *The Economist* (24 octobre), *« est que l'Amérique a besoin d'une politique gouvernementale active pour favoriser la formation du capital sous tous ses aspects : capital humain, technologie, infrastructure et capital financier »*.

La nouvelle administration promet ainsi d'engager de gigantesques fonds publics pour construire des routes, des ponts et les réseaux de communication de l'an 2000, de donner une protection sociale minimale à la population, de créer un système de formation de qualité et d'engager une politique industrielle centrée sur quelques grands projets tout en renforçant la lutte pour la protection de l'environnement. M. Clinton a même réussi à se faire élire en annonçant des augmentations d'impôts (pour les plus riches et pour les firmes étrangères installées aux Etats-Unis) : cela eût été inimaginable il y a quelques années.

Un décor et des règles du jeu

Le marché, et lui seul, devait, selon la *reaganomics*, créer les conditions les meilleures pour une croissance saine et longue. La réalité vécue par les Américains a démenti le dogme. L'Etat est indispensable. Les économies les plus performantes – le Japon et l'Allemagne – sont celles où il intervient de multiples manières. Le *« capitalisme rhénan »* aurait-il démontré sa supériorité sur son pendant *« anglo-saxon »*, pour reprendre la distinction de M. Michel Albert ? Les excès de la dérégulation – particulièrement flagrants outre-Atlantique dans des secteurs comme la finance ou les transports aériens – ont en tout cas alimenté cette demande d'intervention de l'Etat, accrue encore par les problèmes d'environnement et la gestion des nouvelles technologies.

Cette demande émane non seulement des populations pauvres, mais aussi des classes moyennes et d'un grand nombre de dirigeants d'entreprise. Les acteurs économiques ont besoin d'un décor et de règles du jeu que l'ultra-libéralisme reaganien avait tendance à négliger.

Si elle peut permettre une reprise de la croissance aux Etats-Unis, la *clintonomics* pourrait avoir sur l'économie internationale des effets contradictoires. Des effets positifs tout d'abord : les Etats-Unis seront sans doute plus ouverts aux négociations, souhaitées par la France notamment, en vue d'une réforme du système monétaire international. Les dogmatiques reaganiens – à l'exception notable de M. James Baker – refusaient toute réflexion sur une organisation plus stable du marché mondial des monnaies. Des conséquences moins heureuses peut-être : la demande d'Etat exprimée le 3 novembre par l'électorat américain est aussi une demande de protection. Préoccupée à court terme par la seule création d'emplois aux Etats-Unis, la nouvelle administration pourrait répondre par une attitude protectionniste dans les échanges internationaux. M. Clinton et ses proches promettent de ne pas céder aux pressions et d'éviter le danger. Ce sera l'un des grands défis de la nouvelle équipe.

Cette réhabilitation de l'interventionnisme public – sous des formes très diverses – s'étend et va continuer à se développer au-delà de l'Amérique. L'effet de balancier est déjà sensible dans les pays ouest-européens, où les ministres de l'industrie – socialistes ou libéraux – s'interrogent sur les modalités renouvelées de leurs actions et où le projet d'une initiative européenne de croissance (avec la réalisation d'infrastructures continentales) est débattue. Dans les ex-pays socialistes les plus avancés sur la voie de la transition vers le marché (la Hongrie, la Pologne et les Républiques tchèques et slovaques), on travaille aussi, tout en libéralisant l'économie, à redéfinir le champ de l'intervention de l'Etat.

Face à ces changements, la France se trouve, quant à elle, une *fois de plus à contre-courant*. Au moment où la vague ultra-libérale déferlait sur les rivages du Vieux Continent, au début des années 80, les socialistes arrivaient au pouvoir à Paris. Convertis – de force – au libéralisme, ils ont maintenu les nombreux filets de protection abandonnés par les Anglo-Saxons. Aujourd'hui, à l'heure du retour de l'Etat, la droite « libérale » s'apprête à reprendre la direction du pays. Ses projets traduisent, sous certaines formes, le souci de répondre aussi à la demande d'intervention publique. Tout en annonçant de nouvelles privatisations et des baisses d'impôts, l'opposition ne parle-t-elle pas de programmes de rénovation urbaine, d'aménagement du territoire ou d'aides fiscales à l'investissement ? La France bénéficie finalement d'un décalage qui lui a permis d'éviter, hier, les excès de l'ultra-libéralisme, avec les dégâts que l'on constate aujourd'hui en *Grande-Bretagne*. Et qui lui permettra peut-être, demain, de ne pas retomber dans les affres du dirigisme étatique.

ERIK IZRAELEWICZ

C FERR

Nouvel...

écologi...



Bien que le rapport de forces entre républicains et démocrates ne change guère

Le nouveau Congrès est profondément renouvelé et plus représentatif des minorités

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

«Sortez les sortants!» : le vieux cri populaire a fait, mardi 3 novembre, bien d'autres victimes que le président George Bush. *Soumise tout entière à réélection, la* Chambre des représentants – 435 membres – a subi son plus profond renouvellement depuis plus de quarante ans. 109 élus y font leur entrée. On n'est pas loin du record établi en la matière en 1948 avec 118 néophytes.

Redoutant de perdre leur fauteuil, 72 parlementaires avaient, il est vrai, préféré prendre les devants, en ne sollicitant pas un nouveau mandat. Certains étaient découragés par la paralysie du système législatif résultant de la guérilla permanente entre un président républicain et une majorité démocrate à la Chambre.

D'autres n'avaient pas d'illusion sur leurs chances, ayant trempé dans le «scandale des chèques» (nombre d'entre eux tiraient impunément des chèques sans provision qu'émettait une banque contrôlée par la Chambre). Une vingtaine d'élus avaient – pour la même raison – été battus dès le stade des primaires. En attirant l'attention sur les privilèges des *congressmen*, cette affaire a discrédité un peu plus la classe politique.

Cinquante-trois femmes

Ce renouvellement profite en premier lieu aux minorités ethniques. La Chambre compte désormais 38 Noirs (contre 25), 17 *Hispaniques (contre 11) et* 4 Asiatiques (contre 3). Cette «poussée ethnique» résulte aussi en partie du redécoupage – favorable aux minorités – de certaines circonscriptions, qui intervient *tous les dix ans pour tenir compte* de l'évolution démographique.

Il n'empêche : nombre de représentants noirs sont élus pour la première fois dans cinq des Etats du Sud : Alabama, Floride, Virginie, *Caroline du Nord et du Sud.*

Tout se passe donc comme si, trente ans après avoir été votée (sous le règne de Lyndon Johnson), la législation sur les droits civiques produisait tous ses effets à la Chambre des représentants. Autre petit évènement : le retour à la Chambre, après une absence de plus de soixante ans, d'un élu de la communauté amérindienne, un éleveur du Colorado répondant au nom évocateur de Nighthorse («Cheval de nuit») Campbell.

Irritées notamment par le traitement méprisant que la commission sénatoriale avait réservé à Anita Hill dans l'affaire qui l'opposa il y a un an au juge Clarence Thomas, accusé de *«harcèlement sexuel»*, les femmes avaient décidé, cette fois, de monter à l'assaut du Congrès (116 candidates). Mission accomplie : elles sont désormais 47 à la Chambre (contre 28).

Mais on retiendra surtout leurs performances au Sénat, dont un tiers des 100 mandats étaient renouvelables. Quatre femmes font leur entrée dans cette enceinte conservatrice, où elles seront désormais six à siéger, dont Mme Carol Moseley Braun, élue à Chicago (Illinois). Celle-ci est la première femme noire du Sénat, qui ne comprenait plus aucun élu de couleur depuis 1979 *(le Monde* du 5 novembre). Les femmes ont eu moins de chance dans les élections aux postes de gouverneurs, où les 12 sièges à pourvoir reviennent à des hommes (8 démocrates et 4 républicains).

Le profil de l'électeur «clintonien»

L'équilibre des forces au Congrès entre les deux grands partis ne change guère. A la Chambre, les républicains ne réussissent pas la percée qu'ils espéraient il y a quelques mois.

Avec 259 élus, les démocrates ne concèdent que 9 sièges au «parti de l'éléphant» (175 élus), le dernier mandat revenant à un candidat indépendant. Au Sénat, le parti de l'âne conserve presque le même *nombre de sièges (58 contre 42 aux* républicains), bien que ses élus aient été plus nombreux à se soumettre au verdict des urnes. Les démocrates restent largement majoritaires à la Chambre – où ils le sont depuis trente-huit ans – et au Sénat, qu'ils contrôlent à nouveau depuis 1986. La confortable avance dont bénéficiait M. Clinton dans les sondages a clairement joué en faveur des congressistes démocrates les plus menacés.

S'agissant du scrutin présidentiel, l'étude des sondages effectués à la sortie des urnes confirme les grands traits du paysage électoral, tel qu'il s'était dessiné dès les premières heures du dépouillement. M. Clinton est bien, avant tout, l'élu de la classe moyenne blanche rendue inquiète par la récession économique et la montée du chômage et qui a décidé de «donner sa chance» à un dirigeant centriste, porte-drapeau du changement. Un chiffre est révélateur à cet égard : 51 % des électeurs se définissant comme des «modérés» ont voté pour Bill Clinton (30 % pour George Bush et 19 % pour Ross Perot).

Deux autres indications précisent le profil de l'électeur clintonien : le gouverneur de l'Arkansas vient nettement en tête dans les banlieues résidentielles, où vit l'essentiel de la classe moyenne (45 % des suffrages contre 37 % pour M. Bush); plus d'un démocrate sur deux ayant voté républicain en 1988 (les fameux *Reagan Democrats*) a changé de camp cette année, le président ne retrouvant que 58 % de l'ensemble de ses électeurs d'il y a quatre ans. Même parmi les Américains les plus fortunés, disposant d'un revenu annuel supérieur à 75 000 dollars, l'avance de M. Bush sur son rival n'est que de huit points (46 % contre 38 %).

D'autres chiffres surprennent moins. M. Clinton a obtenu 47 % des suffrages féminins et M. Bush 36 % seulement. Le président a sans conteste fait les frais, parmi l'électorat féminin, de la ligne ultra conservatrice – s'agissant notamment de l'avortement – qu'il s'était laissé imposer lors de la convention de Houston par l'extrême droite de son parti. Conformément à la tradition politique américaine, le candidat démocrate a recueilli le plus gros du vote des Noirs (83 %), des Hispaniques (62 %) et des Juifs (80 %). Le «parti de l'âne» reste, plus que jamais, le favori des minorités.

Comme on le pressentait, les Américains se sont rendus aux urnes plus nombreux qu'à l'ordinaire, *acceptant souvent de faire* de longues queues devant les bureaux de vote. Leur participation électorale, en progrès de 4 points, devrait se situer autour de 56 %, un chiffre qui n'avait pas été *atteint depuis vingt ans. Les nouveaux* inscrits, en majorité des jeunes, ont voté démocrate, M. Clinton obtenant 44 % des suffrages dans la tranche des dix-huit - vingt-neuf ans.

«Last but not least», M. Ross Perot a réussi un exploit en recueillant 19 % des voix, soit nettement plus que le meilleur des candidats indépendants de ce siècle après Theodore Roosevelt, un certain Robert La Follette, qui avait séduit 16,6 % des électeurs en 1924. Le *milliardaire excentrique réalise ses* meilleurs scores parmi l'électorat masculin blanc et dans les Etats de l'Ouest.

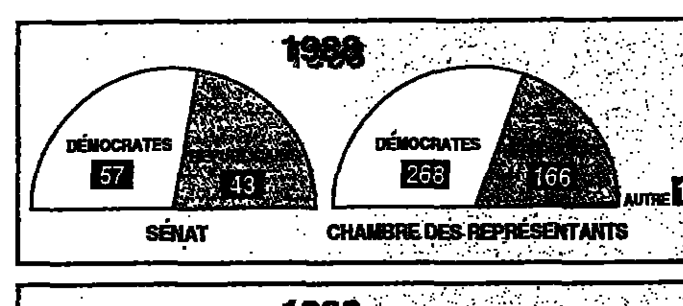
Que va-t-il faire de ce capital de confiance? *Il semble tenté* de transformer sa machine électorale en une formation politique plus durable, ce qui serait une mauvaise nouvelle supplémentaire pour un Parti républicain divisé, et qui chasse sur les mêmes terres électorales que le riche Texan. Mais qui peut savoir? L'homme est imprévisible. Ses partisans songent déjà à la prochaine élection présidentielle, dans quatre ans. Mercredi 4 novembre, à *Dallas*, ils applaudissaient leur champion en scandant, sur l'air des lampions, un autre chiffre magique *«Quatre-vingt-seize! Quatre-vingt-seize»*...

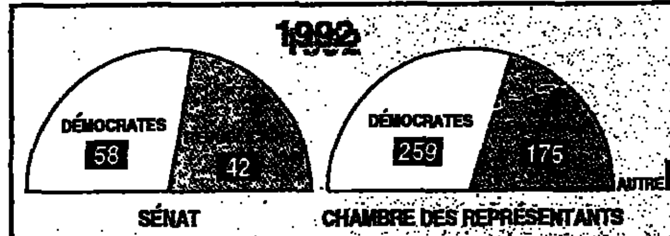
JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le plus fort taux de participation depuis 20 ans

Années	48	52	56	60	64	68	72	76	80	84	88	92
%	51,1	61,6	59,3	62,8	61,9	60,9	55,2	53,5	52,6	53,1	50,1	56*

* selon les derniers chiffres disponibles





Les projets en politique étrangère

La relation Paris-Washington à l'épreuve de la transition

On affirme, à l'Elysée, accueillir l'élection de M. Bill Clinton *«avec calme et tranquillité d'esprit»*. On ne se fait certes aucune illusion à propos du GATT, la grande négociation toujours non aboutie visant à libéraliser le commerce mondial. Le président élu sera probablement plus ferme encore que son prédécesseur républicain pour tenter de faire plier le gouvernement et les agriculteurs français sur le dossier des subventions communautaires aux productions excédentaires *(voir l'article de Philippe Lemaître)*. Mais on attend sereinement ce durcissement *prévisible de la position américaine.*

Il n'est pas question en tout cas que la France fasse des concessions sur le GATT avant le 20 janvier, date de la prise de fonctions du président élu, uniquement pour faire plaisir aux Américains dans cette période toujours un peu spéciale que constitue la transition entre deux administrations. Cette attitude de principe sera inlassablement exposée par les négociateurs français à tous leurs interlocuteurs dans les semaines qui viennent. La relation Paris-Washington va donc peut-être connaître des moments un peu agités pendant cette transition.

Le fait que M. Clinton souhaite se pencher en priorité sur la situation intérieure américaine est par ailleurs considéré plutôt comme une bonne chose. Cela devrait donner aux Européens une plus grande latitude pour se renforcer collectivement, y compris sur les questions de défense, comme le souhaite ardemment Paris. On n'attend d'ailleurs pas ici de véritables changements de l'attitude de Washington vis-à-vis de la construction européenne.

La pérennité de l'action extérieure des Etats-Unis

Le candidat démocrate avait très peu parlé de politique étrangère en général et des rapports avec les Européens en particulier. Le président élu n'a pas véritablement abordé ce sujet, mercredi, sur la pelouse de sa résidence de Little Rock (Arkansas), après sa première nuit de vrai sommeil depuis longtemps. Il a surtout regretté que, pendant qu'il dormait, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement étrangers (qu'il n'a pas nommés) aient essayé, sans succès, de le joindre au téléphone pour le féliciter de sa victoire...

M. Clinton a déclaré son intention de *«travailler étroitement»* avec le président sortant, pour *«poursuivre les progrès des pourparlers de paix au Proche-Orient»*, achever les détails de la préparation des accords de désarmement nucléaire sur les engins intercontinentaux START-2, *«faire avancer»* les négociations du GATT, *«consolider la démocratie»* en Russie, restaurer la paix dans les républiques de l'ex-Yougoslavie et *«aider les victimes de la famine en Somalie»*.

Conformément à la tradition, le président élu a réaffirmé la pérennité de l'action extérieure des Etats-Unis. M. Bush est en effet président jusqu'au 20 janvier, mais l'usage non écrit, et parfaitement respecté, veut que le «canard boiteux» qu'*il est désormais ne* fasse rien d'important sans l'accord de son successeur.

Il est exclu, en particulier, que M. Bush prenne une initiative en politique étrangère sans y avoir été incité par M. Clinton. Il y a des règles, dans une transition, et on peut compter sur l'élégance patricienne de M. Bush, redécouverte depuis sa défaite, pour s'y plier sans barguigner. Si la pression sur la France s'accroît, *à propos du* GATT, au point de devenir un problème politique majeur, il faudra y voir la marque de la future administration démocrate, et non un reliquat de celle qui est uniquement chargée, désormais, d'administrer les affaires courantes.

M. Mitterrand a adressé le télégramme suivant au président élu : *«Au moment où le peuple américain vous confie la destinée des Etats-Unis, je vous adresse mes très vives félicitations et forme les vœux de mon pays et mes vœux personnels les plus chaleureux pour le succès de votre haute mission ainsi que pour la prospérité de votre grande Nation. Je suis convaincu que, sous votre conduite, l'amitié qui lie nos deux pays depuis plus de deux siècles, s'enrichira encore et que l'Amérique et l'Europe continueront ensemble de servir avec détermination le progrès, la justice et la paix dans le monde.»*

Le président de la République a également fait parvenir un message à M. Bush, dans lequel il assure ce dernier de ses *«sentiments personnels de vive estime et amitié»*. Les rapports étaient *«aisés et faciles»* entre M. Bush et M. Mitterrand, indique-t-on encore à l'Elysée, où l'on souligne *«la très bonne qualité des relations personnelles»* nouées entre les deux dirigeants.

Il y a donc comme de la nostalgie devant l'effacement de la scène publique d'un interlocuteur très ancien de la France, visiteur régulier de l'Elysée depuis douze ans *(huit années en tant que vice-président* de M. Reagan et quatre ans en tant que président). Mais cela ne va pas jusqu'au sentiment, exprimé par M. Roland Dumas en juin dernier, que la France aurait préféré la réélection de ce dernier.

Le ministre français des affaires étrangères a essayé de rectifier le tir, mercredi soir sur France 2, en rendant hommage M. Clinton qui a *«habilement su, par une campagne intelligente et modérée à la fois, rassembler ses partisans et mordre sur une partie de l'électorat républicain»*. M. Dumas a souhaité que *«Bill Clinton vienne en Europe le plus tôt possible»*. Il n'a pas eu, en revanche, un mot de regret pour M. James Baker, l'ancien secrétaire d'Etat, qu'il a toujours soupçonné de s'opposer en sous-main à toutes les tentatives d'émancipation de l'Europe.

DOMINIQUE DHOMBRES

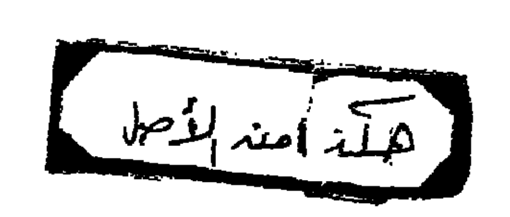
Les démocrates gagnent deux sièges de gouverneur

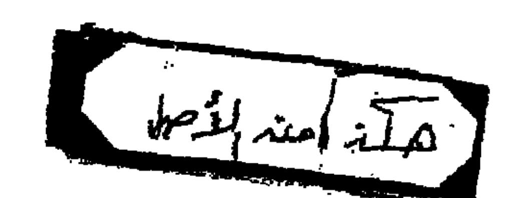
Le Parti démocrate a remporté, mercredi 4 novembre, huit des douze sièges de gouverneur en jeu. Il a pris trois sièges au camp républicain (Caroline- du-Nord, Missouri et Delaware) mais il a dû lui céder celui du Dakota-du-Nord. Les amis de M. Clinton ont conservé les sièges de gouverneur dans l'Indiana, le Vermont, la Virginie occidentale, Rhode-Island et dans l'Etat de Washington, où un démocrate succède à un démocrate qui ne se représentait pas. Pour leur part, les républicains se maintiennent dans l'Utah, le New-Hampshire et le Montana.

Au début de la campagne, les démocrates se trouvaient à la tête de vingt-huit Etats. Les républicains n'en administraient que vingt, les deux derniers Etats revenant à des indépendants. Le parti de M. Bill Clinton en contrôle dorénavant trente contre dix-huit aux républicains, les deux derniers Etats restant aux mains des indépendants. – *(AFP.)*



□ **WASHINGTON : M. Marion Barry revient sur la scène politique.** – L'ancien maire noir de Washington, M. Marion Barry, qui avait été arrêté dans un hôtel, en janvier 1990, pour détention de drogue, est parvenu à revenir sur la scène politique en remportant un siège au conseil municipal de la capitale fédérale. Candidat démocrate dans la 8e circonscription du district, M. Barry l'a emporté largement avec 88 % des voix. Il avait été libéré, en avril dernier, après avoir passé six mois dans une prison de Pennsylvanie. – *(AFP.)*





M. BILL CLINTON

et dans le domaine de l'éducation

Réengager l'Etat dans les écoles et les universités

Si M. George Bush ne l'avait fait avant lui pendant quatre ans, le *nouveau président des Etats-Unis*, M. Bill Clinton, aurait sans doute la tentation de s'autoproclamer *« président de l'éducation »*, tant il a mis en avant, durant toute la campagne électorale, sa volonté d'améliorer les performances du système éducatif américain et d'en faciliter l'accès *au plus grand nombre*. L'exemple de son prédécesseur devrait *toutefois* l'inciter à quelque modestie : dans ce domaine, moins que dans tout autre sans doute, le progrès *ne se décrète pas*.

Les enjeux, en effet, sont considérables. Derrière le prestige incontestable des meilleures universités, la plus grande part du système éducatif américain souffre de maux diagnostiqués depuis plusieurs années, mais auxquels l'administration Bush n'a pas su remédier : faible niveau de l'enseignement secondaire, explosion très rapide du coût des études supérieures, sans oublier les problèmes de financement des établissements après une décennie de désengagement de l'Etat.

Pour remonter la pente, M. Clinton entend *jouer sur tous les registres*. Durant sa campagne, il s'est appliqué, tout d'abord, à renouer avec le credo démocrate, appelant de ses vœux, comme dans son discours *devant la convention* de son parti en juillet dernier, *« une Amérique où les portes de l'école et de l'Université sont grandes ouvertes, à nouveau, aux fils et aux filles des dactylos et des ouvriers »*. C'est pourquoi il s'est engagé à financer pleinement tous les programmes d'*aide à la scolarisation* des enfants, en particulier dans les milieux les plus défavorisés. *Jour* après jour, depuis le début de l'année, le candidat démocrate a ainsi rappelé à M. Bush qu'à peine plus du tiers des familles qui y avaient droit, en principe, reçoivent effectivement une aide dans le cadre du programme *Head Start* pour les tout-petits.

De même, plusieurs projets sont destinés à donner une seconde chance à tous ceux qui n'ont pu bénéficier d'une *formation satisfaisante* : aide aux collectivités locales pour créer des centres capables d'accueillir et de réinsérer les jeunes sortis du système d'enseignement secondaire sans aucune qualification ; mise en place d'un système d'apprentissage reposant *sur un partenariat entre l'entreprise* et l'école afin de former les jeunes qui ne sont pas entrés à l'Université ; enfin, élargissement à tous les travailleurs des possibilités de formation continue, les entreprises étant invitées à y consacrer 1,5 % de leur masse salariale.

Dix à trente milliards de dollars

Toutefois – et c'est la nouveauté de son programme, – M. Clinton *ne s'est pas contenté de cette mobilisation* générale en faveur des plus défavorisés. Il entend manifestement contrebalancer cet effort de solidarité par un renforcement de *la qualité du système éducatif* et par un appel à la responsabilité individuelle des jeunes et de leurs familles.

Sur le premier point, il souhaite améliorer le rendement de l'école *en relevant le niveau d'exigence* de l'enseignement primaire et secondaire et en introduisant, en particulier pour des matières de base comme les mathématiques et les *sciences, un système d'examens* nationaux en quatrième, huitième et douzième année du cursus (soit l'équivalent de nos classes de CM1, 4e et terminale). Parallèlement, il *s'est engagé à développer les aides* fédérales pour réduire à quinze élèves la taille des classes dans les premières années d'école primaire. Dans le même ordre d'idées, l'ancien gouverneur de l'Arkansas a proposé la mise en place d'un système d'évaluation annuelle permettant *de mesurer les résultats de* chaque école, de chaque district et de chaque Etat.

Mais c'est sur le second point que M. Clinton a formulé la proposition la plus controversée. Pour permettre au plus grand *nombre* d'accéder à l'enseignement supérieur, il entend supprimer l'actuel *système d'aide au financement des* études et le remplacer par un *« fonds national »* qui offrirait à chacun la *possibilité* d'emprunter l'argent nécessaire pour financer ses études mais lui laisserait le choix de rembourser cet emprunt, soit par prélèvement fiscal sur ses *futurs revenus, soit sous forme* de service national civil, pendant deux ans, au bénéfice des collectivités locales. Les étudiants pourraient ainsi assumer des tâches d'enseignants, de travailleurs sociaux, d'animateurs de rue dans des quartiers difficiles, etc. Et, contrairement *à son adversaire républicain*, M. Clinton souhaite que ce système de financement ne bénéficie qu'aux étudiants des établissements publics, comme c'est le cas, depuis une *loi* de 1989, dans son Etat de l'Arkansas.

Reste à mesurer le coût de ce programme. Un point sur lequel le nouveau président américain est resté assez évasif. Ainsi le financement de son *dispositif* de prêts aux étudiants, a-t-il précisé en mai dernier en Californie, mobiliserait de *l'ordre de 8 milliards de dollars*. Toutefois, son entourage reconnaissait déjà, à l'époque, que l'addition *pourrait être deux fois plus lourde*. A quoi il convient d'ajouter l'ensemble des autres mesures de soutien à l'éducation, soit au bas mot quelque 30 milliards de dollars *(soit 150 milliards de francs). Pour* financer cet effort, M. Clinton a évoqué de possibles réductions du *budget de la défense. Mais il est* également vraisemblable qu'il espère consacrer au financement des prêts étudiants tout ou partie des budgets actuellement destinés aux bourses. *Une perspective qui* suscite déjà l'émoi dans les associations d'étudiants, et qu'il s'est bien *gardé de préciser jusqu'à présent*.

GÉRARD COURTOIS

Les référendums

• *Victoire des homosexuels en Oregon* • *Pas d'euthanasie légale en Californie*

Les homosexuels ne seront pas considérés comme *« anormaux »* en Oregon ; l'eu*thanasie ne sera pas légalisée* en Californie ; la peine de mort ne sera pas rétablie à Washington et les mandats des sénateurs et représen*tants seront limités dans qua*torze Etats : tels sont quelques-unes des décisions *prises par l'électorat améri*cain lors des référendums locaux organisés mardi, parallèlement à l'élection présidentielle.

Par 56 % des voix, les *électeurs de l'Oregon ont* rejeté, dans un climat de menaces et *d'insultes*, une proposition visant à interdire aux homosexuels d'exercer certaines *professions* et à limiter sévèrement leurs droits. La Californie a *repoussé, par 54 % des suf*frages, une proposition controversée sur *« la mort dans la dignité »*. Cet Etat aurait été le premier à légaliser l'euthanasie si le projet avait été accepté. Le district de Columbia, abritant la capi*tale fédérale, Washington*, a résisté à la tentation de rétablir la peine de mort (abolie en 1981, vingt-quatre ans après la dernière exécution), bien que le taux de criminalité y batte des records nationaux. Le projet a été rejeté *par 67 % des voix*.

Le Maryland et l'Arizona figurent parmi les Etats qui ont repoussé des propositions visant à limiter le droit à l'avortement. Enfin, dans l'*Utah*, fief des Mormons, l'interdiction des paris sur les courses de chevaux a été *maintenue. – (Reuter, AP.)*

Une société plurielle

La réactualisation du « rêve américain »

Depuis 1980, l'Amérique n'est plus tout à fait celle que les présidents Reagan et Bush *ont exaltée à travers les sacro*-saintes valeurs traditionnelles des immigrants blancs européens, dont ils sont les descen*dants. La société américaine*, qui n'a jamais eu un seul visage, a continué de retoucher ses portraits : la composition *démographique* du pays a changé, et les effets de l'arrivée à maturité des générations du baby-boom, M. Bill Clinton en tête, se font pleinement sentir.

Il dit s'appeler Larry. C'est un mensonge, il l'avoue, pour tenter de faire « couleur locale ». Avec l'anglo-américain trop limité et *trop cassé qu'il bredouille*, il lui faudra encore quelque temps avant de faire illusion. « Larry » donc est ukrainien. Il a tout laissé pour débarquer en mai dernier aux *États-Unis, où son frère avait* déjà une entreprise de taxis.

A le voir conduire d'une main un vieux break *automatique et pré*senter de l'autre, à la manière d'un guide, les buildings de Chicago par leur nom, on se dit que cet immigré-là se sent déjà chez lui, ou presque. *Le mois dernier, « Larry »* ne faisait pas grand cas de la campagne électorale, qui battait son plein. Une seule obsession pour lui : travailler, même douze heures par jour, gagner de l'argent pour mieux se loger, étudier et se marier.

Chez les chauffeurs de taxi comme dans les autres emplois peu qualifiés, les « Larry » ex-soviétiques, les « Jim » pakistanais ou iraniens, les « Sam » nigérians, philippins, *haïtiens ou latino-américains*, seront vraisemblablement encore légion, à moyen terme du moins. Entrée en vigueur en octobre 1991, la dernière loi sur l'immigration a *relevé* de 500 000 à 700 000 jusqu'en 1994 le quota annuel d'immigrés autorisés, et de *125 000* à 131 000 celui de réfugiés politiques. Sans compter les millions de clandestins qui traversent chaque année la frontière mexicaine ou accostent *dans des embarcations* de fortune sur les plages de Floride. Pour ceux-là au moins, le rêve américain ne s'est pas éteint. L'avenir des États-Unis, terre encore à peupler, est en partie entre leurs mains, fussent-elles rugueuses.

Des minorités devenus majoritaires

*En partie grâce à l'afflux de nou*veaux arrivants, les « minorités raciales » sont devenues majoritaires, au cours de la dernière décennie, dans 51 villes américaines de plus *de 100 000 habi*tants. C'est ce que révèle le dernier grand recensement effectué en 1990. Parmi les métropoles où ces minorités – terme qui englobe *aussi bien les Noirs de toutes ori*gines, les Amérindiens, les Latino-Américains, les Asiatiques ou autres immigrés – représentent désormais plus de la moitié de la *population figurent New-York* (57 %), Houston (59 %), Memphis (56 %), San Francisco (53 %) et Dallas (52 %).

Les dernières données démographiques font ressortir *une autre* tendance, qui s'est déjà traduite en termes sociologiques : avec un taux de croissance de 13 %, la minorité noire – la plus importante des *États-Unis avec plus de trente mil*lions de personnes appartenant pour moitié aux classes moyennes – s'accroît quatre fois moins vite que celle des Hispaniques, et huit fois moins rapidement que celle des Asiatiques. A ce rythme, la communauté noire (*13 % de la* population actuellement) sera supplantée, à l'aube de l'an 2000, par la communauté latino-américaine (9 % de la population aujourd'hui), puis par *les Asiatiques*.

« Les Noirs qui n'arrivent pas à se sortir de leur misère voient arriver dans leur quartier des Coréens qui reprennent le petit commerce, ne leur font pas crédit, les regardent de haut et réussissent à s'en sortir plus vite qu'eux. Tout cela crée des tensions dont il faut s'occuper », disait en mars M. Bernard Watson, *un des responsables de la National* Urban League, la plus vieille organisation de défense des Noirs. Un mois plus tard éclataient à Los Angeles les premières émeutes mul*tiraciales* de l'histoire de ce pays, où l'on vit des commerçants asiatiques défendre leurs commerces armes au poing, contre les pilleurs noirs et « latinos ».

La communauté *noire* reste une société à deux vitesses. D'un côté, le tiers de ses membres vivent dans des conditions d'extrême pauvreté (au cœur des villes le plus souvent) ; leur sort ne s'améliore que très difficilement. Une analyse du Bureau *fédéral des références* démographiques montre qu'entre 1985 et 1986 – période d'expansion économique – environ 28 % de Blancs pauvres avaient réussi à *dépasser, par l'augmentation* de leurs revenus légaux, le seuil de pauvreté, contre 17 % de Noirs seulement. D'un autre côté, le nombre de Noirs ayant un revenu *annuel de 50 000 dollars* ou plus a doublé entre 1980 et 1990.

D'une manière générale, les États-Unis ont dépassé, au cours des années 80, plusieurs autres pays occidentaux en matière de croissance économique, mais la progression de la pauvreté a été plus forte chez eux qu'ailleurs. *« Elle a aussi des formes plus dures que dans ces autres pays »*, affirme le Centre des études politiques et économiques de Washington dans une étude comparative.

Vers de nouvelles formes de solidarité

Est-ce parce que le marasme économique que vivent les États-Unis depuis *1990* est le plus sérieux depuis la grande dépression des années 30 ? Toujours est-il que les problèmes sociaux – pauvreté, criminalité, drogue – sont actuelle*ment considérés comme* un peu moins tolérables par une bonne partie de l'opinion. *« Depuis le début des années 50*, a récemment écrit l'hebdomadaire *Newsweek*, *nous pensions que la prospérité était inévitable et qu'elle engendrerait automatiquement une* « bonne société ». *Nous découvrons que nous ne pouvons plus* « créer » *de la prospérité à volonté et, pis, que nos problèmes sociaux ne peuvent se résoudre à travers elle. »*

Fin du rêve américain ? Non. Réactualisation plutôt. Le laissez-faire presque total des années Reagan et Bush semble avoir fait son temps, l'heure paraît venue de penser à de nouvelles formes de solidarité, peut-être à un niveau plus local, même avec des moyens limités par le déficit et l'endettement, même compte-tenu de la traditionnelle répugnance de tout Américain à payer plus d'impôts.

Les derniers grands programmes sociaux ont été mis sur pied sous la présidence démocrate de Lyndon Johnson, dans les années 60. Bien que de plus en plus coûteux, ils ne remplissent plus leur mission : ils tendent à entretenir une mentalité d'assisté *plutôt que de tirer* les moins nantis vers le haut de l'échelle sociale ; ils ne contribuent pas ou peu à donner aux marginaux suffisamment de motivations pour réintégrer le monde de la légalité. Les réponses aux problèmes posés sont d'autant plus *inadaptées que*, comme l'écrit le *Washington Post*, *« le fossé n'a cessé de se creuser entre les offres d'emploi à des niveaux technologiques de plus en plus élevés et les demandes de millions d'Américains insuffisamment formés ou éduqués »*.

Tous ces constats, ce sont les « baby-boomers » – MM. Bill Clinton et Albert Gore en tête – qui sont les plus prompts à les dresser. Ces quelque 80 millions d'Américains nés entre 1946 et 1964 arrivent à la force de l'âge et aux marches du pouvoir avec d'autres *attentes*, d'autres regards, d'autres points de repères. Il n'ont connu ni la crise de 1929 ni la seconde guerre mondiale, ils étaient adolescents sous Kennedy et Johnson, ils *se sont bercés des slogans « peace and love »* (paix et amour) à Woodstock ou ailleurs.

Se mariant moins, divorçant plus facilement, ils ont contribué à faire évoluer les concepts de couple et *de famille*. Aujourd'hui, seulement 36 % des foyers américains sont constitués de couples mariés avec enfants et près d'une famille sur huit est monoparentale, le parent *unique étant le plus souvent* une femme. Et cette femme qui travaille n'abandonnera ni son emploi ni les quelques acquis de la « révolution féministe » sur l'autel des valeurs « usées » des générations précédentes.

Au total, les Américains ont jugé que le « ticket » *démocrate était* le mieux à même d'incarner et d'accompagner ces mutations. Sauf « Larry », le chauffeur ukrainien, qui n'a pas encore le droit de voter. Pour *lui, comme pour tous* les autres immigrés de fraîche date, l'Amérique, qu'elle soit celle de M. Bush ou celle de M. Clinton, lui offre déjà de meilleures perspectives que dans sa vie passée.

MARTINE JACOT

Les réactions internationales

« Triomphe démocratique », « Après douze ans, le changement a prévalu » : c'est avec ces gros titres que la presse italienne a salué, mercredi 4 novembre, la victoire de M. Clinton. Selon notre correspondante à Rome, Marie-Claude Decamps, du gouvernement aux Verts, en passant par les groupes organisés d'homosexuels – les premiers à avoir réagi – ou encore Radio-Vatican, qui se félicite de la politique sociale du nouveau président américain, *« plus à l'écoute des déshérités et plus proche des positions de l'Eglise que son prédécesseur »*, la satisfaction semble unanime. L'accent dans les commentaires, qui traduit les préoccupations d'un pays en crise, porte bien sûr sur la *« relève »*, mais également sur les *« changements de priorités »*. Les priorités économiques devant être, de l'avis général, en tête de l'agenda de M. Clinton sont le GATT, l'Uruguay Round, les tarifs douaniers... *La Repubblica* souligne que *« le courage l'a emporté sur la prudence, la volonté de changer a eu raison de la peur de la nouveauté. Après douze ans d'apathie électorale et des milliards de dollars de dettes, la révolution libérale de Reagan et Bush s'est achevée (...). Adieu et merci aux fils de la Grande Dépression, de Roosevelt, du fascisme et de Staline. Bienvenue et bon travail aux fils de la bombe, du rock and roll et des fleurs. »*

Dans l'ex-Yougoslavie, l'optimisme est moins de mise. Le ministre des affaires étrangères de Belgrade, M. Ilija Djukic a déclaré : *« La politique américaine à l'égard de notre pays va beaucoup changer. La levée des sanctions va largement dépendre de notre capacité à convaincre la communauté internationale que nous n'avons rien à voir dans les évènements qui se produisent en Bosnie »*.

A Bruxelles, le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, s'est félicité de la victoire d'un *« fervent partisan de l'Alliance atlantique »*. *« Je suis persuadé que, sous votre administration, l'OTAN pourra continuer de compter sur un ferme leadership des Etats-Unis »*, a-t-il écrit à M. Clinton.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU a déclaré qu'il souhaitait travailler avec le président élu sur *« le grand agenda mondial qui engage aujourd'hui l'ONU »*. *« Au moment où le monde connaît des changements spectaculaires, où tant de peuples aspirent à la démocratie et tant de gouvernements luttent dans leur transition vers des institutions démocratiques, l'exemple du peuple américain exerçant son droit prévu dans la Constitution est encourageant pour l'ensemble de la communauté internationale »*, a écrit M. Boutros Boutros-Ghali à M. Clinton.

Moscou : M. Eltsine table sur la continuité

MOSCOU

de notre correspondant

Un coup de téléphone à M. Clinton, en plus du classique message de félicitations au nouvel élu : M. Boris Eltsine n'a pas perdu de temps pour tourner la page et montrer son désir de poursuivre avec le futur président américain les relations personnelles, sinon privilégiées, qui s'étaient établies entre lui-même et George Bush. Le message est sans surprise : il exprime l'espoir que la nouvelle administration américaine *« continuera à soutenir activement les réformes en Russie et la création des bases d'une économie de marché »*, en se fondant sur *« un attachement commun aux idéaux de la démocratie, de la légalité et des droits de l'homme »*.

La teneur de la conversation n'est pas connue, mais est très probablement de la même eau : M. Eltsine prend acte du changement et table sur la continuité. M. Clinton lui-même n'a pas tardé à lui faire écho, mentionnant dans son premier discours postélectoral son intention de *« favoriser la consolidation de la démocratie en Russie »*.

Bien entendu, la défaite du président en exercice introduit pour les dirigeants russes quelques éléments d'incertitude, d'autant que M. Clinton est un néophyte en matière de politique étrangère et que sa victoire illustre la volonté des Américains de soigner en priorité leurs propres maux avant de s'occuper de ceux du reste du monde. Et puis M. Clinton est un démocrate, et les dirigeants russes, qui sont loin d'avoir oublié les racines « soviétiques » de leur politique étrangère, savent que les démocrates leur ont toujours posé des problèmes : de John Kennedy au déconcertant Jimmy Carter – qui, après avoir publiquement embrassé Leonid Brejnev à Vienne, avait commencé à réarmer l'Amérique et vigoureusement réagi à l'intervention soviétique en Afghanistan.

Charmes épuisés

De plus, après un démarrage catastrophique lors de sa première visite à Washington, M. Boris Eltsine, parvenu entre-temps au pouvoir, avait su gagner, sinon peut-être la complète confiance, du moins la considération de l'administration républicaine, qui s'était résignée à clore le chapitre Gorbatchev avec peut-être un peu moins de retard que certains autres pays occidentaux. Au moment du putsch, après un bref moment d'hésitation, M. Bush avait rapidement et énergiquement répondu à l'appel à l'aide que lui avait lancé M. Eltsine. L'épisode avait considérablement réchauffé les rapports entre les deux hommes qui, depuis, se téléphonaient fréquemment. Pour tout arranger, M. Eltsine, installé au Kremlin, avait fait aux Américains d'importantes concessions en matière de désarmement tout en acceptant leur mainmise sur le Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais la relève à Washington intervient précisément au moment où M. Eltsine rappelle bruyamment que la Russie est une *« grande puissance »* et qu'il n'est pas question qu'elle dise *« toujours oui »*, fût-ce aux États-Unis. Elle coïncide aussi avec une période où la politique menée par Moscou à l'égard de ses voisins de l'ex-empire semble plus brouillonne que jamais et où les intentions de M. Eltsine en matière de politique intérieure sont passablement obscures. Autant dire que l'incertitude ne vient pas seulement du changement à Washington mais aussi de la situation à Moscou : la période d'« observation » mutuelle risque de s'en trouver prolongée.

Mais M. Clinton devra au moins se préoccuper rapidement de désigner un nouvel ambassadeur américain à Moscou. L'actuel titulaire du poste, M. Bob Strauss, tout démocrate qu'il soit, n'a pas attendu le résultat de l'élection pour annoncer son départ et faire ses adieux. Le richissime avocat texan avait accepté de représenter son pays dans la période de transition exceptionnelle qu'a connue Moscou depuis l'été 1991, mais quatorze mois lui ont suffi pour épuiser les charmes de la vie en Russie.

JAN KRAUZE

□ **M. Chirac félicite M. Bill Clinton.** – M. Jacques Chirac a adressé, mercredi 4 novembre, à M. Bill Clinton, ses *« très chaleureuses félicitations »* pour sa *« brillante élection »* à la présidence des Etats-Unis qui *« témoigne de la volonté de changement du peuple américain et de la vitalité de la grande démocratie américaine »*. *« A l'heure où, la guerre froide terminée, il nous reste à bâtir un nouveau système mondial pour le vingt et unième siècle, le maintien de relations étroites, confiantes, mais nécessairement rééquilibrées entre l'Amérique et l'Europe organisée me paraît être la condition indispensable à la stabilité de l'ensemble de la planète »*, écrit le président du RPR.

□ **M. Giscard d'Estaing *« adresse ses vœux de réussite au jeune président Bill Clinton »*.** – M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé, mercredi 4 novembre sur RTL, *« ses vœux de réussite au nouveau et jeune président Bill Clinton. »* Selon le président de l'UDF, M. Clinton *« ne va pas s'occuper beaucoup de politique étrangère »*, mais *« s'en décharger en cherchant des hommes capables, ayant une certaine autorité et continuant plus ou moins la politique étrangère américaine antérieure »*. Interrogé sur la nécessité d'un renouvellement dans d'autres pays occidentaux, M. Giscard d'Estaing a fait valoir que *« les Etats-Unis ont élu, il y a douze ans, un homme très âgé qui était Reagan, et l'ont réélu triomphalement »*.

Bonn : des remerciements à M. Bush

BONN

de notre correspondant

La victoire de M. Bill Clinton a été accueillie en Allemagne avec beaucoup moins d'enthousiasme que de curiosité. La presse, tout en saluant le caractère combatif du jeune gouverneur de l'Arkansas, s'interroge sur le contenu réel de son programme et sur ses chances de mener à bien un *« renouveau »* de la société américaine. Jeudi 5 novembre, les commentaires retiennent essentiellement du nouveau président sa volonté d'assurer une *« continuité »* dans la politique étrangère américaine.

La *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, grand quotidien conservateur, souligne : *« Le dernier président démocrate s'appelait Jimmy Carter. Il avait consacré une bonne part de son énergie à réinventer les relations internationales, ce dont plus d'un dirigeant d'Europe ou d'Asie se souvient encore avec panique (...). Bill Clinton, par prudence, s'est contenté jusqu'ici de ne pas toucher au cadre établi par George Bush en ce qui concerne la politique étrangère, la sécurité et la défense. Il n'est pas plus protectionniste qu'isolationniste. »* Une continuité qui devrait rassurer les dirigeants allemands, plus proches par tradition des présidents républicains que des démocrates. Le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères ont fait savoir qu'ils se rendraient très vite à Washington, dès que le nouveau président aura pris ses fonctions.

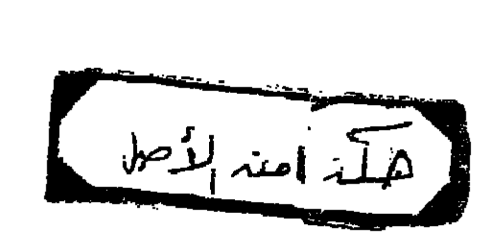
Le domaine sensible de la défense

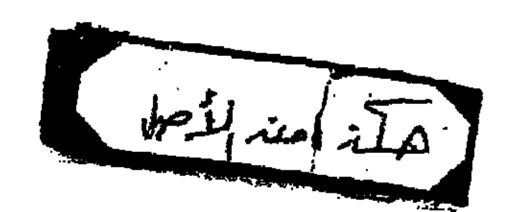
Mais ce n'est pas sans regrets que les Allemands voient M. Bush quitter la Maison Blanche. La *Frankfurter Allgemeine* consacre au président déchu un éditorial entier de remerciements, notamment pour son rôle dans l'unification allemande. La *Süddeutsche Zeitung*, quotidien libéral de Munich, souligne que les électeurs américains ont *« davantage voté contre Bush que pour Clinton »*, et compare la défaite du président républicain à celle de Winston Churchill au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : *« Le peuple a démis Bush de ses fonctions parce qu'il n'avait pas compris qu'après quarante ans de guerre froide les priorités avaient changé. »*

Pour mener à bien la rénovation intérieure de son pays, M. Clinton, souligne une bonne partie de la presse outre-Rhin, dispose d'une chance que n'avait pas son prédécesseur : une solide majorité au Congrès. Pour résumer l'ampleur de la tâche qui l'attend, le quotidien populaire *Bild Zeitung* (quatre millions d'exemplaires) note que *« quarante millions d'Américains n'ont pas d'assurance-maladie »*. A l'occasion de reportages diffusés à la télévision pendant la campagne électorale, l'Allemagne (que M. Clinton cite souvent comme modèle d'organisation sociale) a été stupéfaite de constater l'état de délabrement du système de santé aux États-Unis après douze ans de gouvernement républicain.

Avec ce que la *Frankfurter Allgemeine* appelle le futur *« tournant vers les priorités intérieures »* des États-Unis, l'Allemagne espère un assainissement de la conjoncture américaine et une relance des échanges transatlantiques. Mais on craint aussi qu'un repli sur soi des États-Unis prenne, en cas d'échec des négociations du GATT, un dangereux tour protectionniste. Les positions *« dures »* de M. Clinton sur ce dossier font craindre à l'Allemagne une guerre commerciale dont elle estime qu'elle serait la première à faire les frais en Europe.

Autre domaine sensible : la défense et la sécurité. Le candidat démocrate laisse entendre qu'il réduira la présence militaire américaine en Europe et laissera seulement 70 000 soldats stationnés en Allemagne (contre 100 000 prévus par M. Bush). Bonn veut en conserver le plus possible, par souci de préserver un élément transatlantique fort dans la défense européenne. – *(Intérim.)*





M. BILL CLINTON

Les réactions internationales

Londres : interrogations chez les conservateurs et jubilation chez les travaillistes

LONDRES

de notre correspondant

« J'aimais l'Angleterre ; j'étais un vrai anglophile quand j'étais ici. » Comment douter, après cette confidence de l'ancien étudiant d'Oxford (de 1968 à 1970) Bill Clinton, que les « relations spéciales » qui lient les Etats-Unis et la Grande-Bretagne depuis la seconde guerre mondiale, seront préservées par le futur président démocrate Clinton ?

Le premier ministre britannique a indiqué, mercredi 4 novembre, qu'il n'avait *« aucun doute »* quant à la volonté des deux pays de continuer à *« travailler ensemble très étroitement »*, et a émis le souhait de rencontrer le président élu dans les prochaines semaines.

Les conseillers de M. John Major ont beau affirmer que des *« contacts étroits avec les principaux conseillers politiques »* de M. Clinton ont été noués ces derniers mois, l'arrivée d'un président démocrate à la Maison Blanche, sans remettre en cause les grandes lignes de la politique étrangère des Etats-Unis, notamment à l'égard de l'Europe, ne peut être sans effet : l' *« allié naturel »* du Parti conservateur de M. Major, c'est le Parti républicain de M. Bush, et la victoire de son adversaire ne peut qu'avoir déçu les tories.

« Très bonne nouvelle » « pour la gauche »

Inversement, les travaillistes se sentent d'étroites affinités avec le Parti démocrate de M. Clinton. La manière avec laquelle les chefs du Labour se sont réjouis de la victoire du gouverneur de l'Arkansas, qui contrastait avec la réserve manifestée par M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, témoigne de cette réalité politique.

M. Jack Cunningham, porte-parole du Labour pour les affaires étrangères, a salué une *« très bonne nouvelle pour la gauche, sur le plan international, parce qu'il va y avoir, sérieusement et fondamentalement, un réexamen de la politique de droite, réactionnaire, qui a caractérisé l'Amérique depuis douze ans »*.

De son côté, M. Hurd a indiqué : *« Je ne pense certainement pas que cela soit mauvais* (l'élection de M. Clinton), *pour la Grande-Bretagne. L'excellente amitié que nous avons avec les Etats-Unis continuera. »*

La réduction du budget militaire

Le secrétaire au Foreign Office a souligné que M. Clinton s'est notamment engagé à maintenir des troupes américaines en Europe. Il a noté toutefois qu'il y aura une *« discussion »* sur leur nombre – M. Clinton est en effet partisan d'une réduction nettement plus substantielle que ne l'envisageait M. Bush, – la présence américaine sur le Vieux Continent étant, selon lui, *« absolument cruciale pour notre sécurité et pour celle de l'Amérique »*. On s'inquiète néanmoins, à Londres, des conséquences de la volonté du nouveau président de réduire de 60 milliards de dollars sur cinq ans le budget militaire des Etats-Unis.

Les Britanniques ont un autre sujet d'interrogation, qui a trait à la politique économique que mènera M. Clinton. Ce dernier a certes la réputation d'être un chaud partisan du « libre-échangisme », convaincu de la nécessité d'une « économie globale » sur le plan international, mais sa campagne a néanmoins été centrée sur la nécessité de s'attaquer en priorité aux problèmes intérieurs américains. Le spectre d'une période de protectionnisme est parfois évoqué, mais, plus généralement, on redoute ici une baisse des investissements américains en Europe, ce qui ne pourrait que retarder le retour de la reprise en Grande-Bretagne.

On veut enfin croire que la proposition de M. Clinton de dépêcher un *« envoyé de paix »* en Irlande du Nord (offre poliment mais fermement repoussée par le gouvernement de M. Major) n'était qu'une maladresse due à la nécessité électorale de s'attirer le soutien des Américains de souche irlandaise.

LAURENT ZECCHINI

Amérique latine : la crainte du protectionnisme démocrate

SAN-JOSÉ (Costa-Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

Réunis dans la nuit de mardi à mercredi dans un hôtel de San-Salvador, à l'invitation de l'ambassade des Etats-Unis, les commandants de la guérilla salvadorienne – en cours de démobilisation – se félicitaient de la victoire de leurs *« amis démocrates »*, tandis que les représentants du gouvernement conservateur au pouvoir faisaient grise mine.

Alors que la défaite de M. Bush ne semblait plus faire de doute pour personne, le maire de la capitale salvadorienne, M. Armando Calderon, qui pourrait être le prochain candidat présidentiel de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), au pouvoir, continuait de faire des déclarations en faveur de l'actuel chef d'Etat américain. Cette attitude reflète la déception du gouvernement salvadorien, qui comptait sur la réélection de M. Bush, considéré comme un allié beaucoup plus fiable que les démocrates. Le président Alfredo Cristiani et l'ARENA craignent en effet que le gouvernement de M. Clinton soit plus intransigeant à leur égard dans la mise en œuvre des accords de paix, notamment en ce qui concerne l'épuration de l'armée.

On retrouve la même attitude dans les autres pays d'Amérique centrale où les gouvernements néolibéraux, portés au pouvoir avec la bénédiction de Washington, redoutent désormais un retour du protectionnisme et une remise en question de l' *« ouverture »* commerciale faite par le président George Bush vers l'Amérique latine, en particulier l'extension du libre-échange à l'ensemble du continent. Divers gouvernements latino-américains ont en effet rappelé que les démocrates avaient toujours été plus protectionnistes que les républicains.

Les Mexicains, qui auraient le plus à perdre d'une remise en question du traité de libre-échange, signé le 7 octobre, ont adopté une attitude résolument positive. Le président Carlos Salinas a estimé que *« l'avenir du traité de libre-échange était assuré du fait de l'attitude décidée de M. Clinton de renforcer les relations avec le Mexique »*. Le ministre du commerce extérieur et principal négociateur de l'accord, M. Jaime Serra, a estimé que la victoire de M. Clinton *« ne changeait absolument rien »*.

Gorges chaudes à Cuba

Ce n'est pas l'avis de la principale formation de l'opposition de gauche, le parti de la révolution démocratique (PRD). Un de ses principaux dirigeants, le sénateur Porfirio Munoz-Ledo, a estimé que la défaite de M. Bush était aussi une défaite pour M. Salinas, qui *« avait tout misé »* sur la réélection du président.

A Cuba, la défaite de M. Bush a été accueillie avec satisfaction par les organes de presse officiels qui ont fait des gorges chaudes sur les déclarations de l'actuel président au cours des derniers mois. M. Bush avait en effet dit, à plusieurs reprises, qu'il serait le premier président à se rendre en visite à Cuba *« libéré de la dictature de Fidel Castro »*. Par ailleurs, le vice-ministre des relations extérieures, M. Ramon Sanchez, a envoyé un message de félicitations à M. Clinton dans lequel il souligne la volonté de La Havane d'améliorer les relations avec Washington.

Dans l'espoir de rompre leur isolement sur la scène internationale, les autorités cubaines semblent décidées à tirer profit du changement de gouvernement à Washington. Ce n'est sans doute pas un hasard si on parle d'une rencontre imminente – ce serait la première du genre – entre le nouveau ministre cubain des affaires étrangères, M. Ricardo Alarcon, et un représentant de la « plate-forme démocratique » de M. Carlos Alberto Montaner (en exil). La réunion se déroulerait à Caracas, où se trouve actuellement M. Alarcon.

BERTRAND DE LA GRANGE

L'ÉLECTION DE M. BILL CLINTON

Les réactions

Wall Street accorde le bénéfice du doute au programme économique du nouveau président

Pour la deuxième séance *consécutive, la Bourse de* Mexico a baissé mercredi 4 novembre. Au lendemain de l'élection de M. Bill Clinton à la Maison Blanche, les boursiers mexicains se montrent préoccupés par les réserves que le candidat démocrate a formulées à propos de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). A Wall Street, l'indice *Dow Jones a aussi chuté de* 30 points, à 3223 points, mercredi, les milieux financiers hésitant sur les conséquences du programme économique du futur locataire de la Maison Blanche.

NEW-YORK

de notre correspondant

Si l'on en croit les annales, chaque année électorale aux Etats-Unis a été marquée depuis cent ans par une hausse de la Bourse de New-York. Parallèlement, chaque président démocrate ayant accédé à la Maison Blanche depuis le début des années trente, à savoir Roosevelt, Truman, Kennedy et Johnson (et exception faite de M. Jimmy Carter), a fait grimper l'indice Dow Jones. Enfin, aucun président sortant, confronté à une période de récession de l'économie durant son mandat, n'a été réélu depuis la dernière guerre mondiale, quelle que soit sa formation politique. Contraints d'admettre, depuis le scrutin du 3 novembre, marqué par la défaite de M. George Bush, la véracité du dernier postulat, les boursiers américains placent tous leurs espoirs dans les deux premiers termes de ce rappel historique.

Certes, depuis le niveau record de 3376 points enregistré à la mi-septembre, la Bourse de New-York aura baissé de 5 % environ au lendemain de l'élection de M. Clinton, mais de plus en plus de spécialistes, sans se hasarder à anticiper déjà un bilan haussier pour la durée de son mandat, pronostiquent une bonne tenue de la cote dans les prochaines semaines pour peu que l'ex-gouverneur d'Arkansas révèle le véritable contenu de sa politique économique. A priori, le plan de relance que M. Clinton entend mettre en pratique dès son entrée à la Maison Blanche a de quoi préoccuper les milieux financiers. Ceux-ci ne comprennent pas très bien comment il sera possible d'injecter dans le circuit économique 220 milliards de dollars, sur quatre ans, en procédant à des allègements fiscaux pour la classe moyenne et avec pour seul corollaire une augmentation d'impôts pour *«les riches»* et quelques mesures d'équité fiscale visant notamment les compagnies étrangères.

Le «capital confiance»

Le tout en pratiquant une politique budgétaire spartiate qui devrait permettre de réduire le «trou» fédé*ral de moitié en quatre ans. En réa*lité, le président démocrate dispose de quelques cartes qu'il peut battre habilement. D'abord un programme de dépenses gouvernementales mais aussi privées et orientées vers certains secteurs industriels (tels la haute technologie) qui devraient profiter aux entreprises concernées et en fin de compte à Wall Street. Etant entendu qu'il s'agit d'investissements à réaliser et non pas de nouveau coup de pouce à la consommation comme par le passé. Ensuite l'aval que M. Clinton devrait trouver auprès d'un Congrès, certes profondément renouvelé, mais toujours démocrate et qui pourra difficilement lui refuser des réductions de dépenses qui seront inévitablement supérieures à ce qu'il a annoncé dans sa plate-forme électorale, ces compressions étant le seul moyen d'éviter les dérapages budgétaires et une trop forte remontée des taux d'intérêt. Enfin, le «capital confiance» accordé d'emblée au vainqueur au vu d'un programme minimum qui, s'il n'est pas dilapidé à l'issue des traditionnels «cent jours», devrait permettre de rassurer à la fois le *business* américain et les milieux d'affaires internationaux, sans trop décevoir les 43 % d'Américains qui ont voté Bill Clinton au nom du «changement».

Pour peu qu'il s'appuie sur un cabinet solide chargé de l'appliquer, ce programme de gouvernement peut convaincre. Il a rallié quantité de spécialistes qui se disent surtout sensibles à la réelle volonté d'entreprendre qu'ils prêtent au nouveau président. Un jugement que partagent désormais beaucoup d'anciens adversaires politiques du président démocrate. Républicaines depuis toujours, la Silicon Valley et ses firmes d'informatique qui ont longtemps symbolisé le «non-Etat» cher à l'ex-gouverneur de Californie, M. Ronald Reagan, ont voté Clinton cette fois, patrons d'Apple et de Hewlett-Packard en tête. Réunis début octobre, 556 économistes américains – parmi lesquels neuf prix Nobel – ont fait savoir à celui qui n'était alors que le candidat démocrate que son plan était meilleur que celui de son rival républicain. Une centaine de PDG du secteur de l'énergie, les patrons de Xerox, de Sara Lee, de Du Pont, de Zenith et de quantité d'autres grands groupes, ont également décidé de soutenir M. Clinton. A Wall Street de nombreuses grandes firmes, Goldman Sachs notamment, ont tourné casaque.

Il ne s'agit là que de quelques exemples significatifs et en aucune façon d'un quelconque raz-de-marée du patronat américain en faveur du parti de l'âne. Dans leur majorité, les dirigeants d'entreprises sont restés fidèles aux républicains mais, pour la première fois depuis bien longtemps, le programme économique des démocrates n'est plus tourné systématiquement en dérision. A Wall Street, où l'on s'est rangé à la raison, *Slick Willie* (Willie la Combine) ainsi que l'avaient baptisé ses détracteurs, ne fait plus peur. Et on se dit prêt à accorder au plan *«rooseveltien»* de M. Clinton au moins le bénéfice du doute. Ne serait-ce qu'au nom du réalisme. Et en souvenir d'une donnée historique qui veut que le produit intérieur brut (PIB) de l'économie américaine ait *progressé deux fois plus vite sous* administration démocrate que lorsque les républicains occupent la Maison Blanche.

SERGE MARTI

Dans les pays arabes : un certain trouble

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Joie à Bagdad, amertume populaire au Koweït, réalisme prudent dans les autres capitales, le monde arabe a réagi sans passion à la victoire de M. Bill Clinton. S'il ne fait pas de doute que la plupart des régimes arabes auraient préféré voir reconduit dans ses fonctions le président George Bush, qu'ils connaissent et qu'ils ont «pratiqué», sa défaite n'en était pas moins attendue depuis plusieurs semaines déjà – les sondages aidant – et dans plusieurs capitales des contacts avaient été pris avec des proches du candidat démocrate. Responsables politiques et commentateurs de la presse s'accordent pour souligner que la politique des Etats-Unis ne peut être tributaire d'un homme et qu'en conséquence elle ne devrait pas fondamentalement changer, qu'il s'agisse du processus de paix ou de l'engagement américain dans le Golfe et contre l'Irak du président Saddam Hussein.

C'est toutefois dans les monarchies du Golfe, qui ont toutes félicité le nouveau président élu, que M. Bush sera surtout regretté, même si on a bien conscience dans ces pays que la guerre contre l'Irak avait davantage à voir avec les intérêts pétroliers des Etats-Unis qu'avec la simple défense du Koweït et le rétablissement du droit.

A l'émotion de la rue devant la perte du «sauveur» se mêle, au Koweït, un discret soulagement de voir disparaître une dette morale «pesante» envers l'administration sortante, ce qui devrait permettre un retour à des relations «normales» avec Washington. A Ryad, la presse, comme pour se rassurer, insiste sur l' *«importance stratégique»* du Golfe pour les Etats-Unis, qui auraient donc intérêt à développer les relations avec l'Arabie saoudite, *«partenaire de la paix»*.

A Bagdad, c'est à coups de revolver que M. Saddam Hussein a salué la défaite du président Bush, affirmant, à l'adresse de son successeur : *«Si Bush ne connaît pas l'Irak et la nation arabe, cette expérience doit servir de leçon à d'autres.»* Aucune manifestation d'ampleur n'a toutefois été organisée, comme si les Irakiens étaient conscients qu'il ne fallait rien attendre du nouveau président, qui a affirmé avoir soutenu *«les dernières iniatives onusiennes et américaines contre l'Irak, y compris la zone d'exclusion aérienne au sud du 32e parallèle»*.

Craintes sur la poursuite du processus de paix

Dans les pays arabes engagés dans les négociations avec Israël, les responsables ont exprimé l'espoir ou la certitude que le processus de paix se poursuivrait, mettant sur le compte de la campagne électorale les propos pro-israéliens du candidat Clinton. Interrogé sur une promesse de ce dernier de déplacer l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Charah, a exprimé des doutes quant au fait que le futur président prendrait une initiative qui serait de la pure *«provocation envers les musulmans et les Arabes, de l'Indonésie au Maroc»*. Il n'en a pas moins estimé que le changement d'administration *«pourrait avoir une influence négative sur l'intérêt et l'impulsion donnés par les Américains au processus de paix»*.

Nombreux sont du reste les responsables qui, en privé, expriment des craintes qu'un délai plus ou moins long soit nécessaire à la nouvelle administration pour reprendre les choses en main, alors que les Arabes auraient au contraire souhaité une intervention américaine pour faire avancer le processus de paix. Répondant implicitement aux déclarations de M. Clinton sur la nécessité de faire respecter les droits de l'homme, M. Al Charah a encore exprimé l'espoir de voir le nouveau président faire appliquer ce principe *«aux Palestiniens sous occupation israélienne* et *reconnaître le droit de ces derniers à l'autodétermination»*.

Réunie à Tunis, la direction de l'OLP doit étudier pour sa part les conséquences de la victoire de M. Clinton, mais déjà des responsables s'inquiètent d'un éventuel ralentissement du rythme des négociations de paix, ce qui *«risque d'accroître dangereusement la frustation de la population»*. L'opposition souligne au contraire que *«ce temps d'arrêt probable»* devrait permettre à *«la direction de revoir les conditions de la participation palestinienne aux pourparlers»*.

En Egypte, on se soucie surtout d'une éventuelle tentation isolationniste qui amènerait Washington à restreindre ses aides à l'étranger, menacant ainsi les 2,2 milliards de dollars que recoit Le Caire chaque année. Opposé au processus de paix, l'Iran, qui a choisi de son côté le jour des élections pour annoncer l'arrestation d'un *«espion américain»*, n'attend aucun changement de la politique américaine à son égard, estimant que *«les différences fondamentales de principes entre Téhéran et Washington»* restent les mêmes.

FRANÇOISE CHIPAUX

Hégémonisme

Suite de la première page

Au même moment, à Bruxelles, M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission chargé des relations internationales, indiquait, certes, que des représailles américaines pourraient entraîner des contre-représailles européennes, mais laissait surtout entendre que la Communauté pourrait envisager de nouvelles concessions en vue de conclure.

Ces péripéties peu glorieuses, où le chemin de Chicago ressemble à celui de Canossa, illustrent de manière théâtrale l'ambiguïté des relations entre les Etats-Unis et la Communauté. Mais cette ambiguïté étant considérée comme quasi constitutive des rapports euro-américains, personne ne semble s'attendre que l'arrivée du gouverneur de l'Arkansas à la Maison Blanche modifie sérieusement la donne.

En dépit des bonnes paroles prodiguées à Washington, beaucoup, au sein de la Communauté, doutent que l'Amérique de Clinton soutienne plus activement la construction européenne que celle de Bush. Même après l'effondrement du communisme, l'existence d'un pôle de stabilité sur le Vieux Continent, dont on espère encore, malgré la triste expérience yougoslave, qu'il sera capable de limiter les dégâts résultant du processus de désintégration en Europe orientale, demeure probablement précieux pour les Américains. Mais pas au point de favoriser l'émergence d'une puissance économique et militaire de ce côté de l'Atlantique.

Des hommes comme M. Jacques Delors – qui n'est taxé d'anti-américanisme que par contresens – sont convaincus que les Etats-Unis, républicains et démocrates confondus, par une sorte de déterminisme de la volonté de puissance, sont en réalité très réticents à l'égard des ambitions du traité de Maastricht.

A leurs yeux, le projet de monnaie unique et de politique étrangère et de sécurité commune ne peut être que suspect vu de Washington. S'exprimant mercredi, à Bruxelles, devant les assises de la Fédération nationale du Crédit agricole, où il évoquait les avatars de l'Uruguay Round, M. Delors a dénoncé ce qu'il faut bien appeler la tendance à l'hégémonisme américain. *«Un accord ne pourra être atteint que si nos intérêts sont compris. Nous sommes prêts à renoncer à la désastreuse guerre des subventions agricoles, mais encore faut-il que l'autre «éléphant»* [les Etats-Unis] *du commerce international consente une partie des sacrifices.»*

Nul doute pour le président de la Commission, qui invitait ses auditeurs à la *«résistance»* (vocabulaire qui frise sans doute la paranoïa pour un Hollandais ou un Anglais!), que l'enjeu de l'Uruguay Round dépasse largement le gain ou la perte de parts de marché. *«Dans cette négociation, ce qui se joue, c'est l'Europe en tant que personnalité politique»*, a-t-il souligné à l'intention de ceux qui auraient mal compris le sens de son message. Les Français, plus que d'autres, sont sensibles à cette problématique, mais ils ne sont assurément pas les seuls à ressentir les choses de la sorte. A preuve la tentative, menée avec persévérance par la présidence britannique, dans cette ultime phase de l'Uruguay Round, pour faire ressortir l'isolement de la France, a très largement échoué.

Diviseurs de l'Europe

Car les Etats-Unis, et c'est là l'autre trait important de leurs relations avec l'Europe, sont facteur de divisions. Personne ne conteste le bien-fondé de l'alliance avec les Etats-Unis, et chacun des Douze, y compris au niveau de l'opinion, est sincèrement loyal envers cette alliance. Mais les Etats membres sont divisés quant aux droits et devoirs qu'elle implique. Certains privilégient les liens avec les Etats-Unis, en tête desquels, bien sûr, les Britanniques, mais aussi les Néerlandais et peut-être les Danois. D'autres, au premier rang desquels la France, mais aussi l'Espagne, donnent l'avantage à la construction communautaire, à cette *«Europe européenne»* dont rêvait le général de Gaulle, et, aujourd'hui, M. Mitterrand. Entre les deux – on vient de le vérifier une fois de plus dans les négociations du GATT – le cœur des Allemands balance! A cette nuance importante près que l'arbitrage du chancelier Kohl est presque toujours favorable à la cause de l'Europe.

Ce clivage, au sein de la Communauté, pourrait être destructeur, comme le montrent les péripéties du GATT. Le feuilleton n'est pas achevé. Sans doute est-il hautement souhaitable de parvenir à un compromis, mais la pression américaine, si elle continue à s'exercer avec violence, peut susciter une déchirure grave au sein de la Communauté, voire une remise en cause de la politique de Maastricht. Un cas de figure qui ne ferait pas pleurer à Londres.

La relative réserve qui s'est manifestée mercredi à Bruxelles reflète peut-être l'idée que, outre-Atlantique, une telle perspective ne chagrinerait pas davantage M. Bill Clinton que M. George Bush.

PHILIPPE LEMAITRE

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Un cimetière juif profané à Wuppertal

Quatre-vingt-dix pierres tombales ont été renversées et partiellement détruites, dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 novembre, dans un cimetière juif de Wuppertal, à l'ouest de l'Allemagne. Cette profanation, dont les auteurs n'ont pas été identifiés par la police, s'ajoute à celles qui ont eu lieu, ces dernières semaines, à Karlsruhe, Stuttgart, Dortmund et Strausberg.

Un groupe néo-nazi, Deutsche Alternative, a annoncé son intention de manifester, samedi 7 novembre, à Francfort-sur-l'Oder, dans l'ex-RDA, pour commémorer *«la révolution pacifique de l'automne 1989 en Allemagne centrale»*. La police craint que cette manifestation ne soit une nouvelle occasion de dénonciation publique des étrangers et demandeurs d'asile à la veille de la grande manifestation nationale contre la xénophobie prévue pour le lendemain à Berlin.

Enfin, deux jeunes gens, âgés de vingt et un et vingt ans, ont été respectivement condamnés à sept ans et quatre ans de prison par un tribunal de Potsdam. Ils étaient accusés d'avoir provoqué l'incen*die d'un foyer de demandeurs* d'asile au début du mois de septembre à Ketzin, dans l'ex-RDA. – *(AFP, AP.)*

IRLANDE

Eclatement de la coalition gouvernementale

La coalition gouvernementale irlandaise a éclaté, mercredi soir 4 novembre, avec les démissions de deux ministres et d'un secrétaire d'Etat qui vont entraîner la mise en minorité du premier ministre, M. Albert Reynolds, et des élections anticipées.

La rupture est consécutive au témoignage de M. Reynolds, la semaine dernière, devant le *«tribunal du bœuf»*, qui enquête, depuis un an, sur les fraudes à l'exportation dans l'industrie bovine irlandaise dans les années quatre-vingts.

M. Reynolds, ministre du commerce et de l'industrie en 1987-1988, avait traité M. O'Malley de *«malhonnête»* pour l'avoir mis en cause devant ce tribunal.

M. Desmond O'Malley, ministre du commerce et de l'industrie démissionnaire, a annoncé que les six députés de son Parti des démocrates progressistes voteraient la motion de censure qui devait être déposée, jeudi, par l'opposition. Le Fianna Fail ne pourra plus alors compter que sur les voix de ses 77 députés (sur 166). La coalition avait été formée après les élections de juin 1989 par le premier ministre et leader du Fianna Fail d'alors, M. Charles Haughey. Celui-ci a été remplacé par M. Reynolds en février 1992.

ROUMANIE

M. Nicolae Vacaroiu nouveau premier ministre

Responsable des impôts au ministère des finances, inconnu du grand public et d'une bonne partie de la classe politique locale, M. Nicolae Vacaroiu a été nommé premier ministre, mercredi 4 novembre, par le président Ion Iliescu. Père de la future TVA rou*maine, il apparaît comme un «Sto*lojan-*bis»*, un double du premier ministre sortant qui a refusé les avances répétées du chef de l'Etat, réélu le 11 octobre, pour qu'il reste à son poste. Tout comme M. Stolojan, cet homme discret est un macro-économiste, officiellement sans parti – après avoir été membre du PC, comme il se devait pour tout fonctionnaire de quelque importance.

M. Iliescu l'a présenté comme *«un homme de la réforme»*, et M. Vacaroiu a lui-même assuré que son gouvernement *«œuvrera dans une seule direction : la continuation et la consolidation de la réforme économique et du processus démocratique»*.

Le président roumain a donc, une nouvelle fois, choisi la variante *«technocrate»* pour essayer de sortir de l'impasse politique issue des élections du 27 septembre, qui n'ont dégagé aucune majorité au Parlement. – *(Corresp.)*

□ **BRÉSIL : des Indiens prennent quatre cents personnes en otage.** – Quelque deux mille Indiens Guajajaras bloquaient, mercredi 4 novembre, la route Belém-Brasilia, retenant quelque quatre cents personnes en otage (en majorité les passagers de plusieurs autobus), a indiqué le gouvernement de l'Etat de Maranhao (nord du Brésil). Les Indiens, qui réagissent après l'assassinat d'un des leurs, exigent le retrait immédiat des Blancs de leur réserve de Cana Brava. Ils ont reçu l'appui du ministre de la justice, M. Mauricio Correa. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Téhéran dénonce l'envoi d'un sous-marin américain dans le Golfe.** – Le président du Parlement iranien, l'ayatollah Ali Akbar Nategh-Nouri, a *«vigoureusement condamné»*, mercredi 4 novembre, l'envoi par les Etats-Unis du sous-marin nucléaire *USS Topeka* dans le Golfe, et accusé Washington *«d'attiser les tensions pour renforcer sa présence militaire»* dans la région. Le *Topeka* avait franchi dans la nuit de lundi à mardi le détroit d'Ormuz, avec pour mission de surveiller l'arrivée imminente d'un sous-marin vendu à l'Iran par la Russie (*le Monde* daté 1er-2 novembre). – *(AFP.)*

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la motion sur Maastricht adoptée aux Communes

M. Major a sauvé de justesse sa politique européenne

La chambre des Communes a adopté, mercredi 4 novembre, par 319 voix contre 316, la motion parlementaire sur le traité de Maastricht, sauvant ainsi de justesse la politique européenne du premier ministre, et probablement son maintien à la tête du gouvernement.

LONDRES

de notre correspondant

La victoire à l'arraché obtenue par M. John Major ne constitue pas encore une garantie de la ratification du traité de Maastricht par le Parlement britannique, ni surtout une antidote pour soigner cette crise d'autorité et de crédibilité dans laquelle se débat depuis plusieurs semaines le premier ministre. Elle n'en constitue pas moins une première et indispensable étape. Ce succès si diaphane – trois voix de majorité pour la motion du gouvernement – marque ainsi le début d'un processus de «reconstruction», politique et psychologique, pour M. Major, qui, depuis le 16 septembre dernier, date du «mercredi noir» qui a vu la Livre sterling effectuer une sortie humiliante du système monétaire européen (SME), semblait devoir aller d'échec en échec.

Le premier ministre est apparu visiblement soulagé à l'énoncé des résultats. Si à aucun moment ce scrutin n'a été présenté officiellement comme un vote de confiance pour M. Major, dans les faits, un rejet aurait porté un coup probablement fatal à son autorité déjà passablement ébranlée. Il n'a cependant guère de raisons de pavoiser, tant le vent du boulet est passé près. Ce vote in extremis a en effet été acquis grâce à un ensemble d'éléments qui doivent peu à la popularité du premier ministre, et beaucoup aux circonstances.



Sans le soutien des dix-neuf parlementaires (sur vingt) démocrates-libéraux de M. Paddy Ashdown, qui ont fait passer leur foi européenne avant leur souhait de mettre en difficulté le gouvernement, sans l'activisme manifesté par les «*whips*» (le chef du groupe parlementaire conservateur et ses adjoints), qui se sont livrés à une véritable «chasse aux sorcières» pour mater les «eurosceptiques» hésitants (vingt-six d'entre eux ont voté contre le gouvernement et sept se sont abstenus), sans la loyauté-tactique-manifestée par la demi-douzaine de ministres «thatchériens» de son gouvernement qui n'ont pas succombé aux discrètes pressions de leur mentor (Lady Thatcher), le premier ministre aurait été désavoué. Il pourra se prévaloir d'un deuxième vote «pro-européen» du Parlement de Westminster, lorsqu'il rencontrera les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE, à Edimbourg, en décembre prochain.

M. Major a successivement utilisé tous les arguments pour convaincre les «eurosceptiques» du parti conservateur de ne pas commettre l'irréparable, c'est-à-dire de ne pas laisser la Grande-Bretagne *«se renfrogner dans ses frustrations, en marge de l'Europe»*. Soulignant que la reprise de l'économie était indissociable du maintien de la Grande-Bretagne au cœur de la CEE, le premier ministre a insisté sur les conséquences fatales qu'aurait pour l'autorité de la diplomatie britannique un rejet de la motion parlementaire. Echangeant des remarques de plus en plus acrimonieuses avec le chef du Parti travailliste, M. John Smith, il a dénoncé l'*«imposture»* que constituait, selon lui, l'amendement déposé par le Labour (rejeté par 319 voix contre 313), et visant à retarder d'au moins six mois le processus de ratification parlementaire.

L'offensive de M. Paddy Ashdown

Le leader travailliste, M. John Smith, accusé par M. Major de sacrifier ses convictions européennes par opportunisme, accusé aussi par l'ancien premier ministre Edward Heath d'avoir *«abjuré son intégrité»*, a subi des attaques encore plus vives de la part de M. Paddy Ashdown. Justifiant son *soutien au gouvernement* par le souci de privilégier les «intérêts vitaux» de la Grande-Bretagne, le leader des démocrates-libéraux a souligné qu'un vote négatif n'entraînerait en aucun cas de nouvelles élections puisque le gouvernement déposerait immédiatement une question de confiance, dont le résultat ne pouvait être que favorable à M. Major. *«Alors, vendredi matin, nous nous serions réveillés sans élections générales et avec l'avenir de la Grande-Bretagne en Europe désespérément compromis»*, a souligné M. Ashdown.

Dénonçant de son côté les échecs répétés du gouvernement et son souci de replâtrer les fissures de sa propre majorité, le chef du Labour a mis en cause la *«naïveté et la suffisance»* des démocrates-libéraux. Ce débat parlementaire aura donc ébranlé le *statu quo* politique britannique : les chances d'un pacte électoral entre le Labour et le Parti démocrate-libéral, envisagé par les états-majors des deux formations, semblent profondément compromises. Le premier va devoir effectuer un travail pédagogique auprès de l'opinion publique pour réaffirmer son engagement européen, et le second expliquer que, contrairement aux apparences, il n'a pas servi de «marche-pied» à la victoire gouvernementale.

LAURENT ZECCHINI

□ **IRLANDE DU NORD : un catholique assassiné à Belfast.** – Michael Gilbride, un catholique sans lien apparent avec le mouvement républicain, a été tué par balles, mercredi 4 novembre, par des inconnus alors qu'il arrivait en voiture au domicile de sa mère dans le sud de Belfast. Selon la police, les milices paramilitaires protestantes pourraient être à l'origine de cet assassinat. Le Sinn Fein, branche politique légale de l'Armée républicaine irlandaise, affirme toutefois que Michael Gilbride n'était pas lié au mouvement de lutte contre la souveraineté britannique dans la province. – *(AP.)*

GÉORGIE : réuni sous la présidence de M. Chevardnadze

Le nouveau Parlement va évoquer la création d'une armée nationale

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Plusieurs fois reportée, la première réunion du nouveau Parlement de Géorgie s'est tenue, mercredi 4 novembre, à Tbilissi. Les députés, élus le 11 octobre en même temps que leur président, M. Edouard Chevardnadze, ont placé en premier point de leur ordre du jour la situation en Abkhazie, région de l'Ouest géorgien entrée en dissidence au début de l'été et dont la moitié nord, avec la ville de Gagra, est toujours aux mains des autonomistes. Pour reprendre le contrôle de la situation, M. Chevardnadze a comme objectif prioritaire la mise sur pied d'une armée qui se substituerait aux différentes milices et à la garde nationale. Le Parlement devrait aussi adopter, dans les mois qui viennent, une constitution et lancer un programme de libéralisation de l'économie. Symboliquement, un premier décret sur la privatisation de la terre devrait être adopté rapidement.

Pillage d'un dépôt d'armes

M. Chevardnadze est assuré au Parlement d'une majorité plus que confortable, voire d'une quasi-unanimité, puisque tous les partis en lice aux élections du 11 octobre se réclamaient de son patronage. Fidèle parmi les fidèles, le groupe Paix, formé de bon nombre d'ex-apparatchiks, est le plus important avec vingt-neuf députés. Puis, *«légèrement»* dans l'opposition, la Coalition du 11 octobre en compte dix-huit. Quatorze députés représentent le bloc Unité, qui a la faveur des intellectuels, et treize autres le Parti national-démocrate. Les Verts ont créé une certaine surprise en obtenant onze sièges, *devant toutes les autres formations*.

Mais cette chambre, potentiellement introuvable, pourrait compliquer la tâche de M. Chevardnadze, notamment par des surenchères nationalistes dans le conflit en Abkhazie. Le premier défi qui attend l'ex-ministre soviétique des affaires étrangères est de mettre au pas les milices qui occupent le devant de la scène depuis l'indépendance du pays et semblent de moins en moins contrôlées.

Le pillage par des milices, dans la nuit de dimanche à lundi, d'un dépôt d'armes de l'armée russe dans le sud du pays a fourni un nouvel exemple de la confusion *ambiante. Alors que M. Chevard*nadze condamnait cette action et dénonçait ceux qui *«jouent avec le feu»*, M. Tenguiz Kitovani, ministre de la défense et «patron» de la garde nationale, révélait, dans un premier temps, qu'il avait donné lui-même l'ordre de se saisir de ce dépôt – quitte à revenir ensuite sur ces déclarations. Le porte-parole des forces russes, le colonel Vasili Beltchenko, a estimé, lui, que cette action relevait d'une *«politique antirusse délibérée»*.

A Tbilissi, on s'attend que les forces géorgiennes lancent rapidement une offensive d'envergure pour reprendre les positions perdues début octobre. Selon l'agence de presse russe Ria, cinq mille soldats géorgiens appuyés par mille unités blindées pourraient participer à cette action. Celle-ci, ajoute-t-on, pourrait bénéficier d'une conjoncture rendue «favorable» par le nouveau conflit voisin opposant Ingouches et Ossètes du Nord. Celui-ci est, en effet, susceptible de «détourner l'attention» de l'armée russe pratiquement engagée aux côtés des Ossètes et, d'autre part, de mettre dans une position difficile les Tchétchènes qui ont fourni une aide importante aux Abkhazes et pourraient être appelés à combattre, aussi, pour défendre les Ingouches.

JOSÉ-ALAIN FRALON

La Commission de Bruxelles est favorable à l'adhésion de la Finlande à la CEE

La Commission européenne a rendu, mercredi 4 novembre, un avis positif à la demande d'adhésion de la Finlande à la Communauté européenne. Cet avis constitue la première étape du processus qui doit mener à l'ouverture de négociations entre la CEE et le pays postulant. La Finlande avait déposé sa demande d'adhésion le 18 mars. Elle est *«prête à accepter tout l'acquis communautaire, tel qu'il a été fixé par le traité de Maastricht»*, c'est-à-dire notamment l'Union économique et monétaire et la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), a précisé le commissaire, M. Andriessen, au cours d'une conférence de presse.

La tâche de la Commission a été facilitée par le fait que la Finlande, comme ses partenaires de l'Association européenne de libre-échange (AELE), a mené *«des négociations intenses avec la CEE»*, en vue de l'instauration de l'Espace économique européen (EEE). Cette vaste zone de libre-échange, qui devrait entrer en vigueur le 1er janvier, liera les Douze de la CEE et les sept pays de l'AELE. Selon la Commission, des négociations plus poussées *devront être menées avec la Fin*lande dans les domaines de l'agriculture et des politiques régionales.

La Finlande est, après l'Autriche et la Suède, le troisième pays neutre appartenant à l'AELE à recevoir l'avis favorable de la Commission. Celle-ci devrait se prononcer *avant la fin de l'année sur la candi*dature de la Suisse, mais aussi sur les demandes de deux pays non membres de l'AELE, Malte et Chypre. – *(AFP.)*

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les forces serbes accentuent leur pression au nord de Sarajevo

Après leurs récents succès militaires en Bosnie centrale, les forces serbes accentuent leur pression sur le principal axe routier au nord de Sarajevo, dans ce qui est l'une des dernières «poches» musulmanes de Bosnie-Herzégovine. Ainsi la radio bosniaque a-t-elle fait état, mercredi 4 novembre, de combats, notamment à Olovo, Kladanj et Tuzla. Selon la radio, les Serbes ont bombardé la ville d'Olovo (17 000 habitants, dont plus de 70 % de Musulmans), située à 43 kilomètres au nord de la capitale, et fait venir des renforts de blindés et d'infanterie.

Kladanj, ville de la même taille, également à majorité musulmane, à une trentaine de kilomètres plus au *nord, était également soumise* aux bombardements de l'artillerie serbe, ainsi que Tuzla (50 km au nord de Kladanj) et ses environs. Il s'agit de l'une des rares villes de cette importance (131 000 habitants, dont plus de 47 % de Musulmans) encore contrôlées par les forces bosniaques. En outre, des combats continuaient à faire rage, selon l'agence Tanjug de Belgrade, autour de Maglaj (100 km au nord de Sarajevo), encerclée par les forces serbes.

Par ailleurs, après la victoire de M. Bill Clinton à l'élection présidentielle américaine, le ministre bosniaque des affaires étrangères, M. Haris Silajdzic, a émis l'espoir que la nouvelle administration américaine, qui entrera en fonctions le 20 janvier, lèvera l'embargo sur les armes frappant toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Conférence ministérielle de l'OCI sur la Bosnie.** – Une session extraordinaire des ministres des affaires étrangères des pays de l'*Organisation de la conférence islamique* (OCI) se tiendra les 1er et 2 décembre à Djeddah (Arabie saoudite) pour examiner *«la grave détérioration de la situation en Bosnie-Herzégovine, en raison de la poursuite de l'agression serbe»*, a annoncé, mercredi 4 novembre, le secrétaire général de l'OCI, M. Hamid Algabid. – *(AFP.)*

AFRIQUE

ANGOLA : calme précaire à Luanda

Le bilan des combats ne cesse de s'alourdir

Des cadavres gisaient encore, mercredi 4 novembre, dans les rues de Luanda, encombrées de carcasses de nombreux véhicules incendiés. Les combats opposant les troupes gouvernementales et celles de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ont fait au moins mille cinq cent morts, selon les dernières estimations recueillies dans la capitale angolaise, où un calme relatif continue de régner. De source médicale, on indique que la situation dans les hôpitaux reste critique : l'accueil des centaines de blessés, arrivés en urgence, est d'autant plus difficile que tout manque, personnel, médicaments, plasma. Selon les habitants de Luanda, la plupart des partisans de l'UNITA se sont repliés dans les environs de la ville, après avoir troqué leur tenue militaire pour des vêtements civils.

Les rumeurs les plus contradictoires circulent au sujet de M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA. Tandis que certains de ses proches le disent retranché dans son fief de Huambo, au centre du pays, sa présence en Angola a été mise en doute de source *diplomatique* à Lisbonne. Malgré l'appel lancé, mardi soir, par le président José Eduardo Dos Santos, prônant l'ouverture d'un dialogue *«dans un esprit de réconciliation et de pacification»*, l'espoir d'une rencontre entre les deux hommes semble bien incertain.

Selon la radio nationale, citant des sources militaires gouvernementales, les rebelles de l'UNITA se seraient emparés, mercredi matin, de la ville de Caxito, chef-lieu de la province de Bengo, situé à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Luanda. Par ailleurs, à New-York, le porte-parole de l'ONU, M. Joe Sills, a fait état d'un sérieux incident dans l'est de l'Angola, au cours duquel vingt ouvriers et ingénieurs brésiliens et cinquante autres de nationalité russe ont été enlevés par des combattants de l'UNITA. Ce groupe d'employés travaillaient au barrage de Cabanda, construit par une firme brésilienne.

Le sous-secrétaire général de l'ONU, M. Marrack Goulding, chargé des opérations de maintien de la paix, devait partir mercredi soir pour Luanda. Après consultations, le Conseil de sécurité a jugé nécessaire de *«renforcer la composante militaire»* de la Mission de vérification de l'ONU en Angola (UNAVEM), dont le mandat, qui s'achève fin novembre, pourrait être prorogé.

A Londres, les pays de la CEE se sont dits *«gravement préoccupés»* par la situation en Angola et ont appelé les parties en présence à respecter le cessez-le-feu, négocié, dimanche dernier, par les Nations unies. La CEE précise qu'elle *«tiendra pour responsable toute partie qui fera obstacle au processus de paix»*, qui a été *«démocratiquement approuvé par le peuple angolais»*. De son côté, le pape a lancé, à Rome, un appel aux belligérants *«afin qu'ils déposent les armes et retrouvent la voie du dialogue et de la raison»*.

Plus de deux cents Français évacués

En attendant, les programmes d'évacuation des ressortissants étrangers se poursuivent. Mercredi soir, plus de trois cents expatriés, évacués d'Angola sur le Congo voisin, ont quitté Brazzaville pour l'Europe, à bord d'avions d'Air France et de la compagnie portugaise TAP. Beaucoup de Français et de Portugais figuraient parmi eux, mais aussi des Allemands, des Belges, des Espagnols, des Italiens, des Libanais, des Maliens, des Philippins et des Sénégalais.

A Paris, le ministère des affaires étrangères a indiqué qu'un pont aérien avait été mis en place entre Luanda et Brazzaville. Plus de deux cents Français (sur environ sept cent se trouvant en Angola avant les derniers événements) ont déjà été évacués. Des dispositions ont été prises dans le nord du pays pour préparer l'éventuel départ par la mer des personnels des compagnies Elf et Bouygues. – *(AFP, Reuter.)*

DJIBOUTI : la visite du président Gouled en France

Le gouvernement va rencontrer des représentants de la rébellion

Le président Hassan Gouled Aptidon est disposé à ce qu'une délégation de son gouvernement *«rencontre, le 20 novembre prochain, des représentants de la rébellion armée»* : c'est ce qu'indique le communiqué commun franco-djiboutien, publié, dans la soirée du mercredi 4 novembre, à Paris, à l'issue de la visite officielle de deux jours effectuée en France par M. Gouled. Cette initiative, souligne le texte, vise *«à accélérer le retour à la paix civile, que demandent tous les Djiboutiens»*.

Le lieu de cette rencontre – la première depuis le début des offensives lancées par les maquisards du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), en novembre 1991 – n'a pas été précisé. Cette nouvelle échéance n'en constitue pas moins un pas en avant vers un dénouement de la crise politique qui secoue le pays. Aucune négociation n'avait pu être organisée jusque-là, malgré la volonté affichée par le régime de rétablir la paix *«par une politique d'ouverture, de réconciliation et de dialogue»*.

En dépit des griefs du chef de l'Etat djiboutien à l'égard de la France – dont les efforts de médiation se sont soldés, selon lui, par *«un double zéro»*, – il ne fait guère de doute que le gouvernement djiboutien, fortement dépendant du soutien financier de Paris, n'ait été obligé de céder du terrain et de rabattre un peu de son intransigeance vis-à-vis des combattants du FRUD, couramment qualifiés de *«mercenaires étrangers»*.

Au cours d'un déjeuner offert, mercredi, en l'honneur du président djiboutien, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souligné que la France *«n'entendait pas donner de leçons»* aux Djiboutiens. Il n'en a pas moins invité les *«diverses composantes de ce peuple à se rassembler rapidement, de nouveau, autour de leur président»*. Dans cette perspective, la France *«reste prête à apporter un entier concours»* à Djibouti, a ajouté M. Dumas. La rencontre entre le gouvernement et la rébellion interviendra quelques jours seulement avant les élections législatives, prévues début décembre. M. Gouled, selon lequel le peuple et le gouvernement djiboutiens sont *«attachés plus que jamais à la présence française à Djibouti»*, s'est dit favorable à l'envoi d'observateurs français pour superviser le scrutin.

C. S.

□ **CAMEROUN : la CEE s'inquiète des *«irrégularités»* lors des élections.** – La Communauté européenne a fait part, mercredi 4 novembre, à Londres, de sa *«préoccupation»* au sujet des *«irrégularités»* qui ont entaché *«dans toutes les régions»* les élections générales du 11 octobre au Cameroun. Appelant *«au dialogue, afin de sauvegarder la paix sociale et éviter la violence»*, la CEE souhaite particulièrement que les autorités *«respectent pleinement les droits fondamentaux de l'homme et les libertés politiques»*. – *(AFP.)*

□ **GHANA : le chef de l'Etat bien placé pour remporter l'élection présidentielle.** – Le chef de l'Etat ghanéen, le général Jerry Rawlings, semblait bien placé pour remporter l'élection présidentielle. Selon les premiers résultats fournis dans la matinée du jeudi 5 *novembre*, il obtiendrait 58,7 % des suffrages, après dépouillement dans près de 90 % des circonscriptions. – *(AFP.)*

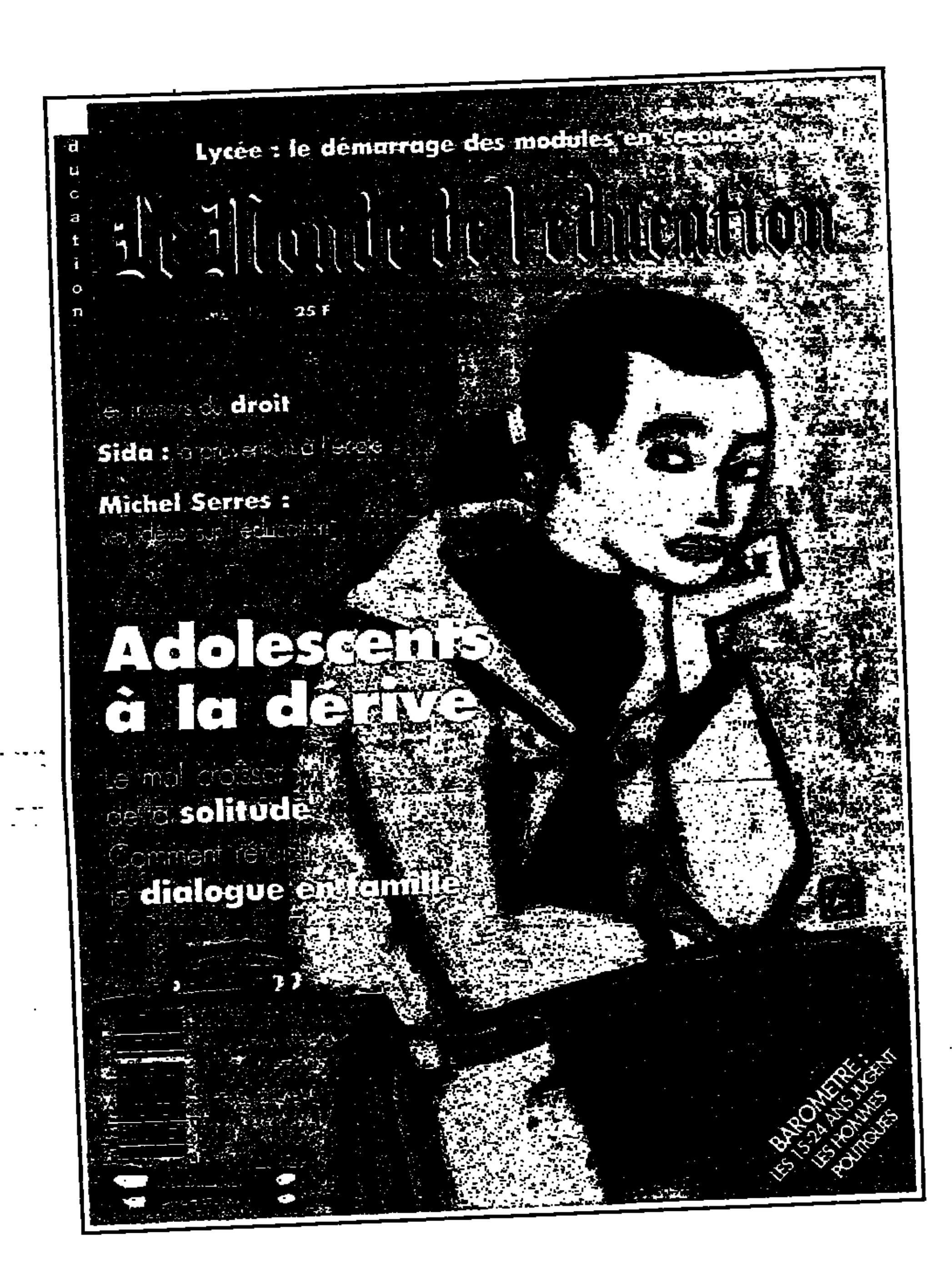
□ **LIBÉRIA : Prochaine réunion de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest.** – Le ministre nigérian des affaires étrangères, M. Ike Nwachukwu, a confirmé, mercredi 4 novembre, qu'une réunion de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au sujet de la crise libérienne aurait lieu, samedi 7 novembre, à Abuja (Nigéria). Le comité *ad hoc*, mis en place par la CEDEAO, comprend le Nigéria, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Sénégal et le Togo. Selon diverses estimations, près de trois mille civils auraient été tués, à Monrovia, depuis le début des combats entre le Front national patriotique du Libéria (FNPL) de Charles Taylor et la force de maintien de la paix de la CEDEAO (*le Monde* du 5 novembre). – *(AFP, Reuter.)*

Numéro de novembre 1992 – 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Enquête :
adolescents à la dérive

Pression scolaire croissante, avenir incertain : les adolescents subissent les contrecoups d'un contexte social et économique difficile.



Avenir :
Les métiers du droit

Parce que les professions du droit, surtout privé, connaissent d'importantes mutations, l'Université a diversifié ses enseignements. *Le Monde de l'éducation* publie le guide détaillé des formations juridiques, avec un carnet d'adresses spécialisées.

Dossier :
La nouvelle classe de seconde sur le terrain

Les enseignants disposent de trois heures par semaine pour faire acquérir à leurs élèves des méthodes de travail. Comment fonctionne au jour le jour cette nouvelle pédagogie, dans les établissements. Comment les enseignants s'y sont préparés.

Reportage :
Sida, la prévention à l'école

Des associations cherchent à prémunir les jeunes contre le sida.

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

M. Bérégovoy se dit prêt à proposer une réforme de la Haute Cour si elle rencontre «un large consensus»

L'idée d'une réforme de la Haute Cour a-t-elle vécu? Vu le peu d'empressement mis par le gouvernement à reprendre à son compte les propositions de révision émises par les socialistes et les centristes, et devant l'hostilité de l'UDF et du RPR, on voit mal comment il pourrait en être autrement. Mardi soir 3 novembre, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale avait demandé au gouvernement d'étudier avec le Parlement la possibilité d'une telle réforme. Mercredi après-midi, répondant à une question du centriste Jean-Jacques Hyest (Seine-et-Marne), auteur d'une proposition de loi constitutionnelle révisant la Haute Cour, M. Pierre Bérégovoy s'est prestement débarrassé de ce fardeau.

«Le débat porte sur la responsabilité pénale des ministres, a indiqué le premier ministre. *Plusieurs parlementaires, sur divers bancs de cette Assemblée, ont courageusement abordé cette question. Tous s'accordent à reconnaître que dans un Etat de droit les ministres doivent, comme tous les citoyens, répondre de leurs actes. Mais, en même temps, beaucoup estiment que la procédure organisée par l'article 68 de la Constitution n'est pas adaptée. Depuis 1958, en effet, la Haute Cour ne s'est pas réunie. Doit-on la supprimer? Limiter sa compétence au cas de haute trahison? Donner compétence de droit commun aux tribunaux ordinaires par saisine de la Cour de cassation?»*

«Quelle que soit la formule retenue, a souligné M. Bérégovoy, *il s'agit bien de dessaisir les parlementaires d'une prérogative essentielle. J'en déduis que cette réforme ne peut se faire sans leur accord.»*

Le premier ministre a ajouté : *«Le gouvernement est prêt à reprendre à son compte* [les propositions de loi constitutionnelles] *dès lors qu'elles rencontreront un large consensus du Parlement»*; ainsi *«la procédure de réunion du Congrès pourra être engagée avant la fin de la session.»*

Ce *«large consensus»*, on l'a cependant cherché en vain dans les couloirs de l'Assemblée nationale, en dépit de l'appui apporté par M. André Lajoinie, président du groupe communiste, aux propositions socialistes et centristes. Les députés PS eux-mêmes, dont certains avaient émis les plus vives réserves sur le principe d'une telle réforme, la veille, au cours de la réunion de leur groupe, ne se sont pas montrés les moins circonspects et, à droite, les critiques sont allées bon train. *«La finalité est sans doute bonne mais on ne joue pas avec la Constitution pour des problèmes de personnes, c'est choquant»*, a assuré M. Pascal Clément (UDF, Loire). *«On ne* [la] *réforme pas pour convenances personnelles»*, a ajouté en écho M. Philippe Séguin (RPR, Vosges).

Comme la veille au cours de la conférence des présidents, le *«large consensus»* évoqué par M. Bérégovoy a buté en fait sur le problème de la désignation par l'Assemblée des membres de la Haute Cour, posée comme préalable à l'examen de tous projets par M. Charles Millon, président du groupe UDF, soucieux que *«la révision de la Constitution ne se transforme pas en échappatoire»*.

M. Juppé : «détournement de procédure»

Le projet de révision a pris encore une plus mauvaise tournure avec les prises de position très fermes de MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée. Comme M. Millon, M. Juppé a souhaité vivement que la Haute Cour soit enfin constituée. *«Pour l'instant, il y a la Constitution, il y a un texte, il y a une institution qu'il faut faire fonctionner*, a-t-il expliqué. *C'est le groupe socialiste qui a la clef du problème. Si le groupe PS accepte qu'elle se constitue, la Haute Cour pourra se mettre en place dans les plus brefs délais.»*

Sur le fond, les députés RPR se sont montrés très critiques. Tout en indiquant qu'il ne se prononçait pas sur la culpabilité de Laurent Fabius, qui *«a sans doute fait ce qu'il avait à faire»*, M. Juppé s'est insurgé contre l'idée d'une révision *«à chaud de la Constitution»*. *«On ne réforme pas la Constitution à quatre mois des élections législatives pour régler trois ou quatre cas personnels, quel détournement de procédure!*, a assuré M. Juppé. *Engager une réforme dont on sait qu'elle n'aboutira pas, c'est une manœuvre dilatoire.»* M. Juppé s'est fait fort de bloquer tout projet hâtif de révision en expliquant que le gouvernement n'obtiendrait pas au Congrès le nombre de voix nécessaire à son adoption. Au Sénat, M. René Monory s'était également prononcé, en milieu de journée, contre *«une modification de la Constitution et de la loi en fonction d'une situation présente»*.

Cette fin de non-recevoir a laissé les centristes amers. *«On a joué le jeu. Nous, nous étions au complet quand le bureau de l'Assemblée a rejeté la mise en accusation devant la Haute Cour des ministres socialistes impliqués dans le scandale du sang contaminé* [du fait de la défection d'un député UDF et d'un député RPR]», a expliqué M. Jacques Barrot, président du groupe UDC. *«On avait bien vu qu'il allait y avoir un blocage, alors on a initié l'idée d'une réforme. Si la droite refuse de l'examiner en exigeant comme préalable la constitution de la Haute Cour, les socialistes s'appuieront sur ce refus pour faire blocage. Il n'y aura rien et les Français seront tous frustrés»*, a conclu M. Barrot.

GILLES PARIS

Mauvaise foi partagée

par Thierry Bréhier

Ni Haute Cour ni Congrès : tel est *aujourd'hui le plus probable*, au moins dans l'immédiat, malgré la proposition par le premier ministre d'une réforme rapide de la Constitution. M. Pierre Bérégovoy ne s'est en effet guère donné les moyens d'aboutir rapidement à ce qu'il dit souhaiter. Son initiative ressemble, en ce sens, plus à un coup de pied en touche d'un arrière débordé qu'à une offensive d'un avant sûr de la solidité de son équipe.

Les socialistes se sont laissé empêtrer dans cette affaire, et aujourd'hui ils ne savent plus comment s'en défaire. D'autant que personnellement affecté par les accusations portées contre lui et par le niveau de certaines attaques, M. Laurent Fabius paraît réagir plus instinctivement que raisonnablement et qu'il exige de ses «camarades» *une solidarité sans faille, alors même* que, selon nombre d'entre eux, le premier secrétaire n'a pas choisi le bon système de défense.

La contre-offensive du PS est d'autant plus délicate que le chef suprême, M. François Mitterrand, n'a, semble-t-il, pas encore fixé la stratégie. Pour l'heure, il se contente de donner quelques signaux. Ainsi, mercredi 4 novembre, il a laissé user d'une bien curieuse procédure en conseil des ministres. Après que M. Bernard Kouchner eut présenté son projet de loi sur la réforme de l'organisation de la transfusion sanguine, M. Jack Lang est intervenu pour demander qu'*«il n'y ait pas d'accusations rétrospectives des responsables de l'époque»*, pour parler *«d'un climat de lynchage»*, pour rappeler *«l'état des connaissances»* scientifiques en 1985, pour insister *«sur le fait qu'il y avait une continuité dans l'action»* et pour appeler *«à une exigence de moralité, de vérité et de dignité»*.

Le curieux est que cette intervention, tout à la fois soutien à M. Fabius et critique des accusations portées par M. Kouchner contre le fonctionnement du ministère de la santé au moment de l'affaire, et dont bien des ministres ont eu le sentiment qu'elle était faite avec le plein accord du président de la République, a été rendue publique officiellement par M. Louis Mermaz. La tradition veut pourtant que le porte-parole du gouvernement ne rende pas compte, dans la plupart des cas, des débats du conseil et des interventions des ministres sur des sujets qui ne sont pas de leur compétence. Il est difficile d'imaginer qu'il ait été dérogé à cette règle sans l'accord du chef de l'Etat.

Un résultat désastreux

La position prise, l'après-midi à l'Assemblée nationale, par M. Pierre Bérégovoy correspond à la stratégie personnelle du premier ministre, qui rejoint, il est vrai, celle de M. Mitterrand. Comme le chef du gouvernement juge la situation actuelle des socialistes bien délicate sur ce dossier, il pense que, là comme dans toutes les autres occasions, la seule solution est de mettre au jour les divisions de l'opposition. D'où son appel au *«consensus»*, alors qu'il n'ignore pas que, sur un tel sujet et dans le climat actuel, un consensus est impossible. Il est vrai qu'il serait politiquement souhaitable, et techniquement indispensable, pour permettre rapidement une réforme de la Constitution, puisque celle-ci impose un vote conforme des deux chambres du Parlement et une majorité des trois cinquièmes au Congrès, si l'on veut éviter la lourde procédure référendaire.

La perche que lui tendaient les centristes a donc été saisie, sans hésitation, par le premier ministre. Reprenant pratiquement à son compte la proposition de révision faite par l'UDC, et non celle faite par le PS, M. Bérégovoy a poussé la courtoisie jusqu'à affirmer qu'il était prêt à en faire un projet gouvernemental si, au préalable, la majorité des groupes parlementaires la soutenait. Une telle éventualité est exclue, comme l'a confirmé la suite des évènements, mais c'était probablement tout ce que voulait démontrer le chef du gouvernement.

Le scandale du sang contaminé est trop utile à la droite pour qu'elle aide la gauche. Le RPR sait parfaitement l'ignominie qui s'attache à une personne qui est envoyée devant la Haute Cour. Il avait déjà largement usé de cette méthode du temps de la cohabitation. Mais les réactions tardives et les erreurs tactiques du PS lui facilitent, cette fois, la tâche.

Il a été facile à M. Alain Juppé d'expliquer, dès mercredi soir, qu'il serait impensable de réformer la Constitution simplement pour éviter à M. Fabius de devoir s'expliquer devant la Haute Cour. Certes le grand principe de non-rétroactivité de la loi pénale ne s'applique pas en matière de procédure. Mais un changement circonstanciel, pour ne pas dire *ad hominen*, peut paraître contestable.

Quelles que soient les ignominies de certaines attaques portées contre le premier secrétaire du PS, quelle que soit la valeur de ses arguments pour expliquer que le premier ministre de l'époque ne peut répondre des erreurs commises par les responsables de la transfusion sanguine, quelle que soit l'utilisation politicienne que font ses adversaires de cette dramatique affaire, est-il logique que les ministres de 1985 veuillent s'extraire du cadre juridique actuel, en dépit des incontestables défauts du mécanisme actuel de la Haute Cour, défauts que chacun, à droite comme à gauche, s'accorde à reconnaître?

La mise en route de la procédure menant à une réunion de cette juridiction d'exception *n*'est pourtant guère envisageable dans l'immédiat. Les socialistes, surtout si les communistes continuent à les soutenir dans ce dossier, ont les moyens d'empêcher l'élection des députés membres de la Haute Cour, qui doivent être élus à la majorité absolue et à bulletin secret, comme la mise en accusation qui doit être votée par l'Assemblée nationale, aussi bien que par le Sénat, à la majorité absolue de leurs membres.

Le résultat est évidemment désastreux : le gouvernement a réussi à démontrer que l'opposition ne voulait pas, dans l'immédiat, d'une réforme constitutionnelle indispensable, au moins à terme, tant elle veut pouvoir continuer à user politiquement du drame des hémophiles; la droite a réussi à prouver que des anciens ministres socialistes, et non des moindres, refusaient de s'expliquer devant la juridiction actuellement compétente. Ce *«un partout»* n'est certainement pas la meilleure manière de réconcilier les citoyens avec leurs élus.

L'opposition juge insuffisante la politique routière du gouvernement

Les députés ont examiné, mercredi 4 novembre, les crédits relatifs aux transports terrestres, aux routes et à la sécurité routière inscrits dans le budget du ministère de l'équipement, du logement et des transports. Le vote interviendra le 14 novembre à l'issue de l'examen des crédits de la mer. Le RPR a annoncé qu'il se prononcera contre. L'UDF, l'UDC et le PC ont déclaré qu'ils n'émettront pas de vote favorable, sans préciser s'ils voteront contre ou s'abstiendront.

«Asphyxie», *«congestion»*, *«engorgement»*! Qui n'y est pas allé de son constat catastrophé en évoquant le trafic sur les routes françaises? *«La route assure aujourd'hui 70 % des transports pour les marchandises et 90 % pour les voyageurs, cela ne peut plus durer»*, s'est alarmé M. Baeumler (PS, Haut-Rhin), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. Détaillant les 8,228 milliards de francs consacrés aux routes, soit une progression de 2 % par rapport à 1992, M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, a reconnu lui-même que ce budget ne pouvait *«satisfaire toutes les priorités»*.

Le déficit de la SNCF

Selon M. Michel Jacquemin (UDC, Doubs), la timidité des engagements de l'Etat *«signifie l'abandon des grands objectifs d'aménagement du territoire»*. Plus sévère, M. Pierre-Rémy Houssin (RPR, Charente) a estimé que les orientations actuelles *«plongent la France dans un retard sans précédent»*.

Accusant une baisse de 1,3 % par rapport à 1992, les fonds affectés à la sécurité routière n'offraient pas non plus matière à triomphe. Toutefois, M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, a qualifié de *«réconfortants»* les chiffres qui voient le nombre de tués sur les routes *«tendre»* vers neuf mille en 1992 après avoir été de dix mille sept cents en 1987. M. Bianco a estimé que *«les quatre cents morts et six mille blessés en moins sur les routes de juillet à septembre justifient pleinement la fermeté du gouvernement»* dans le conflit sur le permis à points. On a bien sûr évoqué à ce propos la surcharge de travail imposée aux chauffeurs routiers, que M. Alain Rodet (PS, Haute-Vienne), rapporteur spécial au nom de la commission des finances, a qualifiée d'*«extraordinaire exploitation d'hommes condamnés à violer le code de la route pour survivre sur le plan économique»*.

Cette dérive, a-t-on rappelé, est le produit d'une évolution plus générale qui voit le fret augmenter sur la route pour diminuer sur le rail, ce qui n'arrange guère les affaires de la SNCF. L'Etat saura-t-il y faire face avec des crédits en faveur des transports terrestres qui s'élèveront à 40,5 milliards de francs, soit une progression en «structure constante» de 3,36 % par rapport à 1992?

M. Claude Germon (PS, Essonne), rapporteur spécial au nom de la commission des finances, a jugé qu'*«il n'est pas normal que l'Etat soit le premier financier des transports collectifs en Ile-de-France»*. *«Pourquoi*, a-t-il demandé, *de toutes les capitales du monde, Paris serait-elle la seule à ne pas assurer l'équilibre financier de ses services de transports?»* L'autre question brûlante touche à la situation financière de la SNCF, dont le déficit pourrait atteindre 2 milliards de francs en 1992. *«Vous ne ferez pas de la SNCF une entreprise d'avenir si les usagers doutent, si les départements se sentent délaissés, si les cheminots n'ont pas confiance»*, a lancé M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne).

Lui faisant écho, M. Jean-Claude Gayssot (PC, Seine-Saint-Denis) a fait le constat d'une *«dégradation des conditions de travail des cheminots»* et d'*«une sécurité gravement menacée du fait de la recherche effrénée de la rentabilité»*. Mais c'est pour en tirer des conclusions fort différentes puisque, selon M. Gayssot, *«l'autre politique»* consisterait à *«imposer aux banques et aux assurances d'accorder des prêts à taux réduit à la SNCF»*.

FRÉDÉRIC BOBIN

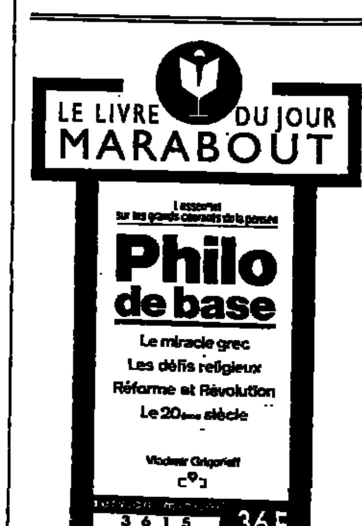
Le Sénat approuve le projet de loi sur le travail à temps partiel

Les sénateurs ont adopté en première lecture, mercredi 5 novembre, le projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage présenté par Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Seul le groupe communiste s'est prononcé contre le texte, qui a été approuvé par le PS, le RPR et l'UDF.

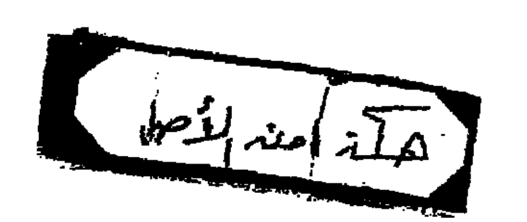
Au cours de la discussion, le gouvernement a fait adopter un amendement en faveur des associations prorogeant pour une année la mesure d'exonération des charges sociales en faveur du premier salarié. Ce dispositif créé en 1992 s'est traduit, selon le ministre, par un millier d'embauches pour un potentiel estimé à quatre ou cinq fois plus. Les mesures «exo-jeunes» qui s'étaient arrêtées le 30 septembre ont également été prolongées jusqu'au 31 décembre 1992. Contre l'avis du ministre, les sénateurs ont enfin permis aux entreprises de répartir une partie des heures complémentaires sur l'année, et non plus simplement sur la semaine ou sur le mois.

Adoption du budget de la coopération

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 4 novembre, les crédits du ministère de la coopération et du développement, d'un montant de 8 milliards de francs, grâce aux voix des seuls députés socialistes. En défendant son budget, qui accuse une baisse de 0,9 % par rapport à 1992, le ministre délégué, M. Marcel Debarge, a réaffirmé que *«les trois piliers de la coopération»* sont la sécurité, la démocratie et le développement. M. Debarge a par ailleurs annoncé une remise à plat du *«dispositif institutionnel»* pour la gestion de l'aide, et il s'est engagé à mettre en œuvre, avant le 1er janvier, un *«nouveau dispositif de relations entre les pouvoirs publics et les ONG»*.



□ **M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) élu président de la commission d'enquête sur la Mafia.** – La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur *«les moyens de lutter contre la pénétration de la Mafia en France»* a élu à sa présidence, mercredi 4 novembre, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). MM. Guy Hermier (PC, Bouches-du-Rhône) et Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) ont été élus vice-présidents, et M. Bertrand Gallet (PS, Eure-et-Loire) a été désigné comme rapporteur.



POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Les socialistes entendent maintenir le dialogue avec les Verts et Génération Ecologie

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 4 novembre, a discuté de la tactique à adopter face aux écologistes, après l'annonce de la formation d'un « pôle » commun aux Verts et à Génération Ecologie (*le Monde* des 4 et 5 novembre). M. Claude Bartolone a expliqué que le débat doit continuer avec ces formations, la règle du désistement à gauche ne pouvant bénéficier aux écologistes dans l'état actuel de leurs relations avec le PS.

Le déjeuner auquel ont participé notamment, mercredi, MM. Laurent Fabius, Michel Rocard, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, a permis aux principaux responsables socialistes de s'entendre sur la marche à suivre pour la préparation des élections législatives. Le bureau exécutif, qui s'est réuni en fin d'après-midi, a enregistré, en quelque sorte, les décisions prises par les dirigeants du parti, en adoptant formellement le projet de « contrat » dont la rédaction avait été confiée à M. Michel Charzat.

Ce document de quatre pages se présente comme une profession de foi, dont l'aspect d'engagement personnel, voulu à l'origine, s'est estompé au fil des discussions des dernières semaines. Alors que la version initiale comportait des *« engagements du candidat »*, relatifs à la transparence financière et à l'exercice de son mandat, ceux-ci ont disparu du texte final. M. Jospin avait fait valoir, lors d'une précédente réunion du bureau exécutif, que les relations de chaque candidat avec ses électeurs relèvent de son autonomie. En outre, les dispositions relatives au financement de la campagne étaient simplement celles que prévoit la loi. Quant à la clause de publicité du patrimoine et du revenu, envisagée à l'origine, elle a subi le même sort que celle qui était inscrite dans deux propositions de loi d'origine socialiste, discutées le 19 octobre dernier à l'Assemblée nationale et qui en avait été alors, supprimée.

Adopté à l'unanimité, moins la voix du représentant du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, ce « contrat » dresse un bilan positif de l'action du PS au pouvoir et propose, pour les cinq années qui suivront les élections législatives, un programme modeste de « protection » et de réforme. Sa fonction discriminante à l'égard de l'ancien ministre de la défense et de ses amis, ainsi que par rapport à la Gauche socialiste de Mme Marie-Noëlle Lienemann, a été sensiblement atténuée. La convention nationale qui devra ratifier les candidatures à la fin de ce mois n'en aura pas moins pour charge de mettre les hérétiques devant leurs responsabilités, en les invitant à choisir entre leur demande d'investiture par le PS et leur critique de ce dernier.

Le débat du bureau exécutif a porté surtout sur les rapports avec les écologistes, après l'annonce du projet d'accord entre les Verts et Génération Ecologie. M. Gérard Le Gall, jospiniste, ayant critiqué, le matin même, le *« retard »* et les *« maladresses »* de la direction du PS dans ses relations avec les écologistes, et souhaité l'affirmation d'un principe de *« désistement républicain »* au second tour de scrutin en faveur des écologistes, M. Fabius s'en est étonné. M. Claude Bartolone, chargé des relations extérieures au secrétariat national, a rappelé la démarche suivie, en expliquant que le débat doit continuer avec les écologistes et qu'il serait absurde de leur concéder d'emblée un soutien, au second tour de scrutin, sans contrepartie.

M. Gérard Fuchs, rocardien, membre du secrétariat national, ayant plaidé, lui, pour la *« confrontation »* avec les Verts et Génération Ecologie, M. Bartolone a pu renvoyer dos à dos ceux qui souhaitent l'union sans combat et ceux qui préconisent le combat sans union. Après la réunion du bureau exécutif, M. Bartolone et M. Alain Richard, rocardien, responsable des élections au secrétariat national, ont précisé que la règle du *« désistement républicain »* ne peut jouer, en l'état actuel des choses, qu'en faveur des partenaires avérés du PS que sont les radicaux de gauche et les communistes.

PATRICK JARREAU

Un entretien avec M. Carignon

Le RPR devrait favoriser l'entrée d'écologistes à l'Assemblée nationale

nous déclare l'ancien ministre de l'environnement

Alors que les Verts et Génération écologie ont décidé de présenter un candidat unique dans toutes les circonscriptions et que le Parti socialiste envisage de se désister, dans certains cas, au profit des écologistes, M. Alain Carignon, ancien ministre de l'environnement et délégué du RPR à l'éducation, à la formation et à la culture, estime, dans un entretien accordé au Monde, que son parti devrait favoriser l'entrée d'écologistes à l'Assemblée nationale.

« Vous êtes, au RPR, en liaison avec les écologistes. En quoi l'actuelle opposition a-t-elle besoin d'eux ?

– Le RPR et l'UDF ont la perspective de gagner les élections. Ils peuvent y parvenir seuls. Mais, au-delà des élections législatives, ce n'est pas suffisant. Un mouvement qui a des chances de l'emporter, voire de gouverner pendant les dix ans à venir, a tout intérêt à voir comment il peut s'ouvrir à des forces et à des idées nouvelles. Dans les domaines de la culture et de l'écologie, beaucoup de contributions peuvent nous être apportées.

» Un débat subsiste actuellement au sein du RPR sur le partage des moyens qu'apporteront les privatisations. Je dois dire, dans cette perspective, que les secteurs de l'éducation, de la culture et de l'environnement doivent être épargnés par la rigueur, sous peine de courir rapidement vers un échec.

– Etes-vous nombreux, au RPR, à aller dans ce sens ?

– En tout cas, nous sommes entendus. On ne peut pas ignorer 15 % ou 20 % de citoyens, libres de toute attache politique, qui représentent une sensibilité indiscutable. Une idée de plus n'est pas une idée de trop. Il faut permettre au RPR d'intégrer dans sa réflexion programmatique des dimensions nouvelles. Pour nous, ce dialogue est nécessaire.

– Sur quoi porte précisément ce dialogue ?

– Il y a déjà des points de convergence avec les écologistes. Je pense au référendum d'initiative populaire, pour lequel le RPR est tout à fait en avance. Je pense à l'aménagement du territoire et à cette analyse de la désertification et de la France à deux vitesses, que nous partageons. Il peut aussi y avoir convergence sur le mode de scrutin. Tout en sauvegardant l'esprit du scrutin majoritaire, afin que le parti arrivé en tête soit en état de gouverner, nous sommes d'accord sur l'idée que tout le monde doit être représenté à l'Assemblée nationale. Si la nouvelle loi électorale n'est pas adoptée avant la fin de cette session, nous la proposerons, nous, à la prochaine session.

– Il y a aussi beaucoup de divergences entre vous et les écologistes.

– Bien sûr, mais rien n'est insurmontable. Nous avons des divergences sur le recours au nucléaire, civil et militaire. Nous en avons aussi sur le programme autoroutier. Mais nous n'avons aucun nouveau projet dans ce secteur à ajouter dans les années qui viennent à ce qui a été décidé précédemment. Rien ne paraît s'imposer avant quinze ou vingt ans. Alors, quand on cherche à se rapprocher, ce n'est pas la peine de se poser des problèmes qui ne se posent pas. Enfin, les écologistes aussi évoluent : on le voit bien dans les régions, où ils commencent à passer des accords, à gauche comme à droite, en fonction des programmes.

– Votre idée de réserver des circonscriptions aux écologistes a-t-elle été retenue ?

– Je n'ai jamais proposé de réserver des circonscriptions aux écologistes. C'est ce qu'ont fait les socialistes, et cela s'est révélé être une erreur. Les forces politiques doivent être présentes au premier tour. La vie démocratique, telle que les gaullistes la conçoivent, se fait devant le peuple. Mais le principe a été retenu au RPR, pour un nombre de circonscriptions qui reste à déterminer, de retirer, si nécessaire, notre candidat au second tour, afin de permettre à des écologistes de siéger à l'Assemblée nationale.

Propos recueillis par
OLIVIER BIFFAUD
et JEAN-LOUIS SAUX

Le PS veut « protéger les citoyens » et « réformer la société »

Le bureau exécutif du Parti socialiste a adopté, mercredi 4 novembre, le « contrat de législature » que les candidats du parti proposeront aux électeurs lors des élections législatives.

Le « contrat pour la France, 1993-1998 », adopté mercredi par le bureau exécutif du PS, met l'accent sur les changements intervenus depuis dix ans. *« La France et les Français ont changé,* déclarent les socialistes dans ce texte. *Nous aussi. Nous avons géré le pays, confronté nos rêves à la réalité, réussi de grandes réformes, mais, aussi, essuyé des échecs. »* Affirmant croire *« qu'il est toujours possible de transformer la société »*, ils annoncent : *« Pour les années qui viennent, nous voulons construire une alliance de progrès avec toutes celles et tous ceux qui mettent au cœur du combat politique les valeurs humanistes : la gauche, les écologistes, les progressistes. »*

Sous le titre : « Dix ans de réformes », le PS dresse un bilan positif de son action au pouvoir, en soulignant que *« sous la présidence de François Mitterrand, la société a été modernisée et la cohésion sociale préservée ». « Il y a, c'est vrai, des points noirs »*, admet-il, en citant d'abord le chômage – *« malgré nos efforts, nous n'avons pas fait mieux que nos voisins »*, – ensuite la *« crise de confiance d'une partie des milieux populaires à l'égard de la gauche ». « Nous n'avons pas suffisamment expliqué combien la gestion rigoureuse de l'économie était la condition indispensable pour préserver les acquis sociaux »*, indique le texte. La deuxième partie du « contrat » est intitulée : « Protéger les citoyens – De nouvelles garanties ». Rappelant la politique de la droite pendant la cohabitation de 1986 à 1988 et mettant en garde contre, les socialistes affirment leur volonté de *« défendre la dignité des personnes »* et de *« consolider la protection sociale »*. Ils entendent assurer, notamment, la prise en charge du risque de dépendance pour les personnes âgées, promouvoir le contrat d'union civile et mener, en matière de sécurité, une *« politique de prévention, de dissuasion et de répression »*. S'engageant à *« assouplir le système éducatif »* et à le *« rénover »* sans le *« démanteler »*, les socialistes se prononcent, aussi, contre une *« protection sociale à deux vitesses »*. Ils préconisent la maîtrise des dépenses de santé *« sans remettre en cause le niveau de couverture »* et la *« consolidation »* du droit à la retraite à soixante ans, par la création d'un *« fonds de solidarité financé par l'Etat, regroupant les dépenses de vieillesse relevant de la solidarité »*.

Au chapitre des *« règles pour la vie publique »*, le PS entend *« appliquer rigoureusement les lois de transparence financière »* et *« maîtriser les flux d'immigration »*. Il énonce *« trois objectifs pour un développement équilibré du territoire »*, qui sont la maîtrise de l'espace urbain, la promotion du monde rural et la solidarité entre les zones urbaines et rurales, riches et pauvres. La troisième partie, « Réformer la société – De nouvelles avancées », propose de *« réduire le chômage de longue durée, qui concerne neuf cent mille personnes »*. Partisans d'une *« initiative européenne de croissance »* et du *« partage du travail »*, qu'ils souhaitent *« encourager »*, le PS se propose d'*« aller vers la coresponsabilité dans l'entreprise »*. Il se prononce pour un *« développement durable »*, qui préserve l'environnement.

M. Le Pen proteste contre la diffusion d'un reportage télévisé sur le FN

La programmation d'un reportage sur le Front national dans le cadre de l'émission « Envoyé spécial », jeudi 5 novembre sur France 2 *(cf. « le Monde Radio-Télévision » daté 1er-2 novembre)* provoque la fureur du parti d'extrême droite. Celui-ci devait ouvrir, le même jour au Bourget (Seine-Saint-Denis), les travaux d'une convention nationale destinée à célébrer le vingtième anniversaire de sa fondation et à présenter son programme politique. Bien qu'il se soit indigné, par avance, de ce qu'il considère être *« des procédés d'interprétation fallacieuse, de trucage, de tronquage, d'amalgame, de juxtaposition mensongère, de faux témoignages »*, M. Le Pen a décidé de faire projeter cette émission *« sur grand écran »* devant les cadres du Front national réunis à la convention, en promettant *« la critique pédagogique qu'impose un tel sommet de désinformation »*.

Il a adressé d'autre part une sommation à M. Hervé Bourges, président de France 2, afin d'obtenir la suppression de *« toutes les séquences »* où il apparaît et répond aux questions des journalistes. Ces derniers indiquent qu'ils ont parfaitement respecté le cadre défini, par lettre, au départ et que le président du Front national s'est prêté librement au tournage. De son côté, M. Paul Malaguti, conseiller régional du parti lepéniste (*le Monde* daté 1er-2 mars), a assigné la chaîne en référé pour obtenir le retrait des séquences où il apparaît, craignant que ces propos ne soient l'objet d'un *« montage »*.

Les réalisateurs et les journalistes d'« Envoyé spécial » ont déposé plainte contre X... Ils ont reçu, ces derniers jours, une vingtaine de lettres contenant des injures ou des menaces de mort. L'une d'entre elles renfermait des cafards vivants introduits dans une tablette de médicaments débarrassée de ses produits.

Voie de fait graphique

La couverture de l'hebdomadaire *Minute-La France* publié mercredi 4 novembre comporte une caricature de M. Laurent Fabius qui montre à quelle bassesse peut conduire l'exploitation politique de l'affaire du sang contaminé.

Sous le titre « La fin de Fabius », écrit en lettres rouge sang, ce dessin signé Aramis (pseudonyme de M. Philippe Colombani, conseiller régional FN d'Ile-de-France) représente le premier secrétaire du PS sous les traits utilisés par la presse antisémite de l'entre-deux guerres : nez crochu, visage et mains rapaces, teint jaunâtre pour mieux faire ressortir le rouge qui dégouline de ses doigts de vampire...

Cette présentation hideuse, et déshonorante pour ceux qui s'y abaissent, atteste d'une radicalisation du courant d'extrême droite qui s'exprime à travers cet hebdomadaire (M. Serge Martinez, directeur de la publication, est membre du comité central du Front national). Elle fait suite à de multiples prises de position aux forts relents antisémites qui ont déjà valu à la presse d'extrême droite des condamnations pour incitation à la haine raciale. Cette voie de fait graphique, qui est à rapprocher du climat d'intimidation que le parti de M. Le Pen a fait régner autour de la diffusion d'« Envoyé spécial », consacré au Front national *(lire ci-dessus)*, montre que cette mouvance, ne laissant jamais oublier la haine et la violence dont elle est porteuse, doit rester un objet de scandale et un motif d'inquiétude pour tout démocrate.

J.-M. C.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, au palais de l'Elysée, mercredi 4 novembre, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été rendu public, dont voici des extraits :

- **Lutte contre le bruit**

(*Le Monde* du 5 novembre et *lire page 15.*)

- **Transfusion sanguine**

(*Le Monde* du 5 novembre.)

- **La vie associative**

(*Le Monde* du 5 novembre.)

- **La télévision publique**

Le secrétaire d'Etat à la communication a présenté une communication sur la télévision publique.

Le secteur public de la télévision connaissait il y a deux ans de graves difficultés, notamment une baisse continue de son audience et des résultats financiers très déficitaires.

Les mesures prises par le gouvernement en avril 1991 ont porté leurs fruits : l'audience s'est redressée, la situation financière a retrouvé l'équilibre, l'offre de programmes s'est diversifiée.

1. L'audience des chaînes publiques a progressé.

Au moment de la privatisation de TF1 en 1987, l'audience des chaînes publiques s'élevait à 42 % de l'auditoire. Réduite au tiers en 1990, elle représente aujourd'hui 39 % des téléspectateurs.

2. Le redressement financier est réalisé.

Des mesures d'économie ont été prises. Les ressources publicitaires se sont accrues et devraient progresser de 25 % en 1992 par rapport à 1991. Les ressources publiques de France 2 et France 3 ont progressé de 1 milliard de francs en 1992 ; ces dotations supplémentaires seront reconduites en 1993.

L'Etat a accordé à Antenne 2 une dotation en capital de 500 millions de francs.

Les pertes des deux chaînes publiques ont ainsi été ramenées de 924 millions de francs en 1990 à 122 millions en 1991. Les résultats de 1992 seront bénéficiaires.

3. L'offre de programmes a été enrichie.

Des efforts importants ont été accomplis pour améliorer les programmes. Les crédits consacrés par France 2 et France 3 à la réalisation des programmes auront progressé de 5,8 à 6,8 milliards de francs entre 1991 et 1993.

La complémentarité entre les deux chaînes a été organisée. D'abord appliquée à la retransmission des grands événements sportifs, elle a ensuite été étendue aux programmes destinés à la jeunesse et à l'information, dans le respect de la ligne éditoriale de chaque rédaction. Cette coordination prévaudra progressivement pour l'ensemble des programmes.

Les chaînes publiques affirment leurs spécificités : en 1991, France 2 et France 3 ont attiré 75 % de l'auditoire des documentaires et 55 % de l'auditoire des magazines d'information.

La vocation régionale de France 3 est renforcée. Le volume des émissions régionales est accru et l'information de proximité se développe : plus de 9 600 heures leur seront consacrées en 1993 contre 7 000 en 1990.

La diffusion d'ARTE par voie hertzienne permet de diversifier l'offre de programmes en offrant à une audience nationale, aux heures de grande écoute, des émissions culturelles et européennes de qualité.

Outre-mer, les programmes débutent plus tôt qu'auparavant et les émissions produites sur place sont plus nombreuses. Enfin, les missions de l'Institut national de l'audiovisuel s'élargiront en 1993 à la gestion du dépôt légal audiovisuel.

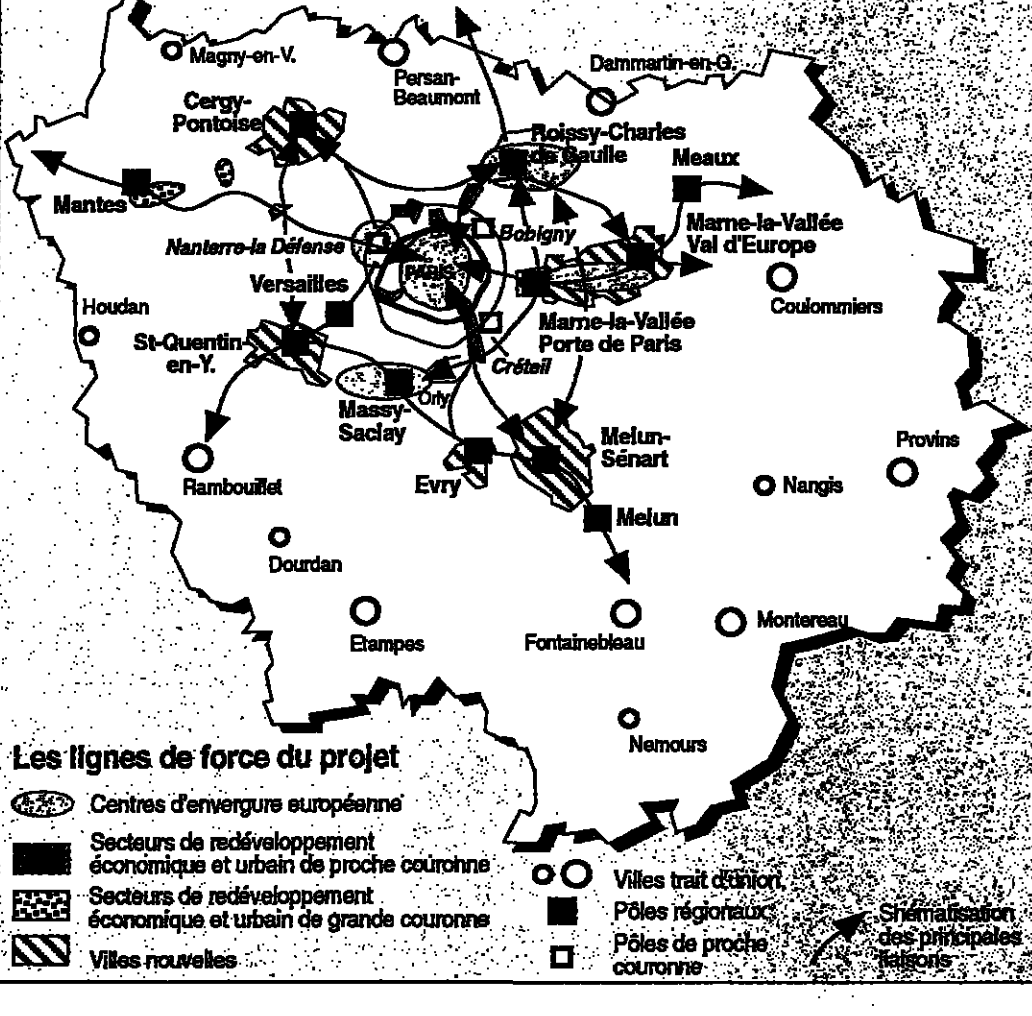


SOCIÉTÉ

Le nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France

● *Croissance modérée de la population* ● *Effort sur l'environnement et les transports*

M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports, devait présenter, jeudi 5 novembre, le projet du nouveau schéma directeur d'Ile-de-France, préparé par M. Christian Sautter, préfet de région, préfet de Paris. Ce schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) devrait remplacer, au terme d'une nouvelle concertation avec le conseil régional et les conseils généraux, le schéma de 1965, corrigé en 1976. Le document fixe la stratégie d'aménagement de l'Ile-de-France jusqu'en 2015. Le prochain contrat de plan Etat-région programmera les premières réalisations de ces orientations.



Le projet se donne trois objectifs essentiels à atteindre pendant le prochain quart de siècle : une croissance maîtrisée, un environnement sauvegardé et des transports améliorés.

● **Une croissance maîtrisée.** Le schéma fixe à 12,2 millions d'habitants la population de l'Ile-de-France en 2015, soit 1,5 million d'habitants de plus qu'aujourd'hui. Le seul accroissement naturel provoquerait une augmentation trois fois plus forte. L'objectif implique donc une régulation des arrivées de population en provenance de France ou de l'étranger. Le nombre d'emplois à créer pour ramener le taux de chômage dans la région à 5 % est fixé à 850 000 alors que l'augmentation a été de 250 000 entre 1985 et 1990. Enfin, l'Etat juge nécessaire la construction de 60 000 logements par an, un chiffre que le préfet qualifie cependant lui-même de *« présomptueux »* en regard des 40 000 mis en chantier cette année.

Cette régulation de la population et des emplois passe par un transfert d'activités vers les sept régions limitrophes de l'Ile-de-France, grâce à une politique volontariste, dont les délocalisations sont une illustration. Le Bassin parisien deviendrait alors un « territoire » de vingt millions d'habitants qui pourrait s'imposer dans la compétition européenne.

La moitié de l'Ile-de-France restera réservée aux terres agricoles, qui occuperont 600 000 hectares. Une véritable ceinture verte de 380 000 hectares sera constituée, dont plus des deux tiers de bois et de forêts sans aucune urbanisation. A l'intérieur des espaces paysagers restants, les bourgs et les villages ne pourront pratiquement plus se développer. Le schéma directeur prévoit que 50 000 hectares (dont 19 400 étaient déjà prévus depuis 1976) seront urbanisables, c'est-à-dire une moyenne de 2 000 hectares par an, au lieu de 2 500 hectares au rythme actuel. Le « mitage » de la grande couronne, provoqué par l'urbanisation anarchique, sera évité grâce à une urbanisation limitée aux franges rurales des agglomérations.

La croissance de l'Ile-de-France se réalisera à travers le renforcement de *« cinq centres d'envergure européenne »* (Paris, Roissy, Marne-la-Vallée, Saclay-Massy, la Défense) et de trois *« pôles régionaux »* (Mantes, Meaux et Melun), et par le développement des *« villes trait d'union »* (Provins, Rambouillet...), et des *« villes-cœurs des pays ruraux. »*

L'équilibre entre habitat et emploi sera une priorité. L'agriculture, qui fait vivre aujourd'hui 30 000 personnes, sera maintenue. Un programme de réindustralisation, en particulier sur les *« sites de redéveloppement »* de la Plaine Saint-Denis, de Seine amont et de Seine aval, sera lancé pour créer à terme 35 millions de mètres carrés d'activités nouvelles. Les activités tertiaires qui occupent aujourd'hui 40 millions de mètres carrés devront se développer à raison de 1,2 million de mètres carrés par an pour atteindre 70 millions de mètres carrés en 2015. Le nombre de bureaux dans le centre et à l'ouest de Paris et en proche banlieue fera l'objet de mesures limitatives.

● **Un environnement sauvegardé.** Un large volet de mesures spécifiques vise à sauvegarder l'environnement : réduction des nuisances, politique de l'eau et des déchets, nouveaux parcs naturels régionaux (Vexin, Gâtinais, Boucles de la Marne), aménagement des rivières et de leurs berges, protection contre les inondations. Des zones d'aménagement différé (ZAD) devront être levées sur les espaces agricoles pour les protéger.

● **Des transports améliorés.** Le projet de schéma directeur met en priorité le développement des transports en commun. Dans les zones d'urbanisation dense, les efforts porteront sur l'amélioration du réseau existant, essentiellement par l'augmentation de sa capacité. La rocade Orbitale, qui reliera en proche banlieue huit lignes du métro prolongées, sera réalisée en liaison avec le réseau Météor, en construction actuellement dans Paris.

En grande couronne, des lignes tangentielles sont programmées entre Cergy, Roissy, Marne-la-Vallée et Saint-Quentin, Evry, Melun-Sénart. Deux autres liaisons sont envisagées à l'ouest et à l'est. Enfin les RER seront prolongés jusqu'à Meaux, Mantes et Rambouillet, et une nouvelle ligne sera créée grâce à la liaison entre les gares Saint-Lazare et Montparnasse.

Les déplacements atteindront 239 millions de kilomètres-voyageurs en 2015, contre 151 millions aujourd'hui, en raison de l'augmentation du nombre de trajets et de leur allongement. 76 % seront effectués hors Paris où le maillage en transports en commun est irréalisable : l'amélioration de la circulation automobile y est indispensable. Les pouvoirs publics inscrivent une nouvelle fois en priorité l'achèvement de l'A 86 et de la Francilienne, et réservent des emprises pour les voies radiales qui irrigueront ces deux rocades.

Le préfet, qui a déjà donné son accord au doublement en sous-sol d'une partie du périphérique autour de Paris, se montre pourtant très prudent sur les voies souterraines. L'Etat ne veut pas être engagé dans leur financement. Elles devront, en tout état de cause, faire la preuve qu'elles n'attirent pas un trafic nouveau, et permettre au contraire d'alléger la circulation en surface, pour qu'une place y soit trouvée pour des transports en commun (bus, tramways) en site propre.

● *32 « aires d'étude ».* Les lois de décentralisation ont indiqué que les schémas locaux d'urbanisme, les plans d'occupation des sols (POS) en particulier, doivent rester compatibles avec les grandes orientations et les affectations de zones définies par le SDAU. L'Etat témoigne cependant de la prise en compte des responsabilités nouvelles données aux communes. Des *« espaces enveloppants »*, plus vastes que ceux nécessaires aux objectifs à atteindre (20 % d'espaces naturels ou réservés aux transports à Paris et en proche couronne, 40 % en grande couronne), permettront aux communes de dessiner elles-mêmes les contours de leurs nouveaux espaces urbanisables. Mais les 1 281 communes d'Ile-de-France se voient fixer un objectif draconien : la destination de la totalité des espaces disponibles depuis le SDAU de 1976 et la moitié des nouveaux espaces urbanisables devront être connues d'ici à 2003.

Les objectifs de croissance sont fixés dans 32 *« aires d'études »*. Ce nouveau découpage va servir de référence à l'élaboration du développement urbain de l'Ile-de-France. Chaque département est divisé en trois à six *« aires d'étude »*. Chacune d'entre elles compte en moyenne 330 000 habitants et 165 000 emplois, et le SDAU prescrit un plafonnement de ces chiffres, respectivement à 380 000 et [illegible]. Les communes devront s'associer pour définir des espaces urbanisables, compatibles avec les objectifs fixés par le SDAU sur leur *« aire »*.

● **Une formation adaptée.** L'afflux dans la région-capitale de jeunes, attirés par des emplois que ne peuvent pas occuper des habitants de l'Ile-de-France insuffisamment qualifiés, devrait être limité en formant mieux les Franciliens grâce à l'application du plan Université 2000 : quatre universités nouvelles, la « Nouvelle Sorbonne » à Paris et 90 départements d'IUT.

Ce projet de schéma directeur réserve au fil des lignes quelques surprises : le Grand Stade est toujours à Melun-Sénart, la gare TGV de la Défense pourrait voir le jour, mais sans le concours de l'Etat, le statut du Syndicat des transports parisiens (STP) permettrait à la région d'y avoir un poids en rapport avec sa participation financière, la quatrième rocade est laissée aux bons soins des autres régions du Bassin parisien.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Le procès des membres d'Iparretarrak à la cour d'assises spéciale de Paris

L'impossible aveu

Iparretarrak, le mouvement nationaliste basque dissous en 1987, dont cinq militants sont jugés depuis le 2 novembre par la cour d'assises spéciale de Paris (*le Monde* du 4 novembre), n'a jamais voulu tuer pour tuer. C'est ce qu'a affirmé son chef présumé, Philippe Bidart, qui refuse d'endosser la responsabilité de la mort de deux CRS tués au cours d'un attentat en mars 1982 à Saint-Etienne-de-Baïgorry (Pyrénées-Atlantiques).

« Chez nous, on a toujours eu le respect des vies humaines. » Philippe Bidart le dit sans sourire. Il est vrai, contrairement à ses compagnons, on ne le voit pas sourire. Ce *« chez nous »*, c'est son Pays basque, bien sûr, et son village de Saint-Etienne-de-Baïgorry. C'est aussi le mouvement clandestin d'Iparretarrak (« ceux du Nord », ce parent pauvre de l'ETA, le grand frère admiré, imité jusqu'à la singerie). IK, né au début des années 70, se contenta longtemps de plastiquer les syndicats d'initiative. *« Il n'a jamais été question pour nous d'utiliser n'importe quel moyen. IK a toujours mené des actions contrôlées, parfois violentes, mais visant uniquement des biens »*, assure-t-il.

Et puis, il y eut cette nuit où, sans doute avec celui de Philippe Bidart, a viré le destin de la poignée de militants qui constituaient le premier cercle de l'organisation clandestine. Pour la première fois, on accusa le mouvement d'avoir tué. Ce ne sera pas la dernière. De la CRS 19 cantonnée à l'hôtel Juantorena, qui avait pour seule mission de contrôler la frontière toute proche, une voiture de police était partie vers 21 heures pour une patrouille de routine. Jacky Bouyer, trente-deux ans, père de trois enfants, conduisait, avec, à ses côtés, Bernard Roussarie, trente-cinq ans, deux enfants.

La voiture n'a pas dépassé la départementale. Attirés par un *message radio-trafiqué vers un* accident de la route qui n'existait pas, les deux policiers sont tombés dans le piège tendu par deux hommes en treillis, cagoulés, armés de fusils mitrailleurs Sten. Trois rafales ont été tirées dans le dos des policiers. Jacky Bouyer, qui avait tenté de forcer l'embuscade, s'est écroulé, le pied bloquant l'accélérateur. Touché aux omoplates et à la colonne vertébrale, Bernard Roussarie n'avait pu, comme on l'enseigne aux secouristes, bloquer du pouce le flot de sang qui s'échappait de la tête de son coéquipier.

L'enquête, alors, va vite. Trop vite, estiment les avocats de Philippe Bidart, Mes Antoine Comte, Raphaël Constant, et Yann Choucq. Les policiers, quarante-huit heures à peine après l'attentat, sont sûrs que Philippe Bidart a dirigé l'opération. La pièce maîtresse de leur enquête est la découverte, au domicile du militant nationaliste, d'une bande Velcro dont les experts affirment qu'elle provient du même morceau que celle collée à un poignard de plongée abandonné sur les lieux de l'attentat. Depuis un hold-up commis un an plus tôt à Saint-Paul-lès-Dax, dont Philippe Bidart est l'un des auteurs, le jeune homme est en fuite. Sa femme, interrogée par la police, est incapable d'expliquer la présence de la bande Velcro chez elle, de même qu'elle n'expliquait pas la disparition de treillis repérés au cours d'une précédente perquisition, ni celle d'un engin étrange, un cylindre de métal noir muni d'écrous à ailettes, qui pourrait être une chambre creuse destinée à augmenter l'impact d'une bombe. Ces treillis, comme cet engin, les policiers les avaient vus, mais avaient curieusement omis de les saisir. Des écrous similaires avaient été retrouvés au milieu d'un bric-à-brac de chaînes et de menottes près de la voiture mitraillée des policiers.

La photo n° 12

Pied à pied, les avocats contestent, fouillent chaque faille d'un dossier qui n'en manque certes pas. Expertises qui leur paraissent bâclées, confrontations insuffisantes, revendication d'IK qui ne tient pas debout (un correspondant anonyme, affirmant s'exprimer au nom du mouvement, a appelé la gendarmerie en s'excusant pour *« la tragique méprise »* et en présentant ses *« sincères condoléances »*) et surtout négligence d'autres pistes, celle de contrebandiers en mal de vengeance ou du Bataillon basque espagnol (1) qui avait, lui aussi, revendiqué l'attentat.

Sans encore la développer nettement, les défenseurs de Philippe Bidart laissent planer l'hypothèse du montage policier et s'étonnent du retard mis à placer sous scellés des pièces à conviction. Y croient-ils vraiment eux-mêmes?

Quand Martine Roussarie, la veuve de l'un des deux policiers victimes de l'attentat, a pris la parole, la cour d'assises a cessé de bruisser tout à coup. Cette jeune femme avait alors trente ans et un petit garçon de trois ans et demi, Sébastien, avec qui elle avait rejoint son mari pendant une semaine, au Pays basque bien sûr. Sa voix s'est un peu cassée quand elle a parlé de son mari, *« un homme qu'on peut appeler merveilleux, qui aimait la justice et la droiture »*, et emmenait pêcher son fils dans la Nive, la rivière près de laquelle une rafale de mitraillette devait le faucher. Mais elle a retrouvé toute sa fermeté pour dire ce que, depuis dix ans, elle attend de dire.

Elle a assisté, auprès de son mari paralysé, à l'identification de son agresseur. Elle était auprès de lui quand, avec certitude, il avait désigné la photo numéro 12 : *« Il avait découvert ce visage qu'il cherchait. »* C'était celui de Philippe Bidart. Un mois après l'attentat, Bernard Boussarie est mort d'une embolie.

AGATHE LOGEART

(1) Le Bataillon basque espagnol est un groupuscule d'extrême-droite qui avait pris pour cibles les réfugiés basques espagnols et reprochait à la France une attitude laxiste à l'égard de l'ETA.

Après les Etats-Unis et la Russie

La France envisage de suspendre ses essais nucléaires jusqu'en juillet 1993

« Nous étudions la possibilité » d'un nouveau moratoire sur les essais nucléaires de la France jusqu'en juillet 1993. Confirmant des rumeurs dont *le Monde* avait fait état dans ses éditions du 14 octobre, M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, a jeté un pavé dans la mare, mardi soir 3 novembre, en improvisant devant les députés cette annonce qui ne figurait pas dans le discours qu'il avait fait distribuer.

« Les Américains, puis les Russes nous ont suivis, a déclaré M. Dumas, *en adoptant des moratoires sur leurs essais jusqu'en juillet 1993. C'est une bonne chose. »* Puis, le ministre des affaires étrangères a invité les cinq puissances nucléaires (outre la France, il s'agit des Etats-Unis, de la Russie, de la Grande-Bretagne et de la Chine communiste) à engager, lors de la conférence sur le désarmement à Genève, *« une réflexion commune sur la question des expérimentations nucléaires »*.

C'est en avril dernier, lors de la déclaration de politique générale de M. Pierre Bérégovoy, que le premier ministre a annoncé la décision du chef de l'Etat de suspendre pour un an, en 1992, la campagne de tirs nucléaires de la France sur les sites polynésiens de Mururoa et de Fangataufa.

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, les états-majors et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) avaient, chacun à sa façon, marqué leur surprise devant une telle initiative que le premier ministre avait justifiée en affirmant que la France entendait donner l'exemple et obliger les autres puissances à l'imiter.

L'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, sentant le trouble que ce moratoire avait créé dans la communauté de défense, se désolidarisait, en relevant, dans un message inhabituel aux armées, qu'il s'agissait d'une décision d'ordre politique – ce qui revenait à ne pas en prendre la responsabilité militaire – et qu'il était clair, de son point de vue, que cette mesure ne saurait être prolongée après 1992. Au CEA, la crainte d'une pause fatale à la modernisation de la panoplie française de dissuasion a été sérieusement avancée.

Durant les mois qui ont suivi, le camp des partisans d'une reprise des essais nucléaires s'est renforcé en France. La Chine a, en effet, continué ses expérimentations, à un rythme extrêmement faible il est vrai. Au point que, préparant son projet de budget pour 1993, le ministre de la défense a choisi de réserver des crédits pour une nouvelle campagne de tirs, en dépit de la baisse programmée (à hauteur de 11,5 % en moyenne) des investissements alloués à l'équipement nucléaire national.

Un essai d'évaluation

Tout a alors changé après octobre. Coup sur coup, les Américains, puis les Russes ont annoncé qu'ils suspendaient leurs essais nucléaires jusqu'en juillet 1993. Les Chinois n'ont, pour leur part, rien promis. Seuls, les Britanniques, qui font leurs expériences sur les sites des Etats-Unis, ont maugréé, car ils estiment qu'un moratoire international est préjudiciable à leurs intérêts. Malgré tout, la France cessait d'être isolée et son attitude n'était plus unilatérale.

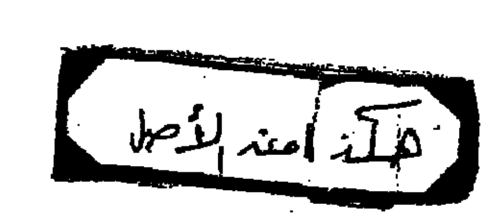
C'est ce nouveau contexte qui explique que M. Dumas puisse aujourd'hui laisser entendre, à l'Assemblée nationale, dans une relative indifférence et face à une opinion mobilisée par les élections américaines, que la France envisage de continuer à suspendre ses essais nucléaires jusqu'à l'été prochain. En d'autres circonstances, cette annonce, qui traduit le fait que l'arsenal nucléaire français n'a plus la même priorité, aurait suscité un vaste débat public. Elle soulèvera néanmoins, dans les états-majors comme au CEA, une grave inquiétude sur la capacité, désormais, de la France à mener à bien son projet de perfectionner ce qui demeure de son dispositif stratégique, à savoir les têtes du nouveau missile M.5, qui doivent armer les quatre sous-marins nucléaires de la classe *le Triomphant*, et les charges du missile air-sol, embarqué sur l'avion Rafale.

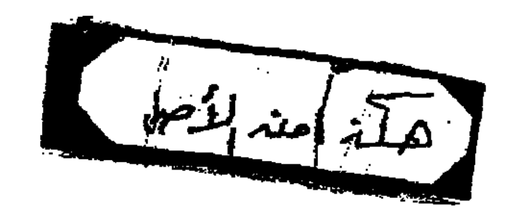
Les techniciens assurent que rien ne remplace un essai en vraie grandeur dès lors que les simulations en laboratoire ne permettent de tester – pour les améliorer – ni la « furtivité » d'une arme (son aptitude à déjouer la défense adverse), ni la définition de la « géométrie » de la charge (la composition de ses « ingrédients » pour en faire un système qui allie coût et efficacité), ni la qualité des clés garantissant la sécurité du dispositif (dans le but d'une explosion sur commande).

Dans les états-majors français, déjà, on se prépare à faire fléchir le gouvernement au bénéfice d'une solution d'attente qui, après juillet 1993, consisterait à prévoir au minimum une expérience pour sauvegarder en l'état – en les ayant mis à l'épreuve pour « calibrer » les instruments de mesure – les sites de Polynésie. En effet, les Américains ont fait savoir que, durant les trois années qui suivront le moratoire de 1993, soit entre 1994 et 1996, ils reprendront leurs essais à une cadence réduite. Ils ont reçu le soutien des Britanniques.

De leur côté, les militaires russes ne tiennent pas à être en reste et, jusqu'à ce jour, ils n'ont pas interrompu les travaux sur les îles de Nouvelle-Zemble, en mer de Barents, dans l'océan Arctique, qui seront opérationnels pour des essais à l'été prochain.

JACQUES ISNARD





SOCIÉTÉ

11

ENVIRONNEMENT

Le projet de loi contre les nuisances sonores

Mme Royal veut rétablir le fonds d'indemnisation pour les victimes du bruit des avions

Pour mettre en situation l'annonce de son projet de loi-cadre contre le bruit (*le Monde* du 5 novembre), Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, avait choisi, mercredi 4 novembre, la terrasse de l'hôpital de Gonesse (Val-d'Oise), équipé pour la circonstance d'un « thermomètre » à décibels géant. Un hôpital sur la trajectoire des avions du Bourget et de Roissy, dans une banlieue populaire : tout un symbole. *« Il y a une inégalité sociale devant le bruit, car les nuisances sonores sont cumulatives et ont des conséquences désastreuses sur la santé »*, a souligné le ministre.

Mme Royal profité de sa visite pour préciser certains points de son programme de lutte anti bruit. Ainsi, des prescriptions acoustiques seront imposées lors de la construction d'établissements scolaires et de locaux collectifs. Mme Royal avait déjà agi pour qu'on atténue le bruit dans les cantines scolaires. Cette fois, la loi s'efforcera de limiter le bruit à la source.

Pour les aéroports, dont le bruit tourmente quelque 500 000 personnes en France – dont 300 000 en région parisienne, – Mme Royal propose le rétablissement du fonds d'indemnisation, supprimé en 1987 par le gouvernement Chirac. Ce fonds, alimenté par les compagnies aériennes, permet de financer les travaux d'insonorisation chez les riverains des aéroports les plus bruyants (Orly, Roissy, Marseille, Toulouse, Nice, Lyon).

Le projet prévoit aussi que les plans d'occupation des sols des communes n'autorisent plus les maires à laisser construire des logements à proximité de zones de bruit. Lorsque le mal est fait, l'Etat pourra entreprendre, aux frais de l'aménageur ou de l'exploitant, les travaux d'insonorisation, selon le principe « pollueur-payeur ». Ainsi, les riverains d'une nouvelle route ou voie ferrée – et pas seulement d'une route nationale – et de toute installation bruyante même non « classée » (atelier, usine, discothèque, cinéma, etc.) se verraient indemniser pour leurs travaux d'insonorisation.

Un renforcement des sanctions pénales

Le gouvernement envisage d'interdire la fabrication ou l'importation des matériels trop bruyants (deux roues, pots d'échappement, engins de jardinage, matériels de chantier, ULM, jet-skis, etc.). Ces matériels font souvent l'objet d'homologations très précises, publiées périodiquement par le *Journal officiel*, mais le contrôle et la répression des infractions sont défaillants. Mme Royal propose un renforcement des sanctions pénales et, le cas échéant, la saisie du matériel en infraction.

Dès avant le vote de la loi, prévu pour la prochaine session de printemps, Mme Royal envisage une série de mesures contre le bruit. En décembre, par exemple, les acheteurs de pots d'échappement neufs se verront offrir une réduction de 20 %, afin d'encourager la mise aux normes des véhicules trop bruyants. D'autre part, il sera recommandé aux chaînes de télévision d'incruster sur l'écran, après 22 heures, une invitation à baisser le son pour ne pas gêner les voisins.

R. C.

MÉDECINE

Un entretien avec Mme Georgina Dufoix

« Le dépistage systématique de tous les Français permettrait enfin de connaître l'ampleur de l'épidémie de sida »

nous déclare l'ancien ministre des affaires sociales

Après les révélations sur les exportations, par l'Institut Mérieux, jusqu'en novembre 1985, de produits sanguins non chauffés, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, avait dénoncé « le laxisme, l'irresponsabilité et la légèreté des responsables de l'époque ». *Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales du gouvernement Fabius, répond à ces critiques et reproche aux responsables actuels, dans un entretien accordé au* Monde, *de ne pas décréter* « le dépistage systématique de tous les Français, qui permettrait de connaître enfin l'ampleur de l'épidémie de sida ».

« Quelles réflexions vous inspirent les critiques sur votre gestion au moment où vous étiez ministre des affaires sociales ?

– Nous sommes traités de laxistes et d'incompétents, mais en 1985, que demandait-on aux politiques ? D'instaurer un dépistage obligatoire des donneurs de sang. Nous l'avons fait et nous sommes critiqués pour ne pas l'avoir fait assez rapidement. Mais ceux qui nous critiquent aujourd'hui commettent la même erreur multipliée par cent en ne pratiquant pas le *dépistage systématique de tous les* Français et en laissant régner un état de flou autour du sida.

« Je n'ai pas honte de mes actes »

– Vous êtes donc favorable à un dépistage systématique de l'infection par le VIH de toute la population française ?

– Tout à fait favorable. Le dépistage systématique des donneurs de sang est en vigueur et tout ce que j'entends depuis un an autour de cette maladie reste négatif. N'est-il pas temps de prendre les mesures essentielles de prévention du sida ? Un tel dépistage systématique de tous les Français permettrait de connaître enfin l'ampleur de la maladie. Je considère le sida comme un adversaire, et c'est un adversaire dont on ne connaît pas la position. Ce dépistage doit être *instauré à des fins scientifiques, collectives et individuelles*, et viser l'arrêt de la maladie.

– Pourquoi préconiser une telle mesure aujourd'hui ?

– En 1985, lorsque nous avions instauré le dépistage systématique de tous les donneurs, nous avions été critiqués au nom du respect de la liberté individuelle. Mais imaginez ce qu'on aurait dit de nous si nous ne l'avions pas fait ! En sept ans, ce qui a changé, c'est l'importance quantitative de la maladie et sa connaissance. On sait aujourd'hui qu'être séropositif conduit presque inévitablement au sida, au moins dans 98 % des cas. Nous n'étions pas, hier, dans le même contexte scientifique et pourtant, nous avions pris des mesures. Ce sont les mêmes lobbies, les mêmes conceptions qui, au nom de la liberté individuelle, s'opposent au dépistage systématique. Que dira-t-on dans cinq ans de la responsabilité de ceux qui ne décident pas aujourd'hui un tel dépistage systématique ? Seront-ils excusables ?

» On critique beaucoup les acteurs de 1985, et en particulier l'administration, mais ce temps passé à critiquer ne serait-il pas employé plus efficacement à combattre le sida ? Pourquoi ne pas allumer plus de contre-feux ? Je crains que l'on ne perde beaucoup de temps.

– Dans l'éventualité d'avoir à répondre devant la justice aux côtés de MM. Fabius et Hervé, quel cadre juridique vous paraît-il le mieux approprié ?

– M. Fabius a eu l'immense mérite de s'exprimer comme il l'a fait. Que les modalités de la justice soient définies par les parlementaires, je suis d'accord. MM. Fabius et Hervé sont parlementaires, ce n'est pas mon cas. J'ai confiance dans la justice de mon pays et partout où on me demandera de me prononcer, je me prononcerai. »

Propos recueillis par
LAURENCE FOLLÉA

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE SA
Président directeur général : *Jacques Lesourne*
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. – Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*



CULTURE

CINÉMA

Le gai savoir

Le nomade Iosseliani entraîne la province française et la vieille Europe dans une ronde endiablée

LA CHASSE AUX PAPILLONS
d'Otar Iosseliani

Il y avait la brume, un château, un curé, dans le train un radjah rigolo... Au marché aux rêves de Iosseliani, on trouve tout – sauf une chasse aux *papillons*, – et des références, Tati on l'a dit, et Bunuel aussi, mais aussi bien Trenet (ou Bobby Lapointe). Pas du tout comme citations culturelles chic, plutôt comme des bons souvenirs ravivés au fil de rencontres de hasard. C'est justement parce le film n'en a pas besoin, qu'il tient très bien debout tout seul, que ces fantômes entrevus sont de bonne compagnie.


D. R.

Il y a de vrais fantômes aussi, dans ce château de province française appartenant à une *embraceable* vieille Russe blanche (Thamar Tarassachvili, parfaite, comme toute la distribution), mais pas à chaque étage : il faut laisser de la place au notaire avide et à son fils couillon, aux krishnas en stage de formation, à une reine de Saba émancipée, aux chevaux (dans le parc), aux coups de pétoire (dans le mille) et aux mélancolies (dans les regards). Et surtout à Solange, impératrice de l'office régnant d'une poigne sûre et tendre sur ce petit monde proche, qui est aussi un vaste univers de conte.

Elle est épatante, cette Solange-là, c'est-à-dire Narda Blanchet, qui n'est pas du tout actrice, bien mieux que ça, une présence vive et terrienne, paraissant toujours en avance ou un peu à côté. Elle est le pivot de la farandole où Iosseliani entraîne héritiers grippe-sous et Japonais bardés de yens conquérants, bientôt conquis par la pétanque et la baguette de pain. A la radio, ça parle de guerre et de catastrophes, le monde se rapproche et ce n'est pas gai. Les deux vieilles dames du château en mourront, et ce ne sera pas triste.

Iosseliani, le Géorgien, garde le sourire en coin, mais il n'en pense pas moins, de cette planète mal fichue peuplée de bipèdes à courte vue, courte mémoire, longues dents, qui le mettent en rage mais qu'il n'arrive pas à détester tout à fait, et à mépriser, jamais. Tout était déjà en place dès ses premiers films, *la Chute des feuilles* (1) et *Pastorale* : la composition comme une partition, le récit qui s'appuie sur les regards et les sentiments plutôt qu'il ne s'enchaîne au sens. Entre ces deux films s'intercalait *Il était une fois un merle chanteur* (ce pourrait être le titre d'un portrait de Iosseliani), « film des villes » plus désinvolte que ses « films des champs ». *Il tentera*, avec plus d'application, d'en retrouver la mobilité dans son film parisien, *les Favoris de la lune*, en 1984.

Qu'a appris Iosseliani chez les religieux italiens (le superbe documentaire *Un petit monastère en Toscane*, en 1988) et chez les griots africains (*Et la lumière fut*, d'enchanteresse mémoire)? *De nouveaux* rythmes, de nouveaux mythes? Ou plutôt les étranges cousinages du Caucase, de la Toscane et de la savane, aujourd'hui de la Seine-et-Marne. Et peut-être à rester lui-même au contact des cultures éloignées, à dépasser ce que son inspiration avait de « régional » sans se perdre dans aucun exotisme (pas plus franchouillard que nègre ou slave), à trouver la juste position d'observateur à la fois lucide, caustique et compatissant. *La Chasse aux papillons* porte, en toute légèreté, la trace de ce chemin parcouru.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Deuxième film de Iosseliani, *la Chute des feuilles* date de 1966, quatre ans après *Avril*, resté inédit en France.

PATRIMOINE

L'honneur de l'art

Au cours d'une conférence de presse, M. Jack Lang devait annoncer la création d'un vaste centre artistique dans les bâtiments laissés vacants par la Bibliothèque nationale

Depuis une douzaine d'années, en France, le monde des œuvres d'art a été choyé de mille façons. Des musées ont été ouverts ou rénovés, des monuments restaurés, les crédits d'acquisitions gonflés. Expositions et spectacles se sont multipliés pour des publics toujours plus nombreux, publics curieux, souvent fervents mais dont la formation reste aléatoire. Comment ne le serait-elle pas alors que, dans notre pays, rien de substantiel n'a été jusqu'ici consenti à l'enseignement des arts et de leur histoire?

Si Victor Hugo est au programme des collèges et des lycées, ni Delacroix ni Berlioz n'y figurent et encore moins Eisenstein ou Jean Renoir, même si le cinéma commence timidement à entrer dans une des sections du baccalauréat. Les universités sont à peine mieux loties : on ne professe l'histoire de l'art et la musicologie que dans quelques établissements parisiens et provinciaux et aucun diplôme d'enseignement ne sanctionne ces études. Il n'existe ni CAPES ni agrégation pour ces disciplines.

Pour combler cette lacune, cent fois dénoncée, le ministre de la culture et de l'éducation nationale, profitant de sa double responsabilité, a annoncé jeudi 5 novembre, au cours d'une conférence de presse, une série de mesures et de créations. Celle qui s'impose d'abord et qu'André Chastel appelait de ses vœux dès 1983 est la création d'un Institut international d'histoire des arts et du patrimoine. M. Jack Lang a chargé un universitaire, professeur de linguistique, Pierre Encrevé, d'une enquête et d'un rapport. Ce dernier a servi de base à la création de cet institut. Celui-ci entend rassembler sous un même toit tous les arts, de la sculpture au cinéma et de la danse au théâtre. L'interdisciplinarité est son principe essentiel. Il a donc pour fonction de réunir tous ceux – chercheurs, conservateurs, universitaires – dont les travaux portent sur l'une ou l'autre, ou plusieurs, de ces pratiques.

Il s'agit en somme d'accomplir le projet d'une histoire « totale » des cultures dont les éléments étaient jusqu'à présent dispersés entre des *établissements parfois* antagonistes et trop peu accoutumés à collaborer. Il était difficile à un universitaire d'avoir un accès direct aux œuvres conservées dans les musées. Il était difficile à un conservateur ou à un chercheur de transmettre son savoir et de faire partager ses travaux à des étudiants. Désormais, ils pourront se rencontrer rue de Richelieu, dans les bâtiments progressivement libérés par la Bibliothèque nationale, et y recevoir leurs collègues étrangers. A terme, ils disposeront de 17 000 mètres carrés (du côté de la rue Vivienne) et d'un budget qui devrait tourner autour de 50 millions de francs. Cet institut aura une existence réelle dès le 1er janvier 1993.

Il aura quatre fonctions. La première est évidemment d'enseignement, mais sous une forme nouvelle, fédérative. Il regroupera en effet les enseignement doctoraux qui jusqu'à présent étaient abrités par diverses universités, à la Sorbonne et à Nanterre par exemple, par l'Ecole des hautes etudes (EHESS) et par l'Ecole du patrimoine. Il ne s'agit pas de créer ni de délivrer un diplôme au label de l'institut, mais plus simplement de réunir géographiquement cours et séminaires de troisième cycle, en espérant que de la proximité naîtront contacts et échanges. Bien évidemment, cet enseignement sera ouvert aux conservateurs du patrimoine qui jusqu'ici n'avaient pas accès à ce niveau de formation. Il le sera aussi à des praticiens, peintres, musiciens, architectes, cinéastes ou chorégraphes. L'institut n'aura aucun droit de regard sur les enseignements accueillis, qui restent sous l'autorité propre des établissements de rattachement.

Fédération est le maître mot

Cet enseignement va naturellement de pair avec les trois autres fonctions de l'institut, recherche, documentation et échanges internationaux. Fédération est là encore le maître mot. Des individus ou des équipes jusqu'à présent isolés seront conviés à travailler ensembles et surtout à partager des outils et des matériels (centre iconographique multidisciplinaire, banques de données) plus performants que ceux que les faibles ressources actuelles leur permettent d'employer. L'ambition avouée est de susciter une nouvelle politique de la recherche qui fasse de la Rue de Richelieu le rival de l'Institut *Courtauld de Londres ou de la* Fondation Getty en Californie et qui attire à Paris des spécialistes étrangers. L'institut devrait même leur assurer le logement.

Indissociable de ce centre, la future Bibliothèque nationale des arts sera logée au même endroit. Elle sera constituée grâce à plusieurs fonds. D'abord les départements spécialisés de la Bibliothèque nationale qui ne déménageront pas à Tolbiac : estampes, monnaies, manuscrits, photographies, qui conserveront leur mission traditionnelle de dépôt légal. Ce fonds considérable sera enrichi par l'apport de plusieurs collections : la *Bibliothèque* d'art et d'archéologie Jacques-Doucet, la Bibliothèque des musées nationaux, dite Bibliothèque du Louvre, et le fonds d'architecture de la Bibliothèque de l'Ecole des beaux-arts. Soit, au total, près d'un million et demi de volumes. Le transfert de la bibliothèque Doucet est entamé : deux kilomètres linéaires d'ouvrages ont d'ores et déjà quitté les magasins vétustes de la rue Michelet pour d'autres remis à neuf, rue de Richelieu. Emmanuel Le Roy Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale, est chargé de veiller à l'opération. Cette présence est indispensable au bon fonctionnement et au développement de l'institut. Sans elle, il serait privé de ce qui est aussi nécessaire que les œuvres ou leurs reproductions : les textes de leur histoire. Là encore, il s'agit de l'accomplissement d'un projet très ancien, qui a trouvé avec la création de la Bibliothèque de France, une occasion qui ne se renouvellera plus.

Ces mesures concernent l'enseignement supérieur. Elles seraient incomplètes si d'autres mesures ne portaient sur l'enseignement secondaire. Jack Lang s'est dit *« décidé à généraliser la présence de l'histoire des arts dans l'enseignement depuis le collège jusqu'à l'université »*, c'est-à-dire au collège et au lycée. Le propos est juste : qui ne serait d'accord pour que l'initiation à l'histoire de la peinture ou à celle de la musique commence le plus tôt possible? A cet usage, une nouvelle option consacrée aux arts sera rentrée à la rentrée prochaine dans les lycées, conçue sur le modèle des options « cinéma » et « théâtre » qui fonctionnent déjà. Dans les collèges, des opérations dites de « rencontre avec l'œuvre d'art » seront proposées. Seule difficulté : qui assurera ces initiations? Des professeurs de lettres et d'histoire, volontaires, et *« des conservateurs de musée, des comédiens, des metteurs en scène, des artistes, des écrivains, des éditeurs, des libraires »*, répond le ministre. Pourquoi cette diversité doublée d'un optimisme sans doute trop généreux? Parce qu'il manque décidément ces spécialistes que seraient des professeurs capésiens ou agrégés, ces spécialistes que l'éducation nationale se refuse à recruter par concours. Tant qu'ils feront défaut, le problème de l'histoire des arts en France ne sera pas réglé. Le rapport Encrevé a apporté, au niveau supérieur dont il traite, des propositions cohérentes capables de communiquer un nouveau dynamisme à cette discipline. Peut-être faudra-t-il un second rapport pour que le problème de l'enseignement secondaire soit à son tour examiné et résolu comme il le mérite.

EMMANUEL DE ROUX et PHILIPPE DAGEN

Meurtres à l'étalage

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS
de Rémy Belvaux, André Bonzel et Benoît Poelvoorde

Voici un film conçu pour faire des vagues, et qui y parviendra. En noir et blanc, tour à tour pseudo-documentaire ou néo-expressionniste, il suit pas à pas les activités d'un tueur stakhanoviste (Benoît Poelvoorde), assassin de vieilles dames et de pauvres types de préférence, d'innocents toujours. Plus précisément, il montre une équipe de cinéma (les deux autres signataires du film) accompagnant le *serial killer* (1) dans ses sanglantes activités, l'interviewant sur ses techniques, copinant avec lui jusqu'à partager ses butins, mettant finalement la main à la pâte.

Le film mêle la provocation potache (pipi-caca-dégueulis-fesses à l'air-barbaque éclatée) à base d'humour très noir et les sous-entendus critiques sur le reportage-choc et son avatar contemporain, le reality-show. Les trois auteurs-acteurs ont des « gueules », de l'énergie et des idées, durant cinq ou dix minutes on rit de bon cœur, comme aux bonnes vieilles blagues de *Hara-Kiri*. Puis le rire se coince. Parce que le cinéma n'est pas de la BD ni l'humour noir une arme légitime entre toutes les mains et pour tous les usages.

C'est arrivé près de chez vous est une entreprise très rusée construite sur une double ligne de défense. La première, façon supporters éméchés, se résumerait à un *« Ben quoi, on peut plus rigoler? »*. La deuxième, « intellectuelle » sinon politique, invoquerait le second degré, la fameuse distance « spectacle-spectateur », les vertus du détournement.

Sans négliger la première, sur laquelle les auteurs du film comptent pour remplir les salles (c'est déjà un succès en leur Belgique natale), la seconde surtout mérite attention. La « provoc » a ses lettres de grande et petite noblesse, de Sade à Coluche en passant par les surréalistes et Vian. Mais, aussi « loin » ces gens-là soient-ils allés, ils ne sont jamais allés « n'importe où ». Leurs cibles étaient choisies, et ils n'auraient pas fait flèche de *certains bois*.

Ici, à la longue, la répétition des crimes devient compromission, l'insistance devient complaisance. La rapidité d'un gag, d'un sketch, d'un trait d'humour se fait racolage au bout d'une demi-heure, abjection au bout d'une heure. En jouant alternativement les complices ou les témoins au seul motif de l'efficacité, les trois acolytes deviennent au mieux les victimes de leur propre dispositif, au pire les manipulateurs roublards d'un chantage à la rigolade « contestataire ».

Ils fabriquent ainsi un produit bien d'aujourd'hui, déplaisante dérive « post-moderne », comme on dit. A force de vouloir être partout, à la fois dans le film et à côté, en commentateurs ironiques, ils finissent par être nulle part. Dans cette absence envahissante, on pressent quelque chose d'immonde.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Les *Cahiers du cinéma* de novembre publient une très intéressante étude sur le *serial killer* au cinéma, en passe de constituer un genre à part entière.

American Clochemerle

CITY OF HOPE
de John Sayles

Les quartiers des grandes villes en pleine mutation sociale et économique ressemblent parfois à des villages : tout le monde se connaît, du moins les autochtones qui ne cessent de déplorer l'immigration, de regretter le temps jadis. Les instances politiques les caressent dans le sens du poil, mais c'est pour utiliser leur chauvinisme contre les nouveaux arrivants qui occupent les immeubles délabrés, objets de spéculations sans scrupules. Dans *City of Hope*, John Sayles observe un de ces quartiers où cohabitent des bourgeois en voie de paupérisation et des familles qui espèrent sortir de la pauvreté, des Noirs et des Blancs qui se détestent, avec les conflits de classe entre Noirs, et les mêmes entre Blancs. Le tout sur fond de magouilles et de carambouilles : Clochemerle plus la violence.

Les personnages représentent chacun un cas et un exemple. Ils vont, viennent, se croisent, se fuient, se retrouvent, s'engueulent, se trompent, cherchent à s'aimer, se replient sur leurs frustrations... John Sayles les filme avec une aisance confondante, comme il respire. Ce qui ne l'empêche pas de les faire beaucoup parler. Ils ne cessent de s'expliquer. Rien de ce qui les touche et les tourmente ne reste dans l'ombre. Ils sont entraînés dans une suite d'actions brutales et prévisibles, le genre de faits divers douteux montés en épingle par « l'opposition ». John Sayles ne fait pas de cadeau, mais termine quand même sur une note d'espoir. Le talent de cinéaste et un certain humour sauvent le film de son édifiante logorrhée.

C. G.

Les hommes à la moto

SPETTERS
de Paul Verhoeven

Trois jeunes garçons, supporters d'un champion manipulé par un présentateur de télé, rêvent de moto et d'évasion. Ce pourrait être une « fièvre hard du samedi soir » ; le réalisateur de *Spetters*, Paul Verhoeven n'a pas pour habitude de nuancer ses propos. Le film, qui date de 1980 – avant Hollywood. – est imprégné de l'époque, dans les costumes, la musique, dans les rêves des trois garçons, et la façon de les raconter.

Paul Verhoeven n'avait pas encore acquis la fluidité du rythme, mais savait déjà poser les problèmes avec une rude franchise. L'histoire est simple de ces garçons marqués par l'échec : une fable, avec au centre la femme fatale, en l'occurrence pulpeuse vendeuse de frites dont tous les trois tombent amoureux. Le plus doué pour la moto, graine de champion, restera paralysé après un accident. Le mécano qui détrousse les homosexuels pour se payer un voyage au Canada acceptera son homosexualité après une expérience à la Lawrence d'Arabie. Le troisième, éternel humilié, s'en sort dans la mesure où il abandonne ses rêves et devient, avec la vendeuse de frites, patron d'un bistrot qu'il « modernise »...

Paul Verhoeven empoigne vigoureusement les codes et les clichés, les stéréotypes du mélo social. Tout est dit, montré au premier degré, avec insistance, parfois avec lourdeur. Pourtant, les personnages émeuvent, le film accroche, à cause des paysages, des ciels pâles, des routes boueuses, des ambiances de bistrots, de courses de moto, à cause des virées avec les filles, de la fanfare, de la vie simple et mal assurée qui étouffe les rêves, de la brutalité bienveillante avec laquelle sont décrits le poids de la famille – par défaut, pourrait-on dire, car presque tout se passe au dehors – et cette petite bourgeoisie à la fois tolérante et fermée sur ses traditions.

COLETTE GODARD

DANSE

Voyageuse Bayadère

Non, *la Bayadère* d'Andy Degroat n'est pas une riposte – teintée d'opportunisme – à *la Bayadère* de Petipa-Noureev (qui vient d'entrer au palais Garnier). Elle était programmée avant. Elle a même déja été donnée – sans décors ni costumes, faute d'argent – un soir de septembre 1988, à Vaulx-en-Velin...

Geste iconoclaste, pied de nez d'un chorégraphe « moderne » à un monument classique? Nullement. Geste amoureux. Andy Degroat aime travailler sur des histoires connues (il l'a fait avec *la Boutique fantasque, la Belle et la Bête, le Lac des cygnes)*, car il y voit un *« niveau de communication »* intéressant avec le public. Il conserve donc ici, pour l'essentiel, le scénario de *la Bayadère* : dans l'Inde ancienne, le guerrier Solor, aimé de la danseuse sacrée Nikiya et de Gamzatti, oublie la première pour la seconde, qui tue sa rivale par serpent interposé. Mais nous ne restons pas en Inde; nous retrouvons les héros à Hiroshima en 1945, à Bruxelles en 1993 et dans une discothèque de Tokyo en 2021.

Prétexte à mélange de genres chorégraphiques : classique, indien (il y a une danseuse de Bharata Natyam), japonais, contemporain, rock. Mais ces emprunts sont banals et superficiels, la sauce, battue d'une fourchette assez molle, ne prend pas – peut-être aussi parce que le niveau des danseurs est, disons, très moyen : la danse est le point faible du spectacle, qui contient cependant quelques jolies images et des idées amusantes. Si la musique (Alan Lloyd, Michael Galasso, Lumière de l'Est/Budapest) est souvent éprouvante, les costumes des cafards géants (une mutation horrible que nous réserve le vingt et unième siècle?) et ceux des Ombres, halos de tulle mauve sur anatomies très dénudées, sont plutôt rigolos.

S. de N.

► Aulnay-sous-Bois, Espace Jacques-Prévert, jusqu'au 7 novembre.

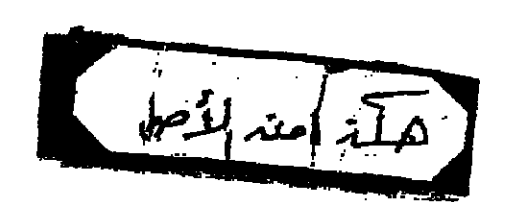
EN BREF

□ **Mort de la chorégraphe Hanya Holm.** – La danseuse et chorégraphe américaine Hanya Holm est décédée, mardi 3 novembre, d'une pneumonie. Elle était âgée de quatre-vingt-dix-neuf ans. De son vrai nom Johanna Eckert, Hanya Holm avait créé à Broadway des ballets aussi célèbres que *My Fair Lady* et *Kiss Me Kate* sur des musiques de Cole Porter. Elle était née à Worms, en Allemagne. Elève de Dalcroze et de Mary Wigman, en Europe, elle s'installe aux Etats-Unis, en 1931, où elle ouvre une école qui fonctionnera jusqu'en 1967. Glen Teltley et Alwin Nikolais furent ses élèves. Avec sa compagnie, Hanya Holm a monté des ballets orientés vers la critique sociale.

□ **Contrat record pour Elton John.** – Le chanteur Elton John et son parolier Bernie Taupin ont reçu, mercredi 4 novembre, de l'éditeur Warner-Chappell, filiale du groupe Time-Warner, la plus importante avance jamais versée en matière d'édition musicale (perception et gestion des droits d'auteur). Ils ont été payés 26 millions de livres sterling (un peu plus de 200 millions de francs). La carrière discographique du chanteur de poursuivra chez Polygram. – *(AFP, UPI.)*

□ **Sherry Lansing nommée à la tête de Paramount.** – L'ancienne responsable de la production des studios 20th Century Fox, Sherry Lansing, a été nommée mercredi à la tête des studios Paramount Pictures. Elle y dirigera les activités cinéma du groupe, en remplacement de Brandon Tartikoff. Sherry Lansing, 48 ans, rendra compte à Stanley Jaffe, responsable de l'ensemble des activités cinéma et télévision de Paramount. Associés pendant huit ans, Lansing et Jaffe avaient produit, entre autres, *Liaison fatale* et *Pluie noire*, deux films distribués par la Paramount. – *(AFP, UPI.)*

□ *RECTIFICATIF.* – Contrairement à ce qui a été annoncé, le paysagiste Gilles Clément ne participera pas au Festival des jardins de Chaumont-sur-Loire prévu l'an prochain (*le Monde* du 3 novembre).



CULTURE

LETTRES

Mort de l'écrivain Claude Aveline

L'un des enchanteurs du siècle

L'écrivain Claude Aveline est mort à Paris dans la nuit du 3 au 4 novembre. Il était âgé de quatre-vingt-onze ans.

« De tous côtés, la preuve est faite. La vie me dit : « Je ne vous retiens plus. » Claude Aveline considérait la mort comme une maladie chronique évolutive : il faut se tenir aux aguets et être à soi-même son médecin généraliste. Le meilleur remède consiste à faire les *« apprêts de l'après »* et à se diriger vers l'*« ultime abandon »* en déchargeant au fur et à mesure sa barque. La sagesse commande de *« revenir de tout avant de partir de nulle part »*.

Au fil des ans, Claude Aveline avait appris que les lecteurs et les critiques sont des girouettes, que celui qu'on applaudit est aussi celui qu'on gifle, et que la raclée de l'oubli plonge un auteur dans un coma honorifique, dont il ne sort que pour recevoir des couronnes de laurier semblables à des couronnes mortuaires. C'est pourtant sans amertume qu'Aveline se rangeait parmi l'espèce des vieillards surdoués, *« incapables de se reproduire, incomestibles parce que inassimilables par personne pour avoir tâté du monde en général et en particulier »*.

Et pourtant, Claude Aveline aura été l'un des grands enchanteurs de ce siècle, comblant ses lecteurs fidèles d'une trilogie romanesque à la Thomas Mann *(la Vie de Philippe Denis)*, d'une suite policière *(la Double Mort de Frédéric Belot* et *l'Abonné de la ligne U)*, de contes fantastiques *(C'est vrai, mais il ne faut pas le croire)*, de récits de voyages *(La promenade égyptienne)*, de pastiches *(les Réflexions de monsieur FAT)*, de quelques aphorismes *(De fil en aiguille)*, ou de poèmes *(Monologue pour un disparu)*.

Comme un maître de cérémonie malicieux, Claude Aveline a tout prévu : il a imaginé un jeune homme féru de lettres demandant quel a été le mot de la fin de l'auteur des *Mots de la fin*; poussant le parodique jusqu'au bout, il a gardé dans ses tiroirs un « testament calembourgeois » : *la Vie et l'Œuvre du professeur Lembourg*.

Pas plus qu'Anatole France, Claude Aveline ne craignait l'enfer, ni pour sa personne ni pour ses œuvres. A ceux qui s'interrogent sur la postérité des livres d'Aveline, il faudrait rappeler ce dicton populaire qu'il aimait tant : *« Ça durera ce que ça durera. Rose ou roc. Un bref matin ou d'inépuisables soirées. »*

ROLAND JACCARD

Parcours

Né le 19 juillet 1901, Claude Aveline, de son vrai nom Eugène Avtsine, était fils d'émigrés russes installés à Versailles. Après des études aux lycées Henri-IV et Janson-de-Sailly, Aveline publia son premier texte à dix-huit ans. La même année, il rencontra Anatole France, dont il ne fut pas, contrairement à la légende, le secrétaire (*« Je ne me portais pas bien. France me mit entre les mains d'un médecin de son choix, qui m'envoya dans un sanatorium en Suisse. Et, en quelques mois, l'affaire fut réglée. »*) En 1922, Aveline devint éditeur d'art, publiant Saint-Evremond, Voltaire, Diderot, mais aussi France, Renan, Valéry, de Gourmont.

Il écrivit plusieurs romans qui lui valurent les éloges de Gabriel Marcel et André Maurois. Mais le grand succès ne vint qu'avec *la Double Mort de Frédéric Belot*. Aveline, par la suite, ne cessa de s'affirmer comme un écrivain de gauche, rencontrant Albert Camus à la Maison de la culture d'Alger (1), tenant des chroniques dans *Vendredi* (publication antifasciste qui accueillait Alain, Jean Schlumberger, Stefan Zweig...) ou dans *Commune*, la revue des intellectuels communistes. En 1935, devant la menace franquiste, il publia une *Lettre à M. le gouverneur d'Asturies*, avant d'être, cinq ans plus tard, l'un des fondateurs du réseau Résistance. Ce parcours devait être couronné en 1952 par le Grand Prix de la Société des gens de lettres.

(1) Voir à ce sujet l'étude d'Alain Feutry, *Camus, lecteur d'Aveline, sur quelques analogies troublantes entre l'Etranger* (1942) et *le Prisonnier* (1937). Lambda Barre, 1986 (diff. Chariot d'or, 14, avenue Bosquet, 75007 Paris).

Bibliographie

Certains livres de Claude Aveline n'ont jamais été réédités. Parmi ceux qu'on peut se procurer assez facilement :

– *La Vie de Philippe Denis*, trilogie, 1930-1935, rééd. Del Duca, 1962.

– *Suite policière, 1932-1970.* Rééditée en un volume au Mercure de France, 1987.

– *La Promenade égyptienne*, 1934. Nouvelle édition, Renaudot et Cie, 1988.

– *Le Prisonnier*, 1936. Mercure de France, 1962.

– *Le Temps mort*, 1944 (clandestin). Mercure de France, 1962.

– *Et tout le reste n'est rien.* Suivi de *Lettres de la religieuse portugaise*, 1951. Mercure de France, 1987.

– *C'est vrai, mais il ne faut pas le croire*. Mercure de France, 1960.

– *Portrait de l'oiseau-qui-n'existe-pas*, 1961.

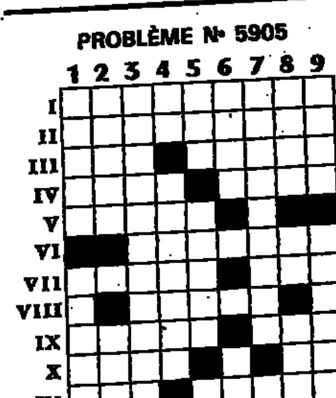
– *Hoffmann Canada*, Buchet/Chastel, 1977.

– *De fil en aiguille aux apprêts de l'après*, José Corti, 1987.

– *Moi par un autre*, Bordas, 1988.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5905



HORIZONTALEMENT

I. Travaillent quand on se met à table. – II. Une femme qui a un certain pouvoir. – III. Devient gros quand ça commence à flamber. Aromatisé comme un apéritif. – IV. Est attaché à la mine. Peuvent être arrêtés par le pont. – V. Qualifie un très mauvais calcul. – VI. Nom parfois donné à ce qui est nécessaire. – VII. Quand elle n'est pas petite, ça a de l'importance. Une pièce sur un chantier naval. – VIII. Prix de Paris. – IX. Etat disparu. Abréviation pour la patronne. – X. Enguirlanda par exemple. Peut servir de refuge. – XI. Sans taches. Hommes d'étude.

VERTICALEMENT

1. Médecin de quartier. Rouge, est vraiment capitale. – 2. Qui peut percer. Faisait fumer. – 3. Un cri très chouette. – 4. Interjection. Fera des relations. – 5. Fit sauter. Une bonne terre. – 6. En Allemagne. Plus près de trois que de quatre. – 7. Peuvent être intéressés quand il y a de beaux restes. – 8. Utile pour accrocher. Note. Peut blesser quand il est tranchant. – 9. En France. Trouvés au bout d'une descente.

Solution du problème n° 5904

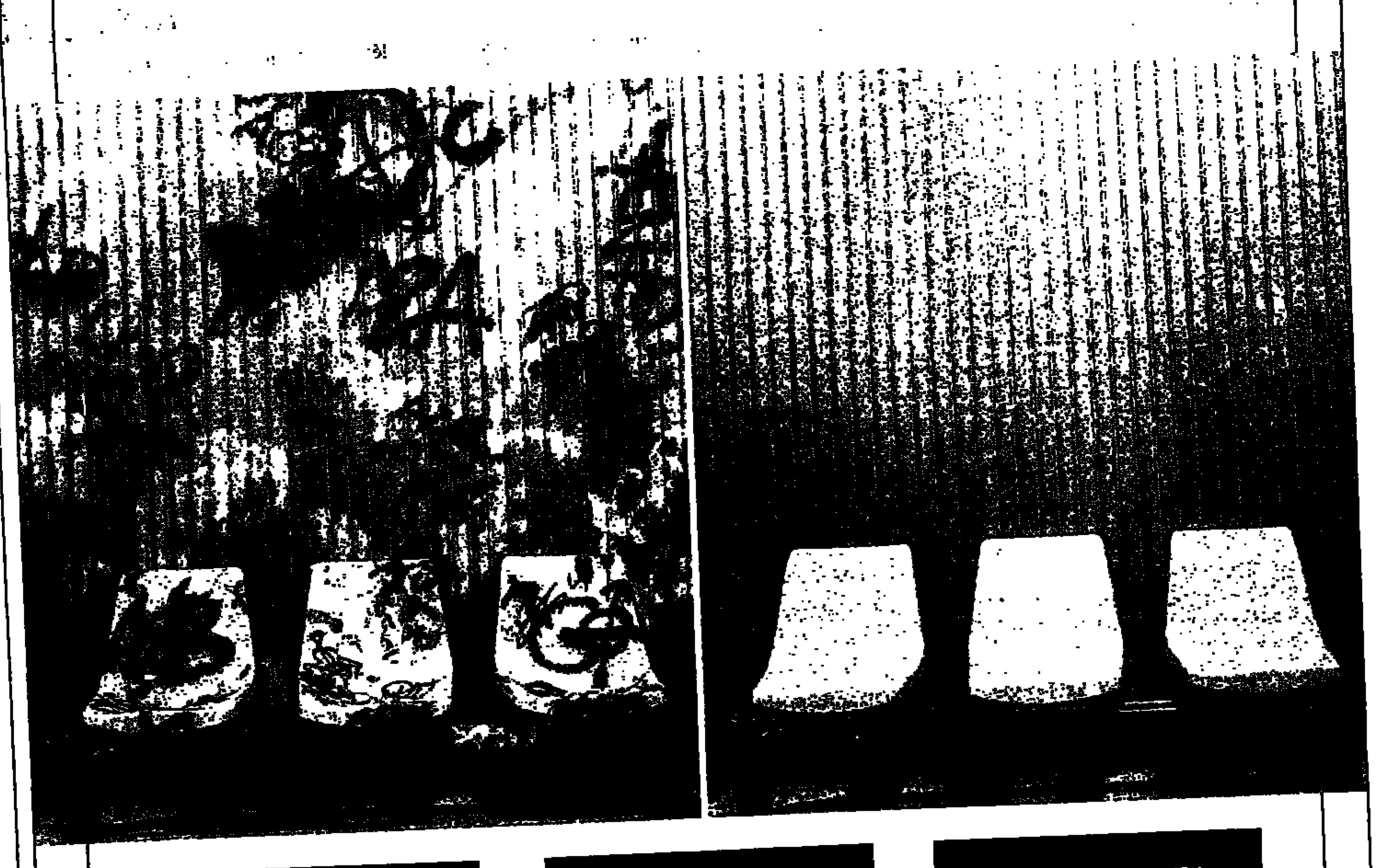
Horizontalement

I. Renifleur. – II. Opinion. – III. Tic. Ni. Il. – IV. Uzès. Blé. – V. Lô. Oasien. – VI. Eolithe. – VII. Sterling. – VIII. Io. Aa. Al. – IX. Yen. Stère. – X. Is. Sons. – XI. Urne. Unit.

Verticalement

1. Rotules. Yeu. – 2. Epizootie. – 3. Nice. Léonin. – 4. In. Soir. Se. – 5. Fin. Atlas. – 6. Loi. Shiatsu. – 7. En. Bien. Eon. – 8. Ile. Garni. – 9. Relent. Lest.

GUY BROUTY





EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.
LAURE ALBIN-GUILLOT, ELI LOTAR. Galerie du forum. Jusqu'au 22 novembre.
L'ART EN JEU. Atelier des enfants. Jusqu'au 28 mars 1993.
IMAGINAIRES D'ILLUSTRATEURS EUROPÉENS. Salle d'actualités. Jusqu'au 18 janvier 1993.
CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉATRE ? Salle d'art graphique, 4e étage. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Musée d'Orsay

Place Henry-de-Montherlant, quai Anatole-France (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.
HILL ET ADAMSON, LE PREMIER REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE, 1843-1845. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.
LES PALAIS D'ARGENT, L'ARCHITECTURE BANCAIRE EN FRANCE DE 1850-1930. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
PIERRE LAPIN AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.
SISLEY. Rez-de-chaussée. Entrée : 32 F, 45 F (billet jumelé musée-exposition). Jusqu'au 31 janvier 1993.
UNE FAMILLE D'ARTISTES EN 1900 : LES SAINT-MARCEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 10 h à 22 h. Rencontre avec Peter Greenaway sam. 5 décembre à 15 h à l'auditorium du Louvre. Entrée libre.
LE BRUIT DES NUAGES : PARTI PRIS DE... PETER GREENAWAY. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Byzance). Du 6 novembre au 1er février 1993.
BYZANCE, L'ART BYZANTIN DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Le bruit des nuages). Du 6 novembre au 1 février 1993.
DESSINS DE LIOTARD (1702-1789). Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 14 décembre.
PANNINI (1691-1765). Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 15 février 1993.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (40-70-11-10). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.
HANS-PETER FEDMANN. Mois de la photo. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.
PARCOURS EUROPÉEN III : L'ALLEMAGNE. Qui, quoi, où ? Un regard sur l'Allemagne en 1992. Jusqu'au 17 janvier 1993.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.
LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F (possibilité de billet jumelé avec Picasso : 60 F). Jusqu'au 14 septembre 1993.
PICASSO ET LES CHOSES. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 36 F (possibilité de billet jumelé avec les Etrusques : 60 F). Jusqu'au 28 décembre.
RÉALITÉS NOUVELLES, 46e SALON. (42-56-45-14). T.l.j. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 25 F. Du 6 novembre au 22 novembre.
RÉTROSPECTIVE ALFRED MANESSIER. Galeries nationales (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.
SALON D'AUTOMNE. (42-56-45-10). T.l.j. de 11 h à 19 h 30, nocturne le 11 novembre jusqu'à 22 h. Entrée : 45 F. Du 7 novembre au 15 novembre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.
GÉNÉRIQUE 1 : DÉSORDRES. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 8 novembre.

MUSÉES

L'ALBUM PEAUX-ROUGES DU PRINCE ROLAND BONAPARTE. Mois de la photo. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-72-72). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 30 novembre.
L'ART RENOUVELLE LA VILLE. Urbanisme et art contemporain. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-39-10). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 15 novembre.
LES BIJOUX DE TORUN. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F (gratuit avec le billet d'entrée du musée). Jusqu'au 3 janvier 1993.
CHINE CONNUE ET INCONNUE. Dix années d'acquisitions. Musée Cernuschi, 7, av. Vélasquez (45-63-50-75). T.l.j. sf lun., les 1er, 11 novembre, 25 décembre et 1er janvier de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 février 1993.
LA COURSE AU MODERNE. France et Allemagne dans l'Europe des années vingt. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-55-30-11). T.l.j. sf lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.
LA DANSE, UNE FAÇON D'ÊTRE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Du 6 novembre au 18 janvier 1993.
EUGÈNE DELACROIX. Le voyage au Maroc. Musée Delacroix, 6, rue de Furstenberg (43-54-04-87). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.
DES LIVRES ET DES ROIS. La bibliothèque royale de Blois. Bibliothèque Nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.
DIGITAL PHOTOGRAPHY. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 4 janvier 1993.
EN AVION. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 8 novembre.
L'EPREUVE NUMÉRIQUE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Du 6 novembre au 18 janvier 1993.
FIGURES DE PIERRE. L'art du guerrero dans le Mexique précolombien. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 novembre.
FRAGONARD ET LE DESSIN FRANÇAIS AU XVIIIe SIÈCLE. Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 14 février 1993.
GRAND PRIX DE L'AFFICHE CULTURELLE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-10). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Du 6 novembre au 5 décembre.
HÉRAKLÈS ARCHER. Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.
HOMMAGE A MICHEL LEIRIS. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. sf mar. de 9 h 30 à 12 h (groupes scol. et groupes adultes sur réserv. 42.71.70.84.) et de 12 h à 18 h (indiv.), dim. de 9 h 30 à 18 h. Entrée : 26 F, dim. : 14 F. Jusqu'au 30 novembre.
HOMMAGE A YVES BONNEFOY. Bibliothèque Nationale, salon d'honneur, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.
IIIe TRIENNALE DU BIJOU CONTEMPORAIN. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 20 décembre.
IMPRESSIONS DE CHINE. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 décembre.
INDIENS DE PAPIER. Exposition-dossier. Musée des Arts et Traditions populaires, galerie culturelle, 6, av. du Mahatma-Gandhi (44-17-60-00). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993.
MAX JACOB, LA PASSION EN PEINTURE. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-61-11). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 décembre.
JEAN LURÇAT. Tapisseries : 1917-1956. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 12 h 45 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 novembre.
KALINA. Des Amérindiens de Guyane à Paris en 1892. Musée des Arts et Traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (44-17-60-00). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 4 janvier 1993.
MITTEL EUROPA, FIN DE SIÈCLES. Mois de la photo. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (40-03-39-00). T.l.j. sf lun. de 16 h à 21 h, sam. et dim. de 12 h à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 décembre.
MOINS TRENTE 92. 5e Biennale de la jeune photographie en France. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 9 novembre.
MONNAIES DE CHINE. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 décembre.
NADAR : L'ŒIL LYRIQUE. Mois de la photo. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
LES NYMPHÉAS AVANT ET APRÈS. Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde (42-97-48-16). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 26 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.
LA PHOTOGRAPHIE SCIENTIFIQUE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Du 6 novembre au 18 janvier 1993.
LA PHOTO PICTORIALISTE EN FRANCE. Mois de la photo. Bibliothèque Nationale, galerie de photographie - galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-10). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 15 novembre.
PORTRAITS D'UNE CAPITALE. De Daguerre à William Klein, les collections photographiques du musée. Musée Carnavalet, 29, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 45, jeu. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
PRIX NIEPCE 92. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 9 novembre.
RAO-POLYNÉSIES. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 29 mars 1993.
MAN RAY. Les Années Bazaar, photographies de mode 1934-1942. Musée des arts de la mode, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 janvier 1993.
REGARDS TRÈS PARTICULIERS SUR LA CARTE POSTALE. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 janvier 1993.
ERNEST RENAN. Musée de la vie romantique - maison Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
LA RÉPUBLIQUE FÊTE SON BICENTENAIRE A LA MONNAIE. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf lun. de 13 h 30 à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Jusqu'au 3 janvier 1993.
LE ROI SALOMON ET LES MAITRES DU REGARD. Art et médecine en Ethiopie. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 17 h 50. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

Nous publions le *jeudi* (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

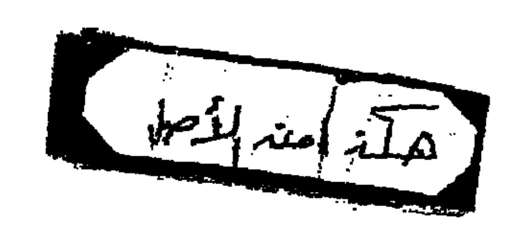
ROSSINI A PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40, jeu. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 décembre.
SCULPTURE GABONAISE CONTEMPORAINE. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 janvier 1993.
SIGNES ET ÉCRITS - PHOTOGRAPHIE. Mois de la photo. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.
STARS EN UNIFORME. Mois de la photo. Musée de l'armée, hôtel national des Invalides, salle d'honneur, place des Invalides (45-55-37-70). T.l.j. sf jours de fête de 10 h à 17 h. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 6 décembre.
TRÉSORS DE L'ÉCRIT. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. de 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1993.
VIVE LA RÉPUBLIQUE ! 1792 - 1992, liberté - égalité - fraternité. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-09). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Visites guidées sur demande au 40.27.62.18. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.
LES VOITURES D'ATGET. Mois de la photo. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Voitures à cheval de collection les 5, 6 et 7 novembre, promenades en voiture à cheval le 8 nov. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

CENTRES CULTURELS

4 X 1 PROJETS. Mois de la photo. Hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois (42-76-67-00). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 novembre.
ACCORD A CORPS. Collection du professeur Desbonnet, mois de la photo. Maison de La Villette, 30, av. Corentin-Cariou (42-40-27-28). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Projections de films du mar. au dim. de 13 h. Jusqu'au 15 janvier 1993.
AKSELI GALLEN-KALLELA ET L'ÉVEIL DE LA FINLANDE. Du naturalisme parisien au symbolisme nordique. Institut finlandais, 60, rue des Ecoles (40-51-89-09). T.l.j. sf lun. de 14 h à 19 h, jeu. jusqu'à 21 h. Jusqu'au 14 novembre.
ALBUMS DE LA JEUNE ARCHITECTURE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillot (47-23-81-84). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 7 novembre.
LES AMÉRIQUES LATINES EN FRANCE, DEUX SIÈCLES D'INFLUENCES CULTURELLES. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (49-54-75-35). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 25 novembre.
L'AMOUR ET L'ORIENT. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.
ANIMAUX ET AUTRES CHOSES. Sculptures et dessins de Manuel Marín. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 novembre.
L'ARCHI S'AFFICHE, 24 UVRES D'ARCHITECTES FRANÇAIS. Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot (47-23-81-84). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h et le sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 28 novembre.
ARRABAL ESPACE. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 novembre.
L'ART ACTIF - ART WORKS. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 décembre.
ASPECTS DE LA PHOTOGRAPHIE PORTUGAISE. Mois de la photo. Espace Montmartre-Dali, 11, rue Poulbot (42-64-40-10). Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 novembre.
WALTER CARONE. Mois de la photo. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée, 4 à 8, Grande Galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 19 novembre.
CARTE BLANCHE A REVUE NOIRE. Photographes africains. Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 29 novembre.
CHEFS-D'ŒUVRE DE LA PEINTURE FRANÇAISE DES MUSÉES NÉERLANDAIS (XVIIIe XVIIe siècle). Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Exposition ouverte le 11 novembre. Entrée : 20 F (comprenant l'exposition Muses de la Meuse). Jusqu'au 20 décembre.
AFFIF CHERFAOUI. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (45-54-95-31). T.l.j. sf sam. et dim. matin de 9 h à 18 h. Du 5 novembre au 30 novembre.
LA COLLECTION. Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.l.j. sf sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 1er décembre.
COLLECTION DE LA FONDATION HUMBERT II ET MARIE-JOSÉE DE SAVOIE. Victor-Emmanuel III, photographe : album de guerre 1915-1918. Mairie du seizième arrondissement, 71, av. Henri-Martin (45-03-21-16). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Du 5 novembre au 21 novembre.
COLLECTION DE L'AGENCE SIGNUM DE PRAGUE. Cimetières juifs de Bohême, Moravie et Silésie. Alliance israélite universelle, 45, rue La Bruyère (40-29-94-65). T.l.j. sf ven. et sam. de 11 h à 19 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Du 8 novembre au 25 novembre.
COLLECTION DU MUSÉE CANADIEN DE LA PHOTOGRAPHIE CONTEMPORAINE. Service culturel, ambassade du Canada, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Du 6 novembre au 16 janvier 1993.
COLLECTION DU MUSÉE SZTUKI DE LODZ. Mois de la photo. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 19 h, mer. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 27 novembre.
LE CORBUSIER. Quatre projets d'architecture, genèse. Fondation Le Corbusier, 10, rue du Docteur-Blanche (42-88-41-53). T.l.j. sf sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 15 décembre.
CARL DE KEYZER. Mois de la photo. Fnac Forum des Halles, niveau 3, porte Lescot (40-41-40-00). T.l.j. sf lun. matin et dim. de 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 4 janvier 1993.
MICHEL GOUERY, CHANTAL PETIT, MARC REBOLLO. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, 3, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 décembre.
RENÉ GRŒBLI. Mois de la photo. Mairie du Xe, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin (42-40-10-10). T.l.j. de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 28 novembre.
HÉLIOPOLIS. Le rêve du baron Empain. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 22 novembre.
HOMMAGE A LUIGI GHIRRI. Mois de la photo. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). T.l.j. sf sam. et dim. de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18. Jusqu'au 12 décembre.
JANINE NIÈPCE : FRANCE 1947-1992. Mois de la photo. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 décembre.
YVES KLEIN, UNE ZONE DE SENSIBILITÉ. Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille (42-60-22-99). T.l.j. sf dim., lun., mar. de 12 h à 17 h, sam. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 28 mars 1993.
M.O.A. Centre culturel suédois, hôtel de Marle, 11, rue Payenne (44-78-80-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 29 novembre.
MOIS DE LA PHOTO 1992. Musées, galeries, centres culturels et autres lieux, point d'information Fnac Forum (40-41-40-89). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h 15, rens. Minitel ville de Paris : 36.15 Capitale, minitel Fnac : 36.15 Fnac. Jusqu'au 27 novembre.
MUSES DE LA MEUSE, LA COLLECTION DE LA VILLE DE ROTTERDAM. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F (comprenant l'exposition Chefs-d'œuvre de la peinture française). Jusqu'au 20 décembre.
OLAF NICOLAI. Goethe Institut, galerie Condé, 31, rue de Condé (43-26-09-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 20 h. Du 6 novembre au 15 décembre.
KATSUHITO NISHIKAWA. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du château de Vincennes (43-65-73-92). T.l.j. sf lun. et mar de 9 h 45 à 13 h et de 14 h à 16 h 45. Entrée : 5 F (entrée du parc). Jusqu'au 13 décembre.
PEINTRES NAIFS TZIGANES DE HONGRIE. Institut hongrois, 92, rue Bonaparte (43-26-06-44). T.l.j. sf dim. et lun. de 9 h à 13 h et de 15 h à 18 h. Jusqu'au 21 novembre.
PHOTOGRAPHIES RUSSES (1858-1876). Mois de la photo. Société française de photographie, 9, rue Montalembert (42-22-37-17). T.l.j. sf sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 novembre.
SERGE PLAGNOL. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.l.j. de 10 h à 18 h 30. Du 6 novembre au 15 novembre.
RAYON LINGERIE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 28 novembre.
CHRISTER STROMHOLM - ETRE LA. Mois de la photo. Centre cultural suédois, hôtel de Marle, 11, rue Payenne (44-78-80-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 29 novembre.
TRANS-VOICES. American Center, 51, rue de Bercy (44-73-77-77). T.l.j. sf sam. et dim. de 9 h à 19 h. Jusqu'au 15 novembre.
(TROIS CARRÉS), ECHEC ET MAT. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Du 8 novembre au 20 décembre.
VERS UNE ATTITUDE PHOTOGRAPHIQUE. Collection d'œuvres photographiques. Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob (40-49-94-63). T.l.j. sf sam., dim. et lun. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 31 décembre.
VISAGES, PHOTOGRAPHIES DE GOTTFRIED HELNWEIN. Mois de la photographie. Goethe Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (44-43-92-30). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 16 décembre.
VISION D'OCÉANIE. Musée Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 mars 1993.
YÉMEN. Architecture millénaire. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 janvier 1993.
STEFF ZTMULDER. Mois de la photo. Mairie du huitième, 3, rue de Lisbonne (42-94-08-08). T.l.j. sf dim. de 9 h à 18 h, sam. de 9 h à 12 h. Du 5 novembre au 27 novembre.

GALERIES

CÉCILE ANGELLE, FRANÇOIS DUTEURTRE, CHRISTIANE MALVAL. Galerie la Ferronnerie, 40, rue de la Folie-Méricourt (48-06-50-84). Jusqu'au 21 novembre.
L'ART VISIONNAIRE. Galerie Michèle Broutta, 31, rue des Bergers (45-77-93-79). Jusqu'au 14 novembre.
ATTERSEE. Galerie Baudoin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-72-09-10). Jusqu'au 21 novembre.
JIMÉNEZ BALAGUER. Peintures de volumes, de reliefs et de masses. Galerie Lina Davidov, 210, boulevard Saint-Germain (45-48-99-87). Jusqu'au 5 décembre.
JEAN BAZAINE. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Du 5 novembre au 5 décembre.
ANDRÉ BEAUDIN. Galerie Framond, 3, rue des Saints-Pères (42-60-74-78). Jusqu'au 15 décembre.
PHILIPPE BEZARD. Les petites Chinoises. Galerie Pascal Gabert, 80, rue Quincampoix (48-04-94-84). Jusqu'au 15 novembre.
MICHAEL BIBERSTEIN. Galerie Montenay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 5 novembre au 28 novembre.
JULIEN BLAINE. Galerie Roger Pailhas, 36, rue Quincampoix (48-04-71-31). Jusqu'au 28 novembre / Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 14 novembre. / Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 30 novembre.
DAVID BNO. Galerie des Archives, 1, impasse Beaubourg (42-78-05-77). Jusqu'au 17 décembre.
MARTINE BOILEAU. Galerie Barbier-Beltz, 7 et 8, rue Pecquay (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.
GIORDANO BONORA. Mois de la photo. Galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 21 novembre.
LE BOULCH, DENIS RIVIÈRE, ANTONI TAULE. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 28 novembre.
LOUISE BOURGEOIS. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 30 janvier 1993.
VÉRONIQUE BOUTINOT. Galerie Ariel, 21, rue Guénégaud (43-54-57-01). Jusqu'au 14 novembre.
BRUNO BREITWIESER. Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (46-33-52-45). Jusqu'au 13 novembre.
JAMES BROWN. Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 28 novembre / JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). Jusqu'au 21 novembre.
CLAUDE CAHUN. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 26 novembre.
CHAN KAI-YUEN. Galerie Bellefroid, 8, rue Debelleyme (42-72-09-33). Jusqu'au 14 novembre.
JEAN-LOUP CORNILLEAU. Galerie Véronique Smagghe, 24, rue Charlot (42-72-83-40). Du 5 novembre au 19 décembre.
BERNARD COUSINIER. Galerie Jorge Alyskewycz, 14, rue des Taillandiers (48-06-59-23). Jusqu'au 28 novembre.
CRAGG, DORNER, LAIB, MESSAGER, MEYER, SCHUTTE. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 28 novembre.
JEPHAN DE VILLIERS. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 7 novembre.
DIVERSITÉ LATINO-AMÉRICAINE. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Du 5 novembre au 26 novembre.
DRUESNES. Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Du 5 novembre au 9 janvier 1993.
JEAN-PIERRE DUBORD. Galerie Wally Findlay, 2, av. Matignon (42-25-70-74). Jusqu'au 20 novembre.
GÉRARD DUCHÊNE. Galerie Alessandro Vivas, 12, rue Bouchardon (42-38-63-12). Jusqu'au 28 novembre.
HAROLD EDGERTON. Le temps arrêté. Galerie Gérald Piltzer, 78, avenue des Champs-Elysées (43-59-90-07). Jusqu'au 5 décembre.
ENDO. Galerie Gutharc Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 21 novembre.
MAX ERNST. Les sculptures de Saint-Martin-d'Ardèche. Galerie Eric Touchaleaume, 54, rue Mazarine (43-26-89-96). Jusqu'au 12 décembre.
HELMUT FEDERLE. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe (48-06-92-23). Jusqu'au 14 novembre.
CHOHREH FEYZDJOU. Galerie Patricia Dorfmann, 39, rue de Charonne (47-00-36-69). Du 7 novembre au 5 décembre.
J.L. FISHER, MARKUS RAETZ, DANIEL TREMBLAY. Galerie Farideh-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 28 novembre.
ALAIN FLEISCHER. Mois de la photo. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 28 novembre.
GIUSEPPE GALLO. Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 21 novembre.
JEAN-MARC GAUTHIER. Galerie l'Il-de-bœuf, 17 et 58, rue Quincampoix (42-78-36-66). Du 5 novembre au 28 novembre.
SIGRID GLÖEERFELT. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 14 novembre.
ANDY GOLDSWORTHY. Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-08-68). Jusqu'au 7 novembre.
ÈVE GRAMATZKI. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 7 novembre.
THOMAS GRUNFELD. Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Charonne (47-00-32-35). Jusqu'au 28 novembre.
HECTOR GUIMARD ET LE FER. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-66-67). Jusqu'au 14 novembre.
JAMES GUITET. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 10 novembre.
SIMON HANTAI. Galerie Katia Granoff, 13, quai Conti (43-54-41-92). Jusqu'au 12 décembre.
HOMMAGE A LUIGI GHIRRI. Mois de la photo. Galerie Contrejour, 96, rue Daguerre (43-21-41-88). Jusqu'au 24 décembre.
FABRICE HYBERT. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Du 6 novembre au 2 janvier 1993.
RONALD JONES. Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 21 novembre.
KALFAS. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 28 novembre.
JEAN KAPÉRA. Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine (45-63-52-00). Jusqu'au 17 novembre.
KARSKAYA. Galerie Philip, 14, rue Sainte-Anastase (48-04-59-22). Jusqu'au 7 novembre.
IMI KNBEL. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 novembre.
JUTTA KOETHER, LAURENT JOUBERT. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 28 novembre.
JEAN LAMORE ET FRANÇOIS LAMORE. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 26 novembre.
PIERRE LANNELUC. Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuil (42-61-19-07). Jusqu'au 6 janvier 1993.
ELIANE LARUS. Galerie 15, 15, rue Guénégaud (43-26-13-14). Jusqu'au 28 novembre.
CHRISTIAN LEFÈVRE. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (43-54-58-79). Du 10 novembre au 28 novembre.
PETER LINDBERGH. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 15 décembre.
WILLIAM MACKENDREE. Galerie Vidal - Saint Phalle, 10, rue du Trésor (42-76-06-05). Du 7 novembre au 24 décembre.
ALBERTO MAGNELLI. Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles (47-63-03-95). Jusqu'au 20 novembre.
LOUISE MAISONS. Galerie Jacqueline Felman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 8 décembre.
MALEVITCH & FILONOV. Galerie Gérald Piltzer, 78, avenue des Champs-Elysées (43-59-90-07). Du 6 novembre au 12 décembre.
CHRISTIAN MARCLAY. The Wind Section. Galerie Jennifer Flay, 7, rue Debelleyme (48-87-40-02). Jusqu'au 28 novembre.
MATIÈRE - LUMIÈRE, BOGART, LEROY, MARFAING, SOULAGES. Galerie Protée, 38, rue de Seine (43-25-21-95). Du 10 novembre au 28 novembre.
CORINNE MERCADIER. Mois de la photo. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Jusqu'au 5 décembre.
R.V. MILOUX. Espace Art & Patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-87-77). Jusqu'au 21 novembre.
CHARLES-HENRI MONVERT. Quinze ans de peinture. Galerie Barbier-Beltz, 7 et 8, rue Pecquay (40-27-84-14). Jusqu'au 7 novembre.
UGO MULAS. Fnac Montparnasse, 136, rue de Rennes (49-54-30-00). Jusqu'au 2 janvier 1993.
BRIGITTE NAHON. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 28 novembre.
NERSES. Galerie Arlette Gimaray, 13, rue de Seine (46-34-71-80). Jusqu'au 7 novembre.
MIMMO PALADINO. Galerie Templon, 4, avenue Marceau (47-20-15-02). Jusqu'au 21 novembre.
PANAMARENKO. Galerie Catherine et Stéphane de Beyrie, 10, rue Charlot (42-74-47-27). Jusqu'au 18 décembre.
DIDIER PAQUIGON. Galerie Queyras, 29, rue Guénégaud (46-33-79-74). Jusqu'au 14 novembre.
PHILIPPE PERRIN. That's all... my friends. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 15 décembre.
PIER. Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuil (42-61-19-07). Jusqu'au 14 novembre.
SERGE PLAGNOL. Galerie Area, 10, rue de Picardie (42-72-68-66). Du 5 novembre au 15 décembre.
PRUSZKOWSKI. Mois de la photo. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 28 novembre.
RAMSA. Galerie Thorigny, Patricia Houlliet, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Jusqu'au 22 novembre.
TONY RAY-JONES. Fnac Etoile, galerie photo, 24-30, avenue des Ternes (44-09-18-00). Du 10 novembre au 9 janvier 1993.
ERNESTO RIVEIRO. Galerie Françoise Palluel, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 20 novembre.
JAMES ROSENQUIST. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-72-99-00). Jusqu'au 21 novembre.
JEAN-JACQUES ROSSBACH. Galerie Bellint, 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 14 novembre.
CLAUDE RUTAULT. Galerie Arnaud Lefebvre, 30, rue Mazarine (43-26-50-67). Jusqu'au 28 novembre.
CAMILLE SAINT-JACQUES. Galerie Gérard Delsol & Laurent Innocenzi, 18, rue Charlot (48-87-41-63). Jusqu'au 26 novembre.
JULIAN SCHNABEL. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 16 novembre.
DAVID SEIDNER. Mois de la photo. Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 26 novembre.
WOLFGANG SEIRERL. Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 26 novembre.
ANDRES SERRANO. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 18 novembre.
SHIM MOON SEUP. Galerie Jacqueline Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 14 novembre.
PIERRE SOULAGES. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 12 décembre.
SOUVENIRS DE VOYAGES D'OSKAR KOKOSCHKA. Dessins aux crayons de couleur. Galerie Lambert Rouland, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au 19 décembre.
MIKE ET DOUG STARN. Mois de la photo. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-72-99-00). Jusqu'au 28 novembre.
BERT STERN. Marilyn Monroe : la dernière séance. Galerie Atsuro Tayama, 40, rue de Sévigné (42-78-40-99). Du 10 novembre au 29 novembre.
TABUCHI. Galerie Ariel, 140, bd Haussmann (45-62-13-09). Jusqu'au 6 novembre.
RICHARD TEXIER. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Plâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 14 novembre.
BERNARD TURIOT. Galerie Zürcher, 56, rue Chapon (42-72-82-20). Jusqu'au 19 novembre.
THIERRY URBAIN. Mois de la photo. Galerie Pons, 16, rue de Montreuil (43-72-38-71). Jusqu'au 5 décembre.
NATHALIE VAN BOXEL. Espace Vivane Esders, 40, rue Pascal (43-31-10-10). Du 7 novembre au 3 décembre.
HATTY VAN ZAK. Mois de la photo. Galerie Thierry Salvador, 6, avenue Delcassé (45-62-36-59). Du 5 novembre au 27 novembre.
JEAN VÉRAME. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 28 novembre.
ISABELLE WALDBERG. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 14 novembre.
YAMADA. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 21 novembre.
ZEIMERT. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (43-26-85-51). Jusqu'au 14 novembre.
ZUKA. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Du 5 novembre au 12 janvier 1993.



BILLET

Lès banques et l'emploi

Les banques françaises traversent une passe sociale difficile. Pour la profession, le ralentissement de la croissance se traduit de deux manières : il renforce la nécessité de réduire les effectifs et aggrave un déséquilibre démographique, marqué par une sous-représentation des tranches d'âge les plus jeunes.

Toutes les banques sont confrontées à ces difficultés, mais les réponses diffèrent. Mercredi 4 novembre, la BNP (40 000 salariés) a présenté devant le comité central d'entreprise un *« projet de plan d'adaptation de l'emploi »* sur trois ans. Ces dernières années, 2 000 personnes quittaient *« naturellement »* la banque mais elles n'ont été que 1 200 à le faire au cours des neuf premiers mois de 1992. Le dispositif vise à stimuler les départs, sur la base du volontariat *« qui reste la règle, sans exception aucune »* et prévoit des indemnités au moins égales à celles de la catégorie cadre (80 000 à 200 000 francs selon l'ancienneté). Des congés de formation, des prêts bonifiés pour la création d'entreprise et un dispositif de préretraite progressive sont aussi prévus. Objectif : convaincre 500 à 700 employés de quitter la BNP chaque année pendant trois ans. Alors que le Crédit lyonnais a lui aussi décidé de consentir des efforts importants pour encourager les départs volontaires, la Société générale et la Société bordelaise de CIC ont adopté des politiques plus contraignantes. La première entend réduire de 2,5 % par an ses effectifs (contre 0,8 % jusqu'à présent), et la seconde va supprimer 95 emplois tout en proposant à ses salariés d'abandonner provisoirement une partie de leur salaire.

D'autres établissements, comme la banque La Hénin ou le Crédit agricole ne parviennent plus à poursuivre leur cure d'amaigrissement.

Outre que ces politiques d'adaptation – qui, en dépit de quelques exceptions près, s'opèrent en douceur – vont coûter très cher, leur succès n'est pas totalement garanti. Les salariés les moins qualifiés, conscients que la progression du chômage n'incite pas à la mobilité, seront difficiles à convaincre. Aussi, ce sont les éléments les plus dynamiques et, souvent, les plus jeunes – ceux que l'on veut précisément retenir – qui risquent de s'en aller, augmentant du même coup l'âge moyen du personnel. Or, les banques n'ont pas seulement besoin de « sang neuf » pour assurer leur modernisation. Il leur faut également limiter la dérive des régimes de retraite de la profession qui, dans les prochaines années, vont accuser un besoin de financement considérable.

JEAN-MICHEL NORMAND

Après l'échec des discussions agricoles de Chicago

Les Etats-Unis n'ont pas obtenu l'aval du conseil du GATT pour leurs mesures de rétorsion contre l'Europe

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les échecs, les ruptures se succèdent, mais la partie de bras de fer transatlantique à propos du volet agricole de l'Uruguay Round n'est pas achevée et, pour ceux qui redoutent un accord bâclé et déséquilibré, la vigilance demeure.

Les protagonistes de cette négociation manifestent au contraire, pour tenter de la sauver, un acharnement que l'élection de M. Bill Clinton n'est pas venue une seconde interrompre. Le message serait-il qu'en ce domaine, celui de la compétition commerciale, il ne peut y avoir deux méthodes pour défendre les intérêts des Etats-Unis et de leurs fermiers.

L'agressivité était peut-être uniquement formelle, mercredi 4 novembre à Genève, où siégeait le conseil du GATT (l'organisation qui réglemente le commerce international et dans le cadre de laquelle se déroule l'Uruguay Round), mais elle était bien présente : le représentant américain, imputant la responsabilité de l'échec des conversations de Chicago aux Européens, a demandé au conseil du GATT d'autoriser son pays à mettre en œuvre des mesures de rétorsion commerciales, à savoir des relèvements de droits à l'importation qui devraient toucher un volume de commerce de 1 milliard de dollars.

Mais cette requête restait toute théorique, présentée pour prendre date, puisque le diplomate américain demandait qu'elle soit adoptée par *« consensus »*, c'est-à-dire aussi avec l'aval de… la CEE ! Il ajoutait qu'il espérait que son administration parviendrait bien à ses fins par la négociation. Cette gesticulation genevoise n'a pas été inutile, plusieurs *« parties contractantes »* ayant fermement invité les Etats-Unis à s'abstenir de prendre des mesures de rétorsion unilatérales, hors les procédures du GATT, à l'encontre de la CEE. Les Etats-Unis n'ont donc pas pu obtenir l'aval de l'institution commerciale mondiale.

Séparer les dossiers

Mais régler par la négociation, dans la foulée de la rencontre manquée de Chicago, le différend agricole transatlantique est-il pensable ? On comprenait mieux la relative confiance manifestée par le délégué américain à Genève en écoutant, à Bruxelles, M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission chargé des relations extérieures, faire le point sur l'état des travaux.

Certes, il annonçait qu'en cas de mesures de rétorsion américaine il fallait s'attendre à une riposte immédiate de la CEE. Mais il indiquait surtout que la Commission, toujours très pressée de conclure, apparemment pas convaincue que l'arrivée de M. Bill Clinton pourrait être l'occasion d'une pause permettant de remettre à plat le dossier, était disposée à envisager de nouvelles concessions. A savoir séparer le dossier concernant le volet agricole de l'Uruguay Round du litige ayant trait à la production d'oléagineux dans la Communauté.

A Chicago, c'est le second qui a posé problème. L'idée serait de « boucler » le premier et de remettre l'examen du second à des jours meilleurs. Une formule immédiatement dénoncée, y compris au sein de l'équipe de négociation de la Commission, comme devant aboutir à ce que la Communauté « paie » deux fois !

PHILIPPE LEMAITRE

M. Dumas estime que l'Uruguay Round n'aboutira pas avant plusieurs mois

M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, n'a guère laissé d'espoir, mercredi 4 novembre, sur les chances de voir aboutir rapidement les négociations entre les Etats-Unis et la CEE sur le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Interrogé sur France 2, au lendemain de l'échec des négociations de Chicago sur l'Uruguay Round, M. Dumas a estimé qu'il *« n'y a pas de rupture des négociations »* entre Européens et Américains, mais qu'on est *« encore loin »* d'un accord *« souhaité par la France »*.

« Les points de vue sont encore trop éloignés », a ajouté M. Dumas. *« Cette discussion repartira. Est-ce qu'elle aboutira avant le 20 janvier ?* [date à laquelle M. Bill Clinton prendra ses fonctions]. *On peut en douter, compte tenu des difficultés à résoudre »*, a déclaré le ministre, précisant que les négociations allaient *« rentrer »* dans une *« période plus calme de deux mois et demi »*.

De son côté, le ministre de l'agriculture, M. Jean-Pierre Soisson, s'est félicité, mercredi en conseil des ministres, que *« la fermeté française »* ait permis *« d'éviter un accord »* qui aurait été *« très mauvais pour notre agriculture et notre économie »*.

Outre-Rhin, la Fédération des agriculteurs allemands (DBV) s'est réjouie de l'échec des négociations agricoles du GATT. Attribuant le désaccord à des exigences américaines jugées *« démesurées »*, le DBV se félicite *« que les agriculteurs européens n'aient pas été victimes de l'élection américaine »*.

En France, M. Christian Jacob, président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), est sorti mercredi de l'Elysée, à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat, *« conforté par l'attitude de fermeté »* du président français, M. François Mitterrand.

M. Jacob a critiqué le commissaire européen MacSharry, considérant que ce dernier *« est prêt à n'importe quelle opportunité pour accrocher son nom à un mauvais traité »*. Enfin, M. Jean-Claude Pasty, secrétaire national pour l'agriculture du RPR, a violemment réagi contre le *« caractère surréaliste et provocant »* de *« la pseudo-négociation »* engagée à Chicago.

Exigeant que les discussions sur le GATT soient *« suspendues »* dans l'attente d'une *« clarification »* de la position de la nouvelle administration américaine, M. Pasty demande qu'en cas de mesures de rétorsion appliquées par les Etats-Unis à l'encontre de la CEE la Communauté soit capable de *« riposter immédiatement par des contre-mesures d'effet équivalent »*.

SOCIAL

Alors que le délai fixé par le gouvernement est passé

Les dockers de Marseille sont appelés à se prononcer sur un projet de protocole d'accord

Les négociations marathon, engagées le 12 octobre entre dockers et entrepreneurs de manutention de Marseille-Fos ont débouché, mercredi 4 novembre, sur un projet de protocole d'accord que la CGT devait examiner, jeudi, en conseil syndical avant de le soumettre à l'approbation éventuelle de la base. Tout en se refusant à parler d'impasse, les deux parties font une analyse différente de la situation. Pour le patronat, les négociations sur l'application de la loi du 9 juin 1992 modifiant le régime de travail dans les ports maritimes sont terminées. Mais la CGT, elle, n'exclut pas de les poursuivre, si la base se prononce en ce sens, en dépit le 31 octobre, de l'expiration, de l'ultime délai fixé par le gouvernement.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Après douze réunions paritaires, les patrons et la CGT sont tombés d'accord pour le maintien de 1 295 dockers sur un effectif total, au 1er janvier dernier, de 2 026. Sur ce nombre, 957 seront mensualisés et 338, au maximum, conserveront l'ancien statut d'intermittents. Le plan social prévoit le départ de 731 dockers dont 272 bénéficiant de « mesures d'âge » (départ en préretraite pour les personnes âgées, au minimum, de cinquante ans au 1er janvier 1994 avec une garantie de ressources de 8 000 francs par mois). Les autres auront le choix entre un départ immédiat et un congé de conversion de dix-huit mois. Les premiers recevront une indemnité forfaitaire de 500 000 francs. Les seconds percevront 65 % de leur salaire de référence pendant la durée du stage ainsi qu'une indemnité de 270 000 francs versée en deux fois.

Quatre points de désaccord

Il subsiste, en revanche, quatre points principaux de désaccord : la polyvalence au cours de la même journée des dockers mensualisés, la modulation des horaires, la définition des postes de travail et la grille des salaires. Sur ce dernier point, le patronat propose un salaire minimum net de 11 391 francs par mois, prime de rendement comprise, alors que la CGT réclame 12 000 francs, hors primes. D'autre part, le patronat s'est engagé à ne pas licencier d'intermittents pendant toute l'année 1993, quel que soit le taux de chômage. *« Ce projet de protocole est définitif et il n'y aura plus de propositions de notre part »*, a averti le président du Syndicat des entrepreneurs, M. Georges Chapus. *En l'état actuel du dossier*, a-t-il précisé, *le gain de productivité est déjà inférieur à l'objectif de 35 % qui nous a été fixé par le gouvernement. Nous ne pouvons donc pas, économiquement, aller plus loin. En cas de refus des dockers de signer un accord, nous demanderons l'application de la loi… »*

Les responsables de la CGT sont conscients des risques que représenterait une position jusqu'au-boutiste. *« Nous pouvons faire vite pour rendre l'accord encore plus positif*, nous a déclaré, M. Gilbert Natalini, secrétaire général adjoint du syndicat CGT des dockers de Marseille. *Mais c'est, maintenant, de la responsabilité de tous les dockers »*. Le coût du plan social marseillais est lourd : de 500 à 550 millions de francs dont 200 millions de francs apportés par l'Etat. M. Chapus estime que le Port autonome, le conseil régional, le conseil général des Bouches-du-Rhône et la communauté portuaire *« devraient être en mesure de financer le reliquat »*.

GUY PORTE

□ **Force ouvrière lance un quotidien pour les élections prud'homales.** – Dans le cadre de sa campagne pour les élections prud'homales du 9 décembre, la confédération Force ouvrière a lancé, mardi 3 novembre, le premier numéro d'un quotidien diffusé cinq jours par semaine et imprimé à 60 000 exemplaires. *Force ouvrière-quotidien*, vendu 3 francs et distribué en kiosque, entend *« montrer que l'on peut faire un journal exclusivement avec les questions sociales »*. Trente-trois numéros de ce quotidien paraîtront jusqu'au 18 décembre. Pendant cette période, la publication de *FO Hebdo* sera suspendue.

□ **SNCF : perturbations sur le réseau nord.** – La grève lancée par les agents commerciaux CGT du réseau nord de la SNCF du mardi 3 novembre 11 heures au jeudi 5 novembre 14 heures perturbait encore le trafic jeudi matin. Selon la direction de la SNCF, le trafic n'était assuré qu'à 60-70 % de la normale sur les lignes Paris-Pontoise, Persan-Beaumont et Montsoult-Luzarches. En revanche, tout est normal pour le RER.

COMMUNICATION

Le groupe Hersant a vendu « les Petites affiches lyonnaises »

Afin de faire face à ses difficultés financières, le groupe de presse de M. Robert Hersant a vendu, lundi 2 novembre, le bi-hebdomadaire d'annonces légales *les Petites affiches lyonnaises* à un éditeur et régisseur lyonnais, M. Fernand Galula, dirigeant de la société Sedip. Le marché a été conclu pour la somme de 28 millions de francs – dont il faut déduire le montant des comptes courants d'associés (13 millions de francs), – juste après l'annonce (*le Monde* du 30 octobre) du rapprochement des quotidiens *le Progrès* et *Lyon-Matin*, tous deux à la recherche d'économies d'échelle. – *(corresp.)*

INDUSTRIE

Premiers résultats comme exploitant public autonome

France Télécom escompte un bénéfice de 3 milliards de francs en 1992

Pour sa première présentation de résultats comme exploitant public autonome, France Télécom se devait d'afficher des performances honorables. L'opérateur des télécommunications n'y a pas dérogé. Son bénéfice net, calculé selon les nouvelles méthodes comptables de la réforme de 1990, s'est élevé à 2,05 milliards de francs en 1991 pour un chiffre d'affaires de 115,8 milliards de francs. Selon M. Pierre Hilaire, directeur financier du groupe, le résultat net devrait atteindre 3 milliards de francs en 1992.

Cette progression rend plus aisé un désendettement nécessaire. Les engagements de France Télécom restent considérables. Sa dette totale s'élevait, fin 1991, à 120,6 milliards de francs. Les frais financiers mangent encore 9,7 % du chiffre d'affaires. Ce ratio devrait être ramené à 8,8 % fin 1992, l'objectif étant de parvenir à 7 % fin 1994. Cet effort d'assainissement va être mené dans un environnement plus coriace. France Télécom prévoit pour 1992 une moindre croissance de son activité, son chiffre d'affaires augmentant de 6,8 % (contre + 7 % en 1991).

Les discussions avec Cap Gemini Sogeti (CGS) continuent. France Télécom, qui chiffre à 750 millions de francs le coût des accords récemment conclus avec Sema (*le Monde* daté 17-18 octobre), ambitionne toujours d'être le pôle fédérateur des deux principales sociétés de services informatiques dans l'Hexagone, au moyen de partenariats et non de prises de contrôle, précise-t-on chez l'opérateur. *« Nous avons désormais une participation minoritaire indirecte dans Sema. Celle-ci est certes importante mais le contrôle des droits de vote reste toujours exercé par Paribas »*, affirmait récemment M. Charles Rozmaryn, directeur général de France Télécom.

C. M.

□ **Les armateurs demandent la baisse des charges et la défiscalisation des salaires.** – Les armateurs français estiment que la flotte marchande est condamnée à terme, à moins que ne soit décidée une baisse des charges sociales et la défiscalisation des salaires des équipages, a estimé, mercredi 4 novembre, le président du Comité central des armateurs de France, M. Gilles Bouthillier. La concurrence internationale et le non-respect de règles communes dans la Communauté européenne condamnent la flotte française, si rien n'est entrepris. S'il était appliqué pour tous les navires français, le système de défiscalisation et d'exonération des charges sociales projeté par la CEE (avec le registre d'immatricultion dit « Euros » défendu par le Commissaire, M. Karel van Miert), coûterait environ 750 millions de francs par an à l'Etat, mais serait, selon ses défenseurs, susceptible de sauvegarder près de 10 000 emplois de marins et officiers.

La récession dans le secteur de l'équipement

Les grands travaux bloqués représentent 9,5 milliards de francs

M. Philippe Levaux, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), a indiqué, mardi 3 novembre, que l'année 1992 serait marquée par une récession brutale de l'activité (– 5 %), la première depuis 1985, avec la suppression de 9 500 emplois. Selon les perspectives annoncées pour l'an prochain, les responsables de ce secteur tablent à nouveau sur un chiffre de suppression d'emplois comparable.

Les chefs d'entreprise des travaux publics s'attendent à une chute sévère de leur activité dans les prochains mois. Le pessimisme de ces industriels est très marqué dans les régions du sud de la France alors qu'en Alsace, Lorraine ou Champagne-Ardenne leur opinion apparaît plus nuancée.

M. Levaux a par ailleurs indiqué que l'ensemble des projets d'équipement (TGV, autoroutes, routes, programmes des agences de l'eau) actuellement bloqués ou reportés représentaient 9,5 milliards de francs, soit 6 % de l'activité du secteur.

Afin de relancer les programmes de travaux (60 kilomètres d'autoroutes nouvelles génèrent 4 000 emplois sur trois ans), la Fédération suggère notamment une mesure fiscale de nature à accroître les sources de financement. Il s'agirait d'une fiscalité du type assurance-vie. Les emprunts régionaux seraient émis à un taux d'intérêt inférieur de 2 points par exemple au taux du marché obligataire. En contrepartie, et sous condition d'un engagement de conserver les titres pendant huit ans au minimum, les souscripteurs personnes physiques bénéficieraient d'un crédit d'impôt et de l'exonération de l'impôt sur le revenu des intérêts perçus pendant les huit ans.

INDICATEURS

ITALIE

• **Chômage : 11 % de la population active.** – Le chômage en Italie a atteint 11 % de la population active en juillet contre 10,6 % en juillet 1991, a annoncé, mardi 3 novembre, l'Institut national de statistiques (ISTAT). Les jeunes (moins de trente ans) sont particulièrement touchés avec, fin juillet, 71 % des 2 667 000 demandeurs d'emploi.

On observe toujours une forte disparité régionale dans la répartition des sans-emploi : alors que le taux de chômage était de 5,6 % en Italie du Nord et de 9,4 % en Italie centrale, il est passé à 19,4 % dans le Mezzogiorno, soit plus de trois fois le niveau enregistré dans le nord du pays.

• **Inflation annuelle : 5 % en octobre.** – Le taux annuel provisoire de l'indice des prix à la consommation en Italie a été de 5 % en octobre, soit un ralentissement par rapport à septembre où il s'élevait à 5,2 %, a annoncé mercredi l'Institut italien de statistiques.

En données mensuelles, l'inflation a augmenté de 0,6 % par rapport à septembre.

ÉCONOMIE

Les difficultés de l'automobile mondiale

3 766 suppressions d'emplois prévues chez Volvo...

Le groupe suédois Volvo AB a rendu public, mercredi 4 novembre, un plan de restructuration prévoyant 3 766 suppressions d'emplois dans ses trois grandes branches d'activités, la voiture, le camion et les moteurs pour la marine et l'industrie. Le groupe qui a vu ses résultats se détériorer encore au premier semestre (809 millions de pertes opérationnelles), a également décidé de fermer ses deux plus petites usines de montage d'automobiles en Suède. Un véritable électrochoc pour restaurer sa compétitivité.

Les dirigeants de Volvo avaient pris les devants. Et préparé les esprits en annonçant, le 12 octobre, qu'ils étudiaient *« les conséquences »* de la fermeture de leurs deux plus petites usines suédoises (*le Monde* du 14 octobre). Il n'empêche, le conseil d'administration de Volvo Car a provoqué, mercredi 4 novembre, un véritable choc dans le royaume scandinave, en votant à l'unanimité l'abandon du site d'Uddevalla au printemps 1993 et de celui de Kalmar à l'été 1994. Le ministre suédois de l'économie, M. Per Westerberg, a immédiatement réagi en jugeant cette décision *« regrettable »*. Mais, comme les syndicats qui ont approuvé la mesure, il s'est incliné devant la brutalité des faits, en ajoutant qu'il avait *« confiance dans la direction de l'entreprise »*.

Les poids lourds frappés à leur tour

La branche automobile de Volvo est en effet secouée par l'une des crises les graves de son histoire. Le groupe écoule 65 % de ses ventes sur trois marchés : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Suède. Trois marchés où se vendaient encore plus de 13 millions d'automobiles en 1988, contre moins de... 10 millions cette année. Les ventes de véhicules haut de gamme de Volvo ont suivi la même pente, régressant dans les trois pays de 200 000 unités en 1988 à moins de 130 000 cette année. *« Nous devons réduire nos coûts de structure excédentaires et adapter notre organisation aux conditions du marché »*, a tranché, mercredi, le nouveau patron du groupe, M. Sören Gyll.

La fermeture des deux usines permettra à Volvo de réduire sa capacité de production de 370 000 à 300 000 véhicules par an (hors les automobiles produites aux Pays-Bas dans le cadre du joint-venture avec Mitsubishi *dont Volvo AB ne détient que* 33 %). La production de voitures particulières en Suède sera désormais concentrée à Torslanda, près de Göteborg, ce qui devrait permettre au groupe de réaliser une économie annuelle de 350 millions de couronnes (325 millions de francs). Volvo arrêtera en mai 1993 la production de son modèle 240, dont environ 2,8 millions d'exemplaires auront alors été produits depuis son lancement en 1974.

Parallèlement, le conseil d'administration de la branche poids lourds décidait le même jour une restructuration, s'accompagnant de la suppression de 1 980 postes l'an prochain sur un total de 18 100. Ne percevant *« aucun signe d'amélioration du marché et de croissance des ventes dans un avenir proche »*, le président de Volvo Truck, M. Sten Langenius, a donc décidé, lui aussi, de réduire la voilure. Et de parier exclusivement sur les économies attendues – 2,5 milliards de couronnes (2 milliards de francs environ) – pour restaurer sa compétitivité.

Enfin, le département « moteurs », AB Volvo Penta, a annoncé 186 suppressions d'emplois. La demande de moteurs spéciaux pour la marine et l'industrie est en forte baisse et le groupe ne s'attend pas à une quelconque reprise l'an prochain. La crise de Volvo est à l'image de la récession en Scandinavie. Sévère.

P.-A. G.

...et 4 500 dans le groupe allemand MAN

Les difficultés de l'industrie allemande se confirment. Replis marqués des bénéfices, révision à la baisse des programmes d'investissement, recours au chomage technique, parfois au chômage tout court : après Volkswagen et Mercedes-Benz (le Monde du 4 novembre), MAN est, à son tour, touché.

Le géant bavarois spécialisé dans les véhicules utilitaires et les machines s'attend à des résultats en nette baisse pour son exercice 1992-1993 (clos en juin) et prendra des mesures de chômage partiel en novembre et janvier prochains. Très dépendante de l'effort d'équipement des entreprises, la firme de Munich, jadis répertoriée parmi les plus grandes bénéficiaires de la réunification (celle-ci lui a permis pendant deux années consécutives d'aligner un profit record de 406 millions de deutschemarks, soit 1,4 milliard de francs), présente désormais des carnets de commandes singulièrement efflanqués. De juillet à septembre, les prises d'ordres ont diminué de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente, précisait mercredi 4 novembre M. Klaus Goette, le président du directoire.

Conséquence directe de cette baisse d'activité : le groupe, qui emploie 63 250 personnes dans le monde, prévoit de réduire de 4 500 le nombre de ses salariés d'ici à juin 1993, soit une diminution de 7 %. Ces mesures affecteraient principalement les usines allemandes du groupe et, estiment les analystes, la fabrication d'imprimantes, une activité qui grève les profits du groupe.

La détérioration de la conjoncture poids lourds a singulièrement réduit la marge de manœuvre du groupe. Elle rend beaucoup moins supportables les pertes enregistrées dans les autres secteurs d'activité. MAN tire, en effet, la majeure partie de ses bénéfices de son activité véhicules industriels. L'an dernier, la persistance d'une certaine croissance sur le marché allemand du camion lui a permis de maintenir ses 20 % de parts de marché. Aujourd'hui, les achats de poids lourds en Allemagne sont en baisse. La guerre des prix s'est intensifiée.

Contrairement à bon nombre d'industriels allemands, le patron de MAN, M. Goette, continue, pourtant à faire preuve d'un relatif optimisme, estimant *« bonnes »* les perspectives bénéficiaires pour les six premiers mois de 1993. Le groupe est *« financièrement bien pourvu pour affronter les temps difficiles »*, a-t-il indiqué. Certains analystes sont plus réservés.

C. M.

Stagnation du marché français en octobre

Les immatriculations de voitures étrangères ont progressé de 8,8 % en octobre par rapport à octobre 1991, sur un marché français étale (croissance nulle en données brutes), selon les chiffres provisoires communiqués, mardi 3 novembre, par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). En octobre, les immatriculations de voitures neuves se sont élevées en France à 193 169 unités.

Après correction du nombre de jours ouvrables (octobre 1992 comportait un jour ouvrable de moins qu'octobre 1991), la croissance est en hausse de 4,5 %. En données brutes, Renault, avec 61 800 immatriculations en octobre, gagne 2,3 points de parts de marché et enregistre une pénétration de 32 %. PSA recule de 11,1 %, avec 59 300 immatriculations, soit 30,7 % du marché national.

Les étrangères, qui ont gagné neuf points en octobre à 37,3 % du marché, restent cependant en baisse depuis le début de l'année par rapport à la même période de l'année précédente : 674 300 immatriculations contre 684 491, soit un recul de 1,5 %.

AFFAIRES

Regroupement dans la distribution

Mariage conclu entre Rallye et Casino

BREST

de notre correspondant

Les actionnaires de Casino ont approuvé, mardi 3 novembre, la reprise de Rallye dont le siège est à Brest. Les deux groupes avaient annoncé leur rapprochement le 9 juin (*le Monde* du 11 juin). Ce nouveau poids lourd de la distribution possède maintenant 101 hypermarchés, 480 supermarchés, 2 344 supérettes (gros magasins de quartiers) et 221 cafétérias. La filiale sport de Rallye ne fait pas partie de la nouvelle société employant 57 000 personnes, dont le chiffre d'affaires cumulé est de 65 milliards de francs. Rallye prend 29,7 % du capital de Casino et en devient le *premier actionnaire*.

M. Jean-Charles Naouri, patron d'Euris, entre au conseil d'Eurosia, une société dite d'associés commandités de Casino. M. Naouri, ancien directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, est l'artisan du rapprochement entre les deux groupes. Sa société d'investissement était entrée en juillet 1991 pour moitié dans le capital de Rallye. A l'époque à la recherche d'un ballon d'oxygène à la suite du rachat de Disque Bleu (Limoges) et de Genty Cathiard (Grenoble), M. Albert Cam, ancien PDG de Rallye – démis de son poste au directoire le 5 août après avoir pris position en juillet contre les termes du contrat de mariage entre les deux groupes –, a indiqué en octobre qu'il ne s'opposerait pas à la fusion.

En ce qui concerne les conséquences du rapprochement sur l'avenir des sièges sociaux des centrales d'achat et du service informatique, rien n'est décidé *dans l'immédiat*, selon M. Antoine Guichard, président du conseil de gérance de Casino-Rallye. A Brest, les syndicats craignent en effet des suppressions d'emplois dans les services centraux de Rallye.

GABRIEL SIMON

DÉMOGRAPHIE

L'intégration des étrangers en France

La fécondité des Maghrébines a baissé fortement depuis dix ans

Les femmes étrangères en France ont moins d'enfants qu'il y a dix ans et, sauf pour les Européennes, moins que dans leur pays d'origine : c'est ce que montre la comparaison réalisée par l'INSEE sur les années 1981 et 1990 (*INSEE première*, novembre 1992). Elle illustre la règle bien connue des démographes : la fécondité d'un groupe d'immigrés se rapproche de celle de la population dans laquelle il vit.

Si la fécondité des Françaises a baissé au cours de la dernière décennie, passant de 1,8 enfant par femme en âge d'en avoir à 1,7, pendant ce temps celle des Marocaines, des Algériennes, des Tunisiennes et des Turques vivant en France a chuté bien plus encore. De près d'un tiers pour les Marocaines et d'un bon quart pour les autres : le nombre d'enfants par femme est passé de 5,2 à 3,5 pour les Marocaines, de 5,3 à 3,9 pour les Tunisiennes, de 5,3 à 3,7 pour les Turques, de 4,2 à 3,2 pour les Algériennes. Chute beaucoup plus importante que dans le pays d'origine pendant la même période : plus la fécondité était éloignée de celle des Françaises, plus la différence est forte avec le pays d'origine.

Le rapprochement avec la norme française joue dans les deux sens : la fécondité des Italiennes (1,4), des Espagnoles (1,5) et des Portugaises (1,9) est supérieure à celle de leurs pays d'origine, qui a beaucoup diminué au cours des années 80 (1).

A cette évolution, *« le temps passé en France n'est pas indifférent »* : ce sont les Algériennes, installées en France depuis fort longtemps, qui ont la fécondité la plus basse parmi les Maghrébines. A l'inverse, la baisse est très faible pour les femmes originaires d'Afrique noire francophone d'arrivée récente (de 5,1 à 4,8 enfants par femme), – même si leur fécondité en France est bien inférieure à celle de leurs pays d'origine (plus de 6). Mais, compte tenu de leur nombre restreint, elles n'ont été responsables que de moins de 7 400 naissances, contre près de 15 000 pour les Marocaines ou les Algériennes et près de 11 000 pour les Portugaises.

A joué aussi un effet de génération : c'est souvent chez les femmes les plus jeunes que la fécondité baisse le plus. Comme les Françaises, les étrangères vivant en France ont leurs enfants de plus en plus tardivement : un retard dû à l'allongement des études, au développement du travail féminin chez les jeunes générations et peut-être aux difficultés économiques (on attend d'avoir asssuré sa situation matérielle pour avoir des enfants).

G. H.

(1) « Nord fertile, Sud stérile », *le Monde* du 12 février.

REPÈRES

INDUSTRIE

Dégradation des carnets de commandes en Europe

Les carnets de commandes dans l'industrie se dégradent dans tous les pays, surtout en Allemagne occidentale et au Royaume-Uni, selon l'enquête européenne de conjoncture de l'INSEE pour septembre, publiée vendredi 30 octobre. *« Les stocks sont jugés relativement stables dans les secteurs des biens de consommation et des biens d'équipement »*, ajoute l'enquête, mais *« trop lourds »* dans le secteur des biens intermédiaires, surtout au Royaume-Uni et en Belgique. L'INSEE précise que les perspectives de production sont en recul sensible en Europe, notamment dans les secteurs intermédiaires.

SANTÉ

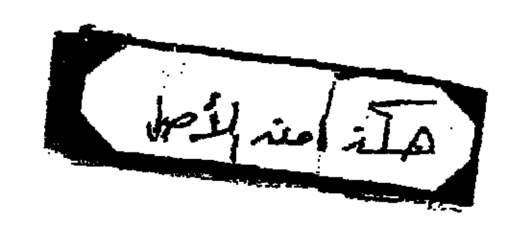
Hausse de 0,6 % des dépenses d'assurance-maladie en septembre

Les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont progressé de 0,6 % en septembre, après avoir augmenté de 0,8 % en juillet comme en août. Ce léger ralentissement s'explique par l'évolution modérée des versements aux établissements hospitaliers et par la moindre augmentation des indemnités journalières. En revanche, les remboursements de prescriptions et d'honoraires privés continuent de déraper. Sur les douze derniers mois, les dépenses de la CNAMTS atteignent 273,6 milliards de francs, en hausse de 6,2 %.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton, 5e F. dim. Park. — 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.



11

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le colloque « Jeunes, Ville, Emploi »

Les solidarités africaines à l'épreuve de la crise et de l'urbanisation

Un colloque intitulé « Jeunes, Ville, Emploi : quel avenir pour la jeunesse africaine ? » s'est tenu à Paris du 26 au 29 octobre, associant des universitaires de disciplines très variées. L'inadéquation entre la forte proportion de jeunes dans les villes africaines et le manque de perspectives d'emploi nourrit le risque de « catastrophes sociales ».

« L'Afrique vaut mieux qu'une fête de charité. Nous voulons appuyer la jeunesse urbaine dans sa quête d'intégration (...). Sinon, nous aurons des rendez-vous très cruels avec l'histoire. » En ouvrant à Paris, lundi 26 octobre, le colloque « Jeunes, Ville, Emploi » en Afrique, M. Marcel Debarge, ministre délégué à la coopération et au développement, avait choisi la clarté : *« La jeunesse est à l'évidence au centre de cette Afrique qui bouge,* a-t-il souligné, *elle a joué et continue à jouer un rôle essentiel dans les évolutions politiques (...) ».* Laisser cette jeunesse sans espoir ni idéal, serait, selon le ministre, *la vouer « aux dangers de l'intégrisme »* et *« aux menaces des mafias. »*

Lors d'une réunion préalable, mardi 20 octobre, M. Debarge avait déjà insisté sur l'importance des enjeux liés à l'urbanisation *« considérable »* du continent noir. *« C'est d'abord dans leur pays que ces jeunes s'en sortiront »*, avait précisé le ministre, faisant référence aux risques d'émigration vers le Nord. *« Il ne faut pas que les jeunes se marginalisent de la vie politique normale de leur pays »*, avait ensuite souligné M. Debarge, ajoutant que si rien n'était fait pour répondre à *« l'impatience »* des jeunes, nous risquons *« des avatars et des catastrophes ! »*

Lors d'une longue phase préparatoire, le ministère a précisé, statistiques à l'appui, l'état actuel de la croissance urbaine en Afrique. Les résultats sont éloquents : selon les chiffres les plus récents – fournis notamment par l'Organisation des Nations unies (ONU) – l'Afrique reste la région du monde la moins urbanisée. En 1990, 30 % de la population subsaharienne vivait en milieu urbain contre 35 % en Asie et 70 % en Amérique latine.

En revanche, le taux annuel moyen de croissance urbaine du continent noir est le plus élevé du monde : 5,6 % au cours de la période 1985-1990, contre 4,5 % en Asie, 2,9 % en Amérique latine et 0,7 % en Europe. En Afrique orientale, le rythme d'évolution atteint même 6,8 % par an. Alors que la population des pays d'Afrique subsaharienne a presque triplé entre 1950 et 1990 (*voir le graphique*), la population urbaine a été multipliée par huit, *« passant de 20 millions d'habitants à près de 155 millions »*, note le ministère dans sa synthèse (1), ajoutant que ce chiffre pourrait *« doubler »* d'ici l'an 2000.

« La ville abîme les enfants »

L'urbanisation en Afrique est d'autre part fortement marquée par un phénomène : la *« macrocéphalie »*. Les capitales africaines rassemblent le plus souvent 30 % à 60 % de la population urbaine totale des pays. Une quinzaine de villes dépassent aujourd'hui le million d'habitants et cette urbanisation galopante concerne principalement les jeunes. En 1985, la proportion des 15-24 ans représentait 22 % de la population urbaine de l'Afrique subsaharienne.

Deux facteurs expliquent l'augmentation du nombre de jeunes dans les villes d'Afrique : *« De la forte proportion des jeunes couples citadins découle un taux élevé de natalité qui, avec un taux de mortalité en baisse, contribue à l'élargissement »*, précise l'étude du ministère. A ce rajeunissement continu des populations urbaines s'ajoute une aggravation de la crise économique qui détériore sans cesse un marché de l'emploi déjà fortement dominé par le secteur dit « informel ».

Le taux de chômage urbain moyen en Afrique subsaharienne frôle aujourd'hui les 18 %, contre 10 % au milieu des années 70. Selon les prévisions de l'Organisation internationale du travail (OIT), les emplois productifs n'augmenteront que de 2,4 % par an en Afrique au cours de la décennie 90, tandis que la main-d'œuvre augmentera, elle, de 3,3 %. Le nombre de chômeurs urbains pourrait ainsi tripler et passer de 9 à 28 millions de personnes, portant le taux de chômage urbain à 31 % en l'an 2000.

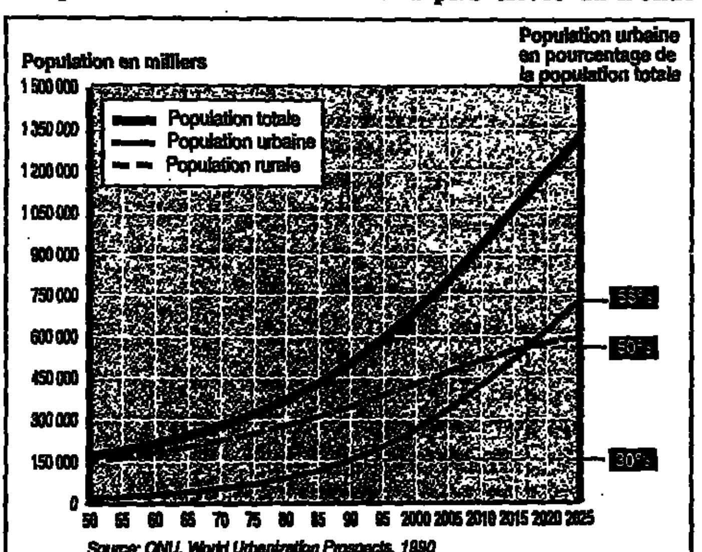
« La ville abîme l'enfant », déclare un paysan malien dans le film *Etre jeune à Bamako* présenté lors du colloque. C'est que la ville, lieu d'*« apprentissage de la démocratie »*, ainsi qu'il a été rappelé lors des ateliers du colloque, est aussi porteuse d'un bouleversement profond des structures sociales traditionnelles. Les liens entre les générations *« se distendent »*, la *« cohésion »* familiale se fracture, sans que pour autant les jeunes puissent trouver de nouveaux *« liens de solidarité »*, ont souligné les intervenants.

En somme, la crise met à l'épreuve la faculté d'*« amortisseur de crise »* des vieilles solidarités africaines. Battues en brèche par *« les stratégies de survie individuelle »*, elles dévoilent leurs limites. Le chômage, la délinquance, la drogue et la prostitution se développent, en raison notamment, selon un sociologue africain, de *« l'incapacité de l'appareil productif »* à offrir la moindre *« stabilité d'activité »*.

OLIVIER PIOT

(1) « Jeunes, Ville, Emploi ». *Données socio-démographiques de base*, ministère de la coopération et du développement, octobre 1992.

Afrique : la croissance urbaine la plus élevée du monde



Source: ONU, World Urbanization Prospects, 1990

Avec un taux moyen de croissance urbaine de 5,6 % par an, l'Afrique subsaharienne concentrera en 2017 la moitié de sa population (proche alors de 1,1 milliard d'habitants) dans les villes. La croissance des populations rurales continue aujourd'hui au rythme de 2 % par an, constituant un fantastique réservoir de migrants potentiels vers les villes.

VIE DES ENTREPRISES

Accédant au marché boursier à règlement mensuel

Fougerolle a pris le contrôle de Gerland Routes

LYON

de notre bureau régional

Au moment où il accède, sur le marché boursier, au règlement mensuel, le puissant groupe de travaux publics Fougerolle (40 000 salariés pour 40 milliards de francs de chiffre d'affaires) vient d'augmenter son poids économique en prenant le contrôle, à Lyon, de la société Gerland Routes, en cours de constitution. Il en devient actionnaire majoritaire (65 % du capital), au côté du groupe British Petroleum, qui poursuit son recentrage engagé avec la cession d'une division de revêtement de sol (*le Monde* du 2 octobre).

La nouvelle société reçoit les activités de travaux publics de l'entreprise Gerland, toujours inscrite au marché hors cote de Lyon. Ces activités concernent 3 200 personnes, pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,1 milliards de francs. De son côté, Fougerolle apporte à sa nouvelle filiale les sociétés française Transroute et espagnole Panastaldo, pour un total de chiffre d'affaires de 400 millions de francs et 500 personnes. En raison de la valeur de cet apport, le groupe s'engage à acquérir des actions Gerland auprès de British Petroleum, qui avait lancé une OPA amicale sur sa filiale, au début de 1992, afin de procéder à ce recentrage sans entraves réglementaires.

Ce changement d'actionnaire majoritaire devrait se dérouler sans dommages sociaux, l'ensemble des contrats de travail étant reconduits. Une cinquantaine de salariés de l'ancienne société Gerland passent au service de Gerland Routes. Selon M. Philippe Finas, président de la société, *«une saine émulation»* existera à l'égard de SAE, autre filiale de Fougerolle, spécialisée dans les travaux publics. La société cotée Gerland conserve dans son giron l'activité de fabrication d'élastomères et la filiale de transformation de plastiques Gaillon, soit un total de 800 salariés.

L'adossement de Gerland Routes à un grand groupe est plutôt bien reçue dans les milieux économiques, car le siège social de la nouvelle société doit demeurer à Lyon-Villeurbanne. Cependant Fougerolle connaît quelques difficultés dans l'agglomération. Il envisage de pratiquer 117 suppressions de postes supplémentaires dans l'entreprise de gros œuvre L'Avenir, dont il est devenu propriétaire au printemps (*le Monde* du 1er avril), après que cette coopérative ouvrière, l'une des plus importantes, eut déposé son bilan.

GÉRARD BUÉTAS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

ACQUISITIONS

□ **Indosuez prend le contrôle d'une banque d'affaires hongroise.** – Indosuez a pris 63,8 % des actions de la Kulturbank, une banque d'affaires hongroise fondée en 1990 et contrôlée par des capitaux privés, qui prendra le nom de Banque Indosuez Magyarorszag. Le groupe libanais Fransaholding a acquis simultanément 11,5 % du capital. Le management de la Banque détient 5 %, et les anciens actionnaires conservent le solde. La présidence est confiée à M. Ferenc Bartha, ancien président de la banque nationale de Hongrie et représentant d'Indosuez en Autriche et Hongrie depuis 1990. Membre fondateur de la Bourse de Budapest, cette banque hongroise a assuré, comme chef ou co-chef de file, sept des vingt et une introductions en Bourse dont celles des sociétés Ibusz et Martfu, également négociées à Vienne. Disposant d'une société de Bourse, cette banque intervient aussi sur le marché obligataire en monnaie locale.

□ **Hachette acquiert le magazine américain Metropolitan Home.** – L'éditeur américain Meredith corp. a vendu au groupe français Hachette publications, le magazine de décoration intérieure *Metropolitan Home*. Ce magazine viendra compléter *Elle Décor* et *Home*, autres journaux de décoration de Hachette aux Etats-Unis. Le groupe multimédias Meredith (une trentaine de magazines, édition de livres, production télévisée, télévision par câble et immobilier) a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 736 millions de dollars (3,7 milliards de francs environ) avec 3 700 salariés et a enregistré une perte de 26 millions de dollars. – *(AFP.)*

OUVERTURES

□ **Ford inaugure une nouvelle usine dans les Ardennes.** – Le constructeur automobile américain Ford a inauguré, mercredi 4 novembre, à Charleville-Mézières, la première usine européenne de sa division «plasturgie» qui produira des filtres de dépollution atmosphérique. Cette usine est la première réalisation d'un plan d'investissement de 400 millions de francs sur trois ans sur le site de Ford à Charleville-Mézières, jusqu'à présent spécialisé dans la climatisation et les composants thermiques. Ce développement devrait entraîner le doublement des effectifs du site (375 salariés actuellement) à l'horizon 1996. La nouvelle usine produira quatre millions de filtres à charbon par an destinés à éviter le rejet des vapeurs d'essence dans l'atmosphère, et deux millions de régulateurs d'air. Premier exportateur français d'équipements pour l'automobile, Ford France a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 17,4 milliards de francs et emploie 4 512 personnes, essentiellement sur son site de Bordeaux.

□ **L'Oréal inaugure un nouveau centre de production.** – L'Oréal, premier groupe cosmétique mondial avec 11 % de parts de marché, vient d'inaugurer à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) son nouveau centre de production destiné à la fabrication des produits cosmétiques et capillaires pour le marché français. Edifiées dans la zone d'activité de «La Barbière», ces nouvelles installations de 26 350 mètres carrés à l'architecture d'avant-garde et fonctionnelle permettent de produire cent millions d'unités par an, soit 80 % des produits commercialisés sous sa marque. – *(Corresp.)*

RÉSULTATS

□ **Le groupe espagnol Torras a perdu 450 millions de dollars en 1991.** – Le groupe espagnol Torras, appartenant au Kuwait Investment Office (KIO), a enregistré en 1991 un déficit consolidé de 45 milliards de pesetas (2,3 milliards de francs), selon un rapport préliminaire d'audit déposé mardi 3 novembre à la commission espagnole du marché des valeurs, au lieu des 2,7 milliards de pesetas de bénéfice annoncés par l'ancienne direction du groupe (*le Monde* du 29 octobre). L'endettement total du groupe s'élève à 252,6 milliards de pesetas (11,4 milliards de francs), soit 4,1 % par rapport à l'exercice précédent. Parmi les sociétés du groupe, le chimiste Ercros a comptabilisé les pertes les plus importantes avec 16,4 milliards de pesetas. Torras a informé la commission que le rapport d'audit avait un «caractère préliminaire» et n'avait pas été signé par le conseil d'administration.

□ **Mitsubishi Motors : bénéfice semestriel en baisse de 27 %.** – Le bénéfice imposable du constructeur automobile japonais Mitsubishi Motors a diminué au premier semestre de son exercice budgétaire 1992 (avril à septembre) de 27 % par rapport à la même période de 1991 pour atteindre 18,3 milliards de yens (790 millions de francs). Son chiffre d'affaires non consolidé a légèrement progressé (+ 1,6 %) à 1 237 milliards de yens (53,5 milliards de francs). En volume, les ventes de Mitsubishi Motors ont légèrement augmenté (+ 1,4 %) à 676 684 véhicules, mais cette progression masque une baisse de 2 % des immatriculations au Japon (364 823) compensée par une hausse de 6 % des exportations (311 861). Pour l'exercice clos au 31 mars 1993, la firme a révisé à la baisse (– 7 %) ses prévisions de résultats.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 5 novembre ⬇

Mitigée

Après deux séances de hausse, la tendance était très mitigée jeudi en début de journée à la Bourse de Paris. L'indice CAC 40, après avoir ouvert en baisse de 0,52 %, redevenait légèrement positif en début d'après-midi. Avant l'ouverture de Wall Street, il se maintenait à + 0,11 %, légèrement au dessus du seuil des 1 800 points.

Après le coup de chapeau donné à la victoire de M. Bill Clinton à l'élection présidentielle américaine, les problèmes de l'heure reprennent le dessus. Un peu partout, la croissance a de plus en plus de ratés. Au Japon, la reprise économique est reportée au deuxième trimestre 1993. Sur le marché à règlement mensuel, les principales hausses étaient emmenées par CCMC, Ciments Français et Safip. En baisse on notait une très forte dégradation d'Olipar, et des replis sensibles pour Worms et Cie et Rue Impériale.

En début d'après-midi, la Banque de France annonçait que le Trésor avait levé 14,575 milliards de francs d'obligations assimilables du Trésor (OAT). Sur la ligne à dix ans (8,50 % avril 2003), 10,075 milliards de francs ont été adjugés à un taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré de 8,10 %, contre 8,66 % lors de la précédente adjudication le 3 septembre. Sur la ligne à quinze ans (8,50 % oct. 2008), 4,5 milliards de francs ont été adjugés à un taux de rendement de 8,31 %, contre 8,72 % lors de la précédente adjudication le 4 juin 1992.

NEW-YORK, 4 novembre ⬇

Prises de bénéfice

Des prises de bénéfice, accompagnées d'une vague de ventes informatisées en fin de séance, ont pesé sur Wall Street mercredi 4 novembre, les investisseurs se dégageant du marché après la victoire largement anticipée du démocrate Bill Clinton à l'élection présidentielle américaine. Au terme des transactions, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 223,04 points, en baisse de 29,44 points, soit un repli de 0,91 %.

Les investisseurs, encouragés par les nombreux sondages qui reflétaient l'avantage de M. Clinton, ont acheté au cours des dernières semaines, après s'être réconciliés avec l'idée d'un président démocrate. En effet, les marchés financiers préfèrent généralement une administration républicaine.

La publication vendredi des chiffres du chômage américain pour octobre devrait fournir une nouvelle indication sur la fermeté de la reprise. Les experts tablent généralement sur un taux de chômage inchangé à 7,5 % et sur environ 28 000 créations de postes supplémentaires.

VALEURS	Cours du 3 nov.	Cours du 4 nov.
Alcoa	69 5/8	69 3/8
ATT	43 3/8	42 3/4
Boeing	38 1/4	36 1/2
Chase Manhattan Bank	24 3/8	24 1/4
Du Pont de Nemours	49 1/4	49
Eastman Kodak	41 3/4	42
Exxon	59 1/2	59 7/8
Ford	39 5/8	39 1/8
General Electric	78 1/4	78 3/8
General Motors	32 1/4	31 5/8
Goodyear	68 7/8	67 5/8
IBM	69	68 1/4
ITT	66	65 7/8
Mobil Oil	60 1/4	59 5/8
Pfizer	76 5/8	74 3/8
Schlumberger	62 5/8	60 1/2
Texaco	58 3/4	58 1/4
UAL Corp. ex-Allegis	120 1/2	121 1/2
Union Carbide	14 7/8	14 5/8
United Tech.	46	45 5/8
Westinghouse	13 3/4	13 1/2
Xerox Corp.	75 1/4	75 3/8

LONDRES, 4 novembre ⬇

Repli en fin de séance

Les valeurs ont décroché en fin de séance mercredi 4 novembre à la Bourse de Londres, retombant sous la barre des 2 700 points, alors que les investisseurs concentraient leur attention sur le débat sur le traité de Maastricht qui devait avoir lieu dans la soirée à la Chambre des communes. Le premier ministre britannique, M. John Major, qui faisait face à l'opposition travailliste et à une aile importante de son propre parti, n'était pas certain de remporter le vote. En clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en baisse de 13,9 points à 2 691,7 points (– 0,5 %). Le volume d'échange s'est contracté à 503,8 millions de titres contre 584 millions la veille.

Dans ce contexte où les problèmes européens et britanniques dominent l'actualité, l'élection de M. Bill Clinton à la Maison Blanche est passée au second plan, ayant été largement anticipée par les marchés.

TOKYO, 5 novembre ⬇

Léger retrait

La Bourse de Tokyo a terminé en légère baisse, jeudi 5 novembre, à l'issue de transactions irrégulières et peu étoffées. Les boursiers notent que les investisseurs sont restés à l'écart d'un marché atone et dépourvu de motivation d'achat. L'indice Nikkei a cédé 33,61 points, soit 0,2 %, à 17 031,59 points, dans un volume de 180 millions de titres contre 140 millions la veille.

Le Nikkei a connu une hausse brève en fin d'après-midi grâce aux achats des fonds publics. «Comme il n'y a pas suffisamment de mauvaises nouvelles pour provoquer des ventes massives, les boursiers continuent à ne rien faire», a commenté un opérateur.

VALEURS	Cours du 4 nov.	Cours du 5 nov.
Ajinomoto	1 300	1 310
Bridgestone	1 120	1 130
Canon	1 300	1 280
Fuji Bank	1 850	1 830
Honda Motors	1 280	1 260
Matsushita Electric	1 130	1 130
Mitsubishi Heavy	528	520
Sony Corp.	4 030	3 950
Toyota Motors	1 400	1 370

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4570	4549	Interm. Computer	121	127
B.A.C.	23 70	....	I.P.B.M.	50 80	....
Boiron (Ly)	505	505	Locamic	70	....
Boisset (Lyon)	225	....	Mass Comm.	295 70	295 70
C.A.L-de-Fr. (C.C.L)	795	810	Molex	140	....
Calberson	187	185	N.S.C. Schlumberger	770	760
Cardif	770	....	Publ.Filipacchi	384	385
C.E.G.E.P.	156	156	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	290	304
C.F.P.I.	250	249	Select Invest (Ly)	70	69 50
C.N.I.M.	925	925	Serbo	150	150
Codetour	256	257	Sopra	297	297
Conforama	....	....	TF1	331	335
Creeks	115	109 30	Thermador H. (Ly)	330	335
Dauphin	165	170	Unilog	248	248
Delmas	960	970	Viel et Cie	97	97
Demachy Worms Cie	360	....	Y. St-Laurent Groupe	619	615
Devanlay	928	930			
Deville	99 95	....			
Dolisos	115	109 30			
Editions Belfond	200	....			
Europ. Propulsion	166 50	166			
Finacor	110	110			
G.F.F. (group.fon.f.)	48	....			
G.I.M.	423	421			
Gravograph	132	130			
Guintoli	720	....			
I.C.C.	160	150 70			
Idianova	52	49 60			
Immob. Hôtelière	1040	1000			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 4 novembre 1992
Nombre de contrats estimés : 106 996

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 92	Mars 93	Juin 93
Dernier	110,84	111,64	111,72
Précédent	110,60	111,44	111,60

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
111	0,35	1,56	0,52	0,92

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 13 155

COURS	Nov. 92	Déc. 92	Janv. 93
Dernier	1 821	1 835	1 824
Précédent	1 808	1 814	1 814

CHANGES

Dollar : 5,3600 F ⬆

Le dollar était en hausse, jeudi 5 novembre, s'échangeant à 5,3600 F au cours des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,3040 F la veille, selon le cours indicatif de la Banque de France. La devise américaine était en revanche en légère baisse à Francfort cotant 1,5705 DM contre 1,5715 mercredi à la clôture.

FRANCFORT	4 nov.	5 nov.
Dollar (en DM)	1,5715	1,5828

TOKYO	4 nov.	5 nov.
Dollar (en yens)	122,90	122,68

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (5 nov.) .... 9 7/16-9 9/16 %
New-York (4 nov.) .... 2 7/8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	3 nov.	4 nov.
Valeurs françaises	102	102,60
Valeurs étrangères	86,70	85,60
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	468,30	473,13
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 786,93	1 804,07

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	3 nov.	4 nov.
Industrielles	3 252,48	3 223,04

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	3 nov.	4 nov.
100 valeurs	2 705,60	2 691,70
30 valeurs	2 007,20	1 999,70
Mines d'or	72,30	70,10
Fonds d'Etat	94	93,86

FRANCFORT

	3 nov.	4 nov.
Dax	1 485	1 472,69

TOKYO

	4 nov.	5 nov.
Nikkei Dow Jones	17 065,20	17 031,59
Indice général	1 293,85	1 288,37

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,3080	5,3110	5,3890	5,3940
Yen (100)	4,3196	4,3257	4,3822	4,3915
Ecu	6,6575	6,6625	6,6436	6,6540
Deutschemark	3,3855	3,3860	3,3894	3,3927
Franc suisse	3,7854	3,7904	3,8157	3,8237
Lire italienne (1000)	3,9665	3,9734	3,8285	3,8392
Livre sterling	8,2672	8,2772	8,3156	8,3314
Peseta (100)	4,7371	4,7441	4,6851	4,6974

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 7/16	3 9/16	3 1/2	3 5/8
Yen (100)	3 3/4	3 7/8	3 5/8	3 3/4	3 9/16	3 11/16
Ecu	10 3/8	10 1/2	10 3/16	10 5/16	9 11/16	9 13/16
Deutschemark	8 7/8	9 1/16	8 13/16	9	8 3/8	8 9/16
Franc suisse	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16	6	6 1/8
Lire italienne (1000)	14 11/16	15 3/16	14 3/8	14 7/8	13 5/8	14 1/8
Livre sterling	7 5/8	7 7/8	7 1/8	7 3/8	6 5/8	6 7/8
Peseta (100)	13 7/8	14 1/4	13 3/4	14 1/8	13 5/8	14
Franc français	9 7/16	9 9/16	9 1/2	9 5/8	9 1/4	9 3/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

□ ***Le coût des transferts bancaires dans la CEE reste très élevé.*** – Les transferts d'argent d'une banque à une autre dans la CEE sont lents, extrêmement onéreux et souvent peu fiables, selon une étude du Bureau européen des unions de consommateurs «BEUC», publiée mercredi 4 novembre à Bruxelles. L'étude menée début 1992 consistait à transférer 130 écus (865 francs) par virement bancaire d'un pays membre à un autre. 160 transferts transfrontaliers ont ainsi été effectués entre onze Etats membres. En moyenne, chaque opération a coûté environ 20 écus (133 francs, taux de change et commissions inclus), soit plus de 15 % de la somme transférée. Une recommandation de la Commission européenne de novembre 1990 demande pourtant aux banques de limiter les coûts des transferts à 0,5 % de la somme à virer. L'opération a duré quatre semaines en moyenne, selon le BEUC, alors que la Commission recommande qu'elle ne dure pas plus de six jours.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4890	C.N.E 3%	4940	4940	4950	+ 0 20
802	B.N.P. T.P.	806	805	820	+ 1 74
795	Cr.Lyon. T.P.	806	805	805	....
1665	Renault T.P.	1610	1610	1610	....
1645	Rhone Poul. T.P.	1680	....	....	....
1019	Saint Gobain T.P.	1024	1024	1024	....
790	Thomson T.P.	752	758	758	+ 0 53
530	ACCOR	579	579	577	- 0 35
735	Air Liquide	772	768	768	- 0 52
635	Alcatel-Alsthom	667	663	667	....
1440	Als.Superm.	1390	1390	1390	....
240	A L S P I	256 80	255	255	- 0 70
410	AGF Sté Centrale	405	403	403 10	- 0 47
124	Avenir H. Médit.	108 50	106	107	- 1 38
815	Axa (ex Cie Midi)	869	870	865	- 0 46
147	Bafip	147	147	155	+ 5 44
80	Bail-Equipem.	74 40	72 50	72 45	- 2 62
610	Bail Investiss.	640	621	621	- 2 97
370	Bancaire	373	370	372 50	- 0 13
630	Bazar H.-V.	620	616	616	- 0 65
1210	Berger (M)	1248	1211	1225	- 1 84
390	Bertrand Faure	405	408	410	+ 1 23
855	Bic	876	879	889	+ 1 48
1050	B.I.P.	1085	....	....	....
184	BIS	153	161	158	+ 3 27
355	B N P (CI)	370	368	369 50	- 0 14
525	Bolloré Tech.	602	607	608	+ 1 20
3060	Bongrain	3180	3120	3150	- 0 94
470	Bon-Marché	475	479	476	+ 0 21
485	Bouygues	498	498 90	499 50	+ 0 30
86	BP France	90	91	88	- 2 22
965	B S N	1028	1025	1026	- 0 19
990	Canal Plus	995	1000	1017	+ 2 21
170	Cap Gem.S.	170	170	168 70	- 0 76
171	Carnaudmetalbox.	179 50	179	181	+ 0 84
2350	Carrefour	2395	2389	2410	+ 0 63
150	Casino	150 30	150	149 40	- 0 60
93	Casino ADP	94	93 20	94 45	+ 0 48
435	Castorama D.L.	478	475	467	- 2 30
198	C.C.F.	203	202 10	205 60	+ 1 28
33	CCMC Ly.	30 10	35	34 15	+ 13 4
325	C.D.M.E.	347 80	343	350	+ 0 63
136	C.E.G.I.D.	140	140	140	....
39	Cerus (Ny)	60 15	60 10	58	- 3 57
270	C.E.P. Comm.	288 20	290	288 20	....
77	Cerus	84 90	84	87 50	+ 3 06
850	Cetelem	889	890	892	+ 0 34
189	CF Int.	189	....	....	....
230	CGI Info.	239	239 90	237	- 0 84
890	C G I P	952	948	952	....
620	CGP	586	610	610	+ 4 10
1220	Chargeurs S A	1259	1250	1253	- 0 48
290	Christian Dior	265	268	265	....
520	C I C A (M)	520	503	525	+ 0 96
285	Ciments franc.	270	296 60	296 60	+ 9 81
480	Clarins	513	506	515	+ 0 39
380	Club Méditer.	377 70	378 90	374 50	- 0 85
670	Coflexip	700	716	718	+ 2 57
194	Cpt. Entrep.	222 80	223 50	223 50	+ 0 31
1140	Compt Mod.	1179	1178	1178	- 0 08
194	CPR (Paris Réo.)	219	218 90	218	- 0 46

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

Hors-cote

SICAV (sélection)

4/11

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 5/11	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 288	....	5	5 5
Ecu	6 653	....	....	....
Allemagne (100 dm)	338 450	....	328	348
Belgique (100 F)	16 455	....	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	300 870	....	290	310
Italie (1000 lires)	3 966	....	3 5	4 2
Danemark (100 krd)	88 180	....	83	91
Gde-Bretagne (1 L)	8 236	....	7 8	8 6
Grèce (100 drachmes)	2 609	....	2 1	2 8
Suisse (100 f)	378 980	....	367	387
Suède (100 krs)	89 950	....	85	93
Norvège (100 k)	83 180	....	78	86
Autriche (100 sch)	48 098	....	46 6	49 6
Espagne (100 pes)	4 754	....	4 5	5
Portugal (100 esc)	3 800	....	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 248	....	4	4 4
Japon (100 yens)	4 310	....	4 1	4 3

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/11
Or fin (kilo en barre)	57400	57800
Or fin (en lingot)	57500	58150
Napoléon (20f)	332	330
Pièce Fr (10 f)	435	440
Pièce Suisse (20 f)	330	333
Pièce Latine (20 f)	325	339
Souverain	444	435
Pièce 20 dollars	2260	2145
Pièce 10 dollars	1120	1050
Pièce 5 dollars	625	650
Pièce 50 pesos	2180	2190
Pièce 10 florins	342	349

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

SPORTS

FOOTBALL : les Coupes européennes

Le minimum vital pour Marseille

En dominant le Dinamo Bucarest, 2 à 0, mercredi 4 novembre, l'Olympique de Marseille s'est qualifié pour la phase finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. En Coupe de l'UEFA, Auxerre, vainqueur à Copenhague, 2 à 0, et le Paris-SG, auteur d'un match nul au Parc des Princes contre Naples, 0 à 0, se sont logiquement qualifiés pour le troisième tour. Seul Monaco, qui a fait match nul, 0 à 0, contre les Grecs d'Olympiakos après avoir perdu le match aller, 1 à 0, a *été éliminé* de la Coupe des vainqueurs de Coupe.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

En entrant sur la pelouse et en voyant les tribunes du stade-vélodrome, les joueurs marseillais ont pu se rendre compte du danger qui les guettait dans ces vides délimitant les grappes de spectateurs. L'OM de Bernard Tapie s'apprêtait à négocier l'une des parties capitales de son histoire, et son stade n'était même pas comble. Comme si le public marseillais avait souhaité éduquer son équipe par l'exemple, en lui désignant préventivement les conséquences d'une défaite.

L'improbable catastrophe, qui aurait irrémédiablement vidé le stade-vélodrome, n'a pas eu lieu. Les joueurs de l'OM ont bien reçu le message : en gagnant le match qu'ils ne pouvaient pas perdre, en traversant ce carrefour de tous les dangers, ils ont assuré à leur club le minimum vital. Car, quoi qu'en disent leurs dirigeants, les footballeurs en bleu et blanc tenaient bien la survie de l'équipe au bout de leurs semelles.

Financièrement d'abord : le faux pas de l'élimination face au Sparta de Prague, l'an dernier, aurait coûté à l'OM près de 80 millions de francs. *Cette saison*, l'UEFA a *pris* le contrôle des droits de retransmission et de publicité de la phase finale de la Coupe d'Europe des clubs champions (1), ce qui restreint les recettes des clubs. Les dirigeants de l'OM ont calculé que la qualification face à Bucarest rapporterait entre 22 et 30 millions de francs. La somme ne comblera pas le déficit du club, évalué à 60 millions, *qui s'ajoute à plus de* 150 millions d'endettement. Elle sera sans doute suffisante pour éviter les difficultés de la fin de saison dernière, notamment les récriminations de joueurs qui tardaient à recevoir leur salaire.

La fuite en avant

Mais la victoire de mercredi a écarté *un danger beaucoup plus* menaçant. Bernard Tapie, que ses dernières mésaventures condamnent à réussir avec l'OM, a construit son équipe sur le même principe que ses affaires : la fuite en avant. Le club se nourrit de succès, sinon il *dépérit*. L'OM *a été édifié sans* fondations, sans ces centres de formation et ces structures solides, placements sûrs du football de père de famille. Bernard Tapie est obligé de financer son OPA sur le ballon rond avec des victoires, sous peine de voir le bâtiment se lézarder.

Après la déconvenue de la finale perdue de Bari, après la mauvaise surprise de Prague l'an dernier, il avait évité de justesse l'implosion de son groupe. Une nouvelle désillusion européenne aurait sans doute *provoqué* cette cassure. D'autant plus que beaucoup de joueurs se retrouveront à l'issue de cette saison en fin de contrat. Et qu'ils savent désormais que Marseille n'est plus seule en France.

Avec l'arrivée du Paris-SG de *Canal Plus, l'OM a en effet trouvé* le rival que Bordeaux puis Monaco n'ont jamais vraiment su devenir. Pas seulement parce que les Parisiens menacent de s'approprier la rente du championnat de France. Mais aussi parce qu'ils excellent *dans un art dont Bernard* Tapie pensait avoir fait sa spécialité : celui d'aimanter les regards, de tirer la couverture médiatique à soi. Pour Tapie, la qualification contre Bucarest tombe pile. Mais, désormais, Marseille ne fait plus l'unanimité. Sentant que le charme s'estompait peu à peu, les dirigeants de l'OM se sont empressés de crier au complot, de tirer sur la vieille *ficelle de la ville oubliée contre* la capitale.

Sur le terrain, cette paranoïa se *traduit par un jeu âpre, qui com*pense en brutalité la facilité de naguère. Les stars, Papin, Waddle ou Mozer, sont parties, et leur absence révèle des failles encore dissimulées l'an dernier. L'équipe peine à trouver son nouvel équilibre sur le terrain, entre une défense vacillante et une attaque souvent stérile. Les joueurs, qui viennent de concéder deux défaites de suite en championnat, semblent s'agacer de peiner là où ils survolaient et de se retrouver contestés là où ils étaient seuls.

La qualification pour la phase finale peut leur servir de déclic, en montrant qu'ils sont encore capables de rivaliser avec les meilleures formations européennes, en permettant, par exemple, à Alan Boksic, *auteur des deux buts mercredi soir*, de confirmer sa réputation au plus haut niveau. L'attaquant croate est la deuxième bonne nouvelle de la soirée pour les Marseillais : en même temps qu'il retrouvait sa place parmi l'élite européenne, leur *club a peut-être vu se révéler* la vedette qui lui faisait tant défaut.

JÉROME FÉNOGLIO

(1) Selon une formule entrée en vigueur l'an dernier, cette phase finale, baptisée « Ligue des champions », rassemble les huit clubs qualifiés en deux groupes qui disputent un mini-championnat de six journées aller-retour. Les vainqueurs de chaque groupe se rencontrent ensuite pour disputer la finale.

TENNIS : l'Open de Paris

L'éternel retour d'Henri Leconte

A l'Open de Paris, Henri Leconte a éliminé, mercredi 4 novembre, l'Américain Pete Sampras (6-3, 7-5). Cinq autres têtes de série sont tombées : Andreï Agassi (n°8) sévèrement défait par son compatriote Brad Gilbert (6-1, 6-2) ou Pietr Korda (n°5), éliminé par le Français Arnaud Boetsch (7-5, 6-4). Ce dernier devait rencontrer, jeudi, Guy Forget, difficile vainqueur d'Olivier Delaitre (4-6, 6-3, 7-6).

La fièvre et la liesse, enfin ! Une grande heure de beau tennis pour réveiller l'Open de Paris qui ronronnait depuis deux jours. Devant un public voyou, entièrement voué à sa cause, *Henri Leconte a éliminé* le numéro deux mondial Pete Sampras. Comme à Lyon, lors de la finale de la Coupe Davis, le souffreteux a étouffé le jeune premier. Imprévisible Leconte. Il n'en finit plus de faire des miracles au terme d'une carrière *chaotique, marquée par de nombreux* séjours à l'hôpital suivis d'éclatants retours sur les courts.

Jamais, sans doute, le cheminement d'un joueur n'aura été aussi tortueux. A vingt-neuf ans, Henri *Leconte a gravé un palmarès pour* le moins baroque : fiascos et défaites truffés d'impardonnables fautes, victoires et triomphes ornés du tennis le plus pur. Fini les malentendus avec le public qui le porte amoureusement à bout de bras lors de tous ses *matches. « Riton » lui doit beaucoup.* Car ses résurrections ont toujours eu lieu sur le sol gaulois.

Leconte blessé, perdu dans les profondeurs du classement, fut l'un des artisans de la victoire de la France en Coupe Davis il y a un an. Leconte, *prêt à mettre fin à sa carrière* en juin, devint un prodigieux demi-finaliste à Roland-Garros. Leconte cloué au lit, lundi, avec une rhino-pharyngite, « chauffait » Bercy, mardi, en éliminant l'Américain Jeff Tarango. Guéri, mercredi, il faisait chavirer les foules.

Qui diable est-il ? Un homme qui n'a plus rien à perdre, plus rien à prouver. Pour gagner, le Français doit aujourd'hui aller très vite, afin de ménager son corps friable. *« J'ai des douleurs partout*, rit-il. *Je suis une pharmacie ambulante ».* Afin d'écouter l'échange, il joue au poker menteur. Bluffeur, il monte inconsidérément à la volée, effrayant Pete Sampras. Il court, aussi, cet acharné, se bat sur tous les points comme s'ils étaient tous la balle de match, « surfe » sur l'émotion, la sienne et celle d'une salle.

Ecœuré par la « gagne » de son adversaire, Pete Sampras se sent mal aimé. Il pense à Lyon. Il n'aime pas les gauchers, surtout les gauchers français. *Quand l'Américain se* rebiffe, Leconte dégaine un jeu invraisemblable : balles renvoyées in extremis d'un revers croisé tiré au bout d'une course effrénée. Et ces coups improbables dont seul le Français est capable : volées profondes et *passing-shots décochés dans une posi*tion jugée incongrue dans tous les manuels. *« Le jeu d'Henri est forgé de coups qui n'existent pas ».* Le compliment est de John McEnroe, ancien numéro un mondial. Un autre gaucher de talent, de génie.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du mercredi 4 novembre

Deuxième tour

Première moitié du tableau

B. Becker (All, 9) b. J. McEnroe (EU) 6-4, 6-4 ; B. Gilbert (EU) b. A. Agassi (EU, 8) 6-1, 6-2 ; R. Krajicek (PB, 12) b. A. Mansdorf (Isr) 6-4, 6-2 ; G. Ivanisevic (Cro, 4) b. C. Pioline (Fra) 6-4, 7-5.

Deuxième moitié du tableau

A. Boetsch (Fra) b. P. Korda (Tch, 5) 7-5, 6-4 ; G. Forget (Fra, 14) b. O. Delaitre (Fra) 4-6, 6-3, 7-6 ; J. Hlasek (Sui) b. W. Ferreira (RSA, 10) 6-3, 3-6, 6-3 ; J. Grabb (EU) b. M. Washington (EU, 11) 4-6, 6-4, 6-0 ; W. Masur (Aust) b. S. Bruguera (Esp, 15) 6-3, 7-5 ; H. Leconte (Fra) b. P. Sampras (EU, 2) 6-3, 7-5.

(Figurent entre parenthèses, la nationalité du joueur et, éventuellement, la tête de série.)

LOTO — MERCREDI 4 NOVEMBRE 1992

19H55

5 16 24 40 47 48 — 38

TIRAGE n° 45

6 bons numéros	3	1 204 705 F
5 + complémentaire	34	77 530 F
5	691	9 680 F
4	34 271	126 F
3	936 399	10 F

20H35

5 21 28 29 32 36 — 2

TIRAGE n° 45

6 bons numéros	3	2 633 700 F
5 + complémentaire	8	204 050 F
5	733	7 945 F
4	44 293	140 F
3	873 682	10 F

SCIENCES

M. Edouard Brezin nommé président du conseil d'administration du CNRS

Le conseil des ministres du 4 novembre a nommé par décret, sur proposition de M. Curien, ministre de la recherche et de l'espace, M. Brezin à la présidence du conseil d'administration du Centre national de la recherche scientifique pour trois ans. Il y remplace M. René Pellat, nommé à la présidence du Centre national d'études spatiales (*le Monde* du 3 novembre).

[Né le 1er décembre 1938 à Paris, M. Brezin est ancien élève de l'Ecole polytechnique, docteur ès sciences et ingénieur des Ponts et Chaussées. Chercheur au Commissariat à l'énergie atomique jusqu'en 1986, M. Brezin, qui a ensuite dirigé le département de physique de l'Ecole normale supérieure, est un théoricien de la physique connu pour ses travaux sur la théorie des transitions de phase, qui, en 1982, ont valu le prix Nobel de physique à Kenneth Wilson. Il a d'ailleurs contribué, avec un jeune chercheur russe, à l'élaboration d'un modèle utile à la théorie de la grande unification des interactions. Membre de l'Académie des sciences (1991), M. Brezin est actuellement professeur à l'université Paris-VI, membre de l'Institut universitaire de France et professeur à l'Ecole polytechnique.]

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

CARNET DU Monde

Naissances

Solange BARBAS-BOUTET,
Claude BOUTET et Vincent,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Laurent,

le 20 octobre 1992.

13127 Vitrolles.

Décès

– Louise Carletti,
son épouse,
Denis et Ariane,
ses enfants,
Christine et Rémy,
leurs conjoints,
Aurélie, Maxime et Tristan,
ses petits-enfants,
Roger et Josette André,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Broca, Carboni et Médini,
Ses amis les plus proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Raoul ANDRÉ,

survenu le 3 novembre 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans la plus stricte intimité, le vendredi 6 novembre, à 10 h 30, en l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, 62, rue de l'Ancienne-Mairie, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu le même jour, à 11 h 15, au cimetière de Boulogne, avenue Pierre-Grenier.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– *Nicole Bolze,*
son épouse,
Roselyne Bolze Gamblin,
sa première épouse,
et ses enfants Franck et Catherine Bolze,
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean Marc BOLZE,
peintre,

survenu le 3 novembre 1992, dans sa soixante-deuxième année.

Selon son désir, il sera incinéré le lundi 9 novembre au cimetière du Père-Lachaise, à 15 h 30 précises.

Selon ses vœux, son œuvre sera exposée et vendue dans un assez bref délai au profit de l'Institut Pierre-et-Marie-Curie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, avenue Claude-Vellefaux,
75010 Paris.

– Sa famille
Et ses amis
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Odile COURMIER,
née Dieudonnat.

*Les obsèques religieuses ont été célé*brées dans l'intimité le 30 octobre 1992, à Allègre (Haute-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Rives,
60, avenue du Général-Leclerc,
94360 Bry-sur-Marne.

– Mme Serge de Gunzburg,
son épouse,
Sylvie de Gunzburg,
Denis et Sophie de Gunzburg,
Cyrille et Diana de Gunzburg,
ses enfants,
Julien de Gunzburg,
Alexandre et Sébastien Boudet,
ses petits-enfants,
Mme Anna Merle d'Aubigné
Mme Véra Valabregue,
ses sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Serge Horace de GUNZBURG,
journaliste,

survenu le 2 novembre 1992, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue de l'Observatoire,
75014 Paris.

– Mme Daniel Laroche,
son épouse,
Mme Annie Laroche,
M. et Mme Jean Laroche,
ses enfants,
Sophie-Jeanne et Bertrand,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Daniel LAROCHE,
docteur en droit HEC,
directeur honoraire
à la Banque de France,
professeur honoraire à la faculté libre d'économie et de droit,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 31 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 4 novembre 1992, en l'église Notre-Dame de Vincennes, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière du Père-Lachaise.

14, cours Marigny,
94300 Vincennes.

– Mme Louis Riedinger,
M. et Mme Bertrand Riedinger
et leurs enfants,
M. et Mme Paul Aline
et leurs enfants,
M. et Mme Hugues Riedinger
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Louis RIEDINGER,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,

le 12 octobre 1992.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera célébrée le samedi 14 novembre, à 11 h 30, en la chapelle de l'Ecole militaire, place Joffre, Paris-7e.

140, rue Saint-Charles,
75015 Paris.

– Mme *Françoise Pavie de Sainte Lorette,*
avocat honoraire,
son épouse,
Florence et Jean-Pierre Goutail,
Coralie, Sébastien et Olivia,
M. et Mme Patrick de Sainte Lorette,
Brice et Anaïs,
Maître Cléry de Sainte Lorette,
avocat à la cour,et Mme,
Matias et Eva,
Le docteur Eric de Sainte Lorette
et Mme,
Aurélien, Damien, Emilien et Marion,
Diane et Nicolas Le Barazer,
Valentin et Alix,
Cedran de Sainte Lorette,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Lucien de SAINTE LORETTE,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
correspondant de l'Institut de France,
vice-président de la Ligue européenne de coopération économique,

survenu le 2 novembre 1992, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-François-Xavier, boulevard des *Invalides, à Paris-7e, le samedi* 7 novembre, à 10 h 30, suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Saint-Romain,
75006 Paris.

– Les *membres* de la Ligue européenne de coopération économique ont la tristesse de faire part du décès de leur vice-président délégué,

Lucien de SAINTE LORETTE,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

survenu accidentellement le 2 novembre 1992.

Partisan de la première heure de l'Union européenne, il a cherché tout *au long de sa vie à répandre cette* idée par une action personnelle et associative intense, notamment à la LECE.

Les obsèques auront lieu le samedi 7 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7e.

Stéphane THIOLLIER

nous a quittés le 30 octobre 1992, à l'âge de trente ans.

« Tu m'as fait connaître à des amis que je ne connaissais pas. Tu m'as fait asseoir à des foyers qui n'étaient pas le mien. Celui qui était loin, tu l'as ramené proche et tu as fait un frère de l'étranger. »

Tagore,
l'Offrande lyrique.

De la part de
Cristina Thiollier et Lise,
Marguerite-Marie Thiollier,
Guy, Alain et Christiane Thiollier,
Jean-Damien et Philippe Thiollier,
Pascale Thiollier, Stéphanie Tarot et Léo,
Jean-Yves, Gretel et Catherine L'Homme,
Emmanuel et Isabelle Delloye,
Charlotte, Amélie et Arthur Delloye,
Ses frères afghans Homayoun Tandar
Et Mirdâd Pedari,
Pierre Jeannot,
Tous ses frères et sœurs de cœur,
Tous ses proches,
Et tous ses amis d'Interscoop,
De Médecins sans frontières,
Et d'Amitié franco-afghane.

Une messe sera célébrée par le Père Serge de Beaurecueil en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, 2, boulevard d'Aurelle-de-Paladines, Paris-17e (porte des Ternes), le jeudi 12 novembre, à 17 h 30.

Pas de fleurs ni de couronnes. Des dons peuvent être adressés à MSF (MSF, CCP 4060 U Paris) ou à AFRANE (CCP 12 077 58 L Paris).

38, rue Guersant,
75017 Paris.

– Mme Simone Travelet,
son épouse,
Françoise Travelet,
Marie-Claude et Daniel Magreault,
ses enfants,
Et la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André TRAVELET,

survenu le 23 octobre 1992.

*L'inhumation a eu lieu dans l'inti*mité familiale.

Avis de messe

– Une messe à la mémoire de

M. Jean-Pierre VINCENT,

rappelé à Dieu le 31 octobre 1989, sera célébrée le mardi 10 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris-17e.

Mme Jean-Pierre Vincent,
Charlotte, Claire-Marie, Louis-Henri Vincent,
73, boulevard Berthier,
75017 Paris.

Anniversaires

– *L'association*

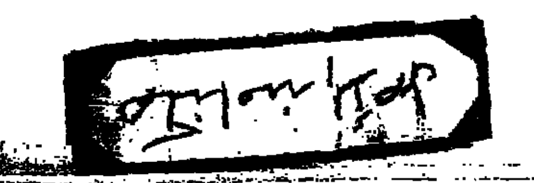
Les Fils et Filles des déportés juifs de France,
32, rue La Boétie, 75008 Paris,

rappelle le souvenir des 1 060 juifs grecs (364 hommes, 523 femmes et 173 enfants) arrêtés à Paris, le 5 novembre 1942, par la police française à la *demande de la Gestapo qui*, le jour même, a exprimé à René Bousquet, secrétaire général à la police de Vichy, sa « reconnaissance pour ce travail » de la préfecture de police. *Les* juifs grecs arrêtés en ce jour furent déportés à Auschwitz par les convois nos 44 et 45, des 9 et 11 novembre 1942, qui ont compté au total 18 survivants en 1945 sur 1 745 déportés.

– Pour le douzième anniversaire du décès du

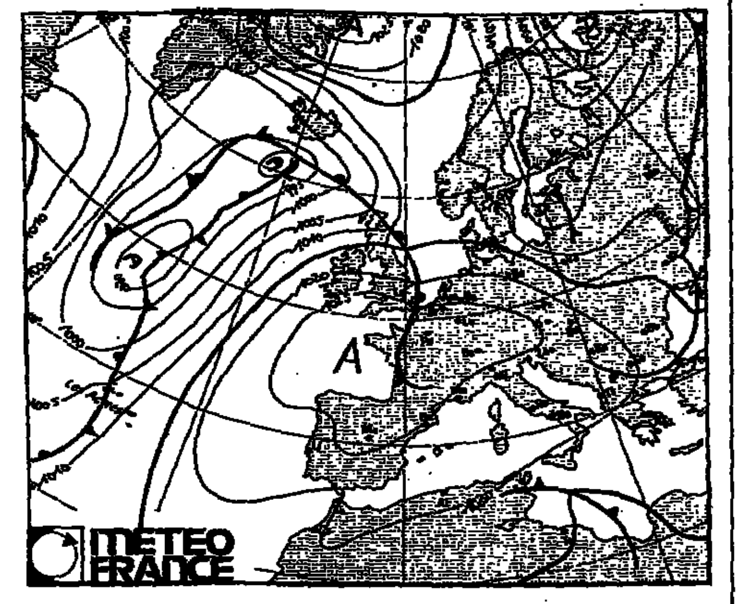
docteur Jacques PODRABINEK-BIERNACKI,

une pensée affectueuse de la part de ceux qui l'*ont connu* et *aimé*.

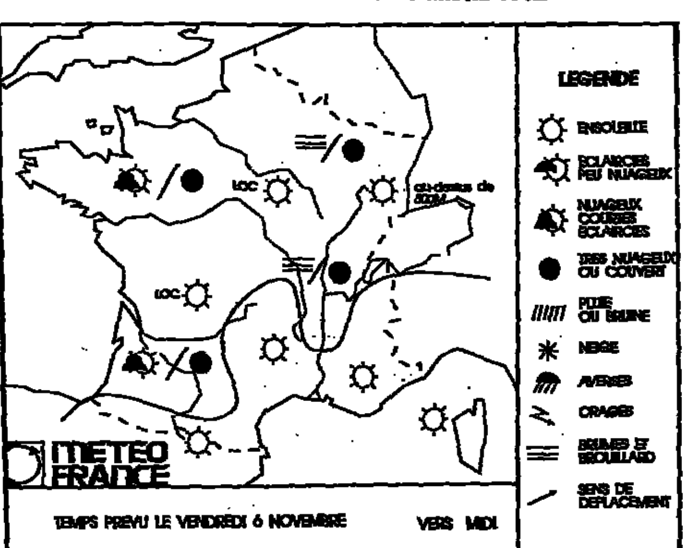


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 NOVEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 6 NOVEMBRE 1992

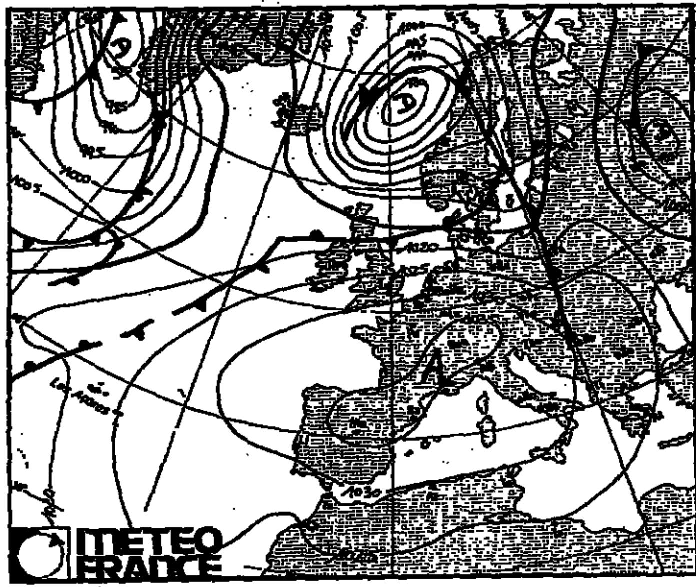


Vendredi : temps d'automne, doux et anticyclonique, avec beaucoup de grisaille matinale. – *Le soleil sera vite très généreux sur les côtes méditerranéennes ainsi qu'en montagne : dans les Alpes, le Jura, les Pyrénées et le* Massif Central. Seuls les fonds des vallées sont concernés plus longtemps par les brumes et les nuages bas de la fin de nuit.

Partout ailleurs, sur la majorité du pays, *les brouillards sont plus tenaces* et se transformeront en impression de grisaille matinale. Ils se dissiperont dans la journée, pour laisser place à une après-midi généralement bien ensoleillée, sauf à l'extrême nord et sur la région lyonnaise, où les nuages bas persisteront. Le vent sera faible, favorisant cette lente évolution des grisailles.

Les températures sont plus douces : *au lever du jour, le mercure avoisinera* 4 à 6 degrés dans l'intérieur de la moitié nord et 9 degrés sur la moitié sud. Sur les côtes de la Manche et atlantiques, elles seront comprises entre 8 et *10 degrés, et en Méditerranée elles* dépasseront 12 degrés. Dans l'après-midi, selon l'ensoleillement, elles monteront jusqu'à 14 degrés au nord. Plus au sud, elles avoisineront les 16-17 degrés, et sur les côtes méditerranéennes elles seront comprises entre 18 et 22 degrés. Toutefois, on ne *dépassera pas 10 degrés dans les val*lées, là où la grisaille tardera à se lever.

PRÉVISIONS POUR LE 7 NOVEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 05-11-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 04-11-1992 à 18 heures TUC et le 05-11-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	20	11	D
BIARRITZ	15	13	C
BORDEAUX	17	11	B
BOURGES	15	3	B
BREST	14	12	B
CAEN	14	9	C
CHERBOURG	15	11	C
CLERMONT-FER.	17	7	B
DIJON	15	1	B
GRENOBLE	16	11	C
LILLE	13	8	C
LIMOGES	12	8	B
LYON	11	7	N
MARSEILLE	19	8	D
NANCY	12	1	B
NANTES	18	10	B
NICE	19	13	N
PARIS-MONTS.	11	6	D
PAU	16	12	C
PERPIGNAN	20	16	D
POINTE-A-PITRE	32	23	D
RENNES	16	10	B
ST-ETIENNE	16	8	C
STRASBOURG	12	1	B
TOULOUSE	16	12	N
TOURS	15	4	B
ÉTRANGER			
ALGER	20	13	C
AMSTERDAM	11	7	C
ATHÈNES	22	14	D
BANGKOK	33	25	N
BARCELONE	18	10	D
BELGRADE	12	9	C
BERLIN	9	7	P
BRUXELLES	11	7	P
LE CAIRE	28	18	D
COPENHAGUE	9	4	D
DAKAR	39	23	D
DELHI	30	15	D
GENÈVE	13	8	C
HONGKONG	25	20	–
ISTANBUL	20	13	B
JÉRUSALEM	27	18	D
LISBONNE	22	14	D
LONDRES	13	13	C
LOS ANGELES	22	13	C
LUXEMBOURG	10	5	C
MADRID	19	7	D
MARRAKECH	27	12	D
MEXICO	20	9	D
MILAN	18	8	B
MONTRÉAL	10	3	D
MOSCOU	4	1	C
NAIROBI	–	14	–
NEW-YORK	13	10	C
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	22	7	D
PÉKIN	15	2	D
RIO-DE-JANEIRO	26	20	–
ROME	23	12	D
SÉVILLE	24	13	D
SINGAPOUR	32	24	A
STOCKHOLM	7	– 1	C
SYDNEY	24	10	N
TOKYO	23	13	C
TUNIS	21	13	C
VARSOVIE	8	3	N
VENISE	16	12	C
VIENNE	10	8	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Foucault au pays des tchadors

JEAN-PIERRE FOUCAULT nous avait promis Ségolène Royal. On s'attendait à tout. Allait-on voir débouler sur le plateau mari et progéniture de Madame la ministre ? Son tonton oublié ? Des pingouins ? Une baleine ? Pierre Bérégovoy ? Allait-elle chanter *les Feuilles mortes ?* Rien de tout cela. On parla bruit, décharges, avenir de la planète, comme à « L'heure de vérité ». Trois classes de collège étaient invitées à exprimer l'angoisse des générations montantes. *« Nous pensons à l'avenir de nos enfants ! » s'écria une petite polluée* de treize ans bien sonnés. Diantre ! Si les collégiennes viennent se battre chez Foucault pour l'avenir de leurs enfants, c'est que les choses vont vraiment mal.

Un autre habitait un pavillon si proche *de l'aéroport de Marignane* que le souffle des avions arrache régulièrement des tuiles du toit. *« Alors, que faites-vous pour ces tuiles ? »*, insista Foucault, concerné. Hilare, Ségolène ne prenait visiblement pas la chose au tragique. De tout le plateau, c'était elle la plus naturelle. Pour un *ministre de l'en*vironnement, c'est bien le moins. Ah ! on allait oublier une mention spéciale pour le décor : un grand arbre en papier crépon, tremblant artistiquement au vent d'une soufflerie dissimulée quelque part dans les coulisses. « Sacré soirée » se surpasse.

A peine le temps d'une chansonnette ou deux pour la forme, et on passait à l'islam. L'islam ? Mais qu'est-ce qui lui arrive, à Foucault ? Il vise la place de Cavada ? Bref, il avait fait le voyage de Téhéran, *rien de moins, pour rencontrer le* mari de Betty Mahmoody. Pour les quelques robinsons qui auraient échappé au premier épisode, Betty Mahmoody *est cette Américaine* qui a arraché sa fille à l'enfer des ayatollahs, où l'avait entraîné son mari, iranien. Après que quinze mil*lions de lecteurs eurent frissonée à* la lecture de *Jamais sans ma fille,* M. Mahmoody s'était résigné à donner *« son son de cloche »* à Foucault. En substance, il ne l'avait pas traînée en Iran, elle y était *venue de son plein gré. Sur le pla*teau, l'intéressée opposait mollement des objections préparées. Foucault ne cessait de lui clamer *son admiration de jouer le jeu de la* vérité. Admirable, en effet. La sortie, ces jours-ci, du tome II du best-seller n'est sans doute qu'une coïncidence. Tout cela nous sortait un peu de Clinton. A propos de « l'effet Clinton », Philippe Séguin était interpellé comme tous les *« quadras », sur France 2 : « A quarante-six ans, Napoléon était déjà à Sainte-Hélène ! »* lança-t-il. Les Français sont vraiment les meilleurs !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ *Chef-d'œuvre ou classique.*

Jeudi 5 novembre

TF 1

20.45 Série : Le JAP, *juge d'application des peines.* Les Dangers de la liberté, de Josée Dayan.
22.25 Magazine : Mea culpa. Présenté par Patrick Meney. *Du trottoir à la ferme.*
23.35 Journal, Météo et Bourse.
23.40 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

FRANCE 2

20.50 ▶ *Magazine :* Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benyamin. Front national, la nébuleuse, de Jacques Cotta, Pascal Martin, Pierre-Laurent Constant et Thomas Legrand.
22.10 Cinéma : Flic Story. ■■ Film français de Jacques Deray (1975).

FRANCE 3

20.45 Cinéma : Vincent, François, Paul et les autres. ■■ Film français de Claude Sautet (1974). Avec Yves Montand, Michel Piccoli, Serge Reg*giani.*
22.45 Journal et Météo.
23.10 Sport : Tennis. Résumé du 7ᵉ Open de la Ville de Paris.
23.20 Cinéma : Compartiment tueurs. ■■ Film français de Costa Gavras (1964). Avec Simone Signoret, Yves Montand, Pierre Mondy.

CANAL PLUS

20.35 *Cinéma :* Les Clés du paradis. □ Film français de Philippe de Broca (1991).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : Les Maîtres de l'ombre. ■ Film américain de Roland Joffé (1989). Avec Paul Newman, Dwight Schultz (v.o.).
0.15 Cinéma : Embrasse-moi, vampire. ■ Film américain de Robert Bierman (1989).

ARTE

20.40 Soirée thématique : Que sont les Soviétiques devenus ? Soirée conçue par Jacques Baynac, présentée par Marina Vlady.
20.45 Interview : Alexandre Yakovlev. *L'ex-membre du bureau politique, chargé de l'idéologie, fidèle allié de Mikhaïl Gorbatchev, médite sur l'histoire de son pays.*
21.00 Cinéma : La Commissaire. ■■■ Film soviétique d'Alexandre Askoldov (1987) (v.o.).
22.45 Interview : Boris Kagarlitski. *Pour le député du peuple au soviet de Moscou, opposant de gauche à l'ancien système mais aussi à l'actuel, Boris Eltsine a détourné le putsch d'août 1991 à son profit.*
22.55 Documentaire : Le Miroir éclaté. De Marina Goldovskaïa.

M 6

20.45 Cinéma : Le Bon, la Brute et le Truand. ■ Film italien de Sergio Leone (1966).
23.35 Série : L'Heure du crime.

FRANCE-CULTURE

20.30 *Dramatique.* Carmen Paradise, de Corinne Cousin.
21.30 Profils perdus. Etienne Decroux (1898-1991).
22.40 Les Nuits magnétiques. Le musée départemental Stéphane-Mallarmé, à Valvins.
0.05 Du jour au lendemain. *Avec Pietro Citati (Goethe).*
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 9 octobre à Radio-France) : Symphonie nº 2 pour cordes et trompette ad libitum, de Honegger ; Concerto pour flûte et orchestre, d'Ibert ; *Jack in the Box, de Satie (orchestration de* Milhaud) ; Le Bœuf sur le toit, Suite nº 2 d'après Protée, de Milhaud, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; Thomas Prévost, flûte.
23.09 *Ainsi la nuit.* *Notturno pour quatuor à* cordes et une voix, op. 47, de Schoeck ; Tel jour, telle nuit, de Poulenc.
0.33 *L'Heure bleue.*

Vendredi 6 novembre

TF 1

15.25 *Série : Hawaii, police d'Etat.*
16.10 Club Dorothée.
17.25 Jeu : Une famille en or.
17.55 *Série :* Hélène et les garçons.
18.20 Côté enfants.
18.25 Feuilleton : Santa Barbara.
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Frédéric Dard.
20.00 Journal et Météo.
20.45 *Magazine :* Les Marches de la gloire. Présenté par Laurent Cabrol. Le petit *pendu ; Monsieur 250 000 volts ; Une* pêche d'enfer.
22.25 Magazine : Que faire ce week-end ?
22.35 *Magazine : Grands reportages.* De Michèle Cotta et Henri Chambon. Femmes soldats, de Michel Parbot.

FRANCE 2

15.10 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Paris *accordéon.*
16.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.30 Feuilleton : Beaumanoir.
16.55 *Magazine :* Giga. Reportages ; Lycée alpin ; La Fête à la maison ; Reportages ; Sauvés par le gong.
18.30 Le Jeu ! *Animé par* William Leymergie.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
20.00 Journal, Open de tennis de Paris-Bercy, *Journal des courses et Météo.*
20.50 Téléfilm : Les Mauvais Instincts. D'Alain Tasma d'après le roman de Day Keene, avec *Stéphane Freiss, Valérie* Bruni-Tedeschi.
22.20 Magazine : Sportissimo. Présenté par Gérard Holtz.
23.40 Journal des courses, Journal et Météo.
23.55 Visages d'Europe.

FRANCE 3

13.55 Sport : Tennis. 7ᵉ Open de de la Ville de *Paris, en direct.*
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour. *Le Facteur du père Noël,* de Janet et Allan Ahlberg.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugodélire.
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thalassa. Bayous, de Jean Loiseau et Denis Bassompierre.
21.45 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Invités : Jean Bernard *(la Légende du sang)* ; Carlo Ginzburg *(le Sabbat des sorcières)* ; Hubert Reeves *(Compagnons de voyage)* ; Bernard Werber *(le Jour des fourmis).*
22.45 Journal et Météo.
23.05 Sport : Tennis. Résumé du 7ᵉ Open de la Ville de Paris.
23.10 ▶ Traverses. Little Haïti, reportage de Georges Luneau.

CANAL PLUS

15.10 Documentaire : Un chant d'amour pour les baleines. D'Etienne Verhaegen.
16.15 Cinéma : Pump up the Volume ■. Film américain d'Alan Moyle (1990). Avec Christian Slater, Samantha Mathis, Cheryl Pollack.
17.55 *Magazine :* Dis Jérôme ?
18.00 Canaille peluche. Beetle Juice.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Téléfilm : Deux frères en cavale. *De Frank Kerr.*
22.10 Documentaire : J.-F. Kennedy, l'assassinat d'un rêve. *De Lol Creme et Kevin Godley.*
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : *Bons baisers d'Hollywood.* □ Film américain de Mike Nichols (1990). Avec Meryl Streep, Shirley McLaine, Dennis Quaid.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Téléfilm : Saaraba. D'Amadou Saalum Seck, avec Abdoul Aziz Diop, Fabienne Joëlle Felhio (rediff.).
19.00 ▶ Documentaire : Les Routes de la lumière. D'Henry Colomer. 1. Le fil bleu.
19.55 *Série : Monty Python's* Flying Circus.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte. L'actualité commentés par une famille allemande et une famille française. Documentaires français et allemands.
22.10 Téléfilm : Forget about me. De Michael Winterbottom, avec Ewen Bremner, Brian McCardie.
23.20 Documentaire : Maria Casarès, histoires d'actrice. De Jacques Malaterre.

M 6

14.45 Magazine : Destination musique.
17.00 Jeu : Zygopolis.
17.30 Série : Campus Show.
18.00 Série : Equalizer.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Capital (et à 1.00).
20.45 Téléfilm : Retour dans les rues de San Francisco. De Mel Damski.
22.30 Série : Mission impossible, vingt ans après.
23.30 Magazine : Emotions.

FRANCE-CULTURE

20.30 *Radio-archives.* *Florelle.*
21.30 Musique : Black and Blue. Le Club du jazz : la coexistence heureuse.
22.40 *Les Nuits magnétiques.* Les petites ondes.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... *Pietro Citati.*
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Roméo et Juliette, symphonie dramatique op. 17, de Berlioz, par le Chœur de Radio-France, l'Orchestre national de France, dir. *Charles Dutoit ; sol. : Lionel Sarrazin, basse,* Martine Olmeda, mezzo-soprano, Jean-Luc Maurette, ténor.
23.09 *Jazz club.* *Par Claude Carrière et Jean Del*mas. En direct du New-Morning à Paris : le saxophoniste Anthony Ortega avec Manuel Rocheman, piano, Didier Levallet, contrebasse, Jacques Mahieux, batterie.
1.05 *Papillons de nuit.* *Par David Jisse.* Le Papillon noir, de Jongen.

Le Monde

La publication d'une conversation entre l'avocat de Michel Garretta et un journaliste du « Monde »

Le juge des référés a refusé une demande de saisie de « l'Evénement du jeudi »

Dans une ordonnance rendue mercredi 4 novembre, M. Jean Favard, juge des référés au tribunal de grande instance de Paris, ne s'est pas opposé à la diffusion de *l'Evénement du jeudi* qui publie, jeudi 5 novembre, des extraits d'une conversation téléphonique *« entre l'avocat de Garretta et un journaliste parisien »* en précisant qu'elle a été *« enregistrée à Boston par le « scanner » d'un reporter américain »*.

« Au moment où les journalistes revendiquent le droit de protéger leurs sources, ils se balancent eux-mêmes ! » En tenant ce discours amer devant le juge des référés, Me Etienne Taride, conseil du docteur Michel Garretta et de Me Xavier Charvet, se refusait toutefois *à entrer dans la polémique* engendrée par le climat passionnel qui entoure l'affaire du sang contaminé.

Dans l'article intitulé « La contre-attaque médiatique de Garretta », *l'Evénement* publie des extraits d'une communication téléphonique en écrivant : *« Cet échange de propos entre l'avocat de Garretta et un journaliste parisien montre comment l'ancien patron du CNTS tente de redorer son image. »* Mais le contenu de l'article, qui révèle quelques extraits de la conversation, n'intéresse pas Me Taride.

En précisant – ce que, avait omis de faire l'hebdomadaire – qu'il s'agit d'un entretien entre Me Charvet et notre collaborateur Franck Nouchi, l'avocat posait cette seule question au magistrat : *« Est-ce qu'un journaliste peut publier une conversation privée qui a été interceptée par des moyens totalement illégaux ? »*

Car *l'Evénement du jeudi* ne s'en cache pas, l'enregistrement aurait été fait par un journaliste américain disposant d'un « scanner », récepteur de radio sophistiqué qui permet notamment de recevoir les fréquences des radiotéléphones ou des téléphones sans fil. *« Il n'y a plus de vie possible si, non content d'être quelquefois soumis aux « grandes oreilles » publiques, on a en plus l'obligation de se méfier d'écoutes privées »*, soupirait l'avocat en demandant la saisie de *l'Evénement* au nom du respect à la vie privée, au droit de la défense et devant une violation du secret professionnel.

Mais le contenu de l'enregistrement intéresse Me Jean-Yves Dupeux, défenseur de *l'Evénement du jeudi*. Car si la presse a l'obligation de respecter la vie privée, elle a aussi *« un devoir d'information »* consacré par la jurisprudence.

Et selon l'avocat, *« cette conversation vise à chercher ensemble les moyens de la divulgation de l'image d'une personne et des choix médiatiques qui seront mis en œuvre »*. Président du directoire de *l'Evénement du jeudi*, Jean-François Kahn ajoutait : *« Il s'agit d'une méthode pour influencer la presse (...) dans une affaire où les conséquences d'une telle influence sont tout à fait terribles »*, et il se devait donc de livrer cette information. Me Charvet, lui, rétorquait : *« Mon travail, c'est d'organiser la défense d'un homme. Cela justifie que j'appelle des gens qui font d'autres métiers. Qu'on le publie, c'est m'empêcher de faire mon métier. »*

« Vie privée » et « intimité de la vie privée »

Le substitut du procureur de la République, M. Jean-Claude Lautru, avait eu une approche très juridique dans laquelle il faisait un subtil distingo entre *« la vie privée »* et *« l'intimité »* de la vie privée. C'est cette voie, déjà suggérée par Me Dupeux, qui a été choisie par le juge dans une ordonnance où le magistrat constate qu'*« il n'y a pas lieu à référé »*, en observant : *« Si les extraits ainsi rapportés portent incontestablement atteinte au respect de la vie privée des intéressés, avec toutes les conséquences pouvant éventuellement en découler au plan de la réparation du dommage ainsi causé, force est toutefois de constater qu'ils ne constituent pas pour autant de manière évidente atteinte à l'intimité de la vie privée susceptible de justifier une mesure aussi grave qu'une saisie ou un arrêt de distribution.*

» S'il est vrai, ajoute le juge, *que la publication de propos couverts par le secret professionnel, enregistrés à l'insu d'un avocat et relatifs à la défense de son client, en l'état d'une situation où ce dernier vient d'être condamné mais dispose encore de quelques jours pour décider s'il fera ou non appel, revêt un caractère manifestement illicite, le trouble susceptible d'en résulter – pour grave qu'il soit – n'apparaît cependant pas revêtir en l'espèce le caractère intolérable pouvant justifier les mesures sollicitées. »*

MAURICE PEYROT

[Après la condamnation de Michel Garretta à quatre ans de prison, nous avions autorisé notre collaborateur Franck Nouchi à prendre contact, dans un but d'information, avec l'avocat du condamné. Il s'agissait notamment de tenter de savoir quelles suites il entendait donner à l'affaire sur le plan de la procédure et de disposer d'éléments d'informations sur la manière dont le condamné réagissait au jugement et quelles étaient ses intentions pour son éventuel retour en France. Le 25 octobre, une conversation téléphonique entre Franck Nouchi, qui se trouvait à Paris, et Me Xavier Charvet, qui se trouvait à Boston auprès de son client, a été interceptée et enregistrée, si l'on en croit *l'Evénement du jeudi*, par *« un reporter américain »*. Ce sont des extraits de ce dialogue que publie l'hebdomadaire de M. Jean-François Kahn.

Cette affaire suscite deux réflexions d'ordre déontologique. Sur la méthode consistant à pratiquer des écoutes, évidemment illégales, qu'elles visent ou non des confrères, la dérive des mœurs journalistiques est claire et consternante. Faudra-t-il, demain, pousser les enquêtes jusqu'à la basse police pour capter des informations ? Quant à l'attitude de l'hebdomadaire reproduisant de courts extraits d'une longue conversation – où il apparaît qu'un journaliste fait son travail et qu'un avocat tente de faire le sien, – elle déshonore plus ceux qui s'y sont livrés que ceux qu'elle croyait atteindre. – Br. F.]

« Tombeur » de M. Michel Debré

M. André Chollet maire (MRG) d'Amboise donne sa démission

« Tombeur » de M. Michel Debré (RPR), en mars 1989, M. André Chollet (MRG), maire d'Amboise (Indre-et-Loire), âgé de soixante-quinze ans, a décidé de quitter le conseil municipal. M. Chollet n'a pu faire face à la rébellion de dix-neuf élus, sur les vingt-trois que compte son groupe, qui lui reprochent son manque de dynamisme et son incapacité à apporter des solutions aux dossiers de la ville. En raison de plusieurs démissions, de nouvelles élections seront organisées dans les deux mois. M. Bernard Debré (RPR), député et conseiller général, ambitionne de reprendre le fauteuil occupé par son père de 1966 à 1989.

M. Jean Saint-Bris, conseiller général (RPR) de Maine-et Loire, animateur de l'association régionale « Val-de-Loire puissance 4 », et directeur du Clos Lucé (musée de Léonard de Vinci), qui avait animé dans la ville la campagne pour le « oui » à l'Union européenne, pourrait être également candidat, tandis que Mme Denise Devauchelle (PS), adjointe « rebelle » au maire démissionnaire, a annoncé qu'elle serait présente sur une liste sans indiquer si elle entendait en prendre la tête. – *(Corresp.)*

Philips à nouveau déficitaire. – Le groupe électronique Philips a perdu entre juillet et septembre 154 millions de florins (462 millions de francs), a-t-on appris jeudi 5 novembre à Eindhoven. C'est la première fois depuis le lancement du plan draconien de restructuration, en 1990, que la multinationale néerlandaise se retouve dans le rouge. Cette situation n'est pas à proprement parler une surprise – les dirigeants de Philips ont successivement annoncé un maintien des résultats par rapport à 1991 (3,6 milliards de francs de bénéfices) puis leur dégradation et enfin leur division par deux – mais elle est plus grave que prévu : les pertes du troisième trimestre, qui suivent une baisse de 63 % du bénéfice du premier semestre 1992 par rapport à 1991, sont en effet deux fois supérieures à ce que les analystes les plus pessimistes attendaient (*Corresp*).

Alors que les intentions du premier ministre des Pays-Bas ne sont pas connues

M. Delors voit en M. Lubbers un successeur « idéal » à Bruxelles

A l'occasion du dixième anniversaire de son accession au pouvoir, le 4 novembre 1982, le chef du gouvernement néerlandais, M. Ruud Lubbers, a reçu, mercredi 4 novembre, un « cadeau » qui va sans doute faire des envieux parmi les candidats à la succession de M. Jacques Delors à Bruxelles.

Le président de la Commission européenne a saisi le micro que lui tendait la radio néerlandaise AVRO pour adouber chaleureusement M. Lubbers : *« Il serait l'homme idéal à la juste place »*.

M. Delors, dont le mandat court jusqu'au 31 décembre 1994, a dit ne pas savoir si le premier ministre des Pays-Bas souhaitait effectivement reprendre le flambeau, mais il n'ignore vraisemblablement pas que la rumeur prête des ambitions bruxelloises à M. Lubbers. L'intéressé ne les a jamais confirmées – au motif que la présidence de la Commission n'est pas une fonction à laquelle on postule formellement, – mais il ne les a pas non plus démenties. En outre, son troisième mandat à la tête du gouvernement s'achèvera au plus tard en mai 1994 et il a déjà décidé de ne pas en briguer un quatrième.

Le président de la Commission n'a pas tari d'éloges sur M. Lubbers : *« Un véritable militant pro-européen (...) et un homme de dialogue tout à fait capable de trouver des compromis entre les Etats membres »*.

Pour lever tout doute quant à sa préférence, M. Delors a conclu en admettant qu'*« il y aura d'autres candidats, bien sûr »* (la rumeur cite, entre autres M. Felipe Gonzalez et M. Martin Bangemann), mais que *« franchement, M. Lubbers apportera des idées fraiches, de l'enthousiasme et du dynamisme, et exercera une influence positive dans la période difficile qui s'annonce en Europe »*. – *(Corresp.)*

DEMAIN : un magazine du « Monde »

Terres d'hiver

Avec le prochain numéro du *Monde* du vendredi 6 novembre (daté samedi 7 novembre) sera distribué gratuitement le magazine *Terres d'hiver (le Monde Voyages)*.

L'Afrique est à la « une » de nos Terres d'hiver 92. Avec des reportages sur la côte tunisienne, dans les montagnes marocaines et dans un pays, le Sénégal, très fréquenté mais trop souvent effleuré. Une Afrique *noire méconnue, le Bénin*. Une Afrique à grand spectacle *mais moins courue que le* Kenya, celle du Botswana et des safaris à dos d'éléphant. Une presque Afrique, avec le Yémen et les déserts israéliens. Pour ceux qui rêvent de larguer les amarres, un guide des croisières. Pour ceux qui souhaitent se déguiser, un survol des carnavals et un reportage à Venise. Avec, également, l'agenda européen des grands rendez-vous *culturels et, côté météo, un* guide des climats. Enfin, saison oblige, une section « Neiges » avec le gotha du hors-piste, de bonnes filières pour l'héliski et une balade au Québec.

*Le tout illustré par un talen*tueux duo de la B.D. belge, Eric Warnauts et Guy Raives.

La collecte du sang dans les prisons

« Il y avait une pression au niveau politique pour continuer les prélèvements »

affirme le professeur Roux

MONTPELLIER

de notre correspondant

Interrogé sur la poursuite des collectes de sang dans les prisons en 1985 *(le Monde* du 5 novembre), M. Jacques Roux, directeur général de la Santé de 1981 à décembre 1985, condamné à quatre ans de prison avec sursis, a déclaré, jeudi 5 novembre, sur Radio-France Hérault : *« Il y avait une pression au niveau politique pour continuer les prélèvements de sang dans les prisons. Et cette pression politique, je l'ai sentie très nettement de la part du cabinet du ministre de la justice, de la part du ministre de la santé, et elle s'est concrétisée d'une façon très nette lorsque dans une circulaire du 2 octobre 1985 d'application pour l'ensemble des tests sérologiques dans tous les établissements, j'avais rédigé un paragraphe sur les mesures à prendre dans les prisons. Ce paragraphe a été rayé par le directeur de cabinet de M. Hervé, M. Rimareix, qui m'a envoyé une note en me disant :* « Vous pouvez signer cette circulaire, sauf les points que j'ai rayés. » *Et il y a aussi quand même la pression de certains centres de transfusion qui avaient basé leur production sur des prélèvements importants dans certaines grandes prisons en particulier, et qui essayaient de tout faire pour continuer. »*

J.M.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 27 à 34 et un numéro spécial folioté de I à IV

Le numéro du « Monde » daté 5 novembre 1992 a été tiré à 564 306 exemplaires.



Le Monde

DES LIVRES

Roth, méfiant et magnifique

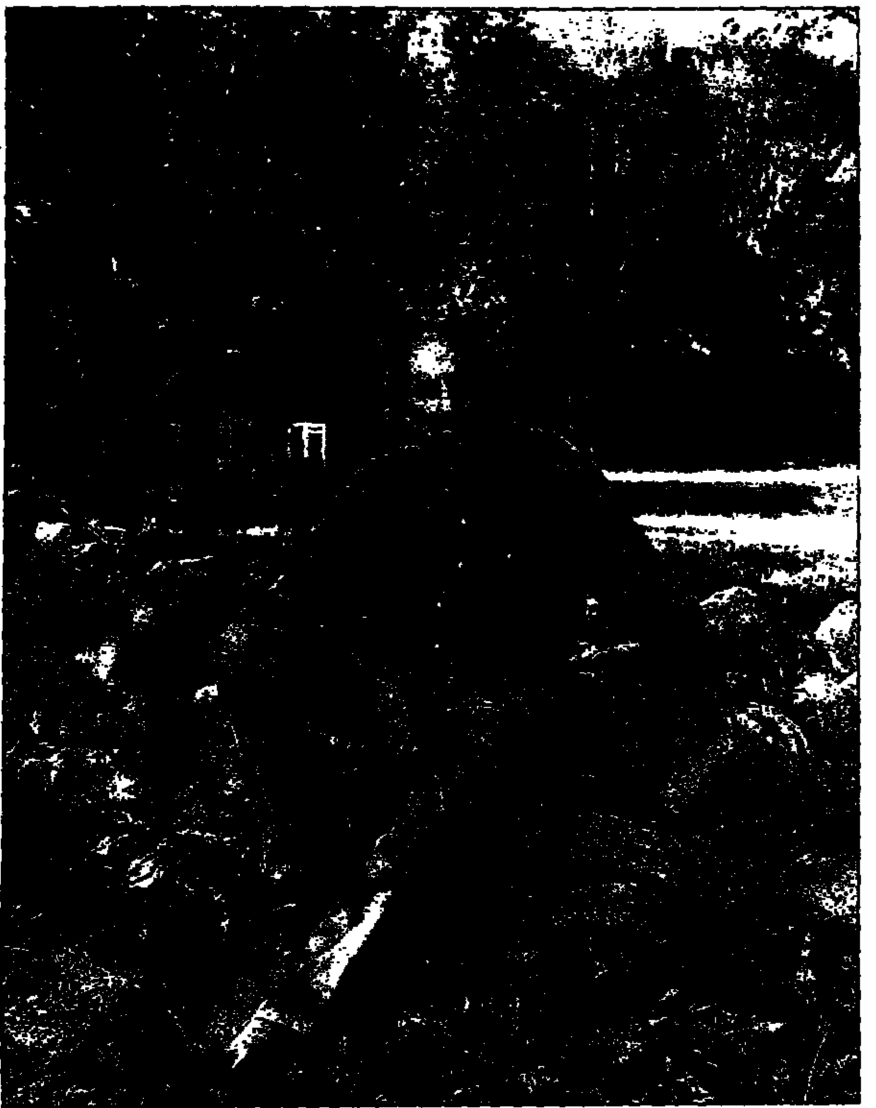
Une rencontre avec le romancier américain, au moment où sort en France la suite de son autobiographie

PATRIMOINE
Une histoire vraie
(Patrimony, a True Story)
de Philip Roth.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Mirèse Akar et Jean Rambaud,
Gallimard, coll. « Du monde entier »,
224 p., 125 F.

Philip Roth a, face aux journalistes, la méfiance logique d'un écrivain lucide. Il ouvre sa porte avec réticence, s'en tient à une courtoisie minimale, à une parole brève, précise, acide, pour éviter que son interlocuteur ne s'installe dans une conversation. Bref, on est prié de faire son travail avec une précision lapidaire identique à la sienne et de s'en aller. C'est assez inconfortable lorsqu'on vient rencontrer l'un des écrivains qu'on préfère. Mais puisqu'on l'a lu, suivi, approuvé, on sait qu'il a raison.

Pourquoi manifesterait-il une quelconque bienveillance à l'égard d'un individu appartenant à une catégorie sociale l'ayant toujours, peu ou prou, combattu ? N'est-ce pas à cause des journalistes, de leur *« goût du sensationnel »*, de leur lecture rapide et approximative des livres, de l'inculture qu'ils affichent désormais avec insolence, qu'on l'a, lui, Philip Roth – écrivain libre, allègre et grave, subtil et secret – enfermé dans une image étriquée, prétendûment scandaleuse et en réalité conventionnelle ?

Qui a fait de lui, avant toute chose, l'auteur du désopilant best-seller mondial *Portnoy et son complexe*, un romancier juif américain, critique à l'égard de sa communauté, une sorte de Woody Allen de la littérature ? Certains pensent même que son conflit avec la communauté juive américaine – on l'accusait d'être un *« juif antisémite »* – date de *Portnoy*, son quatrième texte, alors que tout avait commencé dix ans plus tôt, en 1959, avec la publication de son premier livre, un recueil de nouvelles, *Goodbye, Colombus*.



NANCY CRAMPTON

Philip Roth dans sa maison du Connecticut, septembre 1992.

Une victoire définitive

A chaque génération, quelques écrivains – en général, les meilleurs – sont provisoirement victimes de semblables incompréhensions, confusions, détournements, soigneusement entretenus par les tenants du conformisme social de l'époque. Comme Roth dans *les Faits* (1), le premier volume de son autobiographie, ils voudraient penser que, *« pour un romancier, ce malentendu est désirable »*. Mais ce n'est pas si simple. A la fin des *Faits*, l'écrivain Nathan Zuckerman, l'un des doubles de fiction de Roth, prend la parole. Il est censé faire le commentaire du manuscrit de Roth qu'il vient de lire, et il se montre assez négatif sur cette entreprise autobiographique : *« Certes, en projetant dans le monde des personnages essentiellement imaginaires, à la personnalité maniaque, tu invitais ouvertement le lecteur à se méprendre sur toi. Mais, qu'il y ait des lecteurs qui se trompent et n'aient pas la moindre idée de qui tu es ou de ce que tu es en réalité n'implique pas à mes yeux que tu doives les détromper. (...) Dans les quelques explications que tu consacres à ta mère ou à ton père, il n'y a rien que tendresse, respect, compréhension, toutes ces merveilleuses émotions dont moi, entre autres, j'ai fini par me méfier parce que toi, entre autres, tu me les as rendues suspectes. Beaucoup de gens n'apprécient pas ta littérature parce que, justement, tu invites le lecteur à se défier de ces sentiments qu'aujourd'hui tu embrasses publiquement. »*

On pourra trouver là toutes les (mauvaises) raisons pour lire *Patrimoine*, le troisième volet de cette autobiographie, qui raconte la lente maladie et la mort du père, Herman Roth, « au premier degré », comme un simple « témoignage », si loin de la grâce frondeuse du jeune et vindicatif Roth. Comme si les écrivains devaient ne pas vivre, souffrir, vieillir. On peut pourtant penser, au contraire, que, pour un écrivain, tout peut-être vécu, jusqu'au bout, puisque la liberté est là, à tout moment, de tout dire. User de cette liberté attire des critiques éphémères, mais assure une victoire définitive, quel que soit le pessimisme qu'on garde et qu'on affiche (voir l'entretien avec Philip Roth dans *le Monde* du 3 novembre).

Tant pis pour ceux qui ne comprendront pas pourquoi, dans *Patrimoine*, il n'y avait pour Roth *« aucun désir de jouer aucun jeu ; c'était trop sérieux. il y avait trop de douleur »*. Pourquoi il lui a été *« très naturel d'écrire ce livre »* : *« Je l'ai écrit spontanément. Plus facilement que tous mes autres livres. Ici, les événements commandaient le ton et le style. J'étais face à une personne exceptionnelle, mon père. N'importe quel écrivain en présence d'un tel personnage s'assied et commence à écrire. »*

Il faut toutefois être un écrivain très puissant pour pouvoir dire la mort du père avec la simplicité de *Patrimoine*, sans s'engluer dans le symbolique ou le métaphorique, le faussement écrit, l'effet littéraire. Dans la distance et sans froideur, avec une sorte d'apaisement. *« Cette distance*, précise Roth, *un écrivain français, Simone de Beauvoir, a su la trouver avant moi, dans* Une mort très douce, *le récit de la mort de sa mère* (2). *»* Avec une identique vigilance, Philip Roth dit tout ce qui est arrivé. Y compris ce jour où le père, en visite chez son fils, n'a pas pu atteindre les toilettes et a dû être nettoyé par lui. « Pourquoi *tout cela était-il bien et dans l'ordre des choses, la raison n'aurait pu m'en paraître plus évidente, maintenant que la besogne était faite. Donc c'était* cela, *le patrimoine. Non que nettoyer la merde fût symbolique d'autre chose, mais précisément parce que cela ne l'était pas, parce que ce n'était ni plus ni moins que la réalité vécue que c'était. »*

Un monde disparu

Il y a tout, sans détours, dans ce livre tragique et drôle, hommage d'un fils qui ne perdra jamais son humour à un père qui a su garder le sien et rester vivant, digne, aigu, jusqu'à la fin : un juif américain de la Côte est, né au début du siècle, grâce auquel Philip Roth porte un dernier regard sur un monde à jamais disparu, celui de la communauté juive de Newark, dans le New-Jersey, à quelque 20 kilomètres de Manhattan. De cela, l'univers géographique et mental de Philip Roth enfant, il ne reste plus rien. Sauf, désormais, ce souvenir littéraire. Aujourd'hui, le quartier où a grandi Philip Roth est un amas de taudis occupés par des Noirs très pauvres. *« C'est un endroit*, dit-il, *où la mortalité infantile est énorme, la tuberculose en recrudescence, où les vols de voiture sont plus fréquents que partout ailleurs, et sans aucun souci lucratif. Des jeunes, presque des enfants, de treize ou quatorze ans, prennent des voitures pour faire des sortes de rodéos se terminant le plus souvent par leur mort. »* Le temps du père, Herman Roth, est bien fini.

Il en reste un texte magnifique. Un acte d'amour montrant, avec pudeur et netteté, les gestes d'amour qu'il faut savoir faire dans les derniers moments. Philip Roth a réussi, avec retenue et émotion, à décrire, plutôt qu'une mort, une vie. Une vie en fuite. Il s'est efforcé de garder en mémoire tous les détails de cette existence finissante pour, écrit-il, *« pouvoir recréer le père qui m'a créé »* ; et parce qu'*« on ne doit rien oublier »*.

Ceux qui aiment qu'un écrivain sache dire la réalité – en la dominant, sans biaiser *romantiquement* avec elle, – et dire aussi la douleur sans se *complaire* en elle, ceux-là n'oublieront pas *Patrimoine*.

Josyane Savigneau

(1) Gallimard, 1990.

(2) Gallimard, 1964. Disponible en poche, coll. « Folio », n° 137.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

L'eau ferrugineuse, oui

Le sous-titre du bref essai de Jean Cau sur *l'Ivresse des intellectuels* est explicite : *Pastis, whisky et marxisme.* C'est dire qu'à côté de passages plutôt bienvenus sur l'imprégnation alcoolique quasi obligatoire des milieux intellectuels de l'après-guerre, l'ex-« secrétaire de Sartre » s'égare dans une tentative de sociologie de la gauche à travers l'abus d'excitants divers. Comme si la droite ne buvait pas. Comme si, *surtout*, le buveur d'eau qu'est Jean Cau refusait de se poser la seule question qui vaille sur le sujet : les poisons qui ravagent Sartre ou Blondin ne leur permettent-ils pas d'écrire *en même temps* qu'ils les tuent ?

Page 28

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Se payer de mots

Sous la direction d'Alain Rey, le Robert publie un *Dictionnaire historique de la langue française*, qui retrace, à travers mille ans de tumultes, de ravissements et de chagrins, les *« aventures de notre vocabulaire »*. On entre dans l'ouvrage comme dans une cathédrale. Mais on y est vite à l'aise. Et l'on éprouve tout de suite le plaisir et l'attrait des multiples rencontres que l'on fait ou que l'on fera.

Page 28

ÉDITION SPÉCIALE

Le Carrefour de Strasbourg

A l'intérieur de ce supplément, nos lecteurs trouveront un cahier de quatre pages consacré au Carrefour des littératures européennes de Strasbourg.

Un vieillard surdoué

Un premier livre à quatre-vingt-treize ans. Pour dire – avec talent – une vie d'insuccès

LA VIE ET MOI
de Marcel Lévy.
Phébus, 212 p., 95 F.

De tous les événements inattendus, le plus inattendu est la vieillesse. La difficulté consiste à ne pas se laisser surprendre par elle et de parvenir à l'étonner. Marcel Lévy a quatre-vingt-treize ans. Il publie son premier livre. Au lieu de plaider sa cause, il brosse un portrait-charge. Au lieu de faire son bilan, il liquide. Sa faillite s'intitule *la Vie et moi*. C'est une manière de se présenter qui ne manque ni d'élégance ni de discrétion : Marcel Lévy s'est toujours tenu en dehors de la vie, a toujours entretenu avec elle des rapports d'ironie et de méfiance.

Cet ancien vendeur de trousseaux et de robinets, amateur de vieux livres et de randonnées en montagne, écrit parce que *« travailler est le seul moyen connu à ce jour de lutter efficacement contre l'ennui d'être au monde »*. Bien qu'il s'en défende, il appartient à la catégorie de ceux que Claude Aveline appelle les *« vieillards surdoués, regain tardif d'une enfance désignée sous la même épithète »*. Dans *la Vie et moi*, le vieillard surdoué se souvient de ses chutes, livre les recettes de l'insuccès et parle de lui-même comme un Amiel qui aurait l'humour de Léautaud.

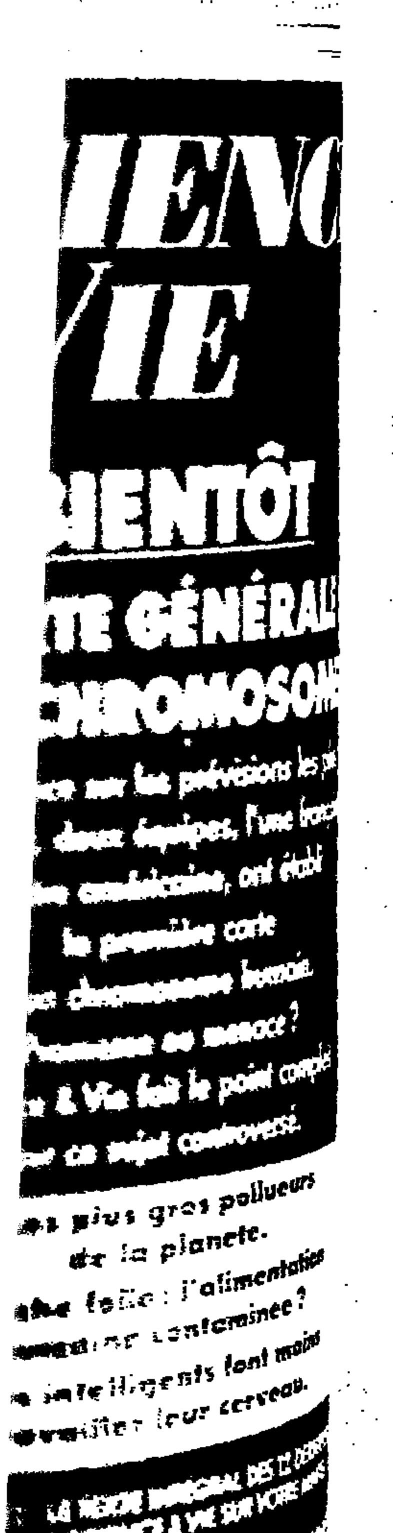
La Vie et moi part de cette idée, rafraîchissante, qu'il y a de l'incongruité à vouloir être autre chose qu'un raté, puisque, depuis notre naissance, nous sommes *« en service commandé »*. L'honnête homme est celui qui ose s'avouer qu'en se laissant enfanter il a déjà pris un abonnement pour l'échec et les déboires. Une fois surmontée la déception d'être né, il ne reste à l'honnête homme, faute de pouvoir fuir ses semblables, qu'à aller voir dans d'autres siècles si par hasard l'herbe n'y est pas plus verte.

Puisque les auteurs contemporains, *« si pleins d'aplomb, si à la page »*, sont tous contaminés par le *« bacille du journalisme »*, Marcel Lévy cherche ses pairs parmi les moralistes du dix-huitième siècle. Voltaire, Chamfort, Mme Du Deffand, tiennent salon dans son antre, mais son misanthrope d'élection reste Rousseau, avec qui il partage le sentiment de s'être toujours trompé de place et d'époque : *« J'avais été jeune à une époque où l'on n'estimait que les vieux, et j'accédais à la vieillesse à l'heure où les jeunes s'emparaient du gouvernail. »*

Marcel Lévy n'est pas pour autant un auteur geignard. C'est un virtuose du ratage qui nous ouvre le catalogue de ses déboires : sa timidité, son talent à se faire marcher sur les pieds, son insuccès auprès des femmes (*« L'homme qui n'a pas de succès auprès des femmes n'a pas de succès dans la vie. Ce sont les femmes qui distribuent non seulement ce qu'on appelle poétiquement le bonheur, mais toutes les grandes et petites réussites dans l'existence, depuis les places de garçon de courses jusqu'aux fauteuils de l'Académie »*), sa déconfiture dans le métier de mari (*« Le mariage est avec la guerre la seule branche de l'activité humaine où le refus de recourir aux armes soit absolument déplacé »*)... La liste est longue, mais, dit-il, l'insuccès ne lui monte pas à la tête, il ne s'est jamais cru l'enfant maudit de la destinée. Sa bouée de sauvetage est la dérision, sa devise : *« Raillons pour ne pas dérailler. »*

De la vie, Marcel Lévy n'aime que les fins de partie, au banquet il préfère les beaux restes. Plutôt que d'inscrire son nom dans le grand livre de la littérature, il écrit des *marginalia*. Il invente un nouveau genre littéraire : la déclaration de faillite, et entre avec fracas dans la confrérie des experts en dénigrement de soi. Il se sent laissé en rade par la *« pléthore de génialité »* chaque jour célébrée. Il faudrait reprendre le mot de Heredia pour le rassurer : que Marcel Lévy ne craigne rien des auteurs *« si pleins d'aplomb »*, ils ont du génie, lui n'a que du talent. C'est plus rare.

Roland Jaccard



L'IVRESSE DES INTELLECTUELS
Pastis, whisky et marxisme

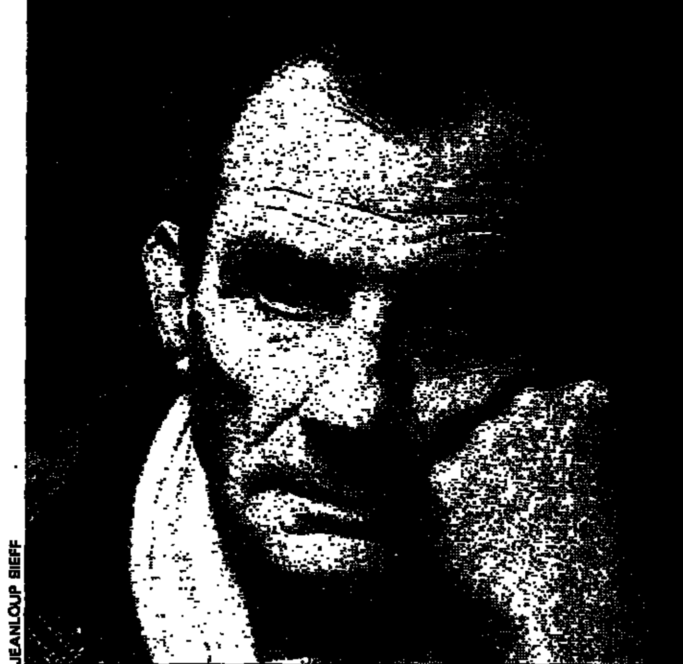
de Jean Cau. Plon. 140 p., 85 F.

L. G.
Une aventure des années 60

de Georges Perec.
Seuil, coll. « Bibliothèque du XXe siècle », 180 p., 80 F.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



JEANLOUP SIEFF

Jean Cau : propos de bistrot.

L'eau ferrugineuse, oui

L'INTELLIGENCE est-elle soluble dans l'alcool ? D'après certains de nos proches, oui. D'autres prétendent que l'alcool, comme la fumée, aide à la conservation des denrées périssables. Dans le doute, choisissons, chacun selon son tempérament, entre l'abstinence, la bouteille et le cendrier, en attendant que la science tranche avec certitude, à supposer du reste que nous ayons assez d'intelligence à perdre pour que cela mérite réflexion. Comment être économe quand on n'est pas riche ? Observons donc avec sympathie le bref essai que Jean Cau consacre aux effets de diverses liqueurs sur les beaux esprits dans les années 40 à 60, à Saint-Germain-des-Prés, Paris, France.

Ce sont, il faut le préciser, les confessions d'un buveur d'eau que Jean Cau nous livre. Ce qui n'est pas indifférent dans le regard qu'il porte sur l'espèce biberonnante, car ce que l'alcool change, entre autres, c'est la perspective que l'on a sur le monde. Et c'est bien ce qu'on lui demande, d'ailleurs. Pourquoi buveur d'eau, Jean Cau ? Parce qu'il n'a pas commencé à boire d'alcool, qu'il n'a pas dû juger cela nécessaire pour prouver quoi que ce soit, et aussi, dit-il, parce qu'il a un vieux fond cathare qui lui fait haïr les demi-mesures et les demis en général. Ce fond cathare fort opportunément revendiqué lui permettra d'expliquer, au fil des pages, comment il a pu rester pleinement lui-même, c'est-à-dire divisé entre le noir et le blanc sans être jamais gris, à travers une époque pour le moins incertaine, des temps qui étaient modernes, certes, mais pas limpides, être macho en plein féminisme, être de gauche par naissance sans jamais adhérer au Parti ni à rien, aller à contre-courant de tout son entourage. *« Comme je buvais de l'eau, ne lançais point les dés et professais un non-féminisme méridional, j'étais souvent suspecté de conduites sinon fascistes du moins de droite mais, comme j'étais vaguement et certainement « secrétaire de Sartre », cette fonction en forme de parapluie me protégeait des averses. »*

ON n'aura pas vu souvent plus ingrat envers son parapluie. Sartre est décrit comme « une incroyable et humaine machine à écrire », qui boit comme un trou et se gave de Corydrane, un clown qui tombe dans le filet communiste, puis gauchiste, puis troué. Même si, par moments, passe une pointe de tendresse pour son ancien patron, *le portrait de Cau n'explique en rien l'œuvre de Sartre* et son influence (quoi qu'on en pense au demeurant). Donnez à n'importe qui whisky et amphétamines *ad libitum*, pensez-vous qu'il écrira *le Mur, les Mains sales, les Mots, Critique de la raison dialectique*, etc ? Il devait y avoir autre chose que du whisky et des cachets *dans le bocal intérieur de l'agité.*

Il y a des passages bien venus sur l'ivresse obligatoire des milieux intellectuels après la guerre, quand il était de bon ton de s'installer au bar du Montana, whisky à la main et Lucky Strike au bec, pour vitupérer l'impérialisme yankee qui venait de libérer la France et ce Saint-Germain-des-Prés si doucement occupé. Sur ces discussions échauffées par la boisson et qui se prenaient au sérieux sans mener nulle part. Sur ces bégaiements de la pensée à l'époque (que dire, dans ce cas, de la nôtre...), sur ces visages ruinés, ces hommes suicidés par l'alcool, comme Antoine Blondin. Mais de là à tenter l'esquisse d'une sociologie de la gauche imbibée, disons-le paisiblement, *c'est précisément un propos de bistrot. La droite ne buvait-elle pas*, ni les hussards, Nimier en tête ? Et alors, on ne va pas faire des listes, cafarder. *Dire que la gauche bandait mou et que la droite* baisait mieux, non mais vraiment, c'est digne d'un petit garçon *fâché. Surtout, cela esquive la question plus intéressante que suggère* ce livre : le pastis qui ravage Blondin (pris comme emblème du pochard digne mais définitif) ne lui permet-il pas d'écrire en même temps qu'il le tue ? La Corydrane, qui produit dans la *Critique*... de longs passages en dérapage non contrôlé, n'accouche-t-elle pas l'œuvre énorme, en même temps qu'elle *bousille Sartre ? Sans théoriser* le bon usage des psychotropes – il n'y en a sans doute aucun de « bon », et que l'on sache, il y a eu, il y a, dans la littérature mondiale, des auteurs à jeun –, on n'imagine pas facilement un Verlaine devant son Evian écrivant les *Romances sans paroles*. Et *sans ce maudit pastaga, Blondin serait mort en pleine forme* sans avoir écrit *Monsieur Jadis*. Un poison permet parfois de bricoler avec ce que l'on est : un type invivable.

Pour ne pas quitter les intellectuels de gauche, compagnie rare, on découvrira les articles qu'écrivit Georges Perec dans les années 60 pour une revue qui ne vit jamais le jour, *L. G.*, soit *la Ligne générale* en hommage au film d'Eisenstein. Pour Pérec et ses amis, Claude Burgelin l'expose dans sa préface, il s'agissait de refonder l'esthétique marxiste. Perec n'était pas communiste, mais pas loin, à côté, comme le dit joliment Burgelin : *« Ce vouloir-s'essayer-à-être-marxiste était lui-même plutôt velléitaire. » Projet né de nombreux refus,* celui de la littérature engagée et celui des hussards, celui de l'absurde camusien et celui du nouveau roman, toutes entreprises jugées comme autant d'impostures.

Passons sur les attaques de Perec contre le nouveau roman, Alain Robbe-Grillet et Nathalie Sarraute, ou contre l'engagement sartrien, elles sont parfois justes, pas toujours bien ciblées, sans doute en raison du projet avoué, le réalisme. *« Le réalisme, en fait, n'est que ce qu'est toute littérature lorsqu'elle parvient à nous montrer le monde en marche, lorsqu'elle parvient à nous rendre sensibles la nécessité et la certitude d'une transformation de notre société. Ce que nous attendons d'une telle littérature est clair : c'est la compréhension de notre temps, l'élucidation de nos contradictions, le dépassement de nos limites. »* Fichtre ! Rien que ça. Le réalisme, soit la réalité plus les moyens d'en guérir. Rarement le réalisme aura autant ressemblé à une vaste calembredaine.

CE qu'il y a d'un peu touchant dans ces écrits d'il y a trente ans, *c'est qu'ils nous paraissent dater d'une époque si lointaine,* évanouie, comme les jeunes gens n'en verront plus de sitôt, une époque d'idéal et de combat, où la pensée des professeurs et des écrivains devait révéler la vérité du monde, cachée par les tyrans de l'économie, où les romans devaient soulever la conscience du prolétariat, *où l'on s'enthousiasmait pour ces difficiles perspectives.* C'était le bon temps. Aujourd'hui, il faut bien reconnaître qu'on ne sait plus trop où on en est avec la réalité. Avec la gauche non plus. Qu'on ne se pose plus la question, tout simplement. Parce que le merveilleux romanesque de Garcia Marquez, tout sauf « réaliste », *nous en a dit plus long sur la réalité sud-américaine que maints* témoignages. Parce que nous savons par Bettelheim que les contes pour enfants, tout sauf réalistes, sont précisément nécessaires à leur apprentissage du réel. Parce que Nabokov est passé par là.

Perec, d'ailleurs, a dû laisser choir ses théories pour écrire ses romans, et on n'en trouve pas de traces éloquentes, heureusement, dans *les Choses* ni dans *la Vie, mode d'emploi*. Là où en revanche il a mille fois raison, c'est dans son article consacré à Robert Antelme et à la littérature des camps, lorsqu'il nous encourage à lire et relire ce grand livre, *l'Espèce humaine*, qui, sans théorie, comme on prouve la marche en marchant, montre que l'on peut écrire sur la plus indicible réalité.

LE ROBERT
DICTIONNAIRE HISTORIQUE
DE LA LANGUE FRANÇAISE

d'Alain Rey, Marianne Tomi,
Tristan Hordé et Chantal Tanet.
Deux volumes sous jaquette verte,
2 388 p., 890 F.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Se payer de mots

BERENICE CLEEVE

ON rangeait Mme de Staël parmi les championnes du saut en longueur, à cause de l'essai qu'elle avait intitulé *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*. Ce n'était pas commode de réclamer ce livre dans les librairies. Mais Germaine et tous les autres viennent d'être nettement battus. Car le sous-titre du *Dictionnaire historique de la langue française* ne fait pas moins de 12 centimètres. Je vous laisse le soin de le découvrir... On entre dans cet ouvrage comme dans une cathédrale, avec les timidités que cela suppose, même si l'on est très éloigné de la religion. *(Voir aussi la chronique de Denis Slakta, page 30.)* Mais on y est vite à l'aise. Et l'on éprouve tout de suite le plaisir et l'attrait des multiples rencontres que l'on fait *ou que l'on fera... Alain Rey* et ses complices racontent, en effet, l'histoire de tous les mots que nous employons. Ils retracent *« les aventures de notre vocabulaire »* à travers mille ans de tumultes, de ravissements et de chagrins. Désormais, lorsqu'elles se plaindront de la « tristesse des dimanches », les *demoiselles d'Orléans ou de* Limoges sauront (en consultant le Robert) que le mot « tristesse » a huit cent douze ans et que, le mot « dimanche » en a presque sept cents. *Elles* connaîtront l'âge de leurs sentiments, et cela les rendra encore plus rêveuses. Elles auront une pensée pour les jeunes filles de l'automne 1180 ou de l'automne 1300. Elles se demanderont si la tristesse française est plus vieille que ses cousines étrangères...

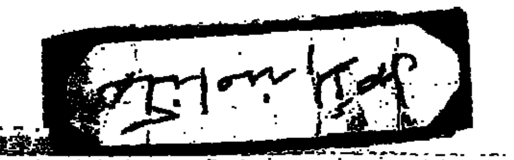
Ce sont l'ancienneté, la profondeur ou l'épaisseur des mots qui leur donnent un tel pouvoir et qui les rendent parfois si consolants ou si meurtriers. Nommer les sentiments, cela peut les dissiper comme cela peut les faire exister. Lorsqu'on se promène dans ce *Dictionnaire historique*, on a très envie de s'inscrire au « Parti nominaliste ». Cet adjectif désigne (depuis 1590) *la doctrine d'après* laquelle ce sont les noms qui engendrent les idées. On s'est beaucoup disputé là-dessus, car certains croyaient à l'existence autonome des concepts. Ils affirmaient que ces derniers résidaient, *en silence, dans je ne* sais quel ciel... *« Le bonheur est une idée neuve en Europe »*, déclarait Saint-Just, le 3 mars 1794. Il ignorait peut-être que le mot datait de 1121. Mais on l'avait sans doute prononcé à *nouveau, pendant la Révolution*. Elle avait mis le bonheur à la *mode, parmi les habitués de la détresse. On l'avait sorti des* armoires où sont rangés les termes qui ont perdu leur emploi... Quant à « la mode », au sens de *« goûts collectifs passagers »*, elle date seulement de 1482 et du règne de Louis XI. Mais elle s'est rattrapée par la suite. Elle a mené, en France, la belle carrière que nous savons.

« Mot » et « muet » sont apparus en 980 et en 1174. Ils appartiennent, étrangement, *à la* même famille. Le premier est sorti du bas latin *muttum* – *« grognement »* –, et le second du latin *mutus* – *« qui ne sait que faire mu »*. Ils se ressemblent comme deux ennemis très *intimes. Comme si le langage et* le silence ne cessaient de se conjurer, de s'attirer, de se craindre et de s'envier réciproquement. On a peur de l'ange qui passe autant que du « patati et patata » ... Les Français ont *« desserré les dents » au treizième* siècle, mais ils eurent la « bouche cousue » à la fin du quinzième. *Que se passait-il* en 1499 ? C'est à partir de 1690 que la France a cherché « le mot de l'énigme » et c'est à partir des années 1710 qu'elle « s'est payée de mots ». Cela n'étonnera personne, car l'époque des Lumières commençait. Et l'art de la conversation allait devenir le sport national.

LE Robert ne nous dit pas depuis quand on « se paye la tête » de son voisin. Depuis longtemps sans doute, car, si l'on en croit Elie Faure, le Français ne cesse de *« surveiller la vanité des autres »*, afin de la *« tourner en ridicule dès qu'il a pu la saisir »*. Cela fait qu'il *oublie, très souvent, de surveiller « la sienne »* ... A Paris, vers 1540, « dévisager » signifiait « défigurer ». Les gens perdaient leur visage sans forcément « perdre la tête » ni « la face ». De même, « perdre son âme » *n'était pas nécessairement « perdre ses esprits »*. Dans notre littérature, on les a « perdus » à partir de 1538, et c'est en 1547 que l'on s'est mis à « avoir de l'esprit ». Allez *comprendre !* J'imagine le regard interrogatif et la figure soucieuse des demoiselles d'Orléans ou de Limoges... Leurs devancières *reçurent des « coups au cœur »* à partir de 1606. Henri IV régnait encore, le professeur Malherbe donnait des leçons de syntaxe, et Madeleine de Scudéry allait *naître au Havre*. Le siècle se ferait bientôt une nouvelle idée de l'amour. Mais c'est peut-être la préoccupation majeure de toutes les époques, lorsqu'elles débutent. Les Français emploient le verbe « aimer » depuis mille ans. Le verbe « haïr » est venu ensuite. C'est toujours comme cela, paraît-il. Cependant, l'adjectif « haineux » a précédé l'adjectif « amoureux ». *Que faut-il en conclure ?*

EN France, les femmes « trompent leurs peines » depuis 1552, et « leurs maris » seulement depuis 1665... Mais l'espèce masculine les a « mangées *du regard* » dès 1640. Les gens pressés ou tourmentés « mangent leurs mots » depuis 1669, et les ennemis de la religion « mangent du curé » depuis 1896. Voilà nos modes alimentaires. Quant à nos modes vestimentaires, elles se confondirent souvent avec l'art de « retourner sa veste », malgré l'âge récent de cette métaphore, laquelle date de 1888. Relativement jeune, elle aussi, l'expression « prendre une veste » est à la veille de perdre son emploi et de tomber en « désuétude », *comme ce dernier mot lui-même* – ce qui est un comble. A l'intention des *« beaux mots »* que l'usage délaisse ou néglige, il faudrait créer une sorte d'ANPE ... C'est Valery Larbaud qui parlait des *« beaux mots »* de la langue française. Il ne se lassait pas de les admirer. Il se disait qu'il avait la chance et le bonheur de pouvoir les arranger à sa manière. Et de pratiquer ainsi les mille trafics du sentiment. *« C'est le temps des études philologiques, avec des cigarettes et des baisers »*, déclarait Barnabooth, le *« riche amateur »*. Malgré la mauvaise réputation de cette métaphore, « se payer de mots », c'est recevoir un traitement de prince ou de nabab...

Ce voyage (de luxe) dans le *Dictionnaire historique* d'Alain Rey nous rappelle, à chaque instant, que les mots recèlent et transportent une *mémoire très* ancienne. Les phrases qui naissent sur les lèvres viennent, le plus souvent, de très loin. Si vous parlez de la « journée *d'hier* », cela vous fait remonter au douzième siècle. Mais le paradoxe ou la magie veulent que, les matins où l'on se lève de bonne humeur, *les mots* n'accusent pas leur âge. Ils paraissent même tout neufs. Ils réconcilient, par je ne sais quelle sorcellerie, la jeunesse et la vieillesse. Ils connaissent la recette.



Un hiver 44

Un homme aux prises avec son passé : Pierre Veilletet entre l'Amérique et l'Aquitaine

CŒUR DE PÈRE
de Pierre Veilletet.
Arléa, 272 p., 110 F.

Pour se trouver en accord avec eux-mêmes, les héros de Pierre Veilletet doivent toujours voyager – de port en port de préférence. Tous ont besoin du déplacement géographique pour mettre en branle leurs souvenirs, cerner leur propre part d'ombre au plus intime et juguler leurs inquiétudes.

Le New-Yorkais Richard Freemont n'échappe pas à la règle, dans ce troisième roman. Mais à la différence des deux premiers dans lesquels Hambourg et Lisbonne se révélaient cathartiques (1), Bordeaux n'est ici qu'une escale ; la mise au point s'accomplit quelques dizaines de kilomètres plus loin, dans une petite station balnéaire du Sud-Ouest atlantique.

Dès son arrivée, en cette fin de saison de l'année 1982, l'*« étranger »* polarise les regards et les langues. Émois, commérages, phantasmes... Ce n'est pas tous les jours que l'on peut se mettre un particulier de ce genre sous la dent : belle prestance, *« la cinquantaine sous surveillance »*, linge de prix, accessoires de luxe. Artiste ? Financier ? Gangster de haut vol ? Dilettante ? En fait, on apprend bientôt que le bel Américain se retrouve là pour répondre à une assignation en reconnaissance de paternité ; désagréable objet de séjour pour le célèbre avocat, précisément spécialisé dans ce genre d'affaires. Si personne encore n'a reconnu en lui le jeune engagé dans la bataille du Médoc de l'hiver 1944, Dick ne retrouve rien non plus de la sauvagerie d'un paysage désormais bitumé, bétonné, balisé de toutes parts. Mais, après tout, *« pourquoi l'uniformisation qu'il voyait partout à l'œuvre, pourquoi le calibrage de l'espèce auraient-ils épargné cette portion de terre ? »*

A la manière d'un polar, l'intrigue se double d'une vilaine affaire d'honneur dans laquelle Freemont fut impliqué lors de cette sombre année de guerre. Mais il faut plus de cent trente pages pour que les inconnues soient posées, dans un style retenu, distancié, appliqué. On s'inquiète de ne retrouver ni l'énergie des deux premiers romans, ni la grâce et l'émotion de *Bords d'eaux*, ni l'élégance raffinée de *Querencia et autres lieux sûrs* (2). Lorsque tout bascule, à l'exacte moitié du récit, on comprend alors que Pierre Veilletet a épousé le rythme psychologique de son personnage.

Pour oublier l'éducation austère et frugale que son puritain de père lui a donnée, l'enfant du Vermont était tout juste parvenu à se préserver du malheur et avait choisi jusqu'ici de *« parler avec la voix du mensonge, consciente d'occuper l'espace en sonnant faux »*. Multipliant les fuites et les dérobades, les aventures sans lendemain avec les jeunes *« Amazones de Manhattan »*, il s'était bien entendu empressé de refouler au plus profond les émotions de cette violente saison de jeunesse, celle de son engagement le plus personnel.

Étonnement, ravissement : sa liaison avec Marianne, une jeune femme pleine *« d'équilibre gai »* et de fraîcheur, dont il n'a à redouter ni emprises, ni questions, ni menaces, libère le flux des souvenirs – les pires comme les meilleurs, – lui donnant par la même occasion les clefs de l'épisode vécu trente-sept ans auparavant. L'élucidation du double mystère aquitain permet à Dick de reconnaître enfin, chez lui comme chez son père, *« deux paniques devant le monde, deux détestations de soi »*. Mais surtout, au-delà de l'intrigue et à travers l'analyse des liens familiaux, amoureux, sociaux, Pierre Veilletet a fait de ce beau roman une réflexion sur la difficulté d'être, et de vivre, réconcilié avec soi et les autres.

Valérie Cadet

(1) *La Pension des nonnes* (1986) et *Mari-Barbola* (1988), Arléa.

(2) Arléa, 1989 et 1991.

Premier roman

Beyrouth au cœur

PAYSAGE AVEC PALMIERS
de Bernard Wallet.
Gallimard, coll. « L'infini »,
103 p., 72 F.

Bernard Wallet fut, à la fin des années 70, « colporteur » de livres pour un important éditeur parisien, au Proche-Orient. Lors de ses nombreux séjours au Liban, il noue une liaison amoureuse avec Beyrouth. Cette ville, qu'il porte aujourd'hui encore dans le cœur, il lui aura fallu presque sept ans pour la traduire en mots. *Paysage avec palmiers* n'est pas un récit au sens propre du mot, mais une suite de fragments, de cratères, de cris si magnifiquement articulés que la beauté naît de l'horreur des scènes décrites. *« J'écris ces souvenirs comme ils me viennent, sans ordre, sans logique. Certains me sont étrangement doux. D'autres me réveillent la nuit dans d'horribles cauchemars. »*

Bernard Wallet multiplie les aveux de ce genre afin que nul ne se méprenne sur le sens de sa démarche. Face aux cadavres profanés, aux corps mutilés, à cette cité en proie à la putréfaction, il ne se comporte pas en acteur ni en témoin, encore moins en voyeur. Il ne fait qu'enregistrer des émotions à la manière d'un sismographe. Amphétamines et alcool aidant le regard à ne pas se noyer dans le sang.

Ecrire, pour Wallet, c'est entrer en dissidence avec les réalités que l'on tente de lui imposer. Les rues grouillantes, où la vie renaît dès que les combats cessent, le confortent dans son refus du *« culte de la charogne »*.

Oui, c'est contre la mort et ses servants de toutes confessions et de tous uniformes, qu'il aiguise ses phrases. *« Ce casseur de hasard »*, cet adolescent prolongé, croit parfois assister au tournage d'un film. Aussi, lorsqu'il émerge de son rêve éveillé, il éructe contre son amante, *« vieillarde édentée »* ou *« vieille pute obscène »*, Beyrouth lui sort alors par tous les pores de la peau, mais très vite il se laisse séduire à nouveau par la sensualité de cette maîtresse qui change de visage à chaque coin de rue.

« Dans cette ville, tous les livres me tombent des mains », confie-t-il, lui qui a la dérisoire mission de vendre les ouvrages des auteurs français. Mais que pèse un catalogue, si prestigieux soit-il, face à *« des morts à la carte »* qui paraissent ricaner. La littérature se réduit à l'image d'un journaliste libanais gisant sur un tas d'ordures, *« un stylo enfoncé dans l'anus »*. Quant à la musique, elle se limite au concert quotidien des orgues de Staline. Pourtant, qu'il le veuille ou non, Beyrouth a obligé Bernard Wallet à devenir un écrivain, à passer outre à ses réserves de lecteur boulimique, qui, bien à l'abri derrière les œuvres qu'il aime, s'obligeait au silence.

« A Beyrouth une légende raconte qu'un bédouin qui s'était vengé au bout de quarante ans avait aussitôt regretté son crime. « Je suis allé trop vite », avait-il dit. » Fort heureusement pour nous, Bernard Wallet n'a pas attendu aussi longtemps pour raconter, scalpel à la main, son histoire d'amour.

Pierre Drachline

Claude Faraggi, le rêveur précis

Dans l'ultime livre de cet écrivain hanté par les limites de son art l'un des protagonistes l'affirme : « La littérature, c'est le diable »

par Hector Bianciotti

LE SOURIRE DES PARQUES
de Claude Faraggi.
Flammarion, 319 p., 125 F.

LE SOUFFLEUR DE RÊVES
de Martine Robier.
Flammarion, 110 p., 69 F.



Claude Faraggi : un désir d'universalité.

Lorsque, après sept ans de silence, Claude Faraggi fit paraître, en 1988, *la Saison des oracles* (1), on salua de façon unanime son retour sur la scène littéraire, et la splendeur d'un roman qui touchait à la perfection : la singulière sensibilité de l'auteur aux sons, au rythme, lui permettant d'entretisser une prose riche en harmoniques de sensations et de perplexités, n'empiétait pas sur la construction romanesque. Celle-ci gardait son droit à la cohérence – alors que ce savoir-faire lui avait fait parfois défaut en ce qui concerne l'architecture de l'ensemble, quand il bâtissait une fiction. C'est qu'il lui arrivait d'être en proie à des visions, de *« sentir »* le monde comme une geôle étincelante, et de concevoir l'espoir de déchiffrer le sens même de l'existence – pour s'abîmer, en fin de compte, dans un espace sans point de vue, alors que, en ces moments, il aurait voulu atteindre au point de vue de tous les points de vue. Aussi, tel un somnambule que réveille la fulgurance d'un projecteur, perdait-il le contrôle de sa marche, et de l'ouvrage en cours.

Mais, lecteur incomparable, capable de réussir l'opération délicate et paradoxale qui est de deviner le projet d'après lequel l'œuvre a été édifiée, et d'en mesurer l'écart avec sa réalisation, il revenait sur terre aussitôt. Et l'écrivain qui, à vingt-trois ans, avait déjà donné un livre surprenant (2), disciplinait ses rêves et, sorti de ses cavernes enchantées, parvenait, selon notre vieil ami à tous, Jean Freustié, *« à une sorte de plate-forme nocturne où il semblait respirer avec ampleur »* (3).

Ecrivain se définissant tout d'abord par la qualité de ses refus, conscience errante, la plus douloureuse sans doute de sa génération, et qui savait l'écriture fondée sur quelque chose d'inexprimable, Faraggi se trouvait, par intermittence, pris de panique à l'idée de contribuer à la surenchère verbale, à la prolifération aveugle des mots ; et il pensa qu'il lui fallait faire une halte dans l'univers des signes et se ressourcer au monde réel, la littérature ne signifiant pour lui, brusquement, rien en regard de l'univers matériel dont elle prétend rendre compte.

Ainsi, après bien des tentatives destinées à *« ouvrir le roman à des dimensions d'ordre mythologique faisant éclater la temporalité réaliste, rationnelle »* (4), il quitta la France, en 1981, dans l'espoir d'oublier la littérature, et sa propre langue le cas échéant.

Après quelques années de vagabondage, en Espagne pour le principal, il rentra pour se réfugier en Bretagne. Et lorsqu'on revit à Paris son visage d'une pâleur intense – où les gestes n'auront jamais laissé de trace : seul, le temps, dans son regard noir, mais lumineux, – on se trouva devant un homme réconcilié avec lui-même, décidé, en tout cas, à dompter ses hantises. Et ce fut *la Saison des oracles*, et la reprise de son travail de lecteur dans l'édition. Ce que rappelle Martine Robier dans *le Souffleur de rêves*, un ouvrage qui, certes, aurait gagné à se décanter dans la mémoire, mais qui ne nous restitue pas moins, avec émotion, certains aspects de l'ami disparu, nous le ramenant par des détails – sa façon de marcher, de juger un manuscrit, de jouer du piano.

Le livre auquel Faraggi travaillait depuis longtemps, et que voici – avec, dans les cinq cents pages dactylographiées, des coupures et des aménagements qui ont semblé indispensables à l'éditeur, – montre aussi bien la puissance de l'écrivain qui voudrait, contre vents et marées, raconter une histoire, que l'écartèlement qu'il avait toujours subi entre le projet initial et son désir absolu de dissolution de lui-même et de toutes ses histoires – bref, ce désir qui l'habitait *« d'universalité, de bienheureuse confusion avec les éléments naturels »*.

Chronique familiale

L'histoire ? Celle d'une famille : deux frères qui ont épousé deux sœurs, l'aîné étant maître et metteur en scène d'une fastueuse demeure. Et, au cœur de cette symétrie conjugale, la présence, jadis, d'Adrien, un enfant amoureux de sa tante Lucie, que la folie guettait. Aujourd'hui, devenu romancier, et célèbre, Adrien est le destinataire de la chronique familiale que rédige un ancien majordome, afin, dit celui-ci, que l'artiste puisse accéder à sa propre mémoire, dont, à le lire, il le sent séparé – ne cessant de maquiller des images malades : *« Trop de détours, de fastes morbides, de faux-semblants hautains pour que son art lui permette d'articuler sa vie et de la construire. »*

Mais le spectateur des rites, des usages et des tragédies de la famille ne tardera guère à s'apercevoir qu'il est lui-même *« séquestré »* par l'histoire qu'il raconte, incapable d' *« avoir autre vie que celle où, convoquant les esprits d'un temps révolu »*, et livré à son travail d'hallucination, il leur cède, corps et âme, sa plus intime réalité.

Aussi, ces récits qui s'adressent à cette part aimantée de l'intelligence qui palpe en aveugle le souvenir de ses *« personnages »* ont tous comme support commun l'image d'Adrien. Adrien qui, adolescent, se réfugiait sur les toits de la villa pour inhaler la secrète froideur de l'éther, *« ses scintillements liquides »* ; l'éther, qui allège le corps, permet de voyager dans l'envers des choses, ruinant par mille effondrements, amnésies, déflagrations nerveuses, *« la conscience du trajet de sa propre existence »*.

En fait, ce que le narrateur attribue à Adrien – ses dérives d'éthéromane qui ont infléchi sa destinée – ne diffère en rien du traitement qu'il applique à sa chronique : la plus minutieuse de ses descriptions se transforme en extase, et tout ce qui était proche s'éloigne vers l'ailleurs des ailleurs perdus.

Les personnages ? Des reflets pris entre deux miroirs affrontés, qui se croisent pour disparaître aussitôt, comme rejetés du monde. L'histoire ? Une arche qui s'ouvre au-delà d'une autre arche, derrière laquelle la révélation promise regagne son ombre.

Enfin, dans la lettre qui termine l'ouvrage, et qu'Adrien, l'écrivain, adresse au chroniqueur, ces mots : *« Vous savez à quoi je reconnais un écrivain en rupture de littérature ? A son air d'assassin et de somnambule, à sa façon, devant la réalité du monde, de douter de sa présence effective et de continuer à se demander s'il voit ou imagine. La littérature, c'est le diable, elle vous extorque l'âme pour un marché de dupes, et vous vous retrouvez, après d'infinis sentiments trompeurs de vie plus intense que la vie en soi, comme mis à la porte de vous-même. »* Tout Faraggi est dans ce paragraphe de son ultime ouvrage, où résonne sa voix qui, tourmentée et précise, transcrit les marmonnements de la mémoire et de l'imagination tissant de concert une manière de tapisserie sonore qui ne serait destinée à personne. Comme Bach, qu'il aimait tant – dans sa nostalgie de vivre au cœur des lois ?, – lequel forge, au moyen du contrepoint, un double fluide de l'univers : sa musique n'a pas besoin de nous, de la fluctuation de nos sentiments.

Ainsi ce livre, splendide cauchemar traversé de fulgurances extrêmes, qu'il faut laisser pénétrer dans ce terreau de l'esprit où germent les rêves, sous la tiédeur des plus lointains soleils.

(1) Flammarion. Claude Faraggi est mort d'une crise cardiaque le 14 décembre 1991, à l'âge de quarante-neuf ans (*le Monde* du 17 décembre 1991).

(2) *Les Dieux de sable*, Grasset, 1965.

(3) Voir *le Nouvel Observateur* du 3 novembre 1975 à propos du *Maître d'heure* (Mercure de France), prix Femina 1975.

(4) *Le Soir* du 6 octobre 1988. Entretien avec Pierre Maury.

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Etymologiquement vôtre

LA satisfaction semble profonde. Le tabac, qui, aux dires de Sganarelle, *«instruit les âmes à la vertu»* et apprend à *«devenir honnête homme»*, est désormais inutile en France maintenant que l'insolence de la canaille a disparu. Contre toutes les évidences, on osera pourtant soutenir que le vrai bonheur vient d'ailleurs : *«les amateurs de la langue française»* peuvent se réjouir sans réserve, eux au moins.

Aidé d'une poignée de collaborateurs, Alain Rey propose un *Dictionnaire historique de la langue française* (1), en deux volumes d'élégante facture *(voir aussi la chronique de François Bott page 28)*. Loin des flatteries jadis de coutume, l'adresse dit l'essentiel : *«Cher amateur de la langue française, nous souhaitons par ce livre vous apporter des informations riches et synthétiques sur les origines et l'histoire des mots de cette langue : ces mots que vous employez et dont vous connaissez l'usage actuel, en voici la genèse et le passé.»*

L'aimable simplicité du propos ne doit pas masquer la complexité des questions. Pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir le grand *Dictionnaire étymologique du français*, dû à Walther von Wartburg. L'érudition est si admirable qu'elle réjouit le spécialiste en désespérant l'amateur. On sait aussi que la quête étymologique ignore le repos, reculant les dates d'apparition, poursuivant les attestations, réorganisant les données. L'honnête homme attendait une synthèse qui présentât la rigueur des arguments sans renoncer aux agréments d'une lecture suivie. *Lutin*, entre autres, donne une bonne image de l'entreprise conduite par Alain Rey.

Lutin, c'est d'abord *luitin*, issu, comme on ne s'en doute pas, du latin *Neptunus*, dieu de l'eau et de la mer. A basse époque, Neptune n'est plus qu'un démon païen. Saint Eloi le confirme. Surviennent alors des phénomènes curieux. *Neptune* a donné régulièrement *netun* (1150). Or cette sorte de démon mauvais agit la *nuit*, cherche querelle et *lutte*. D'où une première altération : *nuiton*, suivie de *luiton* (*«encore chez La Fontaine»*). Conclusion : *«Le changement de suffixe, sous l'influence de mots comme* hutin *(entêté, querelleur), a donné* luitin *(vers 1176), devenu* lutin *vers 1558.»*

Quant au dérivé *lutiner*, il signifiait d'abord *«faire le lutin, le diable»*; devenu verbe transitif au dix-septième siècle, on l'utilisait pour *«taquiner quelqu'un»*. De nos jours, il subit comme on sait *«une spécialisation galante : prendre des privautés avec (une femme)»*. Moralité : le diable ne dort que d'un œil, même dans les bureaux. Sous *harceler*, on trouve que l'adjectif *harceleur, euse* (1898) est rare. *Lutineur, euse* n'existe pas, même dans les manuels du confesseur. Il s'en faut que tous les problèmes soient aussi agréablement résolus. Il existe des mots rebelles à toute tentative de reconstruction. Le dictionnaire d'Alain Rey les signale par un point d'interrogation. Ainsi *argot* est-il *«un mot particulièrement obscur»*, qui a suscité *«un grand nombre d'hypothèses étymologiques»*, dont beaucoup sont fantaisistes ou anecdotiques. Souvent cité dans l'ouvrage, Pierre Guiraud pense au verbe *hargoter* (secouer). Le mendiant n'est-il pas celui qui frappe aux portes?

D'AUTRES phénomènes sont plus mystérieux encore. Les auteurs du dictionnaire consacrent de grands articles, clairs et bien informés, à la naissance et à l'évolution des langues : français, italien, espagnol, langues romanes, etc. En souvenir de *«nos ancêtres les Gaulois»*, quelques lecteurs aimeront sans doute s'informer sur le gaulois. Une surprise les attend, de taille. Voici l'introduction d'Alain Rey : *«Parlé pendant plus de quinze siècles sur tout le territoire actuel de la France, de la Belgique et de la Suisse, le gaulois est à peu près inconnu, malgré une forte présence symbolique récemment exaltée par les exploits d'Astérix.»* Ernest Lavisse aurait peut-être mérité une mention; sans parler des grammairiens Damourette et Pichon, qui, en bons nationalistes, tenaient pour un gosier gaulois.

La disparition presque complète du gaulois reste un mystère et une blessure : les langues aussi sont mortelles. Une consolation pourtant. Parmi les cent à cent cinquante mots qui subsistent du gaulois, on peut compter *bouge*, du latin *bulga* (sac de cuir, *«utérus par analogie»*, il va sans dire), qui serait *«un emprunt archaïque à un mot gaulois»*. Voilà enfin un bon mot, fin prêt pour une exposition coloniale ou universelle.

Souvent aussi l'histoire ne comble pas les fossés. Les mots sautent, sans raison apparente, d'un emploi à un autre. Comme *conclave*, par exemple. Formé de *cum* (avec) et de *clavis* (clé), le mot latin désigne d'abord, et sans surprise *la chambre à coucher*, et aussi *la salle à manger*, et encore *«l'enclos pour garder*



les animaux (étable, volière)». Et voilà qu'en latin médiéval on prend le terme pour *sacristie* et pour *clôture claustrale* (vers 813-814), puis pour *«l'appartement du Vatican»* où les cardinaux élisent le pape. Pour expliquer le passage un peu brusque, aucune hypothèse n'est avancée; par personne.

Plus positivement et sans troubler les consciences, on pourrait rappeler la comparaison de Saussure, qui trouve ici une parfaite illustration : *«Le mot est comme une maison dont on aurait changé à plusieurs reprises la disposition intérieure et la destination.»* Mais, comme toujours chez Saussure, la comparaison emporte une question, voire un paradoxe : *«L'analyse objective* [celle que procure par exemple le *Dictionnaire historique*] *totalise et superpose les distributions successives; mais, pour ceux qui occupent la maison, il n'y en a jamais qu'une.»*

Autrement dit, pour utiliser un mot, il n'est pas nécessaire de connaître son origine et son histoire. De nos jours, tout Français utilise *argot*, *disette*, *étui* ou *fredaine* sans l'ombre d'une difficulté. Bien plus, il serait souvent intrinsèquement pervers de parler en s'appuyant sur l'étymologie. Sauf Heidegger, qui oserait imaginer un fermier annonçant, *urbi et orbi* : je vais traire les vaches au conclave? Heureusement, le parlant ignore les effets, les méfaits ou les bienfaits du temps. *«Il est devant un état»*, dit Saussure.

ON voit alors poindre une objection, qu'il convient de formuler brutalement : à quoi peut servir un dictionnaire historique? L'objection paraît de poids; et mérite une réponse sérieuse. En trois points donc.

La première réponse prendra la forme d'une maxime : il vaut mieux savoir quelque chose plutôt que rien. Pour le plaisir, ou encore *gratuitement*, si l'on se souvient de cet adverbe terriblement désuet.

L'argument qui suit est plus consolant. Le *Dictionnaire historique* montre qu'une langue n'est jamais figée; elle bouge et évolue sans cesse. Et, pour se transformer, elle n'est pas mourante. Le discours étymologique a pu, et peut encore, nourrir des illusions. On s'abandonne, par exemple, à la *«nostalgie des origines»*, et l'on tient que le primitif révèle la perfection. Ce qui entraîne, pour traiter l'évolution inévitable, *«fatale»*, disait Saussure, des termes comme *altération*, *affaiblissement*, *dégradation*. En bon médecin positiviste, Littré écrivit un petit opuscule : *Pathologie verbale ou lésions de certains mots dans le cours de l'usage* (2). Un mot *«sain»* attrape une sale maladie, que *«de vicieuses habitudes»* aggravent encore. Ainsi, le mot *valet*, *«avec sa signification actuelle, est tombé de haut; et sa dégradation est un cas de ma pathologie»*. Songez que *valet* signifiait «uniquement» jeune garçon...

Dieu soit loué, *le Robert historique* rompt avec toutes ces métaphores : le pire n'est pas toujours sûr. Le mouvement donc caractérise les langues; le changement n'est pas redoutable *a priori*. Si bien que la métaphore saussurienne du fleuve se substitue sans dommage à la crainte de la maladie : *«Le fleuve de la langue coule sans interruption : que son cours soit paisible ou torrentueux, c'est une considération secondaire.»* Soit *couille*, naguère objet d'ébats entre M. Chirac et Mme Thatcher. On suivra le développement des dérivés et des expressions requises, sans que rien soit soumis à la censure : couille molle; avoir des couilles; couillard; couillon; puis couillonnage et couillonner. Quelle famille! Mais qui regrettera la proposition finale : «Couillonnade *est paradoxalement voisin, par le sens, de* connerie»?

Est-ce à dire que toutes les *«conneries»* sont acceptables, pourvu qu'elles soient nouvelles? *Le Robert historique* permet aussi d'évaluer les emplois nouveaux : de les accepter ou de les refuser pour des raisons avouables. Deux exemples tout récents vont en administrer la preuve; ils touchent au vocabulaire de la finance.

Georges Vedel a publié dans *le Monde* (31 octobre 1992) un article, hélas intitulé «Haute Cour et déficits juridiques». Chacun aura constaté, ces temps-ci, que *déficit* reçoit des propriétés inattendues : *social*, *électoral*, *démocratique*, *moral*, etc. Et voici *juridique*. Peste! Ouvrons donc *le Robert historique*, après avoir allumé une cigarette. *Déficit* vient du verbe latin *deficiere* : manquer, abandonner, faire défaut. Le mot s'est d'abord *«spécialisé en finance* (1771) *et en économie»*, puis en médecine, psychologie et en climatologie. Il est clair que *déficit* est en train de retrouver la valeur de manque et de défaut; d'où les adjectifs mentionnés plus haut. Aussi bien l'article de Georges Vedel s'achève sur cette phrase : notre droit pénal *«manque de finesse»*. Parvenu dans le vocabulaire de la finance (*déficit budgétaire*), le mot revient à la valeur première de *manque*, dont il devient synonyme. Par la grâce des temps présents.

Il en va autrement d'*obérer*, *«d'usage administratif et littéraire»*. Issu du latin *obaeratus*, de *ob* (objet) et *aes* (cuivre), *obéré* signifie *endetté*; et *obérer* : *endetter*. Que peut donc signifier cette phrase, si jolie et produite à deux? *«Cela* [ces réformes, bien sûr] *pourtant ne doit pas* obérer la volonté *de s'engager dans cette voie pour redonner une espérance aux Français»* (Charles Pasqua et Philippe Séguin, *le Monde*, 29 octobre 1992)? En un mot comme en mille, *obérer la volonté* est un monstre. On connaissait déjà une expression voisine : *obérer l'avenir*, que le *Petit Larousse* glose par *compromettre*. Pourquoi, dès lors, utiliser *obérer* ici? Le mot donne l'illusion d'un vocabulaire soutenu; littéraire croit-on. Dans ces cas, Damourette et Pinchon parlaient de *prétentionismes*, néologisme à la hauteur des prétentions. *Affaiblir la volonté*, par exemple, n'aurait manqué ni de grâce ni de force.

ATTENDU, espéré, ce *Dictionnaire historique de la langue française* tient les promesses de son titre. Au plaisir de lire et d'apprendre s'ajoute le désir de poursuivre les enquêtes et de discuter les dates ou les hypothèses. Surtout, il faudra maintenant se référer à ce bel ouvrage si l'on veut goûter pleinement le bonheur d'écrire en français. Un conseil encore. N'omettez pas de lire la description initiale; d'une précision, d'une élégance et d'une courtoisie exquises. Elle s'achève par ces quelques mots dont l'usage semblait perdu : *«Le tout recueilli et disposé pour l'utilité et l'agrément du lecteur.»*

(1) *Le Robert, Dictionnaire historique de la langue française*, sous la direction d'Alain Rey, avec Marianne Tomi, Tristan Hordé, Chantal Tanet, *«revu et enrichi par de savants réviseurs»*, Dictionnaire *Le Robert*, deux vol., 2 400 p., en souscription : 695 F, ensuite 890 F.

(2) Se trouve à la Bibliothèque nationale, à Paris.

SOCIÉTÉ

Au nom de l'innocence

Guillaume Seznec, condamné au bagne, Mohamed Chara, mort en prison : deux victimes de l'erreur judiciaire ?

NOUS, LES SEZNEC
de Denis Seznec.
Robert Laffont, 450 p., 125 F.

L'AFFAIRE CHARA
Un innocent meurt en prison
de Daniel Karlin et Rémi Lainé.
Le Seuil, 315 p., 110 F.

Au terme de ces deux lectures revient en mémoire le cri de Georges Bernanos : *«J'ai juré de vous émouvoir, d'amitié ou de colère, qu'importe!»* Car c'est vrai qu'ils émeuvent, les bougres! Denis Seznec est un petit-fils en quête de la réhabilitation d'un grand-père dont l'histoire n'a jamais cessé, depuis soixante-dix ans bientôt, de soulever l'interrogation. Daniel Karlin et Rémi Lainé se font croisés contre l'erreur judiciaire pour s'être convaincus que le condamné à perpétuité Mohamed Chara était bien l'innocent qu'il disait, mais n'en est pas moins mort dans sa prison.

Mais, précisément, le premier comme les deux autres entendent moins toucher notre cœur que notre raison. Plus exactement, ce n'est qu'après nous avoir tenu le discours de la raison, et parce que ce discours doit convaincre, que viendront tout naturellement la pitié mais aussi la colère.

Erreur judiciaire, la condamnation aux travaux forcés à perpétuité de Guillaume Seznec par la cour d'assises du Finistère, le 4 novembre 1924? Au fil des années et en possession de tout ce qui vint s'ajouter au dossier initial, il y a de quoi s'interroger. S'interroger d'abord sur le fondement d'une inculpation d'assassinat alors que le corps du conseiller général Pierre Quéméneur, la victime, ne fut jamais retrouvé, que l'on ignore encore ce qu'il devint et qu'il fut donc impossible de dire où et comment il aurait été tué. S'interroger ensuite sur le rôle de l'un des enquêteurs, l'inspecteur Pierre Bonny. N'aurait-il pas confié à un officier, sous les ordres duquel il se trouvait durant la première guerre mondiale, qu'il avait dû, sur instruction, compromettre Guillaume Seznec en plaçant chez lui une pièce à conviction dont la découverte ne pouvait que le perdre? Et ce même policier, qui devait être fusillé après la Libération pour ses activités dans la «Gestapo de la rue Lauriston», n'avait-il pas confié, à l'instant de son exécution, qu'il regrettait d'avoir *«envoyé au bagne un innocent»*?

Inlassablement, Denis Seznec a lu, relu le dossier. Inlassablement, il est parti à la recherche des témoins oubliés. Sa conclusion n'est pas seulement l'affirmation d'une innocence. Elle est aussi celle de l'existence subodorée d'une machination permettant d'éviter la révélation d'un scandale qui aurait pu atteindre, en ces premières années de l'entre-deux-guerres, des politiciens de haut vol. Le lecteur, malgré tout, reste sur sa faim. Il n'en reste pas moins que la critique faite tant de l'instruction que du procès de Quimper garde toute sa valeur. Le cas Seznec se retrouve mis au jour. Une révision ne déshonorerait personne. Elle honorerait ceux qui en prendraient enfin l'initiative.

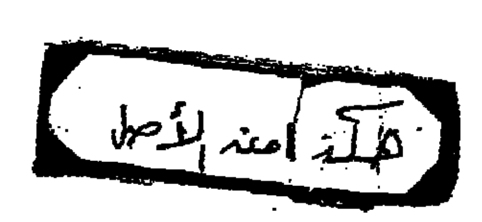
La colère de deux justes

De l'affaire Seznec, Daniel Karlin et Rémi Lainé rappellent, dans *l'Affaire Chara*, que le dossier de révision porte le numéro 001. Quel sera celui du dossier Chara? Mohamed Chara est mort, le 29 décembre 1991, au centre de détention de Toul. Il y purgeait une peine perpétuelle prononcée, en 1982, par les assises de la Somme, qui avaient condamné de la même façon Jean-Luc Rivière pour le meurtre, le 6 février 1978, d'une mère et de sa fillette âgée de cinq ans. Chara avait trente-trois ans. Il avait retenu l'attention de Karlin et de Lainé alors que ceux-ci allaient de prison en prison pour leur série télévisée *Justice en France*. Chara ne criait pas. Il disait son innocence sans élever la voix. Cela, bien sûr, ne pouvait suffire. Au fil des mois, la relation évolua. Karlin et Lainé passèrent de la circonspection à l'intérêt, de l'intérêt à la passion, antichambre de la conviction. Leur livre est un beau livre, digne et frémissant à la fois. Mohamed Chara en reste toujours le premier personnage. Ses lettres suffisent à le peindre. On remarquera que, comme Seznec, il ne se plaint pas ou peu. C'est à la peine de ses correspondants qu'il songe. Comme Seznec encore, nombreux sont parmi ses gardiens et ses codétenus ceux qui le croient innocent. Comme pour Seznec encore, voilà un policier qui participa à l'enquête et qui met en cause les méthodes utilisées pour obtenir des aveux. Car Chara a avoué, pour se rétracter, quelques heures après, devant les mêmes policiers.

Daniel Karlin et Rémi Lainé n'escamotent pas les difficultés. Le livre qu'ils proposent aujourd'hui complète leur film diffusé par La Cinq le 9 octobre 1991. Ils l'avaient intitulé *Mohamed Chara est en prison depuis quatorze ans pour un crime qu'il n'a pas commis*. Ce travail est celui de deux censeurs sans complaisance d'une justice pénale qui renâcle tant à s'amender. Il arrive que la colère affleure. Cette colère n'épargne pas plus la défense que l'accusation, le juge d'instruction que le président de la cour. C'est la colère de deux justes. Hommes de gauche l'un et l'autre, l'un et l'autre déçus du socialisme, ils ne cachent pas qu'ils espéraient mieux depuis dix ans. Mais qui donc a dit que l'on ne règne pas innocemment?

Jean-Marc Théolleyre

★ Signalons aussi la réédition du livre de Denis Langlois *l'Affaire Seznec*, prix des Droits de l'homme lors de sa parution (Plon, 428 p., 125 F.). L'ouvrage vient d'être adapté pour la télévision par Yves Boisset.



ÉDITION SPÉCIALE

Le Monde

Carrefour des littératures européennes

Le Carrefour des littératures européennes a *un lieu d'existence*, Strasbourg, mais il *n'a pas vraiment de date de naissance*. Après plusieurs années de *tâtonnements, d'expériences, d'hésitations*, de tentatives dont les points *communs* étaient l'Europe – *Strasbourg oblige* – *et la littérature*, le *Carrefour*, sous la direction de Christian Salmon, a pris le visage, marqué sinon définitif, qu'on lui connaît aujourd'*hui* : un lieu de rencontre où des écrivains – d'Europe et d'ailleurs – viennent chaque année, à l'automne, confronter leurs différences pour *dessiner* les mille visages de l'Europe qu'ils désirent.

Car dans ce *« Parlement intellectuel de l'Europe qui se fait »*, selon la formule de Pierre Bourdieu, on ne cherche surtout pas à définir une unité européenne, à clore de frontières une hypothétique « identité européenne ». Si le politique, l'économique ou le social exigent encore que l'on trace des limites à l'Europe *qui se construit*, les artistes, les *écrivains* savent *que l'essence du Vieux Continent* se situe, comme l'écrit le Tunisien Abdelwahab Meddeb, *« dans cet au-delà des identités où s'affinent les appartenances en se confrontant, ou au moins en se frottant, à de multiples traditions »*. Les écrivains d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique ont aussi à dire sur les espérances et sur les dangers du projet européen.

Strasbourg « Parlement intellectuel »

La réflexion, le débat, l'échange interculturel passent aussi pour **les promoteurs *du Carrefour par la défense des valeurs de l'écrit*. Dans Sarajevo en ruines, rappelle Christian Salmon, dans cet emblème de l'Europe pluriculturelle dont la grande bibliothèque est partie en fumée, *« les écrivains des caves »*, sous les décombres, ont créé, sans moyens, deux revues pour obéir aux injonctions d'un poète : *« Que ceux qui survivent écrivent. »* S'ils parviennent à quitter Sarajevo, ces écrivains prendront la parole, dès l'ouverture du Carrefour.**

***En s'associant à ce Carrefour*, par ce *supplément spécial* et par l'*animation de plusieurs confrontations* sur *les langues et les imaginaires de l'Europe*, « le Monde des livres » n'*apporte pas seulement un* soutien à une manifestation littéraire de qualité. Il constate aussi une concordance entre son projet – rendre compte de toutes les créations littéraires importantes où qu'elles se situent, hors de toute unité *esthétique ou idéologique*, hors de tout cadre de réflexion préétabli – *et celui qui anime le Carrefour*.**

Celui-ci aura cet année pour thème central « L'Extrême Europe ». Il s'agit de prendre en compte la crise profonde, dramatique qui secoue aujourd'hui notre continent et qui affecte l'idée même de l'Europe, et de se demander, comme le faisait déjà Gombrowicz – Polonais exilé pendant vingt-trois ans en Argentine, – si *« la forme européenne ne pouvait être entreprise qu'à partir d'une position extra-européenne (...) J'aurais pu appeler cela vagabondage vers les confins... Travail acharné sur les limites »*. Penser l'Europe comme expérience des limites, à ses marges, à ses confins, voilà ce que feront des invités venus de quatre pôles, de quatre « extrémités » de l'Europe littéraire : le Maghreb, les Antilles, le Portugal, l'ensemble *Finlande-Etats baltes*. En *contrepoint*, chaque *matin*, une *dizaine* de *philosophes*, *réunis autour* de *Jean-Luc Nancy* et *Philippe Lacoue-Labarthe* à l'*initiative du « Groupe de géophilosophie de l'Europe »* de *l'université de Strasbourg*, *tiendront un colloque sur le thème « Penser* l'Europe à ses frontières ».

Ecrire pour faire rêver, rêver pour être libre

Dans son allocution d'ouverture, Antonio Tabucchi situe le rôle des écrivains dans notre civilisation. Périphérique, donc essentiel

1. Borgès disait, parlant de la littérature argentine, qu'eux, les Argentins, sont au pourtour d'un centre qui n'existe plus, ou qui n'existe que parce qu'ils le considèrent comme un *centre*. Et ce *centre imaginaire* est évidemment l'Europe. Cependant, si l'on admet que ce centre ait vraiment existé, il faut se demander une chose : ce centre, comment *était-il fait* ? Car je suis convaincu que ce centre *lui-même a une périphérie* qui lui est propre, littérairement parlant. Ce qui revient à dire qu'en Europe il y a eu des tendances qui se sont présentées comme centrales et centralisatrices, et des auteurs qui, au contraire, en raison de *leur position géographique* aussi bien que de leur position idéologique, ont incarné les pourtours, ont été la *périphérie*.

Le vingtième siècle, littérairement parlant, commence avec un manifeste. Un manifeste qui fut publié en 1908 dans *le Figaro* de Paris, signé par Filippo Tommaso Marinetti. Je pourrais ajouter tout de suite que c'est un manifeste qui, sous son apparente nouveauté, véhicule une rhétorique ancienne, mais je préfère me livrer à d'autres observations.

La première observation qui s'impose, selon moi, est la suivante : *le futurisme naît comme théorie, c'est vrai, mais derrière* cette théorie transparaît de manière évidente le désir de s'imposer comme activité pratique, ce qui fut effectivement le cas. Je veux dire par là que s'opère dans le futurisme un processus d'*esthétisation qui concerne* des domaines n'appartenant pas à l'art mais à la vie, et souvent à la vie de tous les jours : à la politique, à la mode, à la cuisine.

Passer de la théorie à la pratique

Pour abréger, le futurisme se présente non seulement comme une idéologie qui *embrasse* tout, non seulement comme une manière de voir le monde, mais finalement comme une manière de vivre le monde. Pour la première fois une avant-garde artistique réalise un glissement de *la théorie* à la *praxis* et prétend intervenir dans la réalité. Pourtant, en même temps (et c'est un aspect qui me paraît très important), le futurisme se présente comme une idéologie qui *n'offre pas de points de divergence* avec l'époque dans laquelle elle se manifeste. Au contraire, il réalise une célébration de la société industrielle, magnifie les aspects *de la modernité* et les *dilate* au point de les assumer comme de *nouveaux* mythes.

Le *futurisme*, toutefois, ne fut pas la seule avant-garde qui s'imposa comme objectif de passer de la théorie à la pratique, c'est-à-dire d'intervenir dans le monde social et dans la vie. Nous avons *également* le surréalisme, qui prétend intervenir sur le monde à travers une *praxis* surréaliste dont l'ambition est, effectivement, de devenir révolutionnaire. Cependant, si le projet du surréalisme est, d'un point de vue idéologique, différent de celui *du futurisme*, en revanche il y a entre eux une identité dans l'intention ou dans l'illusion : passer de la théorie à la pratique, abandonner les limites de l'art et de la littérature, *intervenir dans* la vie.

J'omets pour abréger d'autres mouvements d'avant-garde qui ont marqué la première moitié de ce siècle et qui ont eu, comme le futurisme et le surréalisme, la prétention d'agir concrètement sur la vie. Il m'importe seulement de souligner que notre siècle est né avec cette grande utopie des avant-gardes historiques : la conviction de pouvoir intervenir directement sur la vie.

2. Cette utopie va s'écrouler misérablement avec un événement qui marque une rupture historique et apparaît comme une ligne de partage à la moitié du vingtième siècle : la seconde guerre mondiale. La seconde guerre mondiale détruit, en même temps que les avant-gardes, l'illusion qu'avait l'artiste de pouvoir intervenir dans la réalité ; elle ruine la *grande utopie de certains* intellectuels et de certains écrivains ; elle éloigne de manière radicale l'idée que l'artiste possède non seulement une incidence sur la praxis, mais aussi un rôle et une légitimité propres. *La demande qui se fait jour* après la seconde guerre mondiale est la suivante : *« Est-il encore possible d'écrire après Auschwitz ? »*

Pourtant, en posant une telle question à ce moment de ma conversation, je risque de laisser de côté toute une littérature qui, dans les *moments* les *plus* dramatiques du vingtième siècle, s'est exprimée sans se poser le problème d'intervenir sur la réalité, mais avec l'intention précise de proposer une série de témoignages, chroniques, *relations* et *évocations*, éventuellement sous forme romanesque : ce sont les grandes pages des auteurs isolés qui ont observé les événements majeurs de notre siècle, comme Bertolt Brecht, Mickaïl Boulgakov, Malraux, Babel, Pasternak ou Orwell.

Et je risque aussi de laisser de côté toute une littérature de témoignage qui, en réponse à la question *« Est-il encore possible d'écrire après Auschwitz ? »*, a justement choisi d'écrire sur Auschwitz. Je pense surtout à un grand auteur italien, Primo Levi, et à son héroïque et douloureuse tentative : regarder d'un œil lucide l'époque dans laquelle nous vivons, *témoigner*, utiliser la *littérature comme une mémoire*, une *mémoire* qui persiste avec obstination, une *mémoire longue* opposée à la mémoire courte des mass media qui caractérisent l'époque dans laquelle nous vivons.



EXTRAITS DE «PORTRAITS» D'ARTURO PATTEN/ÉD. ACTES SUD

Antonio Tabucchi : « J'aime les histoires... »

Les grands dans la marge

3. Faisons un pas en arrière et revenons à la *période* qui précède la seconde guerre mondiale. J'ai parlé du centre et des avant-gardes. Certes, les avant-gardes historiques *sont le centre*. Non seulement en raison du lieu géographique qu'elles occupent (Paris et Zurich), mais surtout en raison de leur volonté centralisante, totalisante, centralisatrice, de leur volonté d'agir comme mouvements. Et pourtant, dans cette Europe fortement caractérisée par l'idée de centralité, de grands auteurs, qui sont aujourd'hui considérés comme les plus grands écrivains du siècle, ont existé, de manière marginale, et ont œuvré seuls loin des avant-gardes.

Ce sont les grands écrivains isolés, les auteurs de la périphérie. En premier lieu, une périphérie géographique : à l'est, le Pragois Franz Kafka ; au sud, le Sicilien Pirandello ; à l'ouest, le Portugais Pessoa et l'Irlandais Joyce. Et au centre, mais lui aussi périphérique, isolé et solitaire, Marcel Proust. C'est contre le centre totalisant, contre l'intervention de la littérature sur la praxis que s'affirment ces auteurs qui ont eu foi non pas en une intervention de la littérature sur le monde, mais foi en la parole.

Ainsi donc j'ai le plaisir de citer un auteur américain du siècle dernier, Henry David Thoreau, qui me semble avoir bien prévu les dangers de l'âge moderne dans lequel paraît faire défaut la foi en la parole écrite. Je le cite : *« Bien lire est un noble exercice qui occupera le lecteur plus que toute autre personne préoccupée de la mode du jour. Cela demande un entraînement identique à celui des athlètes, une attention qui dure presque autant que la vie. Les livres, il faut les lire avec la prudence et la réserve avec lesquelles ils ont été écrits, car il y a un écart considérable entre la langue écrite et la langue parlée, entre la langue écoutée et la langue lue. D'habitude, la première est transitoire, simple dialecte que nous apprenons à l'instar des brutes, comme si nous tétions le lait maternel. La première est notre langue maternelle, la seconde est la langue paternelle, expression élue et confidentielle, trop riche de significations pour être appréciée par nos oreilles. Et, pour la parler, nous devons naître une seconde fois. »*

4. Toutefois, je me demande à ce moment-là : quelle relation y a-t-*il*, pour un écrivain, *entre la parole écrite* et sa vie ? Ou bien, pour m'exprimer mieux : quelle relation y a-t-il entre les livres que nous écrivons et la vie que nous vivons ? En d'autres termes, quel lien existe-t-il, aujourd'hui, entre la littérature et la vie ?

Il y a bien des années, quand j'étais un jeune garçon qui voulait devenir écrivain, j'ai lu une phrase d'Eugenio Montale qui dit – je cite de mémoire : *« Certains peuvent penser que l'art est la forme de vie de ceux qui en réalité ne vivent pas. Pourtant, un poète ne doit pas renoncer à la vie ; tout au plus est-ce la vie qui se charge de l'éviter. »*

A cette époque-là, quand j'étais un jeune homme qui voulait devenir écrivain, il y avait en Italie (mais peut-être aussi dans d'autres pays) un dilemme crucial. Aujourd'hui seulement, je comprends que c'était un faux dilemme, un problème captieux, *mais à l'époque il pouvait* passer pour une authentique dichotomie. Cette dichotomie peut, de manière très simplifiée, se résumer ainsi : ou bien vivre, ou bien écrire. *Je regrette de ne pas être* un historien de la culture ou un sociologue de la littérature, qui comprennent en général la raison des choses, car je ne suis pas capable d'identifier les causes qui imprimèrent dans mon fragile esprit ce *terrible dilemme*.

D'où *dérivait* cette *opposition inconciliable* (*ou considérée* comme telle) entre littérature et vie ? Et encore : cette opposition inconciliable produisait-elle un sentiment de culpabilité ou bien *était-elle* le produit d'un *sentiment de culpabilité* ? Quoi *qu'il* en soit, les sentiments de culpabilité, à cette époque-là, étaient très nombreux et provenaient de partout. Ils provenaient de ceux qui se battaient pour la première moitié du *binôme*, *aussi bien que* de ceux qui soutenaient férocement la seconde. Et de ceux qui disaient : la vie comme littérature. Et encore de ceux qui disaient : la littérature comme vie. *Cependant, tous ces gens-là, peut-être*, étaient guidés par un sentiment de culpabilité.

En ce *qui* me concerne, toutefois, quoique je sois vulnérable à de nombreuses formes de sentiment de culpabilité, je ne le suis pas à celle-ci. La littérature fait partie de ma vie, m'accompagne, habite en *moi*. *Ce n'est pas* la vie, et *ce n'est pas* son contraire. Elle fait simplement partie de la vie, comme tant d'autres choses de ce monde. J'aime les histoires. Les raconter et les écouter. Ce sont deux formes complémentaires de ma nature d'écrivain. Un critique a écrit que je suis *disponible* aux histoires, et je suis certain qu'il se réfère à une double disponibilité, car les histoires elles aussi m'ont cherché, m'ont suivi, m'ont trouvé. Moi je les ai tout simplement accueillies. Cela me paraît juste et naturel. Il faut accepter son destin. Et c'est pour cela que je crois profondément en la parole écrite, pour cela que j'ai cité ce passage de Thoreau.

L'écriture contre le spectacle

5. Souhaiter une renaissance de la parole écrite constitue certainement une profession d'optimisme, particulièrement dans ces années-ci où tout s'est transformé en spectacle. Car l'information s'est transformée en spectacle, la politique s'est transformée en spectacle, la culture s'est transformée en spectacle. Même la guerre et la mort se sont transformées en spectacle. Et c'est pour cette raison que je me demande : est-ce une déclaration d'optimisme que de souhaiter une renaissance de la parole écrite ?

Je crois que l'homme d'aujourd'hui est un homme hésitant, privé d'assurances et de certitudes. Dans ce labyrinthe qu'est l'époque contemporaine, dans ce chaos, dans cet *« infernal séisme »*, comme disait Pasolini, il ne reste plus rien de la foi dans les grands idéaux, qui se sont révélés un échec, ni de la foi dans les valeurs religieuses, ni de la foi dans le progrès, qui a montré son visage le plus menaçant, le plus inquiétant. Je crois que la littérature ne peut pas éviter de s'occuper de cet homme incertain et titubant, si désorienté qu'il n'est même pas capable de se reconnaître et qu'il en a conclu que ce monde est absurde.

Et par conséquent, dans ce bref parcours à travers mon siècle, je ne peux oublier les écrivains qui ont été dominés par le sentiment que notre époque est une époque absurde. Il s'agit d'un sentiment assez nouveau, typique de notre siècle, car jamais auparavant il ne s'était manifesté dans l'histoire de la littérature. L'absurde, l'incompréhensible, l'indicible, c'est ce qui se présente à nos yeux et qui possède une *logique formelle* mais manque de *logique substantielle* : c'est-à-dire ce qui est incapable de fournir une réponse aux questions que nous nous posons.

Antonio Tabucchi

Lire la suite page II

Le Monde
Carrefour des littératures européennes

Suite de la page I

Je crois que Garcia Lorca nourrissait ce sentiment quand il écrivit ses odes furibondes de New-York ; ce même sentiment, Kafka, le juif de Prague qui écrivait en allemand, l'éprouva durant toute sa brève vie ; et ce même sentiment encore, transformé en quelque chose de balbutiant, en un monologue désespéré, Samuel Beckett l'éprouva tout au long de son œuvre romanesque. *Un monde absurde*, une vie absurde, des choses absurdes. Car, comme le dit la phrase de Meredith que Mercè Rodoreda a mise en épigraphe à son roman *la Plaça del Diamant*, *« My dear, these things are life »*. Bien sûr, ces choses sont la vie, et la vie, avec toute sa féroce logique, s'avère complètement incompréhensible. Tellement incompréhensible que l'homme contemporain semble avoir perdu jusqu'à son identité.

6. Identité. Un concept-clé et une préocupation constante dans la littérature du vingtième siècle. Que l'on pense à la *Conscience de Zéno* d'Italo Svevo, aux *Six personnages en quête d'auteur* de Pirandello, au *Finnegans Wake* de Joyce, au *Juan de Airena* d'Antonio Machado. Et que l'on pense surtout à cette immense œuvre sur l'identité que nous a laissée Fernando Pessoa.

Le tennis de Pessoa

Avec Pessoa, le discours sur l'*identité se déplace vers la fiction* qui préside à l'acte littéraire. Dans la fiction littéraire, c'est-à-dire dans la création de personnages, dans cette extravagante partie de tennis dans laquelle la balle est lancée par l'auteur seulement tandis que le personnage se trouve de l'autre côté du filet, Pessoa a accepté de jouer jusqu'aux conséquences extrêmes. Avec Pessoa, la partie s'est jouée dans les deux sens.

A un moment déterminé, le personnage – ou plutôt les personnages – qui se trouvait de l'autre côté du filet a répondu. Et Pessoa, loyalement, a joué la partie dans les deux sens. Je veux dire par là que Fernando Pessoa, à travers la création consciente des rôles attribués à chacun de ses personnages, n'opère pas dans le sens vertical de l'irresponsabilité du créateur, typique des poétiques post-romantiques, mais dans le sens d'un créateur responsable de ses créatures et évoluant sur le plan horizontal du système. L'hétéronymie de Pessoa, dans sa multitude, est *en réalité* une forme de solitude qui atteint une dimension métaphysique et est proche parente de la solitude dont parlent Kafka et Beckett.

Pour conclure, tel est l'homme que la littérature du vingtième siècle et notre époque actuelle nous livrent : un homme seul et divisé, un homme qui est seul avec lui-même et qui pourtant ne se connaît pas et est peut-être devenu inconnaissable. Toutefois, s'il est vrai que la littérature est une forme de recherche, ce que je crois qu'elle est, elle doit aller au-devant de l'homme d'aujourd'hui et le chercher. Elle doit le suivre dans son labyrinthe, elle doit l'accompagner. S'il *est vrai* que la littérature est une forme de connaissance, ce que je crois qu'elle est, elle doit essayer de connaître cet homme, de pénétrer dans son cœur de ténèbres, de découvrir ses désirs et ses rêves.

Ce sera sans doute une recherche illusoire, car la littérature ne nous offre peut-être que l'illusion d'ouvrir une porte derrière laquelle il y a une autre porte. Pourtant, cela aussi c'est la force de la littérature : la force de l'illusion, la force du rêve. Comme le dit Gaston Bachelard, il est nécessaire de revendiquer *le droit de rêver*. Cela peut peut-être sembler, à première vue, un droit sans grande valeur. Et pourtant, si l'on y réfléchit bien, cela apparaîtra comme une grande prérogative. Car si l'homme est encore capable de nourrir des illusions, s'il est encore capable de rêver, cet homme est un homme libre.

Antonio Tabucchi
(traduit de l'italien par Lise Chapuis)

Saulius Kondrotas, apatride par conviction

« Je n'ai pas la nostalgie des confins. Je hais les confins », dit l'écrivain lituanien qui affirme avoir voulu émigrer dès l'enfance. Etre sans passeport, « ça reflète bien mon état d'esprit... »

La Baltique... Sur les rivages de cette mer sans marées, presque entièrement fermée – sauf à l'ouest du côté d'Elseneur, et plus tard artificiellement vers l'est par ce canal Staline (rebaptisé ensuite « Belamor kanal », canal de la mer Blanche) qui fut un des hauts lieux du goulag – s'entremêlent et se côtoient une surprenante quantité de cultures et de langues. Le monde de la Hanse avec ses ports aux noms mythiques, qui furent les centres de l'histoire européenne, du Moyen Age à Vytautas Landsbergis : Lubeck, Dantzig, Kiel, Koenigsberg, Memel, Riga, Narva, Gotland... Ces confins septentrionaux qui, au sud du monde scandinave, n'ont cessé d'être bouleversés au gré des guerres et des partages. Tiraillés entre les « grandes puissances » de chaque époque (Suède, Chevaliers teutoniques, Ukraine, Russie). Occupés. Pays baltes. Occupés. Libérés. Dépecés. Occupés de nouveau. D'autant plus convoités qu'ils contrôlent le passage maritime vers Pétersbourg.

Il y avait, d'un côté, la géopolitique et ce que des connaisseurs ont nommé l'ULB – Ukraine, Lituanie, Bielorussie, – ces frontières orientales de la Pologne, si fluctuantes, qui ont toujours uni et divisé à la fois (1). *D'un autre côté, il y avait la littérature, le rêve autour de ces mondes baltes, brumeux, mal connus – Lives, Coures, Zemgales, Lettons, Estoniens, – « confinés » dans un coin de la grande Union soviétique et qui surgissaient étrangement dans les contes de fées tirés des épopées nordiques, ou dans* Le mal court, *de Jacques Audiberti,* le Coup de grâce *de Marguerite Yourcenar.*

Que va-t-il advenir de ces pays baltes qui ont toujours fait preuve d'une résistance et d'une énergie peu communes ? Nationalistes jusqu'à l'intolérance. Indépendants, mais encore occupés par une armée qui ne se dit plus rouge... Existe-t-il vraiment une nostalgie, une magie des confins ? Lituanien émigré, Saulius Kondrotas nous dit ce qu'il en pense. Il ne fera peut-être pas l'unanimité à Strasbourg (2).

« Nous sommes des gens très indépendants dans notre famille. Mon père était *ingénieur*. Je sais qu'il vit en Australie maintenant. La dernière fois que j'ai reçu une lettre de lui, il y avait un timbre australien. Il s'est remarié là-bas. Ma mère, il y a longtemps déjà, s'était mariée avec un homme qui est aujourd'hui vice-président de Lituanie. Moi, je suis parti en 1986. J'avais deux filles d'un premier mariage qui sont là-bas. Je vis depuis trois ans à Munich et j'ai une heure d'émission en lituanien pour Radio-Liberté. Peut-être que l'an prochain je serai à Washington... »

Saulius Kondrotas n'a pas de passeport. Pas de pays. Pas de religion. « Etre apatride, ce n'est pas pratique pour voyager, mais ça reflète bien mon état d'esprit... » *Il passe de l'anglais au russe dans la même phrase. Il est né en 1953 dans la Lituanie soviétique, à Kaunas, qui avait été capitale de la Lituanie indépendante pendant l'occupation polonaise de Vilnius, entre 1919 et 1940. Considéré comme un des grands espoirs de la littérature de son pays, il avait publié là-bas avec succès deux recueils de nouvelles et deux romans* : l'Ombre du serpent, *qui a été publié en français (Albin Michel, 1991) et, en 1986,* Et ceux qui regardent par la fenêtre s'assombriront, *à propos de la dictature.* « Mon sentiment de Lituanien, je ne m'en préoccupe pas vraiment. Pourtant, je ne crois pas que l'on *puisse échapper à ses origines*. Je ne suis évidemment pas un patriote. Sinon, je serais en Lituanie maintenant. Je ne me soucie pas du destin des Lituaniens, je ne me sens pas davantage concerné par eux que par les Yougoslaves ou les Palestiniens, ou les Noirs d'Afrique du Sud ! Les Lituaniens ne constituent pas *pour moi une exception*, et cependant je ne peux pas être complètement extérieur. Vous pouvez divorcer de votre femme : vous la quittez simplement, et si vous avez de la chance, vous l'oubliez vite. Ce n'est jamais le cas avec vos origines, avec votre nationalité. Vous ne l'oubliez jamais. J'ai rencontré des gens *qui vivent* en émigration depuis des années, parfois toute leur vie, et je n'en connais qu'un seul qui ait réussi à oublier complètement ses origines : il a oublié sa langue, il ne se souvient même plus de ses parents ; c'est un homme en bonne santé, il est pilote de Boeing aux Etats-Unis. C'est une *exception*.

» Je ne me demande pas tous les jours qui je suis, mais je ne *peux pas échapper au fait que* je suis lituanien. Je parle lituanien, je crois aussi que je pense lituanien. Je ne crois pas tellement aux caractères nationaux et je ne crois pas qu'il existe un mode de pensée français, un mode de pensée allemand. Il existe des ressemblances de comportements chez certaines personnes mais, au fond, *je ne crois pas aux nationalités*.

– Alors, que signifie : je pense lituanien ?

– J'utilise la langue lituanienne pour penser. Pour travailler. Je parle lituanien dans ma tête. Je n'utilise pas des mots allemands pour penser. Et probablement, il y a des images qui viennent d'endroits où j'ai grandi. Ce sont essentiellement des lieux à la campagne, des images de villages, très précises. Je suis né dans une ville, Kaunas, mais je n'y ai jamais vécu. Dès ma naissance, ma mère m'a confié à ma grand-mère qui m'a emmmené à Seredzius, une petite ville, presque la campagne. J'y ai passé les dix premières années de ma vie. Et puis, j'ai commencé à émigrer... J'en avais assez de cette petite ville. J'ai commencé à insister pour que ma mère me prenne avec elle à Vilnius. Ce fut ma première émigration. Déjà j'en avais assez de la Lituanie et je voulais partir. Quand j'ai émigré, *j'avais trente-trois ans*.

» J'ai étudié à l'université de Vilnius la philosophie et la psychologie. J'ai fait *une thèse* sur les idées politiques de Platon. Ça ne m'intéressait pas tellement, la philosophie, mais cela faisait partie d'une éducation générale. J'aurais lu ces livres de toute façon et je me suis dit : autant en tirer un diplôme... A cette époque, le choix de la philosophie signifiait deux choses : ou bien vous deveniez un philosophe marxiste ; ou bien vous choisissiez l'histoire de la philosophie, et alors, vous échappiez au marxisme. On peut dire que c'était une voie dissidente, mais sans confrontation violente. Le marxisme était une chose *imposée* pour ceux qui voulaient faire une carrière politique. Si quelqu'un voulait *suivre* le chemin de la politique, il le faisait, mais il n'était pas avec nous. Aussi, nous n'avions pas d'occasions de confronter nos vues. Il y avait le côté des amis et aucun, parmi nous, n'était un marxiste croyant. J'ai rencontré mes premiers vrais marxistes croyants aux Etats-Unis. Je n'en avais jamais rencontré en *Union soviétique*.

» Après l'Université, j'ai travaillé à l'édition de l'Encyclopédie lituanienne, puis j'ai enseigné la philosophie. Depuis le lycée, j'écrivais et, vers 1980, j'ai décidé de devenir écrivain professionnel. J'ai publié deux recueils de nouvelles, *Un monde sans limites* et *Histoires d'autres temps*. J'écrivais tout ce qu'on me demandait : scénarios pour le cinéma, pour la télévision, pièces de théâtre, critiques, tout ce qui pouvait me rapporter de l'argent. Même de la publicité pour la radio ! « *Achetez ceci ou cela...* » Des soupes instantanées qui ne se dissolvaient pas. On faisait de la publicité pour tout ce qui était de si mauvaise qualité que personne n'y reviendrai pas. Peut-être parce que je connais toute cette *partie du monde* où j'ai vécu depuis que je suis né et que je veux aller dans des endroits où je n'ai jamais été. Je ne reviens jamais en arrière.

» Je ne peux pas faire exactement la distinction entre ce que l'ennui doit au système et celui qui a toujours été propre à la Lituanie. Moscou, c'est différent. *C'était la capitale de l'URSS*, c'était une ville pleine de vie,



ANABELL MENDEZ

Saulius Kondrotas : « Je ne suis évidemment pas un patriote... »

n'en voulait. Ce qui était bon se vendait tout seul.

– Vous sentiez l'influence du pouvoir soviétique ?

– Oui. C'était terrible. Mon grand-père maternel avait été déporté en Sibérie du temps de Staline, après la guerre, il a passé dix ans à Vorkouta. Il était photographe – pas un artiste : il photographiait des portraits de famille, les passeports, les mariages. Son père avait été juge de paix dans la même petite ville. Du côté de mon père, mon grand-père était professeur à l'*Académie lituanienne d'agriculture*. Mes parents ont divorcé quand j'avais cinq ans. Je ne m'en suis pas rendu compte, je ne vivais pas avec eux. Ma mère a épousé un homme qui risquait d'être envoyé en Sibérie, et qui est devenu vice-président de Lituanie. Mon père a émigré en Australie.

– Il y a longtemps ?

– Non. Après moi. J'ai été un exemple pour beaucoup. Aujourd'hui les gens émigrent en masse.

– Vous aviez plutôt réussi sans avoir jamais appartenu au Parti communiste. Et vous êtes parti en 1986, pendant la perestroïka. Pourquoi ?

– C'est *seulement* après mon départ qu'ont surgi tous les problèmes politiques, l'indépendance. Les frontières ont commencé à s'ouvrir. J'attendais depuis dix ans une bonne occasion de partir. Je savais que si je partais, ce serait sans retour. C'était un monde stupide, ennuyeux, gris. Pourquoi ? ... Votre question n'a pas de sens, c'est évident. Est-ce qu'on demande à quelqu'un : Pourquoi vous ne voulez pas mourir ? ... Je pleine d'électricité, pleine de tension. Tandis que la Lituanie, c'est une province et, sous quelque régime que ce soit, ce sera toujours une province. Comme la Finlande. Quel être sensé voudrait aller vivre en Finlande ?... *(Rire.)* C'est sur les bords de la planète, il n'y a rien derrière et certainement que l'humanité elle-même s'arrête là.

– Vous ne pensez pas que vous faites de la provocation ? Quand les gens de Moscou viennent dans les pays baltes, ils ont l'impression de venir vers une civilisation plus occidentale.

– C'est pour des raisons mercantiles, à cause du niveau de vie, pas à cause de la vie spirituelle. C'est comme un étang ; l'eau ne bouge pas là-bas. Il ne s'y passe rien. Je vous l'ai dit. Plus vous vous éloignez du centre, moins vous rencontrez d'humanité. Degré par degré, les gens deviennent comme des animaux. Votre idée de cette « extrême Europe », c'est de montrer que les gens qui vivent au centre et ceux qui vivent dans les provinces sont égaux. Selon moi, c'est faux. Il y a et il y aura *toujours* un mouvement des bords vers les centres.

– Pourtant, dans le domaine de la littérature, par exemple, la plupart des écrivains importants viennent des confins. Surtout à l'est de l'Europe...

– Pour moi, c'est une sorte de mode que de parler de ces frontières et je pense qu'on surestime considérablement la valeur de ces confins et de la vie culturelle qu'on y mène. Les habitants des confins sont pauvres, moins bien éduqués, ils ne se soucient pas de leur passé, de leur patrimoine culturel, païen ou autre. J'ai déjà assisté à plusieurs conférences sur ce thème : dans ce qui était encore la Yougoslavie, à Vilenica, et en Autriche. Je crois que c'est une mode, qui va passer. Montrez-moi seulement les trésors de cette culture des confins. Je n'en vois pas. Je ne comprends pas pourquoi cette mode vient de France. Je n'ai pas la nostalgie des confins. Je hais les confins.

– Pourtant, dans l'Ombre du serpent, comme chez Baltouchis (la Saga de Youza, paru chez Alinéa), on sent un enracinement dans le terroir. Vous partez de votre expérience, de votre connaissance du pays, des épopées lituaniennes. On a l'impression que le livre traduit une réalité et un imaginaire proprement lituaniens.

– *(Rire.)* C'est entièrement truqué, fabriqué. Vous ne pouvez absolument pas fonder vos idées sur la Lituanie avec ce livre. En Lituanie, ça a été un livre-culte. Parce que là-bas, on a bien vu que cela n'avait rien à voir avec les traditions, la culture ou le passé lituaniens. Tout est inventé. Il n'y a aucune expérience de la campagne dans ce livre. *(Il passe au russe.)* Il n'y a là rien de lituanien. C'est complètement étranger aux gens, à la façon de penser de la Lituanie. Il n'y a pas de tels paysages. Si j'avais fait un livre de science-fiction, personne ne m'aurait lu. *Bien sûr, j'ai utilisé des éléments* de la réalité. On ne peut pas échapper au fait qu'on est né dans un certain pays, dans une certaine société. Si j'avais écrit en latin, personne ne me demanderait si ça parle de la Lituanie, personne ne m'aurait assimilé à une nationalité. Mais personne ne m'aurait publié en France !

» Ne me comparez pas à Baltouchis... A mon avis, il est plutôt comme Romain Rolland. Sa manière d'écrire concorde avec la vie des Lituaniens, leur sens de la nature. Moi, je suis tout seul. Baltouchis a écrit toute sa vie pour les lecteurs. Moi, j'ai toujours écrit pour mon plaisir. Je n'avais aucun plan. La *violence que* j'y mettais était comme un défoulement. C'est Ezra Pound qui a dit qu'il faudrait laisser sur terre un endroit pour tuer.

» En Lituanie, il y a de bons graphistes, et surtout de bons poètes. Je souhaiterais qu'on traduise en français les poètes lituaniens.

– Pourquoi êtes-vous allé d'abord en Amérique ?

– Je voulais partir loin de l'Europe. Il y a près d'un million de Lituaniens en Amérique, à Chicago, Los Angeles. J'étais célèbre en Lituanie à cause de mon livre et j'ai commencé par faire une tournée auprès des communautés lituaniennes et j'ai beaucoup aimé Los Angeles, et j'ai décidé d'y vivre.

» Mon premier achat en Amérique avait été un ordinateur. Mais l'ordinateur n'écrivait pas en *lituanien*... Je me suis passionné pour l'ordinateur, je suis devenu un expert. J'y travaillais quatorze heures par jour. Je continue. Mais quand l'ordinateur a réellement commencé à écrire en lituanien, il est devenu pour moi plus intéressant que d'écrire. Je n'ai plus eu envie d'écrire. »

Il a pris avec gourmandise sa dernière disquette et il s'est installé devant son ordinateur.

Propos recueillis par
Nicole Zand

(1) Voir *Les Confins de l'ancienne Pologne (XVIe-XXe siècle)*, de Daniel Beauvois. Préface de Czeslaw Milosz (Presses universitaires de Lille, 1988). Et aussi le numéro d'*Autrement* consacré aux pays baltes (n° 50, janvier 1991).

(2) *Saulius Kondrotas* sera en France, avec des écrivains de Lituanie, Estonie, Lettonie, du 19 novembre au 3 décembre, pour l'opération des « Belles étrangères » organisée par la direction du livre du ministère de la culture.

Le Monde
Carrefour des littératures européennes

La bicyclette créole ou la voiture française

Un entretien avec l'écrivain antillais Raphaël Confiant, qui définit son paradoxe de romancier : vouloir faire vivre une langue et en écrire une autre

L'« extrême Europe », c'est aussi, pour la littérature française, ce qui vient d'autres horizons et, en particulier, des romanciers antillais. Depuis quelques années, deux noms se sont imposés en France, originaires de Martinique : ceux de Patrick Chamoiseau et de Raphaël Confiant, qui, outre leurs romans respectifs, ont signé ensemble deux essais sur la créolité (1). Raphaël Confiant, auteur de cinq romans en langue créole et de deux autres en français, dont Eau de café *(2), paru l'an dernier, a bien voulu nous accorder un entretien lors de son passage à Paris, avant son intervention au Carrefour des littératures européennes.*

« Pourquoi avez-vous commencé par publier en créole ?

– Les créoles, en général, ont un rapport traumatique avec la langue française. Nous sommes des descendants de personnes qui ont été privées de leurs langues originelles (africaines) et qui ont été sommées d'inventer une nouvelle langue dans l'enfer esclavagiste. Nous ne l'avons jamais acceptée comme étant la nôtre, d'autant que le maître la méprisait beaucoup, la considérant comme un « baragouin ». Lors de l'abolition de l'esclavage, au milieu du siècle dernier, le premier souci des gens de couleur a été de maîtriser le plus vite possible la langue française, pour être jugés à l'égal des Blancs. Le français a été idolâtré au point que l'enseignement avait pour première fonction non pas de dispenser des connaissances, mais d'apprendre à dominer le français.

» A partir des années 30, quand l'idéologie colonialiste a été remise en cause, quand Aimé Césaire a développé le thème de la négritude, quand on a commencé à contester la suprématie intellectuelle de l'homme occidental, fatalement le rapport à la langue française en a été ébranlé. Nous avons trouvé suspecte notre vénération. Nous nous sommes demandé si la langue créole ne méritait pas un autre regard. J'ai été très tôt un militant de la langue et de la culture créoles. La difficulté venait de son oralité. Le créole n'était utilisé littérairement que de manière ludique. Le texte le plus ancien en créole date de 1754 (3). Comme il était interdit aux esclaves d'apprendre à lire et à écrire, les maîtres ont été, paradoxalement, les premiers à écrire en créole, mais avec un but satirique et distancié.

» Notre génération a voulu rompre ce rapport folklorique avec le créole, cesser d'en faire un doux patois, un langage de colibris gazouillants... J'ai personnellement décidé de ne pas écrire en français, bien que, comme tout le monde, j'aie été scolarisé et « littérarisé » en français. La chose normale et logique aurait été d'écrire en français. L'anormal, c'est ce que j'ai fait : publier cinq livres en créole et m'en tenir pendant douze longues années à ce refus. Ce n'était qu'un refus public, bien entendu, parce que, tout en publiant mes livres créoles et en défendant mes positions très « nationalitaires », j'écrivais chez moi en français ! En Martinique, mes romans créoles peuvent se vendre à trois cents exemplaires, alors que mes romans français atteignent quatre mille ventes. Je ne pouvais pas y être indifférent.

– Qui vous lit en créole ? Uniquement des intellectuels ?

– Tout le monde est bilingue, mais tout le monde n'est pas en mesure de lire le créole. Ceux qui l'ont appris l'ont fait d'eux-mêmes, souvent pour des raisons politiques. C'est un petit noyau. Mais même ceux-là ont eu des difficultés à me lire, parce qu'ils avaient l'habitude de textes de quatre ou cinq pages, pas de romans ! Il n'y a pas plus de cent personnes qui ont vraiment lu mes romans créoles.

– Je suis frappé par la grande solidarité qui vous unit à Patrick Chamoiseau. Comment êtes-vous parvenus à un équilibre entre votre rivalité et la nécessité de vous battre ensemble ?

– Nous devrions, en effet, être en compétition. Nous avons suivi, en fait, la même voie à notre insu. Patrick a commencé par faire des bandes dessinées en créole, il avait un journal qui a duré des années. Moi, j'écrivais des poèmes, des nouvelles, des essais en créole. Nous avions tous deux choisi cette langue, malgré nos études. Puis il a pris le chemin logique de l'écriture en français, tandis que je persistais. C'est cet ancrage premier dans le créole qui nous a réunis. Nous sommes le premier « mouvement littéraire » à ne pas faire table rase du passé. Nous établissons des filiations. Nous l'avons fait, notamment, dans *Lettres créoles* : des premières chroniques coloniales à la revendication de la négritude et, enfin, la créolité. Nous nous percevons comme l'aboutissement d'un processus et non comme des écrivains qui balaient d'un trait de plume leurs prédécesseurs. Je reconnais que Patrick est un meilleur styliste que moi. Patrick dit que je suis un meilleur créateur de monde que lui. Nous avons notre théorie : nous disons qu'un écrivain, c'est un style plus un monde. Son monde est plus étroit que le mien, parce que je suis un fils de la société de plantation. Je peux décrire facilement n'importe qui sur l'échelle sociale. Mais maintenant nous essayons d'inverser les choses ! D'ailleurs, dans *Texaco* (4), il a créé un monde extraordinaire !

– Pensez-vous recommencer à écrire un jour en créole ?

– J'ai quatre manuscrits complètement achevés qui attendent. Mais j'ai décidé de ne plus m'éditer à compte d'auteur. Il devrait y avoir, comme en Catalogne ou au Québec, au conseil régional, un fonds qui aide à l'édition. J'ai longtemps été opposé à l'idée de publier en bilingue parce que je ne crois pas qu'on regarde le texte en créole si on a la possibilité de le lire en français. Je ne vais pas chercher la difficulté. Si j'ai une bicyclette et une voiture, c'est la voiture que je prends ! Mais Patrick Chamoiseau m'a convaincu que je me trompais et, à présent, j'envisage une publication bilingue de mes romans créoles.

– Pour Patrick Chamoiseau et pour vous, le lien entre la littérature et les aspirations « nationalitaires » va de soi. Mais est-ce le cas pour tous les lecteurs antillais et pour tous les militants ?

– Nos lecteurs antillais ne ressentent pas nos romans, *Chronique des sept misères* (5) ou *le Nègre et l'Amiral* (6), comme engagés. Les militants purs et durs n'y trouvent pas la dénonciation forcenée du colonialisme, l'éloge exacerbé des valeurs nègres qu'ils attendaient. Notre militantisme se situe au second degré : nous estimons que la revendication d'un statut pour notre pays ou la défense des masses populaires qui, bien entendu, sont exploitées comme dans tous les pays du monde, ce n'est pas le rôle de la littérature. En revanche, la littérature doit revaloriser tout l'imaginaire créole créé pendant trois siècles par des hommes et des femmes qui ont coupé la canne à sucre comme esclaves et qui sont devenus aujourd'hui des ouvriers agricoles en continuant à produire une littérature orale. Chez nous, ce n'est pas un folklore : dans les veillées mortuaires, on continue à conter. Dans nos romans, il s'agit moins d'élaborer un discours politique que de « bouturer » l'oralité créole sur la littérarité française. Nos romans sont politiques, mais à ce niveau-là.



LAURENT MONLAU

Raphaël Confiant (assis, avec Jean Barnabé) : « Les Antilles sont des filles bâtardes de l'Europe. »

– Jugez-vous vos romans français comme un compromis ou comme un pas en avant ?

– Je dois avouer qu'au départ je pensais que l'œuvre de Chamoiseau, en français, représentait un danger pour le créole, parce que les lecteurs disaient : « C'est curieux : on a l'impression de lire du créole en français ! Quel besoin alors de se fatiguer à lire le créole ? » Je me trouvais concurrencé par quelqu'un qui recréait le même imaginaire, mais sans difficulté de lecture... Cela invalidait complètement mon travail ! Je suis encore aujourd'hui, moi-même, taraudé par l'idée que, peut-être, je suis en train de creuser la tombe de la littérature créole. Je me demande si le fait de créer cette espèce de « français régional caribéen » ne rend pas, à terme, caduc le combat pour une langue créole totalement différente du français. Je n'ai pas de réponse à cette question qui, parfois, m'angoisse. Je suis affectivement attaché au créole, et je le suis également au français, mais d'une façon beaucoup plus névrotique, parce que le français a été la langue du colon, que nous nous sommes appropriée par la force et qui est devenue notre langue première après nos études au lycée. C'est là tout le paradoxe. Je suis habité par le créole, mais je ne pense pas en créole. Dans ma chair, je vis l'effacement progressif du créole par le français.

– Est-ce que la lecture du créole ne réclame pas, finalement, une démarche plus intellectuelle ?

– A l'université, en effet, nous avons un groupe de recherches autour du professeur Jean Bernabé qui, il y a une dizaine d'années, a élaboré une écriture phonologique. Les linguistes et les psychologues ont démontré qu'une langue phonologique était plus difficile à déchiffrer qu'une langue orthographique. En français, les mots sont « habillés » : on les reconnaît à l'œil, on n'est pas obligé de les déchiffrer. Il y a, dans le monde, d'autres langues phonologiques, comme l'indonésien. Mais elles sont enseignées à l'école, ce qui facilite, ensuite, leur lecture. Ce n'est pas le cas du créole. Le combat entre le français et le créole est très inégal !

– En passant au français, avez-vous eu le sentiment d'une perte de liberté ?

– Au contraire ! Je découvre une plus grande liberté. Le créole est une langue rurale, habituée à désigner des réalités immédiates. Son niveau conceptuel est très limité. Lorsqu'on s'exerce à écrire un roman dans une langue orale et rurale, on a beaucoup de difficultés, parce qu'un concept doit être exprimé à travers des périphrases. La liberté pour les écrivains créoles, paradoxalement, c'est le français, parce que le français est déjà une langue constituée avec laquelle on peut jouer. Quand j'écris en créole, je ne peux pas jouer parce que je suis obligé de construire mon propre outil. Il y a quelques années, un inspecteur martiniquais de l'éducation nationale a comparé le créole à une truelle et le français à une pelle mécanique. J'avais été alors profondément choqué.

» En fin de compte, je m'aperçois maintenant qu'il avait raison. Je maintiens que l'écriture en français est un plaisir et qu'en créole c'est un travail. Je suis beaucoup plus à l'aise dans la description en français. Un paysan ne décrit pas un arbre, par exemple. Il vit en intimité complète avec la nature. Le créole n'a pas de niveau descriptif : il manque d'adjectifs permettant de décrire un paysage. On est également obligé d'avoir recours à des proverbes et à des formules idiomatiques pour donner une tonalité authentique à la langue. A des formules qu'en français on qualifierait de clichés : « la clé des champs », « rapide comme l'éclair ». Aucun écrivain français qui se respecte ne l'écrirait, mais nous, en créole, nous le faisons parce que ces formules ne sont pas « usées ». Déplacer le créole de son niveau d'immédiateté à un niveau de communication auquel il n'est pas habitué, cela réclame tout un travail.

» L'intérêt principal de notre littérature, à long terme du moins, sera de déposséder les Hexagonaux du français. Pas dans le sens matériel, mais psychologique. L'« élite » française est la seule à considérer que le français est sa propriété. En Angleterre, en Espagne ou au Portugal, l'« élite » est beaucoup plus ouverte au parler dialectal. Il y a de nombreux dictionnaires spécialisés. Le Portugal a accepté des modifications orthographiques proposées par l'Académie brésilienne ! Le français, par sa tradition jacobine et sa guerre contre les patois, est beaucoup plus fermé. Nous qui écrivons en dehors de l'Hexagone, nous n'avons pas le sentiment que les termes que nous apportons, les formules, les métaphores, sont réellement acceptés comme du français. Or nous pensons contribuer à l'enrichissement du français. Nous disons que le français n'appartient plus à la France. L'anglais appartient aussi bien aux Australiens, aux Indiens. Les Anglais l'ont parfaitement compris. Mais pas les Français. Je souhaiterais qu'il y ait dans les dictionnaires français des lexiques de tous les pays francophones de la planète. Notre littérature doit amener les Français à admettre que leur langue déborde de l'Hexagone. Il faut qu'ils acceptent l'idée qu'un jour le fleuron de la littérature française ne sera pas le fait d'Hexagonaux.

– Comment avez-vous accueilli l'attribution du prix Nobel à Derek Walcott ?

– Avec une grande satisfaction, parce que nous avions peur qu'il ne soit attribué à Naipaul, écrivain brillant, mais qui a complètement renié la société antillaise et vénère l'Angleterre. Naipaul n'est pas un universaliste, comme il veut le faire croire, mais un cosmopolite. Il n'a guère de respect pour les cultures autres qu'occidentales. Il qualifie la société antillaise de bric-à-brac, de bricolage. Justement, nous revendiquons le bricolage ! Derek Walcott, c'est le contraire de Naipaul. Il est à la fois noir et blanc, il est métis. Il écrit dans un des plus beaux anglais qui puissent exister et il sait jouer avec le dialecte de Sainte-Lucie et le créole. Il réfléchit sur ce que Segalen a appelé le « divers » et que nous, dans *l'Eloge de la créolité*, appelons la « diversalité ». Voilà un écrivain venu d'une toute petite île et qui est reconnu par les Anglais et les Américains comme l'un des plus grands poètes de langue anglaise. Ils ont compris que leur langue ne leur appartenait pas et qu'ailleurs pouvaient jaillir des littératures qui rivalisent avec la leur.

– Comment évitez-vous l'écueil de l'exotisme, du folklore, du naturalisme, du populisme ?

– Lorsque dans un roman occidental on parle de neige et de sapin, ce n'est pas exotique. Dès qu'on évoque une plage de sable blanc et des cocotiers, ça paraît exotique. Nous ne pouvons pas lutter contre le regard occidental qui a fait de notre réalité un folklore. Je ne vais pas évacuer ma réalité, sous prétexte que, pour les lecteurs occidentaux, elle est exotique. Ce serait me soumettre au regard occidental. Aimé Césaire est tombé dans ce piège. *Cahier d'un retour au pays natal* aurait pu être le texte de revendication de n'importe quel peuple qui souffre. Si les Québécois l'ont adopté dans les années 60, c'est qu'il n'était pas profondément marqué par les Antilles. Il a d'ailleurs été traduit en arabe et a rencontré un grand succès auprès des Palestiniens.

– Votre culture est liée à l'Afrique, à l'Amérique latine et à l'Europe : comment conciliez-vous ces trois pôles ?

– Ce n'est qu'aujourd'hui que nous avons distingué les différents éléments qui se sont agglutinés. Nous ne nous sentons pas nous-mêmes comme une synthèse inachevée, nous ne nous sentons pas déchirés ni collectivement ni individuellement. Il y a eu un brouillage généralisé des origines. Les premiers colons étaient des prostituées malades, des voyous, des cadets de famille déshérités. Les esclaves n'avaient pas de nom. Les Indiens étaient des parias. Tous les groupes ethniques ont un problème d'origine. Même nos békés, nos Blancs créoles, prétendent que leur particule est un signe de noblesse, alors que le « de » n'indiquait que leur provenance... C'est une façon de sublimer la bâtardise. Nous sommes tous des déportés, des trafiqués. Nous avons tous perdu notre nom. C'est une source de fantasme, de conflit. Comme nous sommes le premier peuple à avoir fait l'expérience de la multiracialité, nous avons toujours un choc quand nous découvrons, en Europe, que tous les gens sont pareils dans la rue... Pour nous, ce qui est normal, c'est la différence, le divers. Mais c'est difficile, parce que nous sommes sans cesse désignés par notre type racial, par notre apparence physique. Cette appartenance raciale est pénible surtout quand on fait partie d'une couche sociale qui fait l'objet d'un ostracisme.

– Quelle leçon l'Europe peut-elle tirer des Antilles ? Comment avez-vous réagi à Maastricht ?

– Nous avons toujours eu tendance à considérer l'Europe comme une entité. Nous nous sommes rendu compte, à l'occasion de ces débats, que l'Europe était divisée. L'émiettement des pays de la Caraïbe gêne notre évolution. Or l'unité européenne nous a semblé plutôt fondée sur l'économie que sur des affinités culturelles. Les Antilles sont des filles bâtardes de l'Europe. La construction européenne ne peut pas nous laisser indifférents, mais nous craignons que l'Europe ne se referme sur elle-même et ne nie les appendices ou les fils tendus ici ou là. En Martinique, il y a eu 80 % d'abstentions au référendum sur Maastricht. On a le sentiment que cette unité ne se fait pas de l'intérieur parce que les Européens se sentiraient proches les uns des autres, mais qu'elle se fait contre. Contre qui ? C'est une façon de se protéger contre une nouvelle invasion des barbares. »

Propos recueillis par René de Ceccatty

(1) *Eloge de la créolité*, en collaboration avec Jean Bernabé (Gallimard/Presses universitaires créoles, 1989), et *Lettres créoles* (Hatier, coll. « Brèves », 1991).

(2) Grasset, prix Novembre, 1991.

(3) *Lisette quitté la plaine*, de Duvivier de la Mahautière (Saint-Domingue).

(4) Gallimard, 1992.

(5) De Patrick Chamoiseau, Gallimard, 1986.

(6) De Raphaël Confiant, Grasset, 1988.

Le Monde
Carrefour des littératures européennes

Maria Velho da Costa l'optimiste


MONIQUE BURKE
Maria Velho da Costa : un symbole.

Autant qu'à celle du féminisme, le nom de Maria Velho da Costa reste attaché à l'histoire de la culture et de la littérature portugaises de ces vingt dernières années. Plus précisément au basculement de cette culture dans la modernité après les longues décennies de fixité et d'enfermement imposées au pays par la dictature salazariste. Le procès retentissant des « trois Maria », dont elle fut la principale actrice dans les années 1973 et 1974, constitue l'un des épisodes les plus spectaculaires de cette mutation.

C'est en avril 1972 que paraissait à Lisbonne un livre, les *Nouvelles Lettres portugaises* (1), signé par trois femmes : Maria Isabel Bareno, Maria Teresa Horta et Maria Velho da Costa. Inversant le propos de Mariana Alcoforado, la célèbre et mythique religieuse portugaise du dix-septième siècle, les trois auteurs substituaient à la plainte amoureuse de l'abandonnée une revendication de liberté, d'émancipation érotique pour les femmes. L'incantation lyrique et amoureuse, la réflexion sur l'aliénation, dont elles sont à la fois les victimes et les complices, qui formaient la matière de ce petit livre peuvent paraître à présent bien datées ; leurs capacité et vertu de scandale étaient, à l'époque, intactes.

Juin 1973 : Salazar est mort depuis trois ans ; Marcelo Caetano, président du conseil, malgré de frileuses velléités de libéralisation, continue l'œuvre de son maître dans un pays relégué à l'écart de l'Europe et accusant partout des retards ; un pays qui, de plus, s'embourbe dans ses guerres coloniales, en Angola, en Guinée, au Mozambique ; l'armée et sa hiérarchie grondent. C'est le moment choisi par la justice pour interdire le livre des « trois Maria » et engager contre elles un ridicule et déjà anachronique procès pour « outrage aux bonnes mœurs ». Illustration de l'impuissance d'un pouvoir agonisant, l'affaire se prolongera, avec de multiples épisodes et d'importants retentissements internationaux, jusqu'en mai 1974. Quelques jours après la révolution du 25 avril, l'acquittement de celles qui étaient devenues des symboles donnera au procès une allure de farce.

Une histoire « cocasse »

Maria Velho da Costa ne nourrit pas une nostalgie excessive pour une histoire vieille de près de vingt années. Histoire qu'elle juge, avec le recul, « cocasse » : *« L'un des juges était sourd et le procès semblait se dérouler un siècle plus tôt. »* Le combat politique, dans lequel les intellectuels avaient conscience de jouer un rôle essentiel, mobilisait la plupart des esprits : le procès fut l'une des manifestations de ce combat et de ses enjeux réels. Présidente de l'Association des écrivains – poste éminemment politique à l'époque et lié à de subtils dosages – jusqu'en 1978, elle avait, au moment du procès, déjà publié un roman, des contes et un essai sur l'enseignement primaire.

Née en 1938, fille d'un officier, Maria Velho da Costa, après des études de philologie allemande, s'est intéressée à la psychiatrie et à la psychanalyse de groupe. La dimension sociale de cette *« radicale destitution des personnes »* que représentaient la folie et son traitement est longtemps restée une de ses préoccupations majeures : *« J'aurais pu devenir psychanalyste, mais je me sentais plus faite pour perturber que pour soigner. »* En 1977, elle consacre un essai aux travailleurs portugais et à la maladie mentale. Il n'est pas surprenant de l'entendre citer un autre écrivain de sa génération, Antonio Lobo Antunes, psychiatre dans un hôpital de Lisbonne, dont elle admire l'œuvre baroque et douloureuse (2).

Cette même année, Maria Velho da Costa quitte le Parti communiste. Cette attitude de désengagement sera progressivement celle de nombre d'intellectuels de la même génération. Après un bref passage au cabinet du secrétaire d'Etat à la culture, elle rejoint le département d'études portugaises et brésiliennes du King's College de Londres, où elle restera de 1980 à 1987, avant de prendre, jusqu'en 1990, le poste de conseiller culturel au Cap-Vert. Son dernier roman, *Missa in Albis*, paru en 1988, est le récit d'un itinéraire intérieur marqué par l'amour et la mort.

Admiratrice de Duras

« Je n'ai pas vraiment une vocation d'intellectuelle. Il n'y a pas chez moi d'attitude persévérante et systématique à l'égard de la culture. J'arrive aux idées par des voies non discursives. » Admiratrice de Marguerite Duras, Maria Velho da Costa se montre beaucoup plus critique à l'égard de l'une des grandes figures des lettres portugaises, Fernando Pessoa, *« écrivain anglais qui a eu le malheur d'écrire en portugais ; il y a chez lui un immense manque de sensualité de la langue, et donc une affinité entre ses difficultés existentielles et son style : Pessoa aurait dû écrire des essais, comme poète c'est un emmerdeur ! »* Elle n'est d'ailleurs pas seule, parmi les écrivains portugais, à se montrer agacée par la gloire internationale du poète. La *« jubilation du langage »*, elle la trouve davantage chez Herberto Helder – poète que l'on commence à peine à découvrir en France (3), – chez le Brésilien Guimaraes Rosa, ou encore dans les romans et les nouvelles de son ami José Cardoso Pires (4).

Aux yeux de Maria Velho da Costa, l'ouverture européenne du Portugal et sa place grandissante, mais toujours problématique, au sein de la Communauté ne constituent pas une menace pour l'identité nationale. *« Déguisé en sentiment d'infériorité, cette identité est assez forte pour résister. »* Même si elle constate chez les intellectuels portugais *« une diminution du dialogue »* et un *« syndrome dépressif grandissant »*, elle garde une certaine confiance dans leur capacité à maintenir vivante et singulière la culture portugaise : *« J'ai tendance à être plus optimiste que je ne le devrais... »*

Patrick Kéchichian

(1) Seuil, 1974, le seul livre de Maria Velho da Costa traduit.

(2) Son dernier roman traduit, *la Farce des damnés*, vient de paraître chez Christian Bourgois.

(3) Des proses, *les Pas en rond*, et des poèmes, *la Cuiller dans la bouche*, ont été traduits en français en 1991, respectivement chez Arléa et à la Différence (voir le « Monde des livres » du 29 novembre 1991).

(4) Des nouvelles viennent de paraître chez Gallimard, sous le titre *la République des oiseaux*.

Au nom de l'Europe

La faculté de Strasbourg organise quatre débats. Parce qu'on ne sait plus aujourd'hui ce qu'« Europe » veut dire...

Il existe depuis deux ans, à la faculté de philosophie de Strasbourg, un groupe de recherche intitulé « Géophilosophie de l'Europe ». Nous en assurons, Jean-Luc Nancy et moi-même, la responsabilité en collaboration avec Denis Guenonn et Daniel Payot. C'est avec le soutien du ministère de la recherche (département des sciences humaines) que ce groupe s'est constitué, et il a été décidé au départ, d'un commun accord, que ses deux premières années seraient exploratoires. Cette période s'achève, et c'est ce que vient sanctionner la série des quatre débats organisés dans le cadre du *Carrefour des littératures européennes*.

Qu'une telle initiative ait été prise à Strasbourg, nul ne s'en étonnera : bien au-delà des actuels débats « communautaires » sur la « capitale de l'Europe », la ville (une ancienne ville franche, il ne faut jamais l'oublier) s'est dès longtemps, et délibérément, inscrite dans un espace européen. Depuis au moins la Renaissance (et la Réforme), depuis en tout cas la seconde moitié du dix-huitième siècle, la tradition « culturelle » de Strasbourg, c'est-à-dire indissociablement sa tradition éthique et politique, artistique et intellectuelle, est de fait européenne, jusque dans ses manifestations apparemment les plus « locales ». Et c'est avec un sentiment de reconnaissance que l'université, aujourd'hui, se voit confier la création d'un « pôle européen ». Que, d'autre part, notre initiative, en tant qu'elle est philosophique, date de 1989 a encore moins de quoi surprendre : il nous a tout simplement semblé qu'il convenait de répondre à la disparition d'une division qui avait en somme accompli, dans notre époque même, la sombre prophétie de Nietzsche annonçant au siècle dernier que le siècle suivant verrait se déchaîner d'impitoyables guerres *« menées au nom de principes philosophiques »*.

Quelle idée, en effet, présidait à notre projet ? Il ne s'agissait pas seulement, on s'en doute, de mettre à profit la brusque libération de la circulation des personnes et la levée d'un interdit qui, si longtemps, avait rendu difficile, dangereux, voire impossible, la communication intellectuelle. Cet aspect de la chose n'est certes pas négligeable, surtout pour ceux qui avaient été victimes de la situation (on imagine facilement leur attente et leur impatience). Mais si nous avons bien établi ou rétabli des liens avec des philosophes des « ex-pays de l'Est » (Biélorussie, Croatie, Lituanie, Pologne, Russie, Tchécoslovaquie), nous n'avons pas manqué pour autant de nous adresser à nos voisins les plus accessibles (Allemands, Anglais, Espagnols, Italiens, voire Américains) ; et nous ne désespérons pas, dans un avenir proche – comme le suggère déjà le thème du présent carrefour, – d'inviter au dialogue d'autres représentants de l'« extrême Europe ».

Un concept philosophique

Toutefois, l'idée que nous nous faisions, sous le titre que nous avions adopté, d'un travail de recherche était avant tout philosophique. Et donc, comme telle, paradoxale. Il s'agissait, au moment où semblait se reconstituer l'Europe historique (mais *a-t-on su jamais ce qu'elle fut*, quelles étaient ses limites, en quoi consistait son *identité* – si du moins elle en avait une, – quelle était son origine et de quand datait son apparition ?), d'interroger l'Europe dans sa notion, son essence ou sa figure – puisque, aussi bien, l'Europe a été, et reste probablement, d'abord un concept philosophique. Il s'agissait par conséquent de rendre l'« Europe », revenue d'un cauchemar historique sans précédent, problématique.

Il n'est pas trop difficile d'apercevoir que l'Europe est fondamentalement une « idée », une idée qui, il y a presque trois siècles, s'est confondue avec un « idéal », celui de l'universalité. Par où le catholicisme se convertissait concrètement en cosmopolitisme et finissait par donner lieu à ce qu'on nomme aujourd'hui la mondialisation. L'Europe s'est pensée comme l'universel, avec toutes les conséquences désastreuses que l'on sait. Cela fut son identité, sous quelque nom que ce soit : Lumières, raison, humanisme, démocratie – et quelques autres encore comme émancipation du genre humain, voire internationalisme. Et cela fut sa redoutable efficacité : sa civilisation est en effet devenue universelle. Or cette identité universaliste, qu'une dialectique sanglante ne cessait d'assurer (que de guerres incessantes entre peuples et nations, empires, religions, idéologies), il se trouve que son assurance subjective, dans ses antinomies mêmes, ne s'appuie plus aujourd'hui que sur un sujet bien plus puissant, à la mesure de son impersonnalité même : le marché mondial. En conséquence de quoi l'on est passé, par l'effet d'un affaiblissement sans mesure, de la *conviction au consensus* ; et le projet philosophique de l'Europe – il y en eut un – s'est comme effondré de l'intérieur. La si brutale déception survenue à la suite de la réunification européenne, et par conséquent à la suite de la résurgence des antagonismes, peut être interprétée en ce sens : ce n'était donc que cela.

Selon la torsion que la philosophie n'a cessé d'imprimer aux concepts hérités de sa tradition, l'idée de l'Europe s'est nommée, *mettons depuis l'époque de Hegel*, Esprit. De Novalis à Thomas *Mann*, de *Renan* à *Valéry* ou à Croce, chez Husserl encore et chez Heidegger, l'Europe s'est elle-même proclamée la patrie de l'Esprit. Seul peut-être Nietzsche, prémonitoire, pouvait ironiser (*« Nous autres, bons Européens »*), et seul ensuite Patocka, le meilleur des Européens dans sa dissidence même contre l'une des figures majeures – parce que l'une des plus « totalisantes » – de l'européisme, a pu pressentir que cet Esprit, vu ce dont l'Europe et le monde sous son illuminante tutelle avaient été le théâtre, était devenu un « esprit », au sens d'un fantôme ou d'un néfaste revenant. La question peut lasser les demi-habiles, tant pis : mais qu'est-ce que l'Esprit européen après ce qui se condense aujourd'hui pour nous, en Europe (suicide) et hors d'Europe (meurtre), sous le nom d'Auschwitz ?

Voilà donc le problème que *nous pensions digne d'être posé* : que veut dire maintenant « Europe », si tant est qu'un nom propre, dans la désignation qu'il opère, *veuille dire quelque chose* ? N'est-il pas urgent et nécessaire, *pour nous qui faisions profession* de philosophe, de solliciter au *moins le concept d'Europe que* nous héritons de la philosophie *même, cette philosophie qui fut* peut-être la seule armature de ce *qu'on a appelé l'Europe* ?

On ne sait pas ce que veut dire le mot « Europe ». Une des hypothèses sur son origine suggère l'étymologie Euryopa, ce qui, en grec, aurait signifié : qui résonne, ou qui regarde au loin. L'ambivalence même, et pour le coup la plus significative. Ce qui résonne au loin est attentif aux lointains, en souci de l'Autre, comme nous le disons aujourd'hui. Depuis le début, nous nous sommes placés sous ce signe, le signe d'Euryopa, comme s'il pouvait être l'emblème du travail que nous voulions entreprendre. Puisqu'il s'agit du lointain, c'est l'énigme de notre proximité non encore advenue dont nous voulions faire une question. Et puisqu'il s'agit d'un nom, nous entretenions le secret espoir qu'en déplaçant le nom d'Europe, un jour, peut-être, il y aurait quelque chance de lui faire dire son nom.

Philippe Lacoue-Labarthe

Les rencontres de l'Aubette

VENDREDI 6 NOVEMBRE

17 heures
– Conférence inaugurale par Antonio Tabucchi.

18 heures
– « Voir dans le noir » : débat avec des écrivains de Sarajevo.

SAMEDI 7 NOVEMBRE

10 heures
– Grand débat en collaboration avec le Séminaire de géophilosophie de l'Europe. Des tables rondes réuniront, tous les matins à 10 heures, Giorgio Agamben, Etienne Balibar, Vaclav Belhoradsky, Pierre Bourdieu, Stanley Cavell, Jacques Derrida, Yves Duroux, Denis Guénoun, Gourhan Ghalioun, Philippe Lacoue-Labarthe, Eduardo Lourenço, Adam Michnick, Jean-Luc Nancy, Daniel Payot, Paul Virilio et Bernard Waldenfels. Aujourd'hui : « D'où vient l'Europe ».

12 heures
– Atelier romanesque, avec S.T. Kondrotas.

14 h 30
– Atelier romanesque, avec Mohammed Dib.

15 h 30
– « Lettres d'Extrême Europe » : « Lettres créoles », avec Patrick Chamoiseau et Rafaël Confiant.

17 heures
– « L'Europe à ses extrémités ». Quatre débats organisés avec France-Culture et *le Monde* pour confronter la logique identitaire de l'Europe à l'altérité qui est le principe même de la littérature. Premier débat : « L'imaginaire des confins », animé par Pierre Lepape, journaliste au *Monde*, avec Jamel Eddine Bencheikh, Patrick Chamoiseau, Eduardo Lourenço, Abdelwahab Meddeb, Jacqueline Risset, Leif Salmen et Maria Velho da Costa.

19 heures
– Club de la presse de France Culture.

DIMANCHE 8 NOVEMBRE

10 heures
– Tables rondes avec le séminaire Géophilosophie de l'Europe : « Naître et mourir à la frontière », dirigé par Denis Guénoun.

14 h 30
– Atelier romanesque, avec Antonio Tabucchi.

15 h 30
« Lettres maghrébines », avec Vincenzo Consolo et Abdelwahab Meddeb.

17 heures
– « L'Europe à ses extrémités ». Second débat : « Guerres en Europe », animé par Jean Lebrun, journaliste à France Culture, avec Risto Alapuro, Fethi Benslama, Stanco Cerovic, Paul Virilio, Mohamed Dib et Jean Kaplinski.

19 heures
– Club de la presse.

22 h 30
« La tentation de Saint-Antoine ». Lecture de J.-M. Villégier.

LUNDI 9 NOVEMBRE

10 heures
– Tables rondes avec le séminaire Géophilosophie de l'Europe : « Nostalgie de l'Europe ou désir d'un monde », dirigé par Daniel Payot.

12 heures
– Atelier romanesque, avec Patrick Chamoiseau.

14 h 30
– Atelier romanesque, avec Antonio Lobo Antunes.

15 h 30
– « Lettres d'Extrême Europe » : « Lettres portugaises », avec Ruy Duarte de Carvalho et Maria Velho Da Costa.

17 heures
– « L'Europe à ses extrémités ». Troisième débat : « L'espace des langues », animé par Josyane Savigneau, journaliste au *Monde*, avec Germano Almeida, Bernard Comment, Abdelfattah Kilito, Mario Fonseca, Julian Rios.

19 heures
– Club de la presse.

MARDI 10 NOVEMBRE

10 heures
– Tables rondes avec le séminaire « Géophilosophie de l'Europe » : « Une figure pour l'Europe ? », dirigé par Philippe Lacoue-Labarthe.

14 h 30
– « Lettres d'Extrême Europe » : « Lettres baltiques », avec Jean Klapinski et Leif Salmen.

16 heures
– Concert : *Près*, pièce pour violoncelle et électronique de Kaija Saariaho, créée par Anssi Karttunen (Création mondiale).

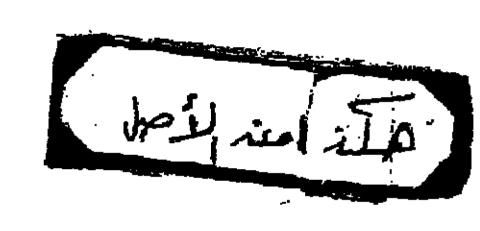
17 heures
– « L'Europe à ses extrémités. » Quatrième et dernier débat : « Femmes des confins », animé par Pascale Casanova, journaliste à France-Culture, avec Assia Djebar (Algérie), Maria Velho da Costa (Portugal), Suada Kapic (Sarajevo), Kajia Saariaho et Satu Hassi (Finlande).

19 heures
– Club de la presse.

MERCREDI 11 NOVEMBRE

10 heures
– Débat de clôture avec Jean-Luc Nancy, Christian Salmon, Patrick Chamoiseau, Abdelwahab Meddeb, Maria Velho da Costa, Stanco Cerovic, Saulius Thomas Kondrotas.





BANDES DESSINÉES

Le bon scénario

FAUX SANGLANT
de Chantal Montellier.
Ed. Dargaud, 64 p., 68 F.

PEUPLE INVISIBLE
de Will Eisner.
Ed. Comics USA/Glénat, 108 p., 99 F.

PORTRAIT DE L'ARTISTE
de Gérard Lauzier.
Ed. Dargaud, 56 p., 68 F.

L'OISEAU NOIR
de Dethorey et Le Tendre
Ed. Dupuis, coll. « Aire libre », 62 p., 66 F.

BRUNE
d'Emmanuel Guibert.
Ed. Albin Michel, 48 p., 75 F.

LA PASSION DE DIOSAMANTE
de Gal et Jodorowsky.
Ed. Les Humanoïdes associés, 55 p., 79 F.



Illustration extraite de la Passion de Diosamante.

A l'instar de l'édition « classique », l'automne et l'approche des fêtes de fin d'année sont propices à une soudaine profusion d'albums de bandes dessinées. La proximité du vingtième Salon de la bande dessinée d'Angoulême, du 27 au 31 janvier, n'y est sans doute pas non plus étrangère. D'autant que ce vingtième Salon décernera, pour la première fois, son « prix du scénario ». Une initiative salutaire, tant le neuvième art cachait, depuis quelques années, l'indigence de ses récits sous les appâts de la perfection graphique.

Certains auteurs n'ont pourtant pas attendu une hypothétique couronne de lauriers pour soigner à la fois l'intrigue et le graphisme de leur album. Chantal Montellier, une des rares femmes, avec Annie Goetzinger, à bénéficier d'une véritable reconnaissance dans le microcosme de la BD – même si les coups de griffe n'épargnent pas cet auteur rétif à la mode, – livre la seconde aventure de sa vidéaste Julie Bristol, *Faux sanglant*. Avec un dessin dont la violence ne doit rien à la gratuité, elle raconte avec maestria la trajectoire de trois femmes aux prises avec le pouvoir et les fantasmes masculins, et, par extension, avec ceux de la société. Barrages qui les empêchent d'accéder à la création et à la reconnaissance, comme ce fut le cas de Camille Claudel, que Chantal Montellier évoqua dans *la Fosse aux serpents*. Ici, son héroïne vidéaste ne parvient pas à convaincre son producteur de l'intérêt du sujet de son film, Artemisia Gentileschi, une femme peintre du dix-septième siècle dont la vie et l'œuvre furent condamnées par la *vox populi* toscane. En suivant la piste d'un assassinat, Julie trouvera en une jeune paumée du nom de France Petit la réincarnation de ce peintre et fera tout pour l'aider à exister par son art. En plus d'une indéniable beauté graphique, le récit de Chantal Montellier porte un regard intransigeant sur la France des années 90 et un jugement gros de révolte sur les relations humaines qui y ont cours.

C'est un constat plus sombre que dresse l'Américain Will Eisner de la façon dont les hommes vivent. *Peuple invisible*, le cinquième tome de sa série « Big City », décrit l'anonymat de trois personnages et l'oubli ou l'indifférence dans lesquels ils dégringolent. Pincus Peatnik, qu'une erreur d'une employée de journal condamne à la mort ; Morris, que son pouvoir de magicien condamne à vivre au ban de la société jusqu'à l'inciter à se rendre littéralement « invisible » aux autres, et à rejoindre les *homeless*, ou encore Herman, vieux garçon tiraillé entre sa mère et sa future femme et qui perdra les deux : le trait précis de Will Eisner détaille ces solitudes comme le ferait un scalpel, ce qui donne un album sans concessions, mais déconseillé aux dépressifs...

Pour les en guérir, revenons au monde de l'art que dépeint le dernier album de Gérard Lauzier, justement intitulé *Portrait de l'artiste*. Michel Choupon, le héros de *Portrait d'un jeune homme*, la dernière BD de Lauzier parue il y a presque dix ans, est devenu adulte. Maquettiste à Mont-Redon, Choupon regarde son épouse avec des yeux de colin froid, croit en son étoile de scénariste et fréquente la bohème locale. Il tombe, de surcroît, amoureux d'une grande bourgeoise qui fricote avec le directeur charismatique – et macho en diable – d'une troupe de théâtre, ingrédients de sa vie qu'il confie à son journal. Certaines scènes et plusieurs dialogues de ce *Portrait de l'artiste* sont d'une pertinente drôlerie, mais l'ensemble pêche par trop de bavardage. Et ce sont surtout les passages du journal de Choupon, dactylographiés et retouchés des corrections de l' « écrivain » encore à venir, qui emportent le rire du lecteur.

L'Oiseau noir, de Dethorey et Le Tendre, mélange allègrement la tragédie et l'humour. La première est fournie par l'irruption d'un Allemand amnésique dans un village provençal, quelques années après la guerre. Ce « boche », comme l'on disait encore, vit dans le cauchemar de sa fiancée abandonnée, aveugle, dans une ville envahie par les troupes russes, que symbolise un vol d'oiseaux noirs. L'humour vient de la vie de ce village à la Pagnol, de ses coqs de village qui aiment la fille de l'aubergiste, d'un garçonnet vif comme un pinson – prénommé bien sûr... Marius – et du surprenant épilogue. Outre le soin apporté à la trame du récit, *l'Oiseau noir* vaut aussi par ses superbes tons d'aquarelles. Une double qualité qui est à mettre également au bénéfice de *Brune*, de Emmanuel Guibert, et de *la Passion de Diosamante*, de Gal et Jodorowsky. *Brune* raconte l'histoire de la danseuse de cabaret Nina et de son ami juif Werner, dans les années 30, alors qu'un obscur petit agitateur du nom d'Adolf Hitler scelle un pacte faustien avec un homme d'affaires qui lui promet *« le globe terrestre entre les serres de l'aigle »*, et que les SA se déchaînent sur Unter den Linden. Les somptueux dessins aux coloris raffinés de *Brune*, dont celui de l'incendie du Reichstag constitue un véritable tableau de genre, rendent encore plus attrayant un scénario qui oscille entre l'Histoire et le mythe. Jean-Claude Gal et Alexandro Jodorowsky, l'un des maîtres du fantastique en BD (*l'Incal, Alef Thau*, etc.), ont choisi le second axe : *la Passion de Diosamante*, qui a mis dix ans à aboutir, est un livre rare. Il débute à la manière d'une fable antique, et se poursuit comme un conte initiatique au cours duquel l'implacable reine d'Arhas, Diosamante, apprendra l'humilité et la renonciation, pour l'amour du roi Urbal. Dans ces pages où des familles se battent pour leurs deux enfants qui s'aimèrent autrefois, où des moines de pierre croisent des hommes-singes et des hordes barbares, épisodes qui renvoient tous à des mythes historiques ou littéraires, le dessin s'enivre de couleurs, de perspectives et de rythmes à couper le souffle du plus blasé des lecteurs.

Yves-Marie Labé

EN POCHE

Nouveaux – et beaux – « classiques »

Un livre est aussi un objet à regarder, à toucher, à peser. Ce sont la main et l'œil qui demandent à être d'abord séduits et satisfaits. La nouvelle collection de « classiques » dirigée par Geneviève Brisac et Arthur Hubschmid et coéditée par l'Ecole des loisirs et le Seuil répond d'une manière originale (ce qui n'allait pas de soi dans un contexte saturé) à cet objectif. Jaquette et couverture – bleue pour la première, blanche pour la seconde – d'une sobriété typographique exemplaire, papier semi-bible, vrai format de poche, souplesse et qualité du brochage... Voilà pour le contenant. Le contenu ne contredit pas cette sobriété : le texte d'abord, annoté *a minima*, suivi d'une postface brève et d'une chronologie.

La collection de l'Ecole des lettres, qui trouvera dans la revue du même nom d'utiles prolongements sous forme de dossiers critiques et pédagogiques, bénéficie de la solide implantation de l'Ecole des loisirs dans le milieu scolaire ainsi que du réseau de distribution du Seuil. Parmi les seize premiers titres déjà en librairie : Crébillon (*les Egarements du cœur et de l'esprit*, par Yves Stalloni) ; Diderot (*Jacques le Fataliste*, par Norbert Czarny) ; Flaubert (*Madame Bovary*, par Pierre-Marc de Biasi) ; Nerval (*les Filles du feu*, par Francine de Martinoir) ; Musset (*la Confession d'un enfant du siècle*, par Tessa Brisac) ; Balzac (*le Lys dans la vallée* et *Ferragus*, respectivement par Agnès Desarthe et Anne-Laure Dutertre) ... et pour les étrangers : Gogol (*les Ames mortes*, par Wanda Bannour) ; Rilke (*Lettres à un jeune poète*, par Christophe Donner) ; Wilde (*Portrait de Dorian Gray*, par André Z. Labarrère). Viendront ensuite, au rythme de huit titres par trimestre, Conrad, Marivaux, Radiguet, Twain, Poe... Dernier élément appréciable : il n'en coûte pour chaque volume, tiré à dix mille exemplaires, que de 34 à 62 francs.

P. K.

• Dans la collection « Voyageurs » de la Petite Bibliothèque Payot, à découvrir le *Lawrence et les Arabes*, de Robert Graves, traduit de l'anglais par Jeanne Roussel (nº 121). En 1926, lorsque Robert Graves décide d'entreprendre cette biographie, *les Sept Piliers de la sagesse* n'avait pas encore été publié et T. E. Lawrence n'était pas encore tout à fait devenu Lawrence d'Arabie...

• Dans la même collection, paraît également le livre de voyage de Colin Thubron, *Derrière la Grande Muraille*, traduit de l'anglais par Isabelle Py Balibar (nº118). L'auteur nous conte ses *« 10 000 miles à pied, en train, en bicyclette depuis la frontière birmane jusqu'au désert de Gobi, depuis la mer Jaune jusqu'au toit du Tibet »*.

• Pour sa part, GF Flammarion reprend quatre grands textes de la littérature russe : *Notes d'un souterrain* (traduction de L. Denis, introduction de T. Todorov) et *l'Eternel mari* (nouvelle édition due à W. Troubetzkoy, traduction de N . Halpérine-Kaminsky), de Dostoïevski (nº 683 et nº 610) ; *la Steppe*, de Tchekhov (traduit par O. Vieillard-Baron, présenté par Louis Martinez, nº 714) ; enfin, *Maître et Serviteur, Nouvelles et récits 1886-1904*, de Tolstoï (plusieurs traducteurs, présenté par Michel Cadot, nº 606) .

• *Colette* racontée par Herbert Lottman (Folio, nº 2415), traduit de l'anglais par Marianne Veron. Des épisodes connus et moins connus de la vie de Sidonie Gabrielle Claudine Colette Gauthier-Villars de Jouvenel Goudeket.

• Pour terminer, signalons *l'Anthologie de la poésie française du XIXe siècle, de Baudelaire à Saint-Pol Roux*, de Michel Décaudin, dans la collection « Poésie-Gallimard ». Ce volume couvre une période durant laquelle se crée une profonde mutation dans le Parnasse et le symbolisme qui conduira à la naissance de la poésie moderne grâce à Mallarmé, Rimbaud, Verlaine ou encore Isidore Ducasse, comte de Lautréamont.

DERNIÈRES LIVRAISONS

Psychanalyse

• *Winnicott, introduction à son œuvre*, de Madeleine Davis et David Wallbridge. – Accompagné d'un glossaire des concepts winnicottiens, cette étude, rédigée par une amie du grand psychanalyste anglais et par un psychiatre d'enfants, révèle l'acuité d'une pensée encore insuffisamment connue (trad. de l'anglais par Robert Pelsser, PUF., 190 p., 164 F).

• *Crise et contre-transfert*, de Pierre Fedida. – Professeur de psychopathologie à l'université Paris-VII, l'auteur apporte une contribution originale à la psychanalyse des états-limites (PUF, 301 p., 225 F).

• *Histoire de la psychanalyse de l'enfant*, de Claudine et Pierre Geissmann. – Préfacé par Serge Lebovici, cet ouvrage fort original rappelle le caractère novateur et irremplaçable de la psychanalyse de l'enfant et de l'adolescent (éd. Bayard, 406 p., 240 F).

• *L'Invention de la psychologie moderne*, de Geneviève Paicheler. – Une thèse passionnante sur la naissance et la professionnalisation d'une discipline (éd. L'Harmattan, 346 p., 170 F). On lira également, aux PUF, *Psychologues de langue française*, recueil de textes autobiographiques des maîtres de la psychologie française (360 p., 198 F).

• *La Révolution copernicienne inachevée*, de Jean Laplanche. – Dans ce volume qui rassemble les principales études d'un des maîtres de la psychanalyse française, on suivra avec attention l'évolution d'une pensée souvent difficile par son exigence de rigueur, mais toujours ouverte sur l'étrangeté de l'autre à partir d'une expérience indissolublement clinique et théorique (éd. Aubier, 458 p., 195 F).

□ **Colloque barcelonais.** – L'institut français de Barcelone organise, les 9 et 10 novembre, un colloque international de philosophie intitulé « Penser l'Europe », avec la participation notamment de Karl Otto Apel, Edgar Morin, Paul Ricœur et Gianni Vattimo. (Téléphone : 209-59-11, Télécopie : 200-66-61).

□ **Brive-sur-livres.** – La Foire du livre de Brive – jumelée avec le Salon du livre de Montréal – se déroule, cette année, du 6 au 8 novembre. Outre les traditionnelles séances de signatures – plus de trois cents auteurs sont attendus, – de nombreux débats seront proposés lors de cette dixième édition, ouverte par une Journée de la jeunesse. Entre autres, « Histoire et littérature », avec « le Monde des livres » ; « Le retour des biographies », avec le *Magazine littéraire* (samedi 7, 11 heures et 16 heures) ; « 1992, bicentenaire de la naissance de la République », avec « le Monde des Débats », et « Montaigne dans l'Histoire » (dimanche 8, 11 heures et 16 heures). Parallèlement à cette manifestation, le public pourra découvrir, dans les galeries du théâtre municipal, une exposition du « Fonds Fayard 1857-1992 »

□ **Exposition Genet.** – L'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) propose une exposition intitulée « Jean Genet, itinéraires ». Cette première rétrospective, présentée à l'Institut du monde arabe jusqu'au 29 novembre, est réalisée à partir des archives du Fonds Jean Genet déposé à l'IMEC en 1989 : éditions rares, manuscrits, maquettes de décors et costumes pour la mise en scène des *Paravents* et des *Nègres* (1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005). Par ailleurs, l'IMEC vient d'accueillir les archives de l'historien Lucien Febvre, des philosophes Emmanuel Mounier et Jean Wahl, de la romancière Andrée Chédid, du Pen-Club français et du décorateur de théâtre André Acquart (IMEC, 25, rue de Lille, 75007 Paris).

Bienheureux Guillemin

MALHEUREUSE ÉGLISE
d'Henri Guillemin.
Seuil, 245 p., 110 F.

Il y a ceux que la proximité de la mort réconcilie avec l'Eglise. Il y a ceux qu'elle éloigne d'elle. Henri Guillemin fut sans doute de cette deuxième catégorie. Ses derniers articles et réflexions qu'avant de mourir il a rassemblés, avec une fièvre que l'on devine, ne sont sans doute pas le sommet de son œuvre. Mais ce livre posthume, fait de pièces et de morceaux, dans un chaos apparent, est à l'image d'une foi hachée, brouillonne, en pics vertigineux *et rechutes brutales. Une* foi à la Clavel qui ne laisse pas de repos, qui provoque, brûle par ses partis pris et ses haines tenaces.

Cet ultime ouvrage, Henri Guillemin le place sous le patronage de quatre auteurs, qui n'ont *apparemment rien de commun* entre eux, hormis un désir éperdu de spontanéité et de liberté face à tous les dogmes, dans le champ de la société (Jean-Jacques Rousseau), de l'intelligence (Marcel Légaut), de la théologie (Hans Küng), de l'Eglise (Père Congar). *« La foi est totalement autre que toutes les constructions systématiques et cérébrales »* : Henri Guillemin aime ce mot de Marcel Légaut, normalien, agrégé de mathématiques, qui avait choisi d'élever des moutons et d'enseigner des disciples, récemment disparu lui aussi.

Henri Guillemin est sans doute plus à l'aise dans l'exercice littéraire ou historique que dans l'exégèse et la théologie. Les longues analyses qui suivent sur les Evangiles comparés et les grands articles de la foi chrétienne – la présence réelle du Christ dans l'eucharistie, la Rédemption, la grâce ou la descente aux enfers – sont plutôt laborieuses. Il a raison de mettre un brin d'humour pour parler du Saint-Esprit ou de l'*« exploit de la bienheureuse Marie toujours vierge après deux mille ans »*. Il est pour autant difficile de l'entendre qualifier le prêtre et l'eucharistie, lui qui a *pratiqué toute sa vie*, de *« prestidigitateur »* et de *« magie »*.

La haine de l'institution

Mais qu'importe, dira-t-on, la rigueur ! Henri Guillemin ne prétend pas à l'honneur des autels, ni à celui des Pères de l'Eglise, qu'il exècre pour avoir codifié un Evangile qui se suffisait à lui-même. Il ne faut retenir que sa *dénonciation de dogmes qui* encombrent la foi, sans rapport avec le Jésus de l'Ecriture, qui auraient été inventés par les princes du royaume et de l'Eglise pour maintenir leur oppression. *« Puissance, conquête de pouvoir, rien n'était plus étranger au Christ, écrit Guillemin. Il n'y mettait pas le bout d'un doigt. Et l'on verra l'Eglise y patauger des deux pieds. »*

La période actuelle n'a rien arrangé, au contraire. *« L'Eglise qui s'effondre est régie par un pontife de type médiéval »*, ajoute ce grand polémiste, aux accents d'un Léon Bloy. Que ce conciliaire impénitent soit un adversaire farouche du projet de « restauration » catholique prêté au pape Jean-Paul II, on le savait déjà. Avant de mourir, Guillemin répète une ultime fois que son Eglise, qui le fascine et le révulse, fait fausse route. Il le fait avec une conviction de foi purifiée, mais pas apaisée, et surtout cette cruauté qu'il n'a *certainement pas emportée au paradis.*

Henri Tincq

Le retour des jésuites

Voici le deuxième tome de la somme de Jean Lacouture. Jean-Yves Calvez, de la Compagnie de Jésus, donne son sentiment

JÉSUITES, tome 2
Les Revenants
de Jean Lacouture.
Seuil, 570 p., 149 F.

Histoire bien politique – politique et culturelle –, ai-je été tenté de penser à une première lecture. « *Certains*, dit Lacouture, dans l'avertissement, *ont, non sans raison, fait grief à l'auteur de cet ouvrage* – premier tome – *de considérer d'un œil trop profane l'« histoire d'un ordre religieux »*. *« Non sans raison »*, c'est-à-dire que Lacouture accepte d'avoir porté un tel regard, regard de laïc, dit-il, non certes d'« agnostique ». La même question pourra revenir à propos du second tome.

Je me suis repris cependant : car être religieux, pour un jésuite, c'est chercher à discerner et aider à discerner – trouver la volonté de Dieu – dans le plus profane justement, le politique aussi, l'historique. S'il échoue, s'il rate, gaffe sur ce terrain, il échoue dans la réalisation de sa vocation même. Les jugements critiques de Jean Lacouture – et il n'en manque pas dans ce livre – ne l'atteignent donc pas dans du secondaire seulement. Cette lecture va ainsi interroger profondément, au moins les jésuites.


X.D.R.

Un missionnaire et son disciple à Madagascar.

A propos du XIXe siècle, puisque c'est là la première tranche, Lacouture soutient, non sans vraisemblance, que les jésuites se sont trompés d'ennemis. Ils avaient succombé sous les coups des *« politiciens de Versailles, d'Aranjuez et de la curie romaine »* – non de Voltaire ou de la Convention. Et voilà qu'ils nouent, pour longtemps – la plus grande partie du siècle (et même au-delà) –, une curieuse (sainte) alliance avec les trônes et leurs ultras : ils seront de toute la contre-révolution.

Le XXe siècle rachète-t-il le XIXe ? Oui, non. Non, oui. Plutôt oui, en définitive. Lacouture insiste sur une *vraie libération* de la « science » dans l'œuvre de plusieurs jésuites. Elle mène à Teilhard (mais que d'avanies dans sa carrière). Ajoutons de Lubac (que d'avanies encore). Il a fallu, d'autre part, bien du temps pour que la mission se dégage de la colonisation. Elle s'en dégage nettement dans les années 30. J'ai été très frappé, par le chapitre X : « Le fascisme ? Décidément, non... », décrivant comme un tournant, un engagement fort, personnel, religieux et profane à la fois, de beaucoup. C'est bien le point de vue de Lacouture lui-même, qui, quand il se résume, écrit : *« Le facteur de réanimation décisif fut tout de même le défi jeté à cette Société* (encore Société, qui n'est pas du tout usuel, pour Compagnie) *impliquée dans le siècle par l'avènement du national-socialisme en Allemagne »*. Là *« l'agression était patente... La plupart des responsables de la Compagnie, allemande ou non, surent percevoir, sous les leçons d'« ordre » et d'« efficacité », et au-delà du discours antibolchevique, l'antihumanisme frénétique de l'entreprise hitlérienne »* (p. 486).

La « troisième Compagnie » naît de là – après la première, jusqu'à la Suppression (1773), et la seconde, celle du XIXe siècle. La « troisième Compagnie » telle que la voit Lacouture s'épanouit avec l'action de plusieurs jésuites, dont le Père Bea, pour en finir avec l'expression *« juifs perfides »* et *« déicides »* au concile Vatican II, et puis, l'ère Arrupe. On trouve à partir de là davantage d'inexactitudes – du moins est-ce l'impression d'un témoin de ces événements. Exemples : la congrégation générale (chapitre général), qui modifia le généralat à vie par l'introduction d'un mécanisme de démission, aurait *« en revanche... renforcé l'autorité du préposé général en lui accordant le pouvoir de nommer lui-même les quatre « assistants généraux » jusqu'alors élus par la congrégation pour encadrer les détenteurs du pouvoir suprême »*. En fait, ces quatre-là sont toujours élus – et pour la raison que dit Jean Lacouture. Par ailleurs, c'est en novembre 1979 et non pas dans l'année 1980 que le Père Arrupe résolut de démissionner. Au moins dans les conversations avec les assistants généraux il n'allégua pas les « tensions avec le pape » présentées ici comme le motif de sa décision. Quant à la demande que lui fit le pape, quelques mois plus tard, de surseoir à la convocation de la Congrégation pour l'acceptation de sa démission, je ne crois pas que ce fut, de la part du pape, une volonté de protéger la *« perpétuité du généralat »* : plutôt il craignait – et l'a dit – qu'une congrégation générale se tienne avant qu'il ait pu « clarifier » un certain nombre de questions sur la vie de la Compagnie qui le préoccupaient. Ceci fait voir la difficulté de l'histoire immédiate. Il s'agit, il est vrai, de points plutôt mineurs : ils ne sont pas à mettre en balance avec l'ample connaissance – sympathique mais critique – qu'a Jean Lacouture de nombre de chapitres de l'histoire des jésuites.

A la fin, il est vrai, il interroge encore – et revient par là à son point de départ : *« Restera en suspens, sans réponse, le très intense « pourquoi » que bien des lecteurs du premier tome et tel relecteur du manuscrit du second ont posé à l'auteur. Pourquoi tant d'hommes au génie multiforme ont-ils choisi d'ajouter au carcan ordinaire qu'impose à ses prêtres l'Eglise catholique, celui, plus impérieux, de la Compagnie ? »* Je ne répondrai pas en deux mots de manière satisfaisante. Du moins ceci : Lacouture a eu raison de faire état des durs moments qu'ont vécus, même des injustes traitements qu'ont subis plus d'un. Le pourquoi tient pourtant dans une liberté de fond découverte par eux, beaucoup plus qu'un carcan, ou à côté de tous les carcans. Indicible, cette liberté ? Pas tout à fait. Elle est consciente, dans un discernement qui parvient à quelque assurance, d'atteindre – quelle audace de le dire – la volonté même de Dieu dans la vie très concrète, chaque jour. En suivant la trace de Jésus de Nazareth, essayant d'entrer dans ses attitudes. Et il n'est pas impossible de trouver cela également, quelquefois du moins, sur les lèvres ou dans les écrits de bien des jésuites.

Très opportunément, Lacouture cite aussi dans sa conclusion ce mot d'un jésuite analyste mort il y a quelques années : *« Ils ratifient... leur désir de vivre dans ces petites communautés où se retrouve aujourd'hui, bien que sous d'autres formes, ce qui caractérise la bande des premiers compagnons »*. Oui, cela aussi. Du livre de Lacouture, je ne suis donc pas du tout fâché comme jésuite, même j'en suis enchanté, bien qu'il pose de dures questions à qui assume cette histoire – en zigzag et parfois en contradiction avec l'ambition qui l'a animée. Le non-jésuite, lui, nous verra assez à nu, c'est bien ainsi.

Jean-Yves Calvez

▶ Rédacteur en chef d'*Etudes*.

La légende nocturne des saints

Au milieu du dix-neuvième siècle, Johann-Joseph von Görres entreprit de recenser tous les phénomènes mystiques. Résultat : un étrange et inquiétant édifice...

LA MYSTIQUE DIVINE NATURELLE ET DIABOLIQUE
de Johann-Joseph von Görres.
Traduit de l'allemand
par Charles Sainte-Foi.
présenté par
Claude-Louis Combet.
Ed. Jérôme Millon,
coll. « Atopia », 668 p., 430 F.

Il faut assurément un certain courage pour rééditer aujourd'hui *la Mystique divine*, de Görres. Seule, probablement, la remarquable collection de textes mystiques *publiée par Jérôme Millon (1) pouvait* accueillir cet étrange et inquiétant édifice, qui est un peu à la science des saints ce que la *Psychopathia sexualis*, de Krafft-Ebing, est à l'étude de la pathologie sexuelle. La dimension du livre, l'oubli dans lequel il est tombé, et aussi, il faut bien le dire, le caractère éminemment contestable et fantaisiste des théories scientifico-religieuses de Görres auraient dissuadé quiconque de se lancer dans l'aventure.

Qui était Johann-Joseph von Görres ? *Né à Coblence en 1776*, d'abord acquis aux idées républicaines françaises, il devient un opposant farouche à Napoléon – *il* fonda, en 1814, *le Mercure rhénan* que l'Empereur tenait pour *« la cinquième des puissances coalisées contre lui »*. Réfugié à Strasbourg en 1820, il *continue* son combat, par la presse et les livres, contre la politique et la bureaucratie prussienne, pour la liberté de l'Eglise et pour la cause du *catholicisme* le plus intransigeant – cause qui occupera les dernières années de sa vie.

En 1827, Louis de Bavière confie à Görres la chaire d'histoire de l'université de Munich. Son enseignement, qui vise, contre l'esprit des Lumières, à redonner à l'art, à la science et à la politique ses bases chrétiennes, connaît une audience considérable, au-delà même des frontières de l'Allemagne. En 1836, il commence à publier son œuvre maîtresse, cette *Christliche Mystik* dont le dernier volume paraîtra en 1842. L'ouvrage est bientôt traduit – adapté plutôt – en français par Charles Sainte-Foi. Görres meurt à Munich en 1848.

Sans examen critique

« Troublante encyclopédie de tous les merveilleux diabolique et divin, collection scientifiquement classée de toutes les anecdotes de l'au-delà » (Georges Goyau), le livre de Görres est un immense *compendium* des connaissances et des légendes sur les phénomènes mystiques, un recensement raisonné des formes d'interventions divines ou diaboliques *affectant les chrétiens qui ont* connu ce type d'expérience et en ont éprouvé les effets dans leur corps et leur esprit. Puisant dans la proliférante littérature des manuels, traités, vies de saints... de toutes les époques et contrées, Görres a ainsi rassemblé une masse énorme de récits et *témoignages. Sans aucune discrimination, négligeant tout* examen critique de ses sources, il les a classés selon un ordre assez obscur : *la partie centrale du livre*, qui concerne la « mystique naturelle » – notion par elle-même assez suspecte, – met en lumière, si on ose dire, des phénomènes pouvant tout aussi bien relever du divin que du diabolique.

Convaincu de la parfaite *continuité entre les domaines naturel et* surnaturel, Görres applique, pour établir cet ordre, une théorie *organiciste et vitaliste. Ennemi déclaré* du rationalisme athée, il cherche dans une sorte de rationalisme *inversé et de naturalisme* spiritualiste la confirmation « scientifique » des actions visibles de Dieu (et du Diable) sur l'homme. Les phénomènes mystiques n'appartiennent plus à la sphère de l'extraordinaire ; ils sont la manifestation ordinaire de cette continuité, l'empreinte naturelle de ces actions. *« La haute science donne l'hospitalité au mystère »*, résuma, un peu rapidement, Ernest Hello.

Ne s'intéressant qu'au phénomène, Görres ignora superbement la théologie et les lumières dont elle aurait pu, ou dû, éclairer ces obscures théories. Il n'en demeure pas moins que *la Mystique divine* – où l'on croise une foule de créatures noyées de larmes, stigmatisées, rouées, possédées, extatiques – reste, débarrassée de ses prétentions scientifiques, une étonnante et admirable légende, non plus dorée comme celle de Voragine, mais nocturne et inquiétante, de la vie des saints. L'œuvre de celui que Heinrich Heine appelait une *« hyène tonsurée »* est représentative du versant chrétien de l'idéalisme allemand tardif. Expression excessive et *disproportionnée de la religiosité affective, la Mystique divine* témoigne, à sa manière, de la part de « folie » et de « scandale » que la croyance et l'« imitation » d'un Dieu crucifié, selon saint Paul, entraînent.

Les éditeurs ont choisi de reprendre la version assez libre de Sainte-Foi – la seule existante. Ils ont également reculé devant l'indexation de l'ouvrage. A contempler ces six cents pages serrées, en grand format et sur deux colonnes, on comprend et on admet ces choix. En revanche, les illustrations un peu faméliques n'apportent rien, pas même un peu de l'air dont on aurait besoin après une séquence prolongée de lecture...

Patrick Kéchichian

(1) Dirigée par Claude-Louis Combet et Jacques Prunair, la collection « Atopia », qui compte déjà une vingtaine de titres, a publié récemment : *Vivre au désert, vies de Paul, Malchus, Hilarion*, de saint Jérôme (traduit du latin par Jean Miniac, 128 p., 70 F) ; des *Récits de captivité*, de Madame Guyon, texte inédit sur son arrestation pour « quiétisme » et sa détention (présenté par Marie-Louise Gondal, 184 p., 90 F) ; et, de la même Jeanne Guyon, deux textes importants, *les Torrents* et *Commentaire au Cantique des cantiques de Salomon* (présenté par Claude Morali, 306 p., 140 F).

AU FIL DES LECTURES

Par Pierre Lepape

La politique culturelle de la Révolution

«En un siècle, écrit François Azouvi dans son avant-propos à *l'Institution de la raison, la philosophie a changé d'ancêtres en changeant de maîtres ; nous ne reconnaissons plus les traits des idéologues dans les visages de nos contemporains.»* C'est vrai qu'ils ont beaucoup vieilli dans notre vie intellectuelle ces idéologues, Condorcet, Sieyès, Lakanal, Daunou, dont les noms ne sont plus guère inscrits que sur les frontons de nos lycées. Ce sont eux pourtant, et Destutt de Tracy, Volney, Garat, Cabanis, cette génération de la «fin des Lumières», à qui il est revenu, pendant la Révolution et après, de faire entrer dans la réalité d'une culture nationale ce qui n'était encore que pensées, littérature, spéculation, déchiffrement, volonté d'asseoir le règne de la raison. Eux en ont créé – avec les déformations et les compromis qu'exige le colletage avec le quotidien de l'Histoire – les organes institutionnels : l'Ecole normale, le Museum d'histoire naturelle, l'Ecole des langues orientales, Polytechnique, l'Institut de France. Réunis autour d'Azouvi, des philosophes (Macherey, Dagognet, Renault), des historiens (Baczko, Bourel, Marquet), des politologues, des spécialistes d'histoire des sciences analysent les conditions idéologiques et politiques de *l'Institution de la raison*, ses limites internes et externes, son influence, les oppositions qu'elle a suscitées. Au bout du compte, il apparaît bien que nous continuons à être redevables de cette révolution culturelle à travers laquelle la pensée civique des Lumières est parvenue jusqu'à nous.

► *L'Institution de la raison*, Vrin-EHESS, 262 p., 198 F.

Goldoni, auteur comique et philosophe

Il existait, depuis 1965, une édition des *Mémoires* de Carlo Goldoni (Mercure de France) qui donnait une version pleine de mouvement et d'alacrité de l'ouvrage du dramaturge paru, en français, à Venise, en dix-sept volumes, entre 1761 et 1768. L'éditeur en avait retranché un nombre conséquent de chapitres – notamment ceux consacrés à l'analyse des pièces de Goldoni – dont il estimait qu'ils *«rompent fâcheusement le déroulement du récit»*. Peut-être avait-il raison quant au seul plaisir de la lecture. Mais l'édition complète des *Mémoires* dont nous disposons aujourd'hui nous permet de mieux cerner l'ambition d'un homme qui n'hésitait pas à écrire : *«Je suis tenté quelquefois de me regarder comme un phénomène.»* Et, certes, le talent de Goldoni est phénoménal, mais lorsqu'il entreprend, octogénaire, d'écrire le récit de sa vie, c'est pour assurer sa gloire en vérité – *«Puisque mon nom doit durer parmi les hommes, je ne veux pas qu'il y porte une réputation mensongère»*, – mais aussi parce qu'il veut jouer auprès des Italiens le rôle intellectuel et réformateur qu'il a vu jouer en France aux Philosophes. C'est en quoi l'analyse de ses pièces déçoit et intéresse tout à la fois. Déçoit, parce que Goldoni ne paraît pas y avoir perçu des dimensions esthétiques et humaines qui font aujourd'hui notre plaisir. Intéresse, parce que l'auteur y délivre un message propre aux Lumières, à l'usage de ses contemporains, qui ne nous parvient plus aujourd'hui que brouillé sur la scène. Reste un «récit de vie», qui est, à l'égal des lettres de Frédéric II, un des plus beaux morceaux de prose française jamais écrit par un auteur étranger.

► *Mémoires*, de Carlo Goldoni, Aubier, 708 p., 195 F.

Deux fauves dans une même cage

Le récit d'un dialogue magnifique – et mouvementé – entre Voltaire et Frédéric II. Navrant chez Roger Peyrefitte ; inspiré chez Christiane Mervaud

VOLTAIRE ET FRÉDÉRIC II
de Roger Peyrefitte.
Albin Michel, deux volumes,
730 p., 250 F.

VOLTAIRE ET FRÉDÉRIC II
de Christiane Mervaud.
Voltaire Foundation,
distribué par Universitas
(62, avenue de Suffren,
75015 Paris), 632 p., 900 F.

DE LA COUR AU JARDIN
Voltaire en son temps
volume III (1750-1759)
de René Pomeau
et Christiane Mervaud.
Voltaire Foundation,
416 p., 280 F.

D'un strict point de vue romanesque, l'histoire des relations entre Voltaire et Frédéric II de Prusse est une mine d'or. Quarante ans d'un dialogue intense entre deux des plus fortes personnalités d'un siècle qui en compta tant. Avec des envolées lyriques et des éclairs de haine, de la grandeur et de la mesquinerie, des fastes et des épisodes misérables, des aventures rocambolesques et de la pure poésie, de la naïveté et de la ruse, de la haute philosophie et de la basse police. Le tout sous le regard fasciné des cours, des salons et des ambassades européennes, qui commentent les péripéties multiples du spectacle et retiennent leur souffle.

Le sujet est si magnifique, si mouvementé, si haut en couleurs qu'il n'a pas cessé, depuis deux siècles, d'alimenter la verve des mémorialistes, d'exciter la curiosité des biographes et de provoquer, chez les historiens et les érudits, une émulation savante qui s'est traduite par des dizaines de milliers de pages imprimées. Encore tous les mystères de ce tête-à-tête à grand spectacle ne sont-ils pas éclaircis, les deux protagonistes ayant volontiers, pour



AN. / JUP CHARMET

A Sans-Souci : Voltaire (de face, à droite) et Frédéric II (à droite).

la galerie, pratiqué le mensonge, la plupart des témoins ayant choisi leur camp après la rupture de 1753 et l'histoire des relations franco-allemandes venant au surplus brouiller les cartes dans le récit et l'appréciation des faits.

Le livre de Roger Peyrefitte fait-il la synthèse de toutes les recherches passées et présentes, ou bien apporte-t-il au débat des éléments nouveaux ? Ni l'un ni l'autre. Poursuivant l'étrange entreprise commencée il y a cinq ans avec *Voltaire. Sa jeunesse et son temps*, Peyrefitte ne paraît guidé pendant plus de sept cents grandes pages que par une seule passion, assouvie dans le désordre de l'urgence, celle de dégrader. Se moquant ouvertement de tout ce qui pourrait apparaître comme une preuve, une source, une légitimation même légère de ce qu'il avance, Peyrefitte raconte des histoires sales. Il a, peut-être, lu tous ces écrivains de la fange dont parle Robert Darnton et qui, par mercenariat ou par haine sociale, déversaient sur le pavé parisien des tombereaux de littérature pornographique et diffamatoire. Il recopie tout cela comme s'il s'agissait de la vérité vraie, et y ajoute, pour faire bonne mesure, le fruit de ses obsessions personnelles ; en premier lieu, celle de l'internationale homosexuelle – Peyrefitte dit «pédérastique», – qui, en sous-main, gouverne l'histoire. Dès lors, plus de mystère en effet : le grand dialogue entre le philosophe-roi et le roi-philosophe se recroqueville en une crasseuse querelle entre deux amants. Une «thèse» dont quelques feuillets auraient suffi à épuiser l'éventuel intérêt.

Sous le même titre que celui du navrant ouvrage de Peyrefitte, Christiane Mervaud avait publié, en 1985, une passionnante et savante enquête, sous-titrée «Une dramaturgie des Lumières». S'il existait quelque morale du succès littéraire, c'est ce livre qui devrait figurer aujourd'hui sur les tables des libraires. En édition de poche de préférence : la Voltaire Foundation d'Oxford, qui édite ce *Voltaire et Frédéric II* et qui fait un remarquable travail de publication sur la civilisation des Lumières, produit des livres généralement un peu trop beaux pour n'être pas trop chers. Mais les 900 F de Christiane Mervaud valent mille fois mieux que les 250 F de Roger Peyrefitte.

Une dramaturgie égalitaire

D'une plume souvent inspirée, après d'impressionnantes recherches, l'historienne a choisi d'analyser le couple Voltaire-Frédéric non à travers les fracas et les tracas de leurs rencontres, mais sous l'angle de leur œuvre littéraire commune, ces quelque huit cents lettres qu'ils ont échangées entre 1736 et 1778. Renversement de perspectives que Christiane Mervaud justifie au nom des lumières particulières que l'analyse littéraire peut apporter sur ces deux hommes fascinés par la puissance de l'écriture et sur une époque qui cherche à nouer ensemble exploration de la réalité et pouvoirs des représentations.

La correspondance crée une dramaturgie égalitaire à l'intérieur de laquelle les deux hommes vont, dans un espace idéal débarrassé de tous les obstacles et de toutes les lourdeurs de la réalité, échanger les signes de leur gloire et créer la fiction de la société telle qu'ils la rêvent : celle où le philosophe ne se contente pas de penser le monde, mais peut agir sur lui, celle où le Prince se débarrasse de la raison d'Etat au profit de la seule raison et peut confondre les nécessités de sa gloire avec le bonheur de l'humanité. Que l'un et l'autre aient un besoin vital de ce contrepoint utopique où se lient, aux yeux de tous, grandeur intellectuelle et grandeur politique, c'est ce que montre bien la poursuite de cette correspondance après l'échec retentissant des tentatives de vie commune. A Berlin, quoi qu'ils désirent l'un et l'autre, Voltaire ne sera jamais que le sujet de Frédéric, au mieux un courtisan privilégié ; ce qu'il ne peut accepter sans se renier, sans consentir à maintenir la pensée dans un rôle de subalterne et d'ornement du pouvoir. Seule l'absence, l'éloignement, le vide que viennent combler les lettres peuvent rétablir la double égalité.

L'harmonie de cette rencontre au sommet entre la royauté de l'esprit et la royauté temporelle – qui nous vaut, de la part des deux protagonistes, quelques-uns des plus beaux morceaux de prose épistolière de notre langue – ne pouvait que se fracasser en passant du théâtre de la représentation à celui de l'histoire immédiate. Dans *De la Cour au jardin*, troisième volume d'une biographie de Voltaire qui doit en compter cinq, René Pomeau et Christiane Mervaud s'attachent, cette fois, aux mille détails des rencontres entre Voltaire et Frédéric pour, à la fois, démonter le mécanisme qui conduit à la catastrophe finale – la séduction réciproque sombrant dans la fuite, les trépignements, les mensonges, les basses manœuvres et la non moins basse police et l'idylle intellectuelle tournant à la farce sinistre et pitoyable – et tenter de faire le point sur des événements qui ont trop marqué leur époque et dont les enjeux, nationaux et internationaux, politiques et intellectuels, étaient trop vastes pour que ne s'en emparent pas les constructions mythologiques, les propagandes et même les réflexions sur l'absolutisme éclairé et sur la nature de l'Etat moderne.

Le récit, dans la complexité de ses péripéties, montre deux hommes pris au piège de leurs ambitions légitimes et des lourdeurs d'une situation – au sens sartrien – dont ils sont incapables de modifier les données. Voltaire ne peut pas se tenir au rôle de premier-philosophe-courtisan que Frédéric II ne peut que lui assigner, en le mettant d'ailleurs en concurrence avec d'autres, comme Baculard d'Arnaud ou comme Maupertuis, le grand mathématicien et astronome qui dirige l'académie de Berlin (1). Deux fauves de grande race enfermés dans la même cage des hiérarchies et des rôles sociaux, dans la même cellule des privilèges qu'ils ont détruite dans leur théâtre intime, mais dont ils ne peuvent – ni ne veulent – abolir les barreaux dans l'ordre de la réalité.

Pierre Lepape

(1) Vient de paraître, en anglais, *Maupertuis : an Intellectual Biography*, de David Benson (305 p., 520 F.)

★ De Voltaire, signalons encore l'édition, sous le titre *Vie de Molière avec de petits sommaires de ses pièces*, d'une belle préface, aujourd'hui presque introuvable, que Voltaire avait écrite pour l'édition de 1734 des *Œuvres* de Molière. La censure préféra finalement, pour présenter Molière, le texte d'un obscur censeur, Ignace de la Serre... (Le Promeneur, 87 p., 62 F).

Chez Bordas, dans la collection des «Classiques Garnier», Sylvain Menant édite et présente un premier volume de *Contes en vers et en prose*, dans la grande tradition critique des «livres jaunes» de Garnier (514 p., 160 F).

La négation matérialiste

On a coutume de faire aux matérialistes des Lumières un procès en platitude. Reproche fondé ou crainte d'une pensée subversive ?

LE MATÉRIALISME DES LUMIÈRES
Revue «Dix-huitième siècle», n° 24, PUF, 618 p., 220 F.

HEGEL ET LES MATÉRIALISTES FRANÇAIS DU XVIIIe SIÈCLE
de Jean-Claude Bourdin.
Méridiens-Klincksieck,
258 p., 150 F.

Les théories matérialistes professées au dix-huitième siècle sont considérées aujourd'hui comme caduques par ceux-là mêmes qui se réclament du matérialisme. Par ailleurs, si les penseurs des Lumières sont pour la plupart *«inconvaincus»*, pour reprendre le mot de Diderot, peu nombreux sont ceux qui affichent ouvertement une pensée matérialiste. Prendre en compte des philosophes de second rang, par ailleurs marginalisés en leur temps par leur radicalisme, présente donc les apparences d'une entreprise purement archéologique. Il s'agirait de saisir une sorte d'instantané d'un moment presque accidentel de l'histoire de la pensée, un prurit inessentiel de l'esprit venu un instant troubler les grands édifices philosophiques, entre Spinoza, Leibniz et Kant – la critique kantienne et la philosophie transcendentale venant couronner et donner son sens à l'effort intellectuel des Lumières.

On sent cette menace de l'accessoire planer sur le volume que *Dix-huitième siècle*, la revue annuelle de la société française d'étude du dix-huitième siècle, consacre au «Matérialisme des Lumières». Les articles, le plus souvent solidement informés et clairement écrits, y abondent sur des aspects de la pensée de La Mettrie, d'Holbach, Helvétius, Lamy, Toland, Robinet, Maupertuis, Boulainvilliers ou Diderot, sur les influences – maigres, affirme Alain Niderst – du matérialisme sur l'esthétique et sur certaines manifestations politiques du matérialisme, chez d'Holbach le propriétaire, par exemple, ou dans le communisme intégral du curé Meslier. On y voit bien aussi comment une tendance du matérialisme se développe à partir du mécanisme cartésien et intéresse davantage les savants que les philosophes ; l'autre, qui prend, pour l'essentiel, sa source chez Locke et chez Newton (1), se préoccupant davantage des conséquences morales et politiques de l'affirmation matérialiste que de sa cohérence philosophique. Mais les auteurs du recueil paraissent n'avoir pas voulu prendre le risque d'une synthèse historique qui aurait cherché à situer l'importance ou l'inimportance des matérialistes français dans l'histoire des idées, de la réflexion morale et politique, de la pratique scientifique, dans la naissance des sciences humaines et dans l'évolution de l'esprit du temps.

Machine de guerre

Il est vrai que – Diderot, décidément inclassable, mis à part, et qui refusera toujours d'édifier un nouveau dogme, fût-il matérialiste – les Helvétius, d'Holbach et consorts paraissent s'intéresser moins aux concepts liés au primat de la matière animée qu'à la formidable machine de guerre que leur fournit l'athéisme, induit par le matérialisme. L'affirmation athée permet à Helvétius de construire l'image d'un homme libre chez qui *«l'éducation seule fait toute la différence entre des individus à peu près bien organisés»* ; elle permet à d'Holbach d'édifier une morale dont les valeurs ne seront plus déterminées que par l'utilité collective. A tous, elle offre le levier indispensable pour faire basculer un ordre injuste et irrationnel.

C'est cette négativité active de l'athéisme – et non pas l'hypothèse matérialiste qu'il ne se donne pas même la peine de réfuter – qui retient l'attention de Hegel dans le chapitre des *Leçons* qu'il consacre aux philosophes. Non pas, comme le montre bien Jean-Claude Bourdin dans *Hegel et les matérialistes français du dix-huitième siècle*, que le philosophe d'Iena, chantre de l'Absolu, s'attarde un instant à discuter de la valeur en soi de l'athéisme, mais il rend hommage aux philosophes pour s'être attaqués à une Eglise catholique française qui trahissait la religion, *«non pas celle qui fut purifiée par Luther – mais la superstition la plus honteuse, la prêtraillerie, la bêtise, la dépravation d'esprit ; et surtout la dissipation des richesses»*. Les athées ayant rempli cette fonction historique, joué ce rôle indispensable et héroïque d'autocritique de l'Esprit, il ne leur reste plus qu'à disparaître puisqu'ils n'ont, par ailleurs, aucune spéculation positive à défendre.

Reste à savoir si cette négativité appartient définitivement, comme l'affirme la dogmatique hégélienne, à un moment passé-dépassé de l'histoire de l'esprit ou si le procès en platitude et en réductionnisme que l'on a coutume de faire aux matérialistes ne cache pas la crainte qu'inspire encore la subversion d'une pensée qui a gardé intact le pouvoir de dire non.

P. L.

(1) Mais pas Voltaire, que Newton confirmait dans son déisme, comme le montrent les *Eléments de philosophie de Newton* qui viennent d'être édités par Robert Walters et W. H. Barber (vol. 15 des *Œuvres complètes* de Voltaire, en cours de publication, Voltaire Foundation). Signalons également, chez ce même éditeur, en collaboration avec l'université de Toronto, la parution du troisième et dernier volume de la *Correspondance générale d'Helvétius*, dirigé par Alan Dainard (484 p., 690 F).

RACINES
de Dobritsa Tchossitch (Dobrica Cosic). Traduit du serbo-croate par Dejan M. Babic, L'Age d'homme, 256 p., 120 F.

OMER PACHA LATAS
d'Ivo Andric. Traduit du serbo-croate par Jean Descat, Belfond, 300 p., 110 F.



D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Romans d'un pays disparu

DEUX auteurs yougoslaves. Deux romans qui nous arrivent, longtemps après avoir été écrits, d'un pays qui n'existe plus. De ces Balkans qu'on a appelés la «poudrière de l'Europe», qu'on ne sait plus comment nommer, et dont les soubresauts, qu'on le veuille ou non, nous concernent une fois encore. Nous désignent comme complices passifs des tueries. Mais complices de qui?... Situation indéchiffrable. Et que la littérature, par son pouvoir de nous plonger dans des vies, nous fait appréhender souvent plus justement qu'un manifeste.

Vision dramatique du destin des paysans serbes dans *Racines*, le second roman de Dobrica Cosic (prononcez Dobritsa Tchossitch), l'auteur de ce gigantesque récit épique de notre temps – *le Temps du mal et le Temps de la mort* (aux éditions de l'Age d'homme), – dont les lecteurs ne savent pas forcément qu'il est aussi, depuis le 15 juin, président de la Serbie et du Monténégro... Publié avec succès à Belgrade en 1954 par un jeune écrivain de trente-trois ans, *Racines*, qui se passe dans les années 90 du dix-neuvième siècle, est le début de la saga de la famille Katic, de Prerovo, un village de petite Serbie, près de Zeman. Son auteur, résistant de la première heure, est alors un proche du maréchal Tito, un personnage important du Parti communiste serbe, auquel il avait adhéré à vingt ans; membre du comité central, il sera limogé et exclu du parti en 1968, pour cause de *«nationalisme serbe»*, alors proscrit. Il va entrer dans l'opposition tout en se consacrant à l'écriture.

Racines, beaucoup plus court que les œuvres qui vont suivre, est un roman qui se suffit à lui-même et dont le style et le système de narration sont très différents, même si on y trouve déjà le souffle, la passion et l'énergie de l'auteur du *Temps de la mort*. Une recherche de l'écriture aussi, plus sensuelle, une approche poétique de la nature, le poids des paysages des rives de la Morava et la présence de personnages de chair et de sang, pleins de contradictions et de faiblesses, mais qui sont déjà les pères fondateurs d'une nation en formation. Une famille pour qui la stérilité est synonyme de mort. Et dont le descendant, Adam, perpétuera le nom, quel que soit son père. Fils de paysans lui-même, l'auteur nous entraîne dans une région mal connue du nord de la Serbie, vers ses prairies fleuries que le fleuve inonde, dans un village sans passé, sans cimetière, où les habitants se sont fixés depuis une dizaine d'années seulement, après le départ des Turcs. Loin de là, dans la capitale où les libéraux, désormais austrophiles, affrontent les radicaux russophiles, on a proclamé, avec l'assentiment de l'Autriche, le royaume de Serbie et son roi Milan Ier. Qui ne durera pas. Au village, Acim, leader radical, devenu le maître puissant d'un grand domaine, a conscience d'être le premier *(«Ton grand-père est resté jusqu'à la fin de sa vie un domestique et un meunier. Ils n'ont aucune raison de s'en souvenir. Notre lignée commence par moi. Je suis à la fois la racine et le tronc.»)* Son père, Luka, a été découvert sous un saule, près de la rivière, abandonné par ses parents qui fuyaient les Turcs; il restera, pour tous, «l'étranger». Acim a pris le nom de sa mère, Kata; il a deux fils : Djordje, le commerçant, pas toujours honnête, qui reste attaché à la société féodale dont il est issu et qui étrangle les paysans sous les créances; Vukasin, son frère cadet, le préféré, sans doute le porte-parole de l'auteur, qui a fait des études de droit à Belgrade et à Paris, se veut moderne, ouvert aux idées nouvelles, il veut *«faire entrer la Serbie dans l'Europe»*. Il s'habille avec redingote et cravate. *«Comme un fritz»*, dit son père qui, désespéré, va le déshériter parce qu'il épouse la fille d'un ministre libéral, son ennemi mortel. Acim Katic, prêt à se révolter contre un roi qu'il ne reconnaît pas et à protéger le village du massacre qui se prépare. A se faire emprisonner pour ses idées.

A cause d'une publication à rebours de la chronologie, il y a d'abord une bizarre impression pour le lecteur familier de Cosic qui retrouve là, dans cette chronique rurale serbe, des enfants et des jeunes gens qu'il a connus dans leur vieillesse et dont il sait déjà le destin. Comme l'album de photos qu'on feuillette avec une grand-mère, survivante d'un autre âge, et qui raconte la genèse d'une nation qui nest pas encore réel, le pays des Slaves du Sud.



Ivo Andric (à gauche) et Dobrica Cosic.

LA Yougoslavie s'enorgueillissait de la personnalité du seul Prix Nobel de littérature de langue serbo-croate (en 1961), Ivo Andric (1892-1975), autre chroniqueur du passé, dont l'œuvre, obsessionnellement, conte la rencontre de l'Occident et de l'Orient. Né en Bosnie, d'une famille croate catholique, militant dans sa jeunesse du mouvement révolutionnaire «Jeune Bosnie» et emprisonné par les Autrichiens lors de l'assassinat de l'archiduc à Sarajevo, diplomate dans les grandes capitales (Rome, Bucarest, Vienne, Madrid, Paris, Berne, Berlin au moment du bombardement de Belgrade par les nazis, en 1941), Andric le Balkanique, qui parlait au moins huit langues, portait en lui l'empreinte des cultures européennes. Finalement, il déclara qu'il se voulait serbe, et c'est à Belgrade qu'il avait fini par se fixer. Cependant, c'est à la Bosnie, sa terre natale, que sont consacrés la plupart de ses livres, tout comme son dernier roman, *Omer Pacha Latas*, dont la traduction française complétera, pour les admirateurs d'Andric, une lacune, moins regrettable toutefois que le fait que ses deux grands livres de 1946, *Il est un pont sur la Drina* et *la Chronique de Travnik*, sont depuis longtemps, inexplicablement, indisponibles chez les éditeurs (1).

Publié en 1976, après la mort de l'auteur qui y avait travaillé pendant de nombreuses années, *Omer Pacha Latas* est resté inachevé. Roman-chronique, il relate le séjour d'une année (1850-1851) à Sarajevo du général en chef de l'Empire ottoman, le seraskier Omer Pacha Latas, alias Mitcho Latas de Iana-Gora. Déserteur de l'armée croate, catholique converti à l'islam, il a fait une brillante ascension à Istanbul grâce à son habileté et son mérite, qui lui ont valu d'être élevé au plus haut grade dans l'armée du sultan. Envoyé en Bosnie pour mater les beys et les vizirs hostiles au pouvoir du sultan et pour instituer le nouvel ordre du pays.

Le livre s'ouvre sur le cérémonial grandiose de l'entrée à Sarajevo du majestueux général sur un cheval blanc à harnachement doré, devant une foule fascinée, dont la description rappelle immanquablement la descente du ciel d'Adolf Hitler dans *le Triomphe de la volonté* de Leni Riefenstahl (*«Il semblait porté par un nuage. La foule étonnée, qui n'en croyait pas ses yeux, vit un rayon du soleil déclinant jeter un reflet sur sa poitrine et éclairer son visage à la barbe grisonnante, empreint d'une grave dignité et d'une énigmatique douceur.»)* L'Histoire nous dit qu'Omer Pacha Latas laissera en Bosnie une trace indélébile de sa férocité, dont nous retrouvons là les scènes d'horreur et de supplices.

Car, comme à son habitude, Ivo Andric, en historien, en conteur oriental, crée une fiction, mais sans donner d'importance aux faits historiques, préférant entrer subrepticement dans le domaine privé des souvenirs interdits. Ce qui est important pour lui réside tout entier dans la vie des gens, leurs passions, leurs problèmes éternels. Ainsi, dans *Omer Pacha Latas*, on est pris sous le charme de la rencontre avec des êtres hors du commun : Osman l'innocent en quête du sourire d'une femme; le convoi des beys enchaînés en marche pour Istanbul; Ahmet Agha, le cafetier chef d'Omer Pacha, fils d'islamisé de Macédoine, responsable du train de maison et pourvoyeur de plaisirs; Karas, l'obscur peintre croate chargé d'immortaliser le pacha; Saïda Hanum, son épouse autrichienne en robe à crinoline qui a choisi de vivre au harem. Il n'y aura pas de fin à ces récits gigognes que, comme dans *les 1001 Nuits*, l'auteur emboîte les uns à la suite des autres, pour tenter de cerner sans manichéisme, par cette juxtaposition même, une Bosnie insaisissable.

Né à la charnière de deux mondes, réunissant l'Est et l'Ouest en lui-même, Ivo Andric est fasciné par les personnages qui appartiennent à plusieurs mondes à la fois, qui ont plusieurs identités et qui font leur chemin au milieu de cette collision des cultures que symbolisent Sarajevo et la Bosnie. Dans un texte d'une remarquable acuité, intitulé *Une lettre de 1920* (parue dans *Titanic et autres contes juifs*), à travers le portrait de l'intellectuel juif qui quitte sa terre natale parce qu'il ne peut plus supporter ce *«pays de haine et de peur»*, le romancier exprime sa vision pessimiste d'un monde dont il connaît trop bien les instincts fratricides, et qu'il fuit : *«La caractéristique fatale de cette haine*, écrit Andric, *c'est que le Bosniaque ne se doute pas qu'elle vit en lui, qu'il répugne à l'analyser et qu'il hait tous ceux qui tentent de le faire (...) Ce pays pauvre et arriéré où vivent entassés quatre religions différentes aurait besoin de quatre fois plus d'amour, de compréhension mutuelle et de tolérance que les autres pays*, poursuit-il. *Alors qu'au contraire l'incompréhension, qui tourne parfois franchement à la haine, y est presque la caractéristique générale des habitants.»*

Cette haine, peut-on la circonscrire aux Bosniaques? Dobrica Cosic, dans un texte de 1991 (2), l'évoquait encore à propos de la désillusion de son peuple *«humilié, mystifié, calomnié, entouré d'incompréhension et de haine»*, qui, selon lui, a dû affronter sans cesse l'idéologie antiserbe des perdants de la guerre, *«peuples unis pour leur malheur»*. Est-ce là un point final à la haine? On peut en douter.

(1) Seuls titres actuellement disponibles : *la Demoiselle* (Laffont, 1987) et *Titanic et autres contes juifs* (Belfond, 1987). Une nouvelle traduction d'*Il est un pont sur la Drina*, depuis longtemps épuisé, est annoncée chez Belfond pour 1993.

(2) *La Yougoslavie et la question serbe*, de Dobrisa Tchossitch (L'Age d'homme. Collection «Yougoslavie. Questions et arguments»). 32 p. 20 F.

ESSAIS

L'Etat sans lui

« Tournant la page Mitterrand », Jean-Marie Colombani réfléchit sur ce que sera la France à l'aube du troisième millénaire

Notre collaborateur Jean-Marie Colombani vient de publier *la France sans Mitterrand*. Nous avons demandé à Jean-Denis Bredin d'en rendre compte.

LA FRANCE SANS MITTERRAND
de Jean-Marie Colombani. Flammarion, 237 p., 105 F.

La France et M. Mitterrand, l'un avec l'autre, le temps d'une longue rencontre, et bientôt l'un sans l'autre : Jean-Marie Colombani les regarde, ensemble et séparés. Au-delà il réfléchit sur ce que sera la France à l'aube du troisième millénaire, ce que seront devenues notre nation, notre démocratie ; deux méditations qui se mêlent de chapitre en chapitre, et parfois se bousculent.

Loyalement l'auteur avertit son lecteur qu'il *«ne prétend pas à l'objectivité»*. Il est vrai que parlant de François Mitterrand il ne peut cacher *ni sa déception ni même*, si les mots restent tranquilles, la colère qui parfois lui vient. Le «mitterrandisme» ? C'est pour Jean-Marie Colombani *«une technique magistrale de conquête du pouvoir»* faite d'habilité tactique et aussi d'intelligence stratégique. *«Le mitterrandisme*, nous dit-il, *est comme le coucou : il fait son nid politique dans le Parti socialiste sans être socialiste, son nid idéologique dans le marxisme puis dans le libéralisme. Il n'a d'identité que politique.»*

Dressant le bilan du règne de M. Mitterrand, le livre consent quelques succès. M. Mitterrand a su transformer une gauche populaire en un mouvement enraciné dans les classes moyennes, faire d'un parti laïc un parti intégrant une fraction du monde catholique. Il a *«marginalisé»* le Parti communiste avant que l'Histoire ne secouât celui-ci. Il a adapté la gauche française à un monde nouveau. Par surcroît cette gauche a produit d'excellents gestionnaires, et elle a renouvelé le personnel politique. Surtout, M. Mitterrand a bien travaillé pour les progrès de l'unité européenne. *«Dans ce grand œuvre-là, François Mitterrand a apporté plus que sa pierre.»* Si on y ajoute les réformes sociales accomplies tout au début du premier septennat, l'auteur a vite dressé le constat des actions utiles.

Le bilan des actions néfastes, ou celui des *«occasions manquées»*, est plus visible pour Jean-Marie Colombani. En politique étrangère ? M. Mitterrand a, un temps, paru freiner la marche à l'irrésistible unité, il a consenti *«mille grâces aux régimes discrédités»* de l'Est, il a admis le coup d'État destituant M. Gorbatchev. En politique intérieure ? M. Mitterrand a fait *«le choix d'une stratégie électorale comportant une forte audience de l'extrême droite»*. Sa politique, dans le domaine de la télévision, fut *«une Berezina permanente»*. Les problèmes de la ville furent négligés, et quand on les découvrit on y apporta une «réponse à l'américaine» en les confiant à M. Tapie. Surtout, M. Mitterrand n'a cessé de renforcer le modèle monarchique, organisant la sacralisation de sa fonction, multipliant les privilèges de cour. Il a gouverné, assure Jean-Marie Colombani, dans le plaisir et l'orgueil du pouvoir sculptant *«sa propre silhouette sur un socle libéral et européen»*.

Marchant vite, l'auteur est obligé de beaucoup simplifier. Parfois, quand les charges s'accumulent, elles procèdent par affirmations. Trop lucide pour ne pas se méfier de lui-même, Jean-Marie Colombani dit courageusement les dangers que porte tout réquisitoire politique, même inspiré d'une exigeante morale. *« En croyant promouvoir une conception morale de la vie publique... tous les procureurs que nous sommes ont probablement porté atteinte à l'essentiel, c'est-à-dire aux principes mêmes de la représentation. »* Jean-Marie Colombanie ne veut pas être un justicier. Mais, dressant le bilan du mitterrandisme, il n'a, semble-t-il, pas le temps de vraiment prendre en compte l'extraordinaire mutation de la société française qui se fit durant ces douze années.

Ferveur de citoyen

Cette France qui se retrouvera sans François Mitterrand, cette *« France schizophrène »*, l'auteur l'étudie séparément. C'est alors que, débarrassé de M. Mitterrand, Jean-Marie Colombani nous livre le meilleur de lui-même, son intelligence généreuse, sa ferveur de citoyen, et il écrit ses meilleures pages.

Survolant tantôt une décennie, tantôt la moitié d'un siècle, l'auteur nous rappelle quelques évidences. La mondialisation de l'économie, l'effondrement de la puissance du communisme ont fait que le capitalisme n'a plus d'adversaire capable de le faire trembler. Ce capitalisme, il reste à le corriger, à essayer de l'adapter à une morale de l'égalité : ce que droite et gauche pourraient tenter. Dans les vieilles démocraties, nous rappelle Jean-Marie Colombani, la mort des idéologies, ou leur lente agonie, *« a réduit à néant l'ambition de transformer le monde »*, laissant le champ libre à l'individualisme, au repli sur la vie privée, au culte de la performance personnelle. Plus de Jugement dernier ni de Grand Soir. Plus de foi non plus dans un progrès éternel de l'homme par la connaissance et l'intelligence, morale laïque un temps opposée au christianisme, morale contre morale ! Dans cette société *« illisible »*, *« la seule lisibilité reconnue*, nous avertit Jean-Marie Colombani, *est celle du chacun pour soi »*. *« Le principal facteur d'uniformisation de la société*, nous dit-il encore, *est l'adhésion à une culture de l'argent »* : de l'argent ou plutôt de ce qu'il apporte en sécurité, en santé, en confort, en vacances, dans le domaine aimé de la famille, de la maison, de la voiture. Un univers à soi.

Regard hâtif sur les sociétés prospères... *mais qui aide Jean-Marie* Colombani à nous ausculter. Sans doute avons-nous conservé quelques-unes de nos vieilles maladies. La France n'a pas cessé de se contempler, de se commémorer, de séparer le bien du mal et de distribuer des leçons. La soif de calomnies, le goût des scandales, nous ne les avons pas perdus, tout au contraire : notre temps y excelle. Il en va de même de cette propension à la servilité qu'observait déjà Tocqueville. Et, incorrigiblement, la France continue de déprimer *« quand elle n'est pas engagée dans une grande cause ou quand elle n'est pas emportée par le tragique de l'Histoire »*. Sans guerre ni révolution, *« elle est malade de son moi »*.

Semblable à elle-même, et pourtant si différente ! L'auteur regarde les nouveaux citoyens, ceux qui participeront aux fêtes de l'an 2000. Près de soixante millions de Français, une durée moyenne de vie qui marche vers les quatre-vingts ans, une société qui n'est plus que faiblement rurale, une France où les ouvriers de l'industrie ne forment plus une armée de prolétaires, mais où ne cessent de surgir de nouveaux pauvres, presque des parias, si peu représentés et défendus. Ces Français, d'aujourd'hui ou de demain, qui revendiquent tant le respect de leurs différences, ils semblent à Jean-Marie Colombani beaucoup moins divers, et séparés, qu'ils ne le furent. L'enseignement, la télévision, le mode de vie n'ont cessé de renforcer l'unité française. *« Le champ du consensus »* s'est élargi, périmant, sur beaucoup de problèmes, l'ancien clivage de la gauche marxiste et de la droite conservatrice. Mais, dans le même temps, la mondialisation de l'économie a relié notre bulletin de vote au cours de la Bourse de Tokyo. L'Europe a rétréci le champ de l'action gouvernementale. Nul ne sait plus bien ce qu'est la nation, coincée entre l'identité européenne et le règne de l'individu. Le politique est devenu un métier à part, désacralisé, sur lequel chacun s'acharne, ce qui pourrait être le dernier vestige de la puissance du citoyen. L'Etat *« délabré »* n'est plus capable de remplir ses missions traditionnelles, ni de se mobiliser sur les nouveaux fronts ouverts, le chômage, les banlieues, l'immigration... Ce que redoute l'intransigeant démocrate qu'est Jean-Marie Colombani, c'est que, sur cet incompréhensible chantier, le «camp de la peur» ne vienne un jour s'installer en maître. Plus le fonctionnement d'une société est complexe, nous dit-il, plus le discours risque de se simplifier, de se durcir.

Que faire? Achevant son livre, Jean-Marie Colombani se met utilement au travail des réformes... Il nous invite à modifier profondément la Constitution. Il nous suggère de *« refaire l'Etat »*, de définir ses véritables tâches dans le monde moderne et ses moyens de bien les remplir. Il nous propose enfin, *« tournant la page Mitterrand »*, de dépasser les frontières politiques qui séparent la gauche et la droite, leur histoire, leurs utopies, bref d'inventer, sur les problèmes d'aujourd'hui, des *« majorités transversales »*, ce que rêva, autrefois, Edgar Faure. Qui aura l'audace de porter un projet si ambitieux ? Voici que Jean-Marie Colombani nous présente les candidats de la vraisemblance Michel Rocard et Jacques Chirac dont il nous dit les mérites et les faiblesses. Le voici retourné, pour conclure, à *l'actualité politique*. Mais le temps qu'il s'en est évadé, il nous a captivés, il nous a porté beaucoup de lumières. Si le projet de ce livre fut de nous aider à comprendre notre mentalité, notre temps, à réfléchir sur notre citoyenneté, il a bien rempli sa mission.

Jean-Denis Bredin

